

HISTOIRE

DU RÈGNE

DE PHILIPPE III,

ROI D'ESPAGNE.

De l'Imprimerie d'Ant. BERAUD, rue Mazarine, N°. 20.

HISTOIRE

DU REGNE

DE PHILIPPE III,

ROI DESPAGNE,

PAR ROBERT WATSON, Docteur en Droit,

Principal du Collége réuni à l'Université de Saint-André;

CONTINUÉE PAR

GUILLAUME TOMSON, Docteur en Droit.

OUVRAGE TRADUIT DE L'ANGLAIS,

PAR L.-J.-A. BONNET.

TOME PREMIER,
Contenant les Livres I, II et III.



A PARIS,

Chez { CERIOUX aîné, Libraire, Quai Voltaire N° 17;
H. NICOLLE, A LA LIBRAIRIE STÉRÉOTIPE, rue des Petits-Augustins N° 15;
ARTHUS BERTRAND, Libraire, rue Haute-Feuille N° 23.

1809.

ERRATA DU PREMIER VOLUME.

Pag. 35, lig. 12, *au lieu de* semble, *lisez* semblable.
— 51, lig. 8, *au lieu de* éprouvèrent, *lisez* essuyèrent.
— 52, lig. 7, *au lieu de* horwyn, *lisez* herwyn.
— 54, lig. 23, *au lieu de* leurs, *lisez* les. lig. 27 *au lieu de* commandée, *lisez* commandés. *Au lieu de* ladsiano, *lisez* ladciano.
— 64, addition marg., *au lieu de* armée, *lis.* arrivée.
— 68, lig. 9, *au lieu de* ces, *lisez* ses.
— 103, lig. 15, *au lieu de* de, *lisez* des.
— 170, lig. 15, *au lieu de* Gram, *lisez* Grave.
— 180, lig. 17, *au lieu de* ses, *lisez* tous ses.
— 213, l. 7, *au lieu de* l'armée, *li.* l'armée Hollandaise.
— 224, lig. 15, *au lieu de* Prince, *lisez* général.
— 233, lig. 19, *au lieu de* en avait, *lisez* avait.
— 239, lig. 4, *au lieu de* d'Oldensal, *lis.* d'Oldenzal.
— 246, lig. 2 de la note, *au lieu de* tum id evenisset si, *lisez* tum id si evenisset.
— 312, lig. 3, *au lieu de* trouvait, *lisez* trouvaient.
— 314, lig. 5, *au lieu de* eue, *lisez* eu.
— 328, l. 2, *au lieu de* impossibilibé, *lis.* impossibilité.
— 329, l. 20, *au lieu de* proposions, *lis.* propositions.
— 342, lig. 13, *au lieu de* suprise, *lisez* surprise.
— 357, lig. 5, *au lieu de* de de cet acte, *lis.* de cet acte.
— 384, lig. 21, *au lieu de* toute, *lisez* tout.
— 386, lig. 8 (note), *au lieu de* le plus, *lisez* les plus.
— 395, lig. 22, *au lieu de* avaient, *lisez* avait.
— 396, lig. 5, *au lieu de* avaient, *lisez* avait.
— 399, lig. 12, *au lieu de* établies, *lisez* établis.
— 431, lig. 17, *au lieu de* résultat, *lisez* résultats.
— 446, lig. 4, *au lieu de* conseutirent, *lisez* ils consentirent.

AVERTISSEMENT
DE L'ÉDITEUR ANGLAIS.

Les quatre premiers livres de cet ouvrage, qui renferment les progrès de la guerre dans les Pays-Bas, l'établissement de la Trève avec les Hollandais, et l'expulsion des Maures du royaume d'Espagne, sont imprimés littéralement sur le Manuscrit du docteur Watson. On n'a fait aucun changement dans l'ordre des matières, ni dans le style de cet Ecrivain. Néanmoins, il est de toute justice, pour la mémoire de cet Auteur et pour le Public, de déclarer que les deux derniers livres ne sont point sortis de sa plume : on les doit à l'Editeur du Manuscrit du docteur Watson, conformément au désir que lui en ont témoigné les tuteurs des enfans de cet homme célèbre. On a jugé nécessaire de donner

cette marque d'attention à la curiosité du lecteur : curiosité qui, vu l'importance de l'Ère actuelle, ne peut qu'être encore plus animée par les grands événemens qui se sont passés depuis peu dans le Monde.

On ne peut douter que le docteur Watson ne se soit particulièrement appliqué à frapper cet ouvrage au coin de la vérité qui brille avec tant d'éclat dans son histoire de Philippe II. Il a, pour cet effet, consulté les Écrivains les plus recommandables ; et, par les soins du Comte de Hardwicke, son respectable ami dans la Littérature, il a puisé des faits singulièrement intéressans dans des manuscrits inappréciables par leur importance et leur authenticité.

Le Continuateur de ce récit du docteur Watson n'a pas cru devoir entrer dans le détail des opérations navales qui eurent lieu sur mer au-delà de la ligne, même

après la pacification d'Anvers. Selon cet Écrivain, ces opérations qui se sont exécutées lors de l'expiration de la trève, appartiennent, par une liaison très-naturelle, à l'histoire d'Espagne, quand les Ministres de cette couronne, en pesant dans la balance politique les avantages et les préjudices qui étaient résultés de cette même trève pour leur pays, délibérèrent s'ils prolongeraient la paix, ou renouvelleraient la guerre.

Les Conférences publiées dans cette nouvelle édition, qui se sont tenues à Londres en 1604 entre les Commissaires espagnols et les Commissaires anglais, pour effectuer une paix solide entre leurs Nations respectives, ont été conduites de part et d'autre avec un décorum, une noblesse et des talens extraordinaires. Non seulement elles servent à satisfaire une curiosité relative à leur sujet particulier, mais aussi à répandre 1°. la dernière clarté sur les intérêts et les vues qui di-

rigèrent à cette époque les Cours de Londres et de Madrid; 2°. sur l'état du commerce de ces Puissances; 3°. et sur les sentimens, les mœurs et le caractère général de ce siècle.

PRÉFACE

DU TRADUCTEUR.

L'HISTOIRE de Philippe III, roi d'Espagne, dont je soumets la traduction au Public, n'a point encore paru dans notre langue.

Elle est divisée en six Livres, avec un Appendix.

Les quatre premiers Livres appartiennent au Docteur Robert Watson, très-savant Écrivain anglais du siècle dernier, auteur de l'Histoire de Philippe II, prédécesseur et père de Philippe III.

Les deux derniers Livres sont l'ouvrage du Docteur Guillaume Thomson, qui ne le cède en rien à Watson pour la profondeur des pensées et la noblesse du style.

Ma traduction complète dont celles des Histoires de Charles-Quint et de Philippe II, dont notre Littérature est depuis long-tems enrichie, et qui sont justement célèbres par leur élégance et leur fidélité.

A Dieu ne plaise que j'ose m'égaler aux estimables traducteurs de ces ouvrages accomplis ! Toutefois, je me suis efforcé de suppléer au manque d'élégance par la fidélité ; et, pour atteindre ce but, j'ai souvent consulté M. Robertz, ancien professeur de langue anglaise à l'Ecole Royale Militaire, professeur actuel de cette même langue au Lycée Napoléon et à l'Athénée de Paris, qui, depuis long-tems, veut bien m'honorer d'une estime particulière.

Je ne dirai rien de Philippe III ; il est tout jugé depuis deux siècles : mais le lecteur instruit admirera, sans doute,

l'art et la vérité avec lesquels Watson et son continuateur ont peint les événemens mémorables qui se lient au règne de ce Prince.

L'Appendix renferme toute la négociation qui a précédé la paix conclue en 1604 entre l'Angleterre, l'Espagne, l'Archiduc Albert et l'infante Isabelle sa femme, en leur qualité de Souverains des Pays-Bas. Cette Pièce importante, dont l'Avertissement qui précède, fait éloge, ne peut qu'être très-utile à ceux qui embrassent la carrière diplomatique.

Puisse mon zéle obtenir quelque indulgence.

L.-J.-A. BONNET.

HISTOIRE
DU REGNE
DE PHILIPPE III,
ROI D'ESPAGNE.

LIVRE PREMIER.

ARGUMENT.

Naissance de Philippe III. — Son caractère. — Son mariage. — Sa confiance absolue dans le duc de Lerma. — Continuation de la guerre dans les Pays-Bas. — Lâche conduite de Mendoza. — Magnanimité du prince Maurice. — Licence et barbarie des Espagnols. — État de l'Allemagne. — Confédération des Princes allemands contre Mendoza. — Siége de Bommel. — Invention d'un nouveau genre de fortification par le prince Maurice. — Soupçons élevés contre

ce prince. — Autre espèce de fortification imaginée par l'historien Colonna. — Fort élevé dans l'île de Bommel. — Évènemens en Allemagne. — Siége de Rees. — Licenciement de l'armée d'Allemagne — Flotte envoyée pour croiser contre les Anglais. — Arrivée des Archiducs dans les Pays-Bas. — Mutinerie parm iles troupes espagnoles. — Siég de St.-André. — Assemblée des États à Bruxelles. — Conseil d'un accommodement avec les États révoltés. — Négociation pour la paix entre l'Espagne et l'Angleterre. — Elle échoue. — Résolution des États-Unis d'envahir la Flandre. — Siége de Nieuport. — Bataille de Nieuport. — Reprise du Siége de Nieuport. — Décadence de l'Agriculture et des Manufactures. — Expédiens imaginés pour remédier à ces maux. — Description d'Ostende. — Capitulation de Rhinberg. — Siége d'Ostende. — Siége de Bois-le-Duc. — Jalousies excitées par les levées que fait l'Espagne en Italie. — Invasion en Irlande.

1598. PHILIPPE III, Roi d'Espagne, fils de Philippe II, et d'Anne d'Autriche, fille de Maximilien II, Empereur d'Allemagne, monta

ır le trône à l'âge de vingt et un ans. Quoique 1598.
en n'eut été épargné pour imprimer à ce
:une prince des mœurs semblables à celles
e son prédécesseur, il développa néanmoins
n caractère diamétralement opposé à celui
u Roi son père. Les instructions que reçu-
:nt les personnes chargées de son éducation,
:mblent (1) prouver incontestablement que
: principal soin de Philippe II, fut d'inspi-
er à son fils, pour l'Eglise de Rome, ce
igotisme et cet attachement superstitieux dont
ıi-même était si fortement animé. Les soins
u'il prit pour atteindre à ce but furent suivis
'un plein succès. Mais il vit ses espérances
ntièrement déçues, lorsqu'il voulut faire de
et héritier présomptif un monarque accom-
li. La Nature lui avait refusé les qualités
minentes qui font les grands Rois; et l'in-
olence naturelle de son caractère rendit in-
incible l'antipathie qu'il manifesta dès ses

(1) Historia de la vida y Hechos, del inclito monarcha
). Felippe tercero, por Gil. Gonzalez Davila; Cronista
e los Senores Reyes D. Felippe III, y IV, Tom., lib. I,
ıp. 6.

1598. plus tendres années pour tout effort de courage et d'activité (1).

Instruit de ce vice dominant dans le naturel de son fils, Philippe prévoyait avec la plus vive inquiétude les funestes conséquences qui devaient en être la suite, lorsqu'il serait parvenu à la Couronne. Cependant, pour l'initier et l'habituer peu à peu au maniement des affaires publiques, il créa un Conseil composé de ses ministres les plus profonds dans la science du Gouvernement, et lui ordonna de le présider assidûment. Trois fois par semaine on discutait en sa présence divers points très-importans, concernant l'administration du royaume, et il était tenu de rapporter au Roi l'avis qui avait prévalu (2). Mais, cette sage mesure, et tous les moyens que put imaginer Loaisa, fidèle précepteur de ce prince, ne produisirent point l'effet qu'on en espérait. Aucun remède n'eut la vertu de retremper son caractère, où la plus insigne paresse se montrait toujours sous les formes les plus apparentes. Des dispositions si fâcheuses jettèrent de bonne heure l'épouvante dans le

(1) Addiciones e la Historia del Marques Virgilio Malvezzi. — Yanez Memorias, p. 136.

(2) Davila, lib. 1, cap. X.

cœur du Roi ; et ses craintes étaient d'autant plus douloureuses, qu'elles se trouvaient justement fondées. Déjà Philippe avait jugé son fils : déjà, il pressentait les terribles effets qui résulteraient un jour de son insuffisance, ou de son extrême aversion à tenir lui-même les rênes de l'Empire : déjà, il voyait le gouvernail de l'État livré aux mains du marquis de Denia, ou de quelqu'autre ignorant favori. A la vérité, ce Monarque avait souvent prévenu l'objet de tant de sollicitudes du danger d'une si lâche conduite qui, tant de fois, précipita les empires dans un abîme de maux. Peu d'heures avant sa mort, il lui parla avec toute la chaleur paternelle des immenses obligations des rois envers les peuples, et de l'urgente nécessité de gouverner par lui-même le royaume auquel il allait succéder. Il lui recommanda spécialement de s'attacher, comme ses principaux conseillers, Don Christophe de Moura, marquis de Castel Rodrigo, et Don Juan Idiaquez, dont l'expérience, la fidélité et les talens extraordinaires lui devenaient indispensables, sur-tout au commencement de son règne, et pouvaient lui procurer les plus rares avantages (1). 1598.

(1) Gon. Davila, lib. 1, cap. 12. — Porreno Dichos y

1598. Né avec un caractère doux et facile, le jeune prince avait témoigné jusqu'alors une extrême soumission aux volontés du Roi son père (2). Mais à peine eut-il le front ceint

---

Hechos passim. Philippe, en parlant de son fils, se servait toujours de ce proverbe : « *Que era mas para ser mandado, que mandar.* Addiciones di Malvezzi. »

(1) L'auteur des additions à l'histoire du marquis Virgilio Malvezzi, donne une preuve évidente de la vérité de cette assertion.

Philippe II, ayant conçu le projet de marier son fils à une des filles de Charles, archiduc d'Autriche, fit venir les portraits de ces princesses. Un jour, en présence d'Isabelle, sa fille, et de plusieurs de ses ministres, il dit au jeune prince de considérer attentivement ces tableaux, et de désigner celui de la princesse qu'il préférait pour sa femme. Philippe, avec sa soumission accoutumée, s'en remit, pour une décision si importante, au jugement de son père. Le Roi, après lui avoir représenté l'inconvénient d'écouter tout autre penchant que le sien propre dans une affaire dont dépendait essentiellement le bonheur de sa vie, le pressa de consulter uniquement son goût. Il l'engagea à faire transporter les tableaux dans son appartement pour les examiner de nouveau, et fixer déterminément son choix. Je n'en ai point d'autre, répliqua le Prince, que la volonté de votre Majesté; et je suis sûr que celle des princesses, à qui elle donnera la préférence, me paraîtra la meilleure et la plus belle de toutes.

de la couronne, que, méprisant la sagesse de ses conseils, il se montra indigne de la porter. Persuadé de son incapacité, entraîné par une indolence inouie, il résolut, pour s'affranchir de toute application aux affaires et de l'embarras de consulter sans cesse divers conseillers, d'abandonner le timon du gouvernement au marquis de Denia, son favori. 1598.

Philippe, pour éloigner honorablement de la cour le marquis de Castel-Rodrigo, qui avait joui pendant long-tems de la plus intime confiance de son père, le nomma vice-roi de Portugal (1). Il supporta la présence d'Idiaquez, qui, né moins ambitieux et plus souple de caractère que Castel-Rodrigo, consentit à remettre la présidence des Ordres Militaires dont il était revêtu, pour occuper une place d'un rang inférieur. Cependant, on recourait par fois à la sagesse de ses avis, à cause de son extrême sagacité et de la prudence consommée (2), qu'il avait acquise par une longue expérience: mais toute l'autorité résidait dans la personne du favori. Premier

(1) Davila, p. 36.
(2) *Idem*, p. 37.

1598. écuyer de Philippe, avant l'avénement de ce prince au trône, Denia avait habilement profité du libre accès que lui donnait cette place auprès de son maître, pour captiver son affection, et prendre sur lui un ascendant irrésistible.

A peine eut-il la direction des affaires, qu'il fut créé duc de Lerma, et admis au conseil d'Etat. Pour investir ce nouveau ministre d'une puissance absolue, Philippe adressa à tous les conseils du royaume des édits portant injonction d'obéir sans réserve à tous les ordres qu'il leur intimerait en son nom.

Une partialité si révoltante, que Philippe ne se donnait pas même la peine de dissimuler, occasionna un mécontentement général. Les grands de la première classe furent saisis d'indignation de voir revêtu d'une autorité illimitée un homme dont l'infériorité de la naissance ne pouvait être mise en parallèle avec l'ancienneté de leur origine. Le peuple, justement alarmé d'un début aussi sinistre, et jugeant Philippe d'après plusieurs autres exemples d'une conduite non moins inexcusable,

(1) Davila, p. 41.

conçut dès lors les craintes les plus vives pour un règne dur et orageux. Par-tout il faisait éclater avec d'autant plus de force et de raison son mécontentement, que le duc de Lerma, sans expérience des affaires du gouvernement, n'avait encore développé le germe d'aucun talent. La force de la vérité démontrait évidemment à ce même peuple qu'un abandon si funeste de tous les ressorts de l'Etat en des mains si peu exercées à les faire jouer, sans risquer de les briser, était une preuve manifeste de l'extrême faiblesse du caractère du Roi qui, au mépris des avis et de l'exemple de son père, dont les Espagnols révéraient généralement la mémoire, ne rougissait point de déclarer ouvertement le choix d'un favori si peu propre à remplir l'attente d'une nation si célèbre. On avait raison d'appréhender, d'après un premier acte d'autorité qui décelait la plus coupable imprudence, que, sous ce rapport, le caractère du favori différât peu de celui du Souverain (1), et la suite des événemens prouve incontestablement que cette crainte n'était que trop bien fondée. A la 1598.

(1) Vide addiciones to Malvezzi, p. 144.

1598. vérité, Denia était parvenu d'abord, par sa douceur et son affabilité, à tromper le jugement qu'avaient porté de lui, dans le principe, presque toutes les personnes qui l'approchaient. Il avait même réussi à se concilier la faveur du Clergé par son imperturbable attachement à la cause de l'Eglise. Mais, malgré tout l'art qu'il employa pour séduire les esprits, on découvrit bientôt qu'il n'avait ni cette fermeté, ni cette économie, ni cette capacité que requérait impérieusement le ministère, aussi important qu'épineux, dont il était chargé (1).

Il était sur-tout très-affligeant pour la Monarchie espagnole de voir, à une période si désastreuse, l'administration du royaume confiée aux mains d'un Prince fainéant et d'un Ministre inexpérimenté. Aussi, le roi défunt, qui avait prévu ce fatal événement, y avait-il pourvu en partie par la paix qu'il avait conclue avec la France, et par sa renonciation à la souveraineté des Pays-Bas : renonciation dont le grand objet était d'étouffer la guerre et la rébellion qui désolaient alors ces

---

(1) Mayerne Turquet, p. 1295.

malheureuses provinces, dans l'espoir de les ramener ensuite d'autant mieux sous son obéissance. Il avait également laissé dans une profonde paix les Espagnes, et tous les domaines qu'il possédait en Italie et dans le nouveau Monde; et le Portugal, maintenant façonné au joug, était pleinement soumis à son autorité. 1599

Mais si, à la faveur de ses veilles et de la vigueur de son administration, Philippe II, à l'exception des Pays-Bas, avait maintenu la tranquillité intérieure dans toutes ses possessions de l'ancien et du nouveau Continent, il s'en fallait de beaucoup qu'il les eût laissées dans une situation heureuse et florissante. Au contraire, l'Espagne, où il avait fixé sa résidence et le siége de son empire, se trouvait tellement épuisée, que plusieurs des principales sources de son opulence et de sa prospérité avaient entièrement disparu.

La guerre, où ce prince avait affecté de déployer des efforts si surprenans et si soutenus sur terre comme sur mer, et plus encore, peut-être, les nombreuses émigrations attirées dans le nouveau Monde par l'appât des richesses, avaient considérablement diminué la population de l'Espagne. Indépendamment de

1598. ces causes, les siécles précédens avaient vu le Souverain partager sans réserve entre l'Eglise et l'Epée toutes les places revêtues de distinctions honorifiques, avec les immenses revenus qui s'y trouvaient attachés. Dès lors, les Arts mécaniques et l'Agriculture, follement méprisés par l'absurde pensée qu'ils étaient moins recommandables que les Armes et l'Autel, furent honteusement abandonnés par la paresse espagnole, et par l'avide ambition toujours prête à courir les hasards des entreprises. Ce coupable abandon et les conséquences funestes qui en découlèrent au détriment de ces arts et de cette culture si utiles à l'homme, dont les profits, toujours modérés, sont toujours certains, furent portés au comble, à l'aspect de tant d'énormes richesses ravies, avec leur principauté, aux malheureux Yncas par la brûlante cupidité qui, sans cesse, s'élançait des rives du Tage aux rives des Amazones. Cependant, cette prodigieuse quantité d'or que tirait des mines du Pérou le souverain des Espagnes, était ou dévorée dans le nouveau Monde par la guerre que ce prince y poussait à outrance contre les naturels du pays, ou s'écoulait chez les autres nations, de qui il était forcé d'acheter des munitions de toute

espèce. Presque toutes les matières importées 1598 par les marchands et par d'autres particuliers étaient échangées en Angleterre, en Italie et dans les Pays-Bas, contre les produits des manufactures de ces divers Etats, dont manquaient les Colonies espagnoles, et que la Mère-Patrie était dans l'impuissance de leur fournir. Le surplus devenait la proie du Fisc, par l'excès des impôts dont, de tems à autre, l'impérieuse nécessité forçait Philippe de surcharger ses peuples. Outre les pertes innombrables, éprouvées sur mer par les flottes de ce monarque, dont le sort fut d'être presque toujours battues par celles de l'ennemi, la disette d'argent, l'absence des manufactures, les campagnes demeurées incultes n'avaient pas moins contribué à la presque destruction de toutes les branches de commerce. Les suites en furent si désastreuses pour les finances de l'État, qu'outre une dette de cent quarante millions de ducats laissée par ce prince à la charge de la couronne, il fût contraint de recourir à l'ignominieux expédient de faire circuler au sein même de son empire des ecclésiastiques de maison en maison, pour recevoir de chacun de ses sujets tel secours qu'il voudrait bien lui accorder. Mais cette

1598 mesure humiliante, loin de produire l'effet qu'il en attendait, ne servit qu'à le perdre de réputation dans son propre royaume, comme l'avait précédemment fait dans le reste de l'Europe son refus de payer l'intérêt de la dette qu'il avait contractée chez l'étranger (1).

L'état de faiblesse où se trouvait réduite alors la monarchie espagnole n'en rendait que plus imminent le danger qui la menaçait, par l'extrême éloignement de la plus grande partie de ses possessions du siége du gouvernement, qui les mettait hors de portée d'une surveillance active. Rien ne pouvait donc la sauver d'une ruine prochaine qu'une administration vigoureuse, soutenue par les talens les plus consommés, et par l'économie la plus juste et la plus sévère. Il ne lui importait pas moins de conclure promptement la paix avec les puissances maritimes qui, depuis plusieurs années, maîtresses souveraines des mers, semblaient posséder maintenant des forces navales suffisantes pour détruire entièrement son commerce, et lui couper toute communication avec ses colonies.

---

(1) Gon. Davila, p. 25.

Mais le duc de Lerma n'avait ni la péné- 1598.
tration nécessaire pour appercevoir ce danger, ni les moyens suffisans pour l'éviter. Cependant, comme il avait été témoin des embarras insurmontables où le désordre des finances avait jeté le dernier Roi, il ne pouvait ignorer la malheureuse détresse du royaume. Il était donc tout naturel de penser que ses premiers soins tendraient d'abord à supprimer, autant que les circonstances le lui permettraient, les folles dépenses de la Cour, en frappant de réduction cette multiplicité de charges inutiles, créées par la vanité des premiers rois aux tems d'une riante prospérité. Mais, loin d'adopter une si sage mesure, en portant par-tout l'esprit d'ordre et d'économie, Lerma, dans ce qu'on peut appeler avec justice, *l'enfance de son administration*, multiplia tellement ces sortes d'offices (1), et donna tant d'autres preuves d'une semblable profusion, qu'une conduite si extravagante n'eût pu être justifiée, même dans la situation la plus florissante du royaume.

Un des premiers événemens de ce règne

(1) Gon. Davila, p. 45.

1598. fut le mariage de Philippe avec Marguerite d'Autriche (1), que l'Archiduc Albert avait conduite en Espagne. Pour cet effet, ce prince, vers l'époque de la mort du dernier Roi, s'était rendu des Pays-Bas en Allemagne, d'où, bientôt après, il était parti de Gratz, et avait pris la route d'Italie avec cette princesse. Mais, la lenteur espagnole mit tant de tems à terminer les immenses préparatifs des fêtes brillantes ordonnées pour embellir sa réception, que la flotte équippée pour la transporter au lieu de sa destination, ne mouilla à Gênes que plusieurs mois après son arrivée en cette ville.

Outre un nombre infini de riches présens distribués au Clergé et aux Princes étrangers à l'occasion de ce mariage, la magnificence avec laquelle il fut célébré dans la ville de Valence fit sortir des coffres de l'Etat plus d'un million de ducats (2). Les ecclésiastiques qui, dans cette circonstance et dans beaucoup d'autres occasions, eurent une si grande part à la munificence du duc de Lerma, firent le plus

(1) Fille de Charles, archiduc d'Autriche.

(2) Con. Davila, lib. 2.

pompeux éloge de sa libéralité. Mais, les personnes impartiales et douées d'un juste esprit de discernement, qui s'intéressaient de bonne foi à la véritable gloire et au bonheur de la Nation et de la Couronne, furent saisies d'une indignation mêlée du plus profond mépris (1). 1598.

Les nôces de l'archiduc Albert avec l'infante Isabelle, eurent lieu presqu'immédiatement après celles de Philippe et de Marguerite (2). Bientôt après, ces illustres époux partirent pour les Pays-Bas, après avoir reçu du Roi et de son ministre l'assurance la plus positive d'un secours très-considérable en argent ou en troupes, pour les mettre en état, non-seulement de soutenir avec éclat la souveraineté à laquelle ils venaient d'être élevés; mais encore pour faire rentrer dans le devoir les provinces révoltées. 1599. Avril. fin de Mai.

Cette résolution une fois prise, il n'y avait plus à balancer pour son exécution. En effet, si on rapproche l'âge d'Isabelle des conditions exigées par le dernier Roi, lorsqu'il

(1) Addiciones a la Historia de Malvezzi, p. 152.

(2) Albert s'était démis d'avance de la dignité de Cardinal entre les mains du Pape.

1599. transporta la souveraineté des Pays-Bas à cette Princesse, sa fille, il est clair que ces contrées devaient retourner dans peu au domaine de la couronne d'Espagne : car, en examinant sous son vrai point de vue le transport de cette souveraineté, on ne saurait disconvenir que, du vivant même de l'Infante, elle devait toujours être considérée comme un fief de cette monarchie, puisque cette princesse et ses successeurs étaient expressément tenus au serment de fidélité envers les rois d'Espagne; et que, pour s'assurer d'autant mieux de la foi de ce serment, l'acte de cession portait le droit d'établir garnison espagnole dans les villes d'Anvers, de Gand, de Cambray, et dans toutes les autres places de guerre. Outre ces stipulations, les deux parties contractantes s'étaient solennellement engagées à regarder comme amies ou ennemies les mêmes puissances qui vivraient avec elles en bonne ou mauvaise intelligence; et elles s'étaient également donné l'assurance d'une défense mutuelle contre le monde entier (1).

Sans doute, de pareilles dispositions au-

(1) Thuanus, lib. CXXI, cap. 2.

raient, selon toute probabilité, préservé la 1599.
monarchie espagnole de la décadence où elle tomba pendant ce règne et sous le suivant : sans doute, elles auraient contribué sensiblement à applanir ces obstacles sans cesse renaissans, contre lesquels eut à lutter le Duc de Lerma dans le cours de son administration, si l'Infante avait joui paisiblement et dans une heureuse indépendance de la souveraineté qui lui était concédée, et si l'Espagne avait été délivrée d'une guerre ruineuse avec les Provinces-Unies. Mais il est évident que, dans une conjoncture si difficile, Isabelle n'aurait pu accepter une si haute dignité, sans l'appui de l'Espagne ; car, cette princesse eut évidemment succombé dans le combat trop inégal que lui aurait livré la Hollande protégée par la Grande-Bretagne, ou elle eut dû recevoir à l'instant la paix aux conditions que ces puissances lui auraient impérativement dictées ; de manière que les Provinces-Unies eussent vu tout à-la-fois leur souveraineté consolidée avec leurs libertés civile et religieuse.

Mais Philippe était tout aussi empressé que l'avait jamais été son père d'embrasser une mesure qui devait produire un si funeste résultat. Né avec un caractère doux et condescendant à

1599. l'excès, ce Prince avait voué au Papisme un attachement si superstitieux : il était à tel point l'esclave des volontés d'un Ministre prompt à captiver en toute occasion la bienveillance du Souverain Pontife et celle du Clergé espagnol, que lui-même se serait cru infiniment coupable devant Dieu, s'il n'avait résolu d'épuiser tous les moyens que lui donnait sa puissance, pour forcer les provinces révoltées à reconnaître l'autorité du Saint-Siége. Il avait de plus, avant la mort de son père, donné dans les termes les plus positifs son consentement à l'acte de transport et à toutes les conditions qu'il renfermait : de sorte qu'entraîné par l'honneur et la tendre affection qu'il portait à l'Infante, il avait irrévocablement décidé de ne point retirer sa parole.

Animé par des motifs si puissans, que rien ne pouvait affaiblir, Philippe résolut donc de défendre les intérêts d'Isabelle et ceux de l'Archiduc, comme les siens propres, et de prendre, dans tout ce qui concernait les Pays-Bas, une part aussi active que si l'acte de transport n'eût point dû sortir son effet. Conformément à cette détermination, il y fit passer, comme sous le règne précédent, de l'argent et des troupes, pour y pousser avec

vigueur les opérations militaires; et les Conseils des Espagnes continuèrent d'y surveiller également la direction des affaires. A la vérité, l'état des choses dans cette contrée d'Europe y avait, à cette époque, affaibli plus que jamais la puissance royale. Aussi, depuis cette période, tous les événemens dont elle a été le théâtre pendant quelques années forment-ils une des parties les plus essentielles de l'histoire d'Espagne. 1599.

Pendant son absence, l'Archiduc avait confié le gouvernement des Pays-Bas à son cousin le cardinal André d'Autriche, évêque de Constance. Il avait également remis le commandement des troupes à Mendoza, marquis de Gaudalette, amiral d'Arragon. Celui-ci était encore chargé de s'assurer d'un passage convenable sur le Rhin, pour pénétrer dans les Provinces septentrionales, afin d'y faire vivre l'armée aux dépens de l'ennemi; ou, en cas d'impossibilité, de la cantonner dans le duché de Clèves et les autres pays neutres circonvoisins. Les instructions d'Albert à ce général portaient encore d'éviter soigneusement, jusqu'à son retour, d'engager aucun combat inutile. Il paraît donc hors de doute que son principal objet, en décidant le passage

1599. du Rhin, était de procurer à ses troupes des quartiers où elles eussent une subsistance assurée, qui les récompensât du défaut d'exactitude dans leur paye; et l'on assure que la seule nécessité le réduisit à prendre une mesure aussi extraordinaire. En effet, ses soldats, par une rebellion presqu'éternelle, avaient dévasté pour long-tems les Provinces méridionales des Pays-Bas: de sorte que les finances de l'Archiduc, déjà dissipées en partie, pour acquitter la solde arriérée de ces révoltés, venaient d'être entièrement ruinées à cause des préparatifs de son voyage à Madrid, où il s'était distingué par une singulière magnificence en l'honneur de la jeune reine (1).

Septembre. Mais, quels que soient les motifs dont Albert ait cherché à colorer un expédient si condamnable, il ne pouvait choisir un général doué de qualités plus propres à remplir ses desseins; car, aussitôt après son départ pour Madrid, Mendoza, rassemblant toutes les troupes dont il pouvait disposer, sans crainte de compromettre le salut des Pays-Bas, passe la Meuse,

(1) Bentivoglio, part. III, lib. V, p. 473.

près de Ruremonde à la tête de vingt mille fantassins et de deux mille cinq cents chevaux (1). De-là, poursuivant sa course, il marche droit à Orsoy, ville du duché de Clèves, située sur la rive occidentale du Rhin, dont la garnison nullement préparée à se défendre, lui ouvre les portes à force de promesses et de menaces. Il profite du moment pour augmenter les travaux de la place et de la citadelle, tandis que la plus grande partie de ses troupes est en même tems occupée à fortifier Wassum, petite ville directement opposée à Orsoy, sur la rive orientale du fleuve. 1599.

Quoique Mendoza eût ainsi assuré ses communications avec le pays au-delà du Rhin, il jugea néanmoins qu'il était de la dernière importance de s'emparer de quelqu'autre ville sur ce fleuve, à une plus petite portée de l'ennemi. Il le longea donc avec toutes ses forces, et mit le siége devant Rhinberg, ville dépendante de l'évêché de Cologne, qui, comme on l'a précédemment rapporté, ap-

(1) Cette armée, indépendamment de la cavalerie, consistait en sept mille Espagnols, trois mille Italiens, deux mille Bourguignons, mille Irlandais, et sept mille Allemands et Wallons.

1599. partenait alors aux Provinces-Unies. Cette place, d'une extrême force, était défendue par une nombreuse garnison; et les Espagnols, après l'avoir battue en brèche, livrèrent un assaut, où ils furent repoussés avec une perte considérable.

Mais un de ces terribles accidens, qui ne se sont que trop souvent répétés depuis la funeste invention de la poudre, toutes les fois qu'on n'a point usé des plus grandes précautions pour s'en garantir, hâta la reddition de la place beaucoup plutôt que les assiégés ne s'y attendaient. Un boulet de canon ayant frappé contre un des murs de la citadelle, et pénétré par une croisée dans la partie où était placé le magasin à poudre, fit sauter non-seulement cette forteresse, mais aussi presque toutes les murailles de la ville. Le gouverneur, sa femme et sa famille furent ensevelis sous les ruines avec un nombre considérable d'habitans, et plusieurs navires se brisèrent et s'engloutirent par la violente agitation de l'eau. La garnison saisie d'épouvante à l'aspect de ce désastre imprévu, et craignant, si elle résistait long-tems, de ne pouvoir soutenir un nouvel assaut, offrit une capitulation qu'ac-

cepta Mendoza, sans balancer, pour ménager le tems (1). 1599.

La prise de Rhinberg et d'Orsoy par l'armée espagnole, sema l'épouvante, et remplit de terreur et d'anxiété toutes les autres villes du pays; Burick, dans le duché de Clèves, sur la rive occidentale du Rhin, reçut immédiatement garnison espagnole; et Mendoza profitant habilement de ce nouveau succès, attaqua Wesel, une des plus florissantes villes du cercle de Westphalie, dont la population venait de s'accroître prodigieusement par l'arrivée d'un nombre infini de Protestans des provinces voisines. Bientôt, de cet accroissement excessif d'habitans résulta l'abolition de la Foi catholique, et l'établissement de la doctrine de Calvin. Cependant, les Wéselois ne pouvant se dissimuler combien une pareille conduite envers le Saint-Siége devait les rendre odieux dans l'esprit d'un Espagnol, et convaincus d'ailleurs de l'impossibilité où ils étaient d'opposer la moindre résistance à Mendoza, se décidèrent à lui envoyer une ambassade avec des présens, afin de l'engager à ne point poursuivre son dessein. Mais ce général, alerte

15 Octobre.

(1) Thuanus, lib. CXXI, cap. 9. — Grotius, lib. VII. — Bentivoglio, p. 474.

1599. à saisir une circonstance unique pour couvrir son entreprise d'un saint zèle envers l'Eglise romaine, leur ordonne impérieusement de reprendre à l'instant l'exercice de la Religion catholique. Les Wéselois, pour éviter un siége, obéirent, non sans la plus grande répugnance, à cet ordre (1); et Mendoza qui, d'abord, avait rejeté leurs présens, demanda et obtint d'eux pour ses troupes, un secours considérable en provisions et en argent, avec lequel longeant de nouveau le Rhin, il prit possession de Rees et d'Emerick.

Les habitans de cette dernière place, distingués depuis long-tems par leur attachement au Papisme, avaient, pour quelque motif d'intérêt particulier, attiré l'armée de Mendoza dans cette partie de l'Allemagne, avec promesse par écrit de ce général que leur ville et son territoire n'éprouveraient aucun préjudice du voisinage de ses troupes. Il exigea d'eux néanmoins, malgré cette assurance, de recevoir garnison espagnole; et, nonobstant les justes représentations d'un des principaux ecclésiastiques, député auprès de sa personne,

(1) L'armée espagnole n'eut pas plutôt quitté l'Allemagne, que les prêtres furent de nouveau chassés, et le Calvinisme rétabli.

pour lui rappeler la parole qu'il leur avait donnée, ils obtinrent pour toute réponse que le service du Roi catholique et l'intérêt de la Religion lui imposaient la dure nécessité de changer de plans et de mesures. A ce manque de foi inattendu, l'Ecclésiastique eut le courage de lui demander si, d'après une pareille déclaration, on devait s'étonner que les provinces révoltées refusassent toute confiance dans les promesses du roi d'Espagne, ou de ses généraux, et le menaça du sort réservé par la Vengeance céleste à l'imposture et à la perfidie. Mais Mendoza, sourd à cette remontrance, ordonna l'admission immédiate de ses troupes dans Emerick (1). Cependant, pour appaiser ses habitans, il s'engagea, sans hésiter, à ne faire entrer que quatre cents hommes seulement dans cette place, et requit même de l'officier allemand, qui les commandait, le serment de ne point outre-passer ce nombre. Mais, malgré ce nouvel engagement, il oublia à tel point les principes d'honneur et la dignité de son caractère, que, sans égard pour le premier sacrifice qu'il venait d'exiger de la part de ces habitans, il entreprit 1599.

(1) Grotius, lib. VII, p. 351.

1599 presqu'aussitôt de leur envoyer un second détachement sous la conduite de Barlotta, officier italien. Néanmoins, le commandant allemand, plein de loyauté, refusant de seconder une si lâche conduite, dit hautement que l'exemple du général ne lui ferait jamais violer la foi qu'il avait jurée.

Après avoir pris possession d'Emerick, l'armée espagnole n'était plus éloignée que de quelques milles du fort de Schenck, et d'autres places des Provinces-Unies. Mais la sollicitude des États veillait sur le danger imminent qui les menaçait. Dès que Mendoza s'était mis en campagne, ils avaient jugé qu'il méditait d'attaquer la frontière orientale de la Hollande. A cet effet, le prince Maurice, après avoir rassemblé en hâte à Arnheim, un corps de six mille fantassins et de quinze cents chevaux, avait hasardé le passage de l'Issel, et s'était approché de l'ennemi jusqu'à Zevenaer, éloigné d'Emerick d'un peu plus d'un jour de marche.

Avec des forces si inférieures, Maurice ne pouvait pas combattre l'ennemi en rase-campagne : mais, dans aucune occasion, il ne développa jamais avec plus d'habileté toutes les ressources de l'art militaire. Le choix qu'il fit des positions favorables que lui offrait la

nature du pays ; la prudence et l'activité avec lesquelles il défendit toutes les approches de son camp, empêchèrent le général espagnol de l'attaquer avec le moindre espoir de succès. Bien plus, outre cet avantage, Maurice eut encore celui d'arrêter la marche de Mendoza, ou de l'empêcher d'entreprendre le siége d'une seule des villes frontières sur l'Issel. Néanmoins, les deux armées, dont l'une était si faible en comparaison de l'autre, demeurèrent presqu'en présence pendant très-long-tems ; et l'extrême anxiété que fit paraître en cette occasion Mendoza, semble prouver sans réplique, combien il était profondément persuadé de la grande supériorité qu'avait sur lui Maurice en fait de talens militaires. Ses craintes furent même si grandes, que, quoiqu'au fort de l'hiver, il tint sur pied pendant dix jours et dix nuits toute son armée, cavalerie et infanterie, sans permettre aux troupes de prendre d'autre repos que dans leurs rangs, en plein air. Cependant, le besoin de fourrages et de provisions le força de faire sortir du camp sa cavalerie et les partisans de la cause de Philippe, qui, toujours vaincus dans diverses rencontres par des détachemens de 1599

1599. l'armée de Maurice, essuyèrent une perte considérable en prisonniers.

Indépendamment de ces échecs, l'infanterie et la cavalerie espagnoles avaient déjà si cruellement souffert de l'inclémence de la saison et du manque de vivres ; elles étaient tellement abattues par cette terreur et cette perplexité manifestées si ouvertement par Mendoza dans toute sa conduite, que, si Maurice eut profité du moment pour les attaquer, il eût, presque sans coup férir, obtenu sur elles la victoire la plus complète.

Enfin, ce manque absolu de provisions ayant convaincu Mendoza de l'impossibilité où il était de se maintenir plus long-tems dans sa position, il leva son camp, et marcha sur Dœsburg, qui commande un passage important sur l'Issel dans le territoire de Velue. Mais Maurice, qui était campé plus près de cette place, l'y devança très-à-propos, pour lui faire tête à son approche. Ce mouvement, que Mendoza n'avait pas su prévoir, le força de s'arrêter tout court à Dotechem, ville située sur le chemin de Dœsburg, où il avisa aux moyens de diriger la marche de ses troupes sur un autre point.

D'après une opération si mal concertée,

on ne peut se dissimuler que Mendoza, privé de toute espèce de capacité, n'était nullement doué de cette noble ambition qui fait concevoir et exécuter une entreprise hardie. Son armée, considérablement réduite par le froid, le fer et la désertion, se révoltait contre la sévérité de la discipline militaire, après s'être livrée pendant long-tems à toutes les horreurs du pillage et aux débordemens les plus effrénés dans tous les pays où elle avait passé. Il redoutait sur-tout les grands talens de Maurice, et tremblait, dans le cas où il réussirait à passer l'Issel, de ne pouvoir faire vivre son armée, pendant l'hiver, sur le territoire des États, où presque toutes les villes étaient fortifiées et préparées à la plus vigoureuse défense. Ces considérations le déterminèrent donc à rebrousser chemin, et à prendre ses quartiers d'hiver dans le duché de Clèves et les autres États neutres du cercle de Westphalie. Sa retraite fut si précipitée, qu'il abandonna une infinité de malades et de blessés à la merci des habitans du pays, poussés au dernier désespoir par les dommages excessifs et les cruautés inouies qu'ils avaient subis. Maurice le poursuivit pendant plusieurs milles, et lui tailla en pièces, ou lui prit un si grand

1599.

Lâche conduite de Mendoza.

1599 nombre de troupes, que sa perte s'eleva à plus de sept mille hommes, y compris les déserteurs et les tués ou prisonniers dans les rencontres qui avaient eu lieu précédemment.

Dans cet état de choses, Mendoza assit son quartier-général à Rees, après avoir laissé à Emerick, qui était beaucoup plus à portée de l'ennemi, une forte garnison, commandée par Bucquoy, l'un de ses plus habiles officiers. Mais, peu après, ce commandant étant tombé dans une escarmouche entre les mains du comte Louis de Nassau, Maurice conçut aussitôt le dessein de s'emparer de cette place. Il ordonna dans cette vue, au comte de Hohenloë de l'investir; et. pour ôter à Mendoza tout moyen de lui porter de nouveaux secours, il mit sous l'eau tout le pays entre Rees et Emerick, au moyen d'une digue qu'il fit couper sur le Rhin. La garnison épouvantée par cet expédient, et persuadée de ne recevoir aucun renfort, mit bas les armes après une faible résistance. Maurice obtint le même succès sur la garnison de Zevenaer. Cependant, pour témoigner publiquement combien il improuvait la déloyauté du général espagnol qui, au très-grand mépris des lois reçues chez les nations civilisées, s'était saisi de places

Conduite magnanime de Maurice.

appartenantes à des puissances neutres, il remit, en adroit politique, les habitans d'Emerick en possession de leur ville, et rendit de même Zevenaer au duc de Clèves (1). Après cette expédition, Maurice mit ses troupes en quartier d'hyver, et se rendit à la Haye, pour s'y occuper, durant le reste de cette saison, des préparatifs de la campagne prochaine. 1599

Brigandages des troupes espagnoles.

Par un contraste frappant, Mendoza continuait d'avilir son caractère et de violer ouvertement les lois de l'humanité, en permettant à ses troupes d'exercer les plus horribles cruautés envers les habitans de la Westphalie, à qui il ne pouvait reprocher la plus légère insulte envers le Roi d'Espagne ou les Archiducs. Après avoir commis les plus affreux brigandages chez les habitans du pays ouvert, qu'il laissa sans bled ni bétail pour leur subsistance, il permit à ses soldats d'employer la force contre celles des villes qui refuseraient de les recevoir. Or, comme elles étaient, pour ainsi dire, sans défense, ils les prirent presque toutes, et s'y logèrent et y vécurent

(1) Grotius, p. 353, etc.

1599. aux dépens des citoyens à qui, pour combler la mesure de tant de forfaits, ils enlevèrent aussi les effets les plus précieux, dout les valeurs considérables furent envoyées de Cologne à Anvers et dans les autres places des Pays-Bas par les marchands qui achetèrent ce riche butin.

Non contente d'un pillage si révoltant, cette soldatesque effrénée continuant de se livrer aux plus détestables excès, ne rougit point de répéter à l'infini sur ces malheureux habitans les actes d'une atroce férocité, dont les Annales de l'Europe ne fournissent, pendant une longue suite d'années, qu'un seul exemple donné par les troupes de Frédéric de Tolede à l'égard des villes de Zutphen et de Naarden (1).

Leur barbarie. Enfin, pour assouvir d'autant mieux encore leur infâme cupidité, ces barbares contraignirent ceux à qui ils soupçonnaient des richesses de déclarer où ils les avaient cachées, en blessant les uns, mutilant les autres, et condamnant aux flammes ceux qu'ils accusaient d'hérésie. Leur rage sur tout s'exerça particulièrement sur le comte de Falcostein,

(1) Grotius, lib. VII.

Seigneur de Bruck, dont tout le crime était 1599.
de suivre la Religion protestante, et de leur avoir refusé l'entrée de son château, qu'il défendit pendant quelque tems avec un courage héroïque. Mais après une si belle résistance, leur ayant livré ses foyers sur la promesse qu'ils le laisseraient partir en sûreté avec ses domestiques, à peine fut-il en leur pouvoir, qu'ils égorgèrent d'abord ses gens en sa présence, et lui firent subir ensuite le même sort. Mendoza eut même l'effronterie d'avouer et de justifier plusieurs exemples d'une semble barbarie, en soutenant que les malheureuses victimes de ses ordres sanguinaires étaient autant d'hérétiques. Cependant, ce n'est pas sur les Protestans seuls que pesa la férocité Espagnole : elle frappa également des milliers de Catholiques, presque tous ceux nommément qui, dans les Pays-Bas, avaient embrassé ouvertement la cause de Philippe. On compte aussi dans ce nombre les sujets des Evêques de Munster, de Paderborn, de Liège et de Cologne, ainsi que ceux des Duchés de Clèves et de Juliers, sur qui l'inhumanité de Mendoza épuisa toutes ses fureurs. (1).

(1) Grotius, lib. VII. — Thuanus, lib. CXXI. — Pia-

1599. On devait naturellement s'attendre que ces atrocités pénétreraient de la plus douloureuse affliction tous les Princes d'Allemagne. Remplis d'indignation contre leurs barbares oppresseurs, ils délibérèrent sans balancer sur les mesures à prendre pour s'en délivrer incessamment. Jamais aucune nation en Europe ne fut plus belliqueuse, ni plus illustre en faits héroïques que les Allemands : jamais peuple ne combattit avec plus de constance et plus de bravoure, quand il eut à défendre ses propriétés et ses libertés. Mais, à l'époque où le farouche Espagnol pénétra dans la Germanie, ce pays jouissait, depuis près d'un demi-siècle, d'une profonde paix. Tous ses habitans, si on en excepte un petit nombre qui étaient entrés au service des Puissances étrangères, avaient perdu l'habitude des combats. Maintenant doux et timides à l'excès, ils enhardirent Mendoza à excercer envers eux toutes sortes de cruautés non seulement dans le pays ouvert, mais aussi dans presque toutes les villes où ils manquaient absolument d'armes et de munitions. La connaissance qu'avait Al-

État de l'Allemagne.

---

secii Chronica, anno 1598. — Gestorum in Europâ singularium.

bert de cette disposition des Esprits et de la pusillanimité de Rodolphe, dont les débiles mains tenaient alors les rênes de l'Empire, le déterminèrent, sans doute, à faire vivre ses troupes aux dépens d'une nation qui, par tous les maux auxquels elle fut en butte, acquit la triste preuve de la nécessité où se trouve tout peuple exposé par sa situation à être envahi, de se tenir sans cesse sur la défensive, au lieu de se reposer sur une vaine neutralité, ou sur la prétendue foi des traités. 1599.

Mais les sujets du Duc de Clèves et ceux du Duc Ernest de Bavière furent les principales victimes des déprédations des Espagnols. Cependant Ernest, qui possédait alors les quatre évêchés de Munster, de Paderborn, de Liége et de Cologne, devant toute sa fortune à la cour d'Espagne, évita soigneusement une rupture avec l'Archiduc, et se contenta d'adresser à Philippe de très-humbles doléances pour obtenir justice de tant de maux.

Confédération des Princes d'Allemagne contre Mendoza.

Le Duc de Clèves était un prince faible, sujet en certains tems à des égaremens d'esprit qui le rendaient incapable de gouverner ses Etats; mais il était parfaitement remplacé par Sybille, sa sœur, princesse douée d'un génie mâle et entreprenant, dont l'infatigable activité

1599. parvint à réveiller à tel point l'indignation des États et des Princes voisins, qu'elle les convainquit enfin de la nécessité de se confédérer pour chasser les Espagnols de l'Allemagne. L'Electeur Palatin, le Landgrave de Hesse, plusieurs villes impériales situées sur les bords du Rhin, avec un grand nombre de Comtes et autres Princes souverains du Cercle de Westphalie, s'empressèrent de seconder les vues de Sybille par les puissans efforts qu'ils tentèrent pour déterminer le reste de l'Empire, ou au moins les Cercles environnans, à embrasser leur cause.

Ils représentèrent d'abord à l'Archiduc l'iniquité de sa conduite, et furent appuyés par un Ambassadeur de l'Empereur, envoyé pour cet effet, qui publia pareillement un rescript où il était enjoint à Mendoza d'évacuer immédiatement les villes et les territoires dont il s'était emparé. Mais quand ils virent que ce général dédaignait d'obéir à ce rescript impérial, et que, loin de faire droit à leur demande, Albert se bornait à déplorer sa propre situation, qui lui commandait des mesures tout aussi répugnantes pour lui que pour eux-mêmes, ils s'assemblèrent aussitôt à Munster où, à l'exception de l'Electeur de Cologne, ils

résolurent tous de repousser la force par la force, et de lever sur le champ une armée formidable. On régla en même tems le contingent en argent et en troupes, que chaque Prince ou Etat serait tenu de fournir ; et le Comte de la Lippe, Lieutenant-général du Cercle de Westphalie, fut nommé Commandant en chef des forces qui allaient être mises sur pied. Il y avait tout lieu d'espérer, d'après un enthousiasme si unanimement et si courageusement manifesté dans cette assemblée, que le plan qu'on y venait d'adopter serait aussitôt exécuté que conçu. Mais, par l'effet de cette lenteur inséparable des mouvemens d'une Ligue dont aucun membre n'est revêtu de l'autorité suffisante pour en diriger promptement l'action, la saison, comme on le verra bientôt, était déjà très-avancée, avant que le Comte de la Lippe eût pu entrer en campagne (1).

Sur ces entrefaites, les troupes espagnoles retinrent en leur pouvoir toutes les places où elles étaient entrées, et continuèrent d'en opprimer les habitans avec leur férocité accoutumée, sans que Mendoza s'occupât de la ré-

(1) Bentivoglio, part. III, lib. V, ab initio. — Grotius, lib. VII et VIII. — Thuanus, lib. CXXI.

1590 primer. Mais le retour de la belle saison ayant permis enfin au Cardinal Gouverneur des Pays-Bas de commencer les opérations d'une nouvelle campagne, elles se retirèrent alors de toutes les places où elles étaient cantonnées, à la réserve d'Emerick qui avait été obligé de les recevoir de nouveau, lors de la retraite du Prince Maurice, et des villes d'Orsoy, de Rhinberg et de Rees.

Siége de Pommel

Pour cet effet, le Cardinal Gouverneur se rendit à Rees où, après avoir discuté dans un conseil de guerre l'attaque de quelqu'une des villes-frontières des Provinces-Unies, on résolut le siège de Bommel, dont la conquête ouvrait un passage en Hollande. Mais, pour dérober sa marche aux Etats, et assurer à Mendoza le moyen d'effectuer un débarquement dans l'Ile de Bommel, le cardinal imagina d'envoyer un détachement de l'armée faire une fausse attaque sur le fort de Schenck situé, comme on l'a déjà dit, à l'extrémité du haut Bétuve. En conséquence, ce détachement longea la rive droite ou septentrionale du Rhin, tandis que Mendoza, à la tête du principal corps d'armée, exécutait la même manœuvre sur la rive opposée; de sorte que ces deux divisions commencèrent presqu'en même tems à

faire jouer contre le fort les batteries qu'ils 1599.
avaient dressées, l'une sur les bords du premier bras du Rhin, et l'autre sur le rivage du second bras de ce fleuve, appelé Wahal.

De son côté, le Prince Maurice avait assis son quartier général à Arnheim, éloigné de quelques lieues seulement du fort de Schenck; et jamais il n'avait éprouvé de plus grande anxiété, ni de plus rudes fatigues. Presque tous les officiers, sur qui il se reposait pour l'exécution de ses ordres, étaient absens. Le Comte de Hohenloë pressait en Allemagne les Princes qui étaient entrés dans la ligue de Munster, de se mesurer avec les Espagnols. Le Colonel Vere n'était pas encore de retour d'Angleterre où il s'était rendu pour hâter le départ d'un corps de troupes fraîches qu'avait promis Elisabeth; et le jeune Lanoue n'avait pas fini de compléter quelques levées que, de concert avec Henri IV, il faisait en Avril.
France parmi les Protestans; enfin, toutes les troupes que Maurice avait pu rassembler pour faire tête à l'orage, ne montaient, après avoir pourvu les places fortes de garnisons suffisantes, qu'à quatre mille hommes seulement. Nonobstant cet état de faiblesse, il traverse Commencement de Mai.
courageusement le Bétuve à la tête de sa petite

1599 armée, renforce la garnison de Schenck, s'attache à fortifier uniquement les points des bords du Rhin opposés à ceux occupés par Mendoza, où il craint une attaque de ce général, et fait ses dispositions pour le repousser, s'il entreprend de s'emparer de l'île.

Les Espagnols, qui avaient le fleuve entr'eux et le fort, en étaient trop éloignés pour se servir avec succès de leur artillerie; et, comme leur attaque n'était qu'une feinte imaginée dans la seule vue d'amuser Maurice, le peu de précautions qu'ils avaient prises pour se mettre à l'abri du feu de l'ennemi, leur coûta plus de quatre cents hommes. Une si grande effusion de sang, dont Maurice s'apperçut aisément des remparts, contribua beaucoup à lui faire croire qu'en effet le Cardinal-Gouverneur voulait sérieusement attaquer le fort; et cette fausse manœuvre fixa toute son attention sur les moyens d'en assurer le salut. Dans le même tems, le comte de Berg reçut ordre de longer la rive gauche ou méridionale du Wahal avec un corps de troupes, commandé par les colonels Stanley, Zapeau et Barlotta; et, pour empêcher Maurice de pénétrer son dessein, il fit transporter des bords de la Meuse aux bords du Rhin un grand nombre

de bateaux, où il embarqua ses troupes, et fit mine de diriger sa flotille vers le Bétuve. Ces dispositions simulées ne permettaient plus à Maurice de douter que ce ne fût là le véritable but du comte de Berg. Il se décida donc, pour faire échouer son entreprise, à surveiller ses mouvemens avec une partie de ses forces qui, embarquées également sur des chalouppes rassemblées à Nimègue, marchèrent droit aux Espagnols, pour s'opposer à leurs progrès sur le fleuve. Dans cet état de choses, les deux armées continuèrent à se porter en avant, et s'approchèrent même quelquefois à portée du mousquet, à cause du simulacre de descente que firent à différentes reprises les Espagnols sur le Bétuve. Mais à peine furent-elles arrivées à la hauteur de Voorn que, soudain, le comte de Berg débarque ses troupes, tire ses bateaux sur le rivage et les charge sur des chariots disposés à cet effet. De-là, traversant à marches forcées tout le pays depuis le Wahal jusqu'à la Meuse, où sa flottille est de nouveau lancée, il descend cette rivière jusqu'à Empel, et s'assure ainsi d'un passage dans l'île de Bommel. 1599.

La conservation de la ville de ce nom, située de l'autre côté de cette île, devenait

1599. extrêmement importante à cause de sa position ; mais ses anciennes fortifications, ruinées par le tems, n'étaient pas encore remplacées par les nouvelles, que les Etats et Maurice avaient été forcés de négliger par la rapidité des affaires dont ils étaient accablés.

Il est donc évident que le Comte de Berg eût complètement réussi dans son expédition, s'il eût eu à sa disposition un corps de troupes plus considérable, ou si Mendoza se fût avancé à propos pour le soutenir. Mais les fausses attaques, dirigées contre le fort de Schenck, firent perdre à l'armée espagnole un tems si précieux, que Berg dut s'estimer très-heureux de pouvoir conserver Empel, ou de faire de courtes excursions dans l'intérieur du pays. Maurice, au contraire, recevant journellement de France, d'Angleterre et d'autres Etats, des renforts de troupes fraîches, avait alors une armée si forte, qu'il pouvait sans risque, en détacher une partie pour la défense du Bétuve, et marcher avec l'autre au secours de Bommel.

En effet, à peine est-il informé que le Comte de Berg s'est rendu maître de cette île, qu'il se met en marche avec presque toute son armée, et parvient, par sa célérité, à empê-

cher les habitans d'abandonner la ville qu'ils désespéraient de pouvoir défendre. 1599.

Tandis que ce mouvement obtenait un plein succès, Mendoza levait son camp de devant le fort de Schenck; et, après avoir réduit dans sa marche le fort de Crevecœur, qui eut coupé ses communications avec Bois-le-Duc, il porte ses forces dans l'île de Bommel, et commence les approches de la ville. Il s'attache d'abord à se rendre maître de la digue du Wahal, sur laquelle il se proposait de dresser des batteries, afin d'intercepter la navigation du fleuve; mais Maurice l'oblige d'abandonner ce projet par le feu continuel d'une infinité de bâtimens armés qu'il lui oppose. Ainsi, les retards occasionnés par une entreprise inutile, et la réduction du fort de Crevecœur, donnèrent à l'infatigable activité du Héros des Provinces-Unies le tems suffisant pour mettre Bommel à l'abri de toute attaque.

Son armée, composée alors de huit mille fantassins et de trois mille chevaux, n'était point inférieure à celle de l'ennemi. Après avoir assis son camp sur la rive droite du Wahal, vis-à-vis de Bommel, et construit deux ponts de bateaux (1), couverts de plan-

(1) Ils avaient chacun quatre cent cinquante pas de long

1599. ches, l'un au-dessus et l'autre au-dessous de la ville, il confie la défense de cette place à un corps d'élite de quatre mille hommes de pied et de deux mille chevaux.

Bommel n'avait pas, à beaucoup près, assez d'étendue pour recevoir une si forte garnison ; mais afin de tirer tout l'avantage possible de tant de troupes, Maurice s'applique d'abord à donner à cette ville une grandeur artificielle en l'entourant, à une petite distance des murs, d'un retranchement fortifié d'un fossé et de redoutes construites à distances convenables, auxquels il ajoute un chemin couvert : nouveau genre de fortification dont il était depuis peu l'inventeur, et dont il faisait usage pour la première fois.

Maurice invente un nouveau genre de fortification.

La promptitude avec laquelle ces ouvrages furent exécutés, déconcertèrent singulièrement Mendoza : car les batteries que Maurice y avait placées, soutenues par une autre très-forte dressée en même tems sur la digue du fleuve, jouèrent si à propos à l'approche des Espagnols, qu'elles en foudroyèrent un nombre considérable, avant qu'ils eussent pu se mettre à couvert du feu de la place par leurs tranchées. Cette résistance victorieuse dut convaincre alors Mendoza de la faute où

il était tombé, d'avoir tant différé de commencer ce siége. En effet, s'il fut en son pouvoir de réfléchir sur l'état respectable de la place, sur la force de sa garnison, ou sur le voisinage de l'armée de Maurice, et, par conséquent, sur la facilité laissée à ce Prince, maître du fleuve, de pourvoir à volonté la ville de munitions et de renforts, il paraîtra, sans doute, surprenant qu'il n'ait pas reconnu plutôt l'impossibilité de s'en rendre maître. 1599.

D'un autre côté, Maurice fut blâmé d'un grand nombre de ses concitoyens, pour s'être borné à défendre une ville contre un ennemi, qu'une tentative mal combinée avait beaucoup affaibli. Ils soutenaient que, puisqu'il lui était supérieur en forces, il l'eût combattu avec succès en rase campagne. On commença même à le soupçonner de vouloir prolonger la guerre. Dans cette crainte, les États lui envoyèrent des députés, pour lui représenter qu'il ne devait point espérer d'assembler jamais une plus belle armée que celle dont il avait le commandement. Ils lui observèrent que les préparatifs ayant coûté des sommes énormes (1), le gouvernement des Provinces-

Soupçons sur le prince Maurice.

(1) Douze mille *gilders*. Voyez Reidan, cité par Leclerc, page 197.

1599. Unies n'avait rien tant à cœur que de voir terminer très-incessamment la campagne; qu'en conséquence, il lui était recommandé de livrer sans délai un combat général, s'il pouvait le tenter avec la certitude du succès.

Maurice écouta cette remontrance des États avec une surprise d'autant plus grande que, jusqu'alors, ils s'étaient montrés constamment ennemis de toute mesure hasardeuse, et que, même dans beaucoup de circonstances, ils avaient manifesté une prudence qui tenait de la timidité. Il devina sans peine qu'ils avaient cédé aux insinuations de ses ennemis, qui l'accusaient de prolonger la guerre, dans la seule vue de perpétuer son autorité. Tourmenté par l'effet de cette persuasion, il n'eut point balancé à risquer une bataille, si l'occasion favorable s'en était présentée, afin de se justifier pleinement d'une imputation si odieuse et si dénuée de fondement. Mais la force que donnait à l'armée Espagnole l'avantage de sa position, lui permettait d'autant moins de la provoquer au combat, qu'il ne lui était supérieur qu'en cavalerie, dont il ne pouvait faire que peu d'usage dans un pays extrêmement resserré, borné de tous côtés par le Wahal. S'il eut tenté de faire remonter

la Meuse à son armée, pour la conduire dans le Brabant, Bommel serait infailliblement tombé au pouvoir des Espagnols. 1599.

Or, comme après la réduction de cette place, les Espagnols l'auraient vraisemblablement suivi pour lui offrir la bataille, il est hors de doute qu'il ne l'aurait acceptée qu'avec une extrême circonspection et la plus grande probabilité de vaincre. D'ailleurs, Maurice savait trop bien qu'outre que le sort des combats dépend le plus souvent d'événemens qu'il n'est point donné à toute la sagesse humaine de prévoir, Philippe avait la faculté de disposer à son gré de trésors inépuisables, qui mettaient dans ses mains des ressources infinies pour réparer la perte d'une armée avec bien plus de promptitude et de facilité que ne l'auraient pu faire les États Généraux. D'après des considérations si déterminantes, son avis, que partagèrent les officiers les plus expérimentés, fut de laisser l'ennemi s'épuiser en vains efforts devant Bommel, où l'attendait une ruine certaine, s'il en continuait le siége.

Les États, convaincus par de si puissans motifs, adoptèrent sans peine l'opinion de Maurice, et le laissèrent le maître de suivre le plan d'opérations qu'il leur avait soumis.

1599. De son côté, le cardinal André avait formé avec une telle célérité à Bois-le-Duc des magasins si bien fournis de tous les attirails et munitions de guerre indispensables pour l'attaque de Bommel, que Mendoza en entreprit le siége beaucoup plutôt qu'on ne le pensait. Ses troupes se trouvaient maintenant en mesure de pousser les travaux à couvert du feu de l'ennemi, et il avait déjà commencé à faire jouer ses batteries. Mais il s'apperçut bientôt qu'il se flattait en vain de réduire la ville à capituler; car la garnison soutenue par des troupes fraîches que venait de lui envoyer Maurice, non contente de l'empêcher de continuer ses tranchées, fit, tantôt de jour, tantôt de nuit, des sorties où elle détruisit ses ouvrages, et passa un grand nombre des siens au fil de l'épée. A la vérité les Espagnols déployèrent en toute occasion une inébranlable intrépidité, et justifièrent pleinement la prudence qu'avait eue Maurice, de ne pas les forcer à un engagement général. Ils donnèrent également la preuve la plus frappante de la bonté de leur discipline militaire, en se remettant d'eux-mêmes, avec une facilité qui étonna les généraux Hollandais, du désordre où ils tombèrent quelquefois. Aussi parvinrent-

ils avec une bravoure aussi soutenue à repousser de toutes parts les sorties de la garnison, malgré qu'elles fussent tentées par des corps nombreux de cinq ou six cents hommes, des meilleures troupes françaises et anglaises, commandés par la Noue, le colonel Vere et d'autres officiers d'une valeur à toute épreuve. Ils éprouvèrent néanmoins des pertes considérables ; et, dans l'espace de trois semaines, le fer leur moissonna plus de deux mille hommes. Enfin, le Cardinal-Gouverneur, convaincu par l'expérience de l'absurdité de son projet, envoya ordre à Mendoza de lever le siége. 1599.

Cependant, sur l'avis de l'historien Colonna, officier de l'armée espagnole, on se décida à remplir par un nouveau moyen le but de cette expédition, en construisant dans une autre partie de l'île un fort dont on tirerait le même avantage que de la possession de Bommel. En conséquence, d'après cette décision et ce conseil, Mendoza choisit une langue de terre étroite, qui joint la partie élevée de l'île à sa partie basse, afin d'occuper tout l'espace entre la Meuse et le Wahal, par une excellente fortification qui, outre qu'elle faciliterait une invasion dans les Provinces-Unies, Fortification proposée par l'historien Colonna.

1599. tiendrait aussi en échec la navigation de l'ennemi sur les deux rivières.

Commencement de Juin. La construction de ce fort fut confiée à Velasco, général d'artillerie. On employa aux travaux mille soldats avec deux mille pionniers; et l'on posta l'armée dans les villages circonvoisins de Horwyn et de Ressem, pour empêcher l'approche de l'ennemi.

Maurice ayant pénétré ce dessein, fit longer à ses troupes la rive septentrionale du Wahal, et vint prendre droit à l'opposite des Espagnols une position où il établit des batteries de pièces du plus gros calibre, avec lesquelles, nonobstant quelques pertes qu'il essuya, il fit un horrible carnage des travailleurs. Néanmoins, Velasco tint ferme, et parvint, par la vivacité de ses dispositions, à préserver ses gens d'une plus grande effusion de sang.

Maurice, persuadé qu'il ne réussirait jamais à faire renoncer l'ennemi à son entreprise, s'il continuait à diriger de ce point son attaque, fit passer incontinent son armée dans l'île de Voorn qui l'avoisine. De-là, ce Prince envoya un détachement de trois mille hommes dans la partie la plus élevée de l'île de Bommel, avec ordre de se retrancher dans le village de

Hervorden, situé à peu de distance du lieu où Velasco construisait le nouveau fort. Ses intentions furent si bien secondées, que déjà les retranchemens étaient presqu'entièrement finis, avant que les Espagnols eussent eu connaissance du débarquement des troupes dans l'île. 1599.

Bientôt Mendoza reconnut de combien de dangers le menaçait une armée ennemie, campée si près de lui. Pour les prévenir, il ordonne au comte de Berg d'attaquer immédiatement ses lignes avec un corps nombreux de soldats d'élite. L'issue trompa son attente, et ce corps fut repoussé avec une perte de plus de cinq cents hommes, parmi lesquels se trouvèrent beaucoup d'officiers d'un mérite distingué. Cependant, comme Mendoza avait placé la majeure partie de son armée vers la partie du fort qui touchait presqu'au camp de Maurice, il tint ce Prince dans l'impossibilité d'agir offensivement, et assura, par ce moyen, à Velasco la tranquillité nécessaire pour continuer ses travaux sans interruption.

Outre cette mesure, Mendoza cantonna aussi dans le voisinage de Megen en Brabant la cavalerie espagnole qui manquait de logemens convenables et de fourrages dans l'île de Bommel;

1599. et, par un pont jeté sur la Meuse, il lui assura ses communications avec le gros de l'armée. Cependant, comme elle en était éloignée de plusieurs milles, Durango, officier du génie, pour la mettre à l'abri de toute surprise, éleva sur la partie de la digue de la rivière, où l'on craignait une approche de l'ennemi, un fort qui porta son nom avec plusieurs redoutes. Nonobstant la sagesse de ces dispositions, Maurice se décide à l'attaquer de nouveau. Dans cette vue, il jette de l'île de Voorn un pont sur la Meuse, et tient sa cavalerie prête à marcher au premier ordre. Mais, convaincu qu'il était indispensable, avant tout, de se rendre maître du fort Durango, il charge de cette expédition un de ses meilleurs corps, formé presqu'entièrement de Français et d'Anglais, commandé par Lanoue et le colonel Vere. Il n'est rien d'égal à l'héroïque intrépidité que déploya dans l'attaque ce corps qui, animé par l'exemple de ses chefs, jette à terre piques et mousquets, escalade en plusieurs endroits leurs remparts, et, dans le transport d'une fureur inouie, fond, l'épée à la main, sur la garnison. Mais les assiégés, au nombre seulement de cinq cents hommes, Espagnols et Wallons, commandée par Ladsiano,

officier d'une bravoure extraordinaire, profitant habilement de l'avantage de leur position, pour suppléer à l'infériorité du nombre, se défendent avec une valeur non moins étonnante que celle des assaillans. Le combat durait depuis plusieurs heures avec un égal carnage de part et d'autre, lorsque Lanoue et Vere, informés que Mendoza accourait avec des forces supérieures, prirent le parti de se retirer en bon ordre. 1599. Juillet.

Il ne se passa, pendant cette campagne, aucun autre événement remarquable entre les parties belligérantes : car, outre que Maurice ne pouvait plus attaquer la cavalerie espagnole sans s'exposer à une défaite, la prévoyance avec laquelle Mendoza avait campé son armée, et les mesures qu'il avait prises pour prévenir l'interruption des travaux du fort de Bommel, ôtaient aussi aux Hollandais tout espoir d'en empêcher la continuation.

Ainsi, au moyen de précautions multipliées à l'infini, Mendoza parvint à achever dans toutes les règles de l'art la construction de ce fort, dont les remparts flanqués de bastions et garnis d'une artillerie formidable commandaient presqu'entièrement la navigation de la Meuse au Sud, et celle du Wahal au Nord. Ils

1599. étaient défendus à l'Orient et à l'Occident par des fossés d'une largeur et d'une profondeur extraordinaires, remplis dans tous les tems par les deux rivières, pour servir de port à douze bâtimens armés qui y croisaient contre l'ennemi. Enfin, pour donner à ces ouvrages le dernier degré de perfection, Mendoza y ajouta encore, d'après l'exemple que Maurice lui en avait donné à Bommel, un chemin couvert hérissé de redoutes.

A peine ce fort fut-il bâti, que le cardinal vint le visiter. Il lui donna, comme à l'église dont il désigna l'emplacement et posa la première pierre, le nom de *Saint-André*. Cette Eminence était singulièrement jalouse de signaler son administration par quelque fait mémorable; et elle ressentait une joie infinie d'avoir élevé une forteresse considérable qui, selon l'espoir qu'elle en concevait, serait jugée de la plus haute importance pour subjuguer les provinces révoltées.

D'un autre côté, Maurice, malgré sa belle défense de Bommel, ne pouvait qu'être extrêmement affligé des progrès des Espagnols, quoique, comme on le verra dans la suite de cette histoire, les fortifications que son énergie et ses talens militaires avaient ajoutées à cette

ville, pour s'opposer à leurs desseins, l'eussent mis bien plus à portée, qu'aucune autre circonstance, de donner la preuve la plus indubitable de sa constante activité et des ressources de son génie dans les entreprises difficiles. Aussi la fécondité de son imagination lui fit-elle naître l'idée d'arrêter les succès de l'ennemi, en construisant, à son exemple, un autre fort diamétralement opposé à celui de Saint-André, sur la rive droite du Wahal, qui préserva la contrée du Bétuve de ses excursions (1). 1599.

Evénemens en Allemagne.

Durant le cours de ces événemens dont les Pays-Bas furent le théâtre, le Cercle de Westphalie avait vu commencer les hostilités contre les garnisons espagnoles de Rhinberg et des autres villes situées sur le Rhin. Mais, comme ni l'Empereur ni les Electeurs de Cologne, de Mayence et de Trèves, ni plusieurs autres Princes Papistes ne voulaient en venir à une rupture ouverte avec la cour d'Espagne, ils n'avaient point poussé leurs préparatifs de guerre avec cette ardeur qu'on devait attendre de leur juste ressentiment; et la saison était

(1) Grotius, lib. VIII.— Bentivoglio, part. III, lib. V. — Thuanus, lib. CXXII.

1599. déjà très-avancée avant qu'ils fussent en état d'ouvrir la campagne. L'Electeur Palatin avait retiré ses troupes, sous prétexte que les autres Electeurs avaient violé le traité de confédération. L'Evêque de Cologne lui-même, dont les sujets avaient si cruellement souffert des déprédations des Espagnols, eut l'insigne lâcheté de permettre à ceux-ci de faire des levées dans ses Etats, et de les pourvoir de vivres et de munitions de guerre. Aussi, ne fut-ce qu'avec les plus grandes difficultés que le comte de la Lippe put rassembler douze mille hommes de pied et deux mille de cavalerie (1), dénués, pour la plupart, de toute espèce de connaissance, et nullement habitués à la discipline militaire.

Il est probable qu'avec une pareille armée, aucun général n'eût rempli l'attente des Princes qui l'avaient levée; et le comte de la Lippe n'avait ni l'expérience ni la capacité nécessaires pour la commander en chef. A la vérité, les comtes de Hohenloe et de Solmes avaient été envoyés pour l'aider de leurs conseils. Tous deux étaient suffisamment doués de courage et d'activité pour exécuter une entreprise har-

(1) Grotius.

die. Mais, une funeste jalousie qui les divisa tout-à-coup, rendit leur désunion si fatale à la cause qu'ils avaient embrassée, que quand ils différaient d'opinion, le général ne pouvait décider auquel des deux avis il devait donner la préférence. 1597.

La Lippe entreprit d'abord le siége de Rhinberg; mais, à l'exception du seul secours qu'il avait reçu de Hollande, il manquait absolument de tout pour poursuivre cette expédition. Outre cela, les habitans du pays voisin, radoucis par l'adresse qu'avait eue le Cardinal-Gouverneur des Pays-Bas, d'appaiser leur ressentiment, refusaient de fournir à ses troupes les provisions dont elles étaient dépourvues. Il fut donc forcé d'abandonner ce projet, et de se porter sur Rees, où il espérait de recevoir avec plus de facilité les subsistances et les munitions qu'exigeraient ses besoins. Août.

La garnison de cette place n'était point préparée à se défendre; et si la Lippe eût déféré à l'avis de Hohenloe, qui lui conseillait de camper une partie de son armée de l'autre côté de la rivière, pour qu'il n'arrivât aux assiégés ni renforts ni provisions, ils eussent été bientôt forcés de mettre bas les Septembre. Siége de Rees.

1599. armes. Mais ayant négligé cette sage et utile précaution, la garnison, enhardie par des détachemens de l'armée de Bommel, dont elle venait d'être renforcée à différentes reprises, et par la nonchalance qu'elle remarquait dans les travaux du siége, fond avec vigueur dans les tranchées, passe au fil de l'épée un grand nombre d'assiégeans, et leur encloue plusieurs pièces de canon, dont elle emmène quelques-unes en triomphe dans la ville.

Ce revers augmenta la mésintelligence qui existait entre les chefs depuis le commencement de la campagne. Les troupes découragées, oubliant toute espèce de subordination, se révoltèrent; et, deux jours après cet échec, la Lippe fut obligé de lever le siége.

La retraite de cette armée fut encore plus honteuse que sa conduite durant l'attaque de Rees; car elle eut tant de crainte d'une nouvelle sortie de la garnison, et sa fuite fut si précipitée, qu'elle abandonna presque tous ses bagages et ses provisions. Les Espagnols la poursuivirent dans sa retraite pendant plusieurs milles, en firent un horrible carnage, et achevèrent de la mettre en désordre. Bientôt après, une partie se mutina contre ses chefs, abandonna ses drapeaux, et renouvela envers ses

compatriotes, en retournant dans ses foyers, 1599.
les horreurs et les déprédations dont l'ennemi avait, le premier, donné l'exemple.

Les Hollandais qui, d'abord, avaient espéré de trouver dans les Allemands des alliés utiles, s'étaient servis de toute leur influence pour les déterminer à prendre les armes, et les avaient approvisionnés en différens tems de toutes sortes de munitions.

Attentifs à la situation où se trouvaient alors les affaires en Allemagne, ils y avaient fait passer le proche parent de Maurice, Guillaume de Nassau, officier d'un mérite et d'une prudence consommés, afin de rétablir, s'il était possible, dans l'armée, la bonne intelligence entre les chefs, et la discipline parmi les troupes. Mais l'inutilité de ses efforts et l'approche de l'hiver décidèrent les Etats à licencier cette armée, pour mettre fin à une campagne si humiliante.

Novembre. Armée d'Allemagne licenciée.

Tel est ordinairement le sort des Confédérations formées par l'union de Princes indépendans, même quand un intérêt commun les presse d'embrasser mutuellement leur défense, à moins que le commandement suprême ne repose entièrement sur un de ces hommes dont les talens extraordinaires suppléent à

1599. l'autorité souveraine par la confiance exclusive qu'inspire naturellement un mérite transcendant.

Nonobstant les faibles efforts de cette confédération, l'Archiduc, qui ne s'était emparé des villes allemandes que pour y cantonner ses troupes pendant un certain tems, ordonna qu'elles fussent presque toutes évacuées. Il promit aussi des indemnités aux différens Etats, vu les pertes qu'ils avaient supportées ; et l'Empereur lui-même nomma deux commissaires pour les évaluer : mais rien ne prouve l'exécution de cette promesse (1).

Flotte envoyée pour croiser contre les Anglais.

En Espagne, le duc de Lerma voulut faire preuve d'énergie dans les premiers jours de son administration. Pour cet effet, il équipa une flotte de cinquante vaisseaux de guerre, dont il donna le commandement à don Martin de Padilla, qui mit à la voile pour aller croiser contre les Anglais. Mais cette expédition fut tout aussi malheureuse que celles que les Espagnols avaient tentées précédemment con-

(1) Grotius, lib. VIII. — Bentivoglio, part. III, lib. V. — Piasecii Chronica gestorum in Europâ singularium, an. 1599. — Gonsalez Davila, etc., lib. II, Cap. 4. — Thuan. Hist. lib. CXXII, cap. 6, 8., etc.

tre les Puissances du Nord avec qui ils étaient 1599
en guerre; car, à peine Padilla fut-il en pleine
mer, qu'une horrible tempête l'obligea de regagner le port, sans avoir rencontré la flotte ennemie.

Douceur et modération du duc de Lerma.

Mais Lerma fut plus heureux dans les mesures qu'il conseilla à Philippe pour recouvrer l'affection des Arragonais qui conservaient une profonde haine des persécutions qu'ils avaient essuyées sous le règne précédent. Ce Monarque et la jeune Reine, accompagnés du premier Ministre et de beaucoup d'autres courtisans, ayant manifesté le désir de voir Sarragosse, on prévint de la part du Roi les habitans, que Leurs Majestés ne pouvaient se résoudre à se rendre en cette ville, si, avant toutes choses, les têtes des malheureux citoyens qui avaient partagé l'affreuse destinée d'Antoine Perez, n'étaient enlevées de dessus ses portes avec l'inscription destinée à perpétuer le souvenir de leur prétendu crime. Cet ordre, si agréable au peuple, fut à l'instant exécuté et suivi du pardon royal pour tous ceux qui avaient trempé dans la révolte. Philippe rendit en même tems un édit où il déclarait qu'il ne pouvait être heureux, s'il existait pour un seul de ses fidèles sujets le plus

1599. léger motif de chagrin. Après avoir ainsi préparé les esprits, ce Prince fit une entrée magnifique à Sarragosse, au milieu des plus vives démonstrations de joie et d'affection de la part des habitans, à qui il assura bientôt après leurs droits et leurs priviléges (1).

Parmi les amusemens que le peuple de cette capitale de l'Arragon s'empressa de procurer à son Souverain, à l'occasion de sa venue, il en est un qui, de nos jours, paraîtrait bien ridicule. Il s'agissait à l'Université d'élever au doctorat un gradué; et l'on proposait pour sujet de la thèse, de prouver cathégoriquement si l'Empereur devait être ou Seigneur, ou Maître absolu du Monde entier (2).

Septembre. Armée de l'Archiduc dans les Pays-Bas.

Sur ces entrefaites, Albert et Isabelle arrivèrent dans les Pays-Bas (3), et furent reçus avec une magnificence extraordinaire à Bruxelles, où ils entrèrent accompagnés d'une cour brillante et d'un cortège nombreux. Ce-

(1) Gon. Davila, lib. II, cap. 8.

(2) Davila.

(3) Ils avaient différé de s'y rendre beaucoup plus longtems que leurs nouveaux sujets ne s'y attendaient; mais aucun historien contemporain ne nous informe de la raison de ce retard.

pendant, il s'éleva une très-grande difficulté 1599
pour déterminer la formule du serment de fidélité qu'ils requéraient de leurs nouveaux sujets. Les Etats de Brabant demandaient d'abord la démolition de plusieurs forts et citadelles, avec la confirmation de leurs anciens droits et priviléges. Mais persuadés que les Archiducs, titre que venaient de prendre Albert et Isabelle, avaient résolu de rejeter leur requête, ils abandonnèrent leurs prétentions, et prêtèrent enfin, quoiqu'avec la plus forte répugnance, le serment exigé. Indépendamment de ce premier grief, les Flamands furent excessivement affectés quand, outre l'extrême prédilection d'Albert pour l'habit espagnol dont il était uniquement vêtu, et la révoltante vanité qu'il affectait d'être servi à genoux, ils virent qu'il s'était sur tout occupé de former sa cour à l'instar de celle de Madrid, et qu'il avait adopté de tout point les mœurs et les usages pratiqués en Espagne, de préférence à ceux suivis dans les Pays-Bas. Ce système de conduite de la part d'Albert n'eut vraisemblablement d'autre but que celui de complaire aux Espagnols, de qui son sort allait absolument dépendre pendant la durée de la guerre. Mais cette politique ne servit

1599 qu'à lui faire perdre l'affection des Flamands, qui se refusèrent à toute espèce d'effort en sa faveur (1).

Cependant, Albert ne pouvait se dissimuler que, dans la conjoncture pénible où il se trouvait, il avait le plus pressant besoin de tout l'appui de ses nouveaux sujets. A la vérité, ce Prince, avant son départ de Madrid, avait reçu du Duc de Lerma des sommes d'argent considérables. Mais, malgré ce secours tout-puissant, les dépenses excessives auxquelles il s'était livré, suivant la coutume de ce siècle, pour étaler une vaine pompe à la cérémonie de son mariage, à celle de son entrée somptueuse à Bruxelles et dans les autres villes du Brabant, où il s'était présenté à son arrivée dans cette province avec Isabelle, l'avaient forcé de négliger la solde arriérée de ses troupes qui, rassemblées à peine dans leurs quartiers d'hyver, s'étaient révoltées contre leurs chefs. Elles consistaient en deux mille fantassins et huit cents cavaliers. Aussitôt après l'expulsion de leurs Commandans, elles s'étaient mises en possession d'Hamont, ville de l'Evêché de Liége, avaient augmenté ses fortifica-

Révolte des troupes Espagnoles.

(1) Grotius, lib. VIII, p. 379, et Bentivoglio, part. III, lib. V.

tions, vécu aux frais des habitans, et mis à contribution tout le pays adjacent. Cet exemple funeste entraîna soudainement la désertion de seize cents Italiens : elle fut bientôt suivie de celle des garnisons de Crevecœur et de Saint-André, composées d'Allemands et de Wallons qui, après avoir aussi chassé leurs officiers, en nommèrent d'autres choisis dans leur sein (1). 1599.

Maurice instruit de ces désordres, en profita habilement. Après avoir réduit Wachtendonc, le fort de Crevecœur, et remporté aux environs de Bois-le-Duc sur la cavalerie ennemie un avantage où le fer moissonna près de cinq cents Espagnols, il résolut d'assiéger Saint-André. Ce fort, unique fruit des opérations de toute une campagne, fixait particulièrement l'attention de l'Archiduc, qui le considérait comme un point de la dernière importance, à cause du soin avec lequel on avait perfectionné ses ouvrages, et par la facilité qu'il lui donnait de pénétrer dans les provinces révoltées. Sa conservation lui paraissait si nécessaire, qu'il assembla à Bois-le-Duc, pour en faire lever le siége aux Hollandais, un corps d'armée, dont il donna le commandement à Velasco qui l'avait 1600. De Janvier en Mars. Siége de St.-André.

(1) Voyez Meteren, fol. 451.

1600. bâti. Mais la diligence et le génie de cet officier échouèrent contre la prévoyance et l'activité de Maurice qui, non-content d'avoir fortifié son camp et toutes les approches qui le défendaient, coupa la digue de la Meuse, et mit sous l'eau les terrains bas qui le séparaient de Bois-le-Duc. Cependant, la garnison de Saint-André, composée de douze cents hommes, regardant, malgré sa rebellion contre les officiers, ce fort comme le seul garant qui lui assurât le payement de l'arriéré de sa solde, jura de le défendre avec la dernière valeur.

Mais, malgré sa vigoureuse résistance, les progrès rapides de Maurice ne pouvaient lui échapper, et il ne lui restait plus d'espoir d'être secourue. Dans cette alternative, sur les propositions avantageuses que lui fit ce prince pour gagner du tems, elle rendit le fort
Mai. moyennant une somme équivalente à son dû (1).

Cette capitulation fut immédiatement suivie de l'enrôlement de cette garnison dans l'armée des Etats-Unis, par la certitude où elle était d'avoir commis envers l'Espagne un crime irrémissible. Aussi rendit-elle en beaucoup d'occasions,

(1) Cent vingt-cinq mille guilders.

au moyen de cet engagement, les services les 1600
plus signalés aux Provinces-Unies, par le désespoir et la fureur avec lesquels elle combattit, certaine de ne point obtenir de quartier des Généraux de Philippe (1).

Les Archiducs, vivement affligés de ces revers, le furent encore bien davantage par l'avis qu'ils reçurent en même tems que Maurice, qui, précédemment n'avait jamais mis tant de vivacité dans ses préparatifs militaires, était déterminé à poursuivre à outrance la campagne qui allait s'ouvrir, dans l'espérance de faire quelques conquêtes importantes avant que la voix de la persuasion n'eût décidé les révoltés à rentrer dans le devoir. Jusqu'ici les Archiducs, quelques moyens qu'ils eussent employés, n'avaient pu les ramener à l'obéissance. Un soupçon justement fondé portait même ces Princes à craindre que le crime de trahison dont s'était souillée la garnison de Saint-André, ne trouvât beaucoup d'imitateurs dans le reste des troupes, où, selon toute vraisemblance, s'était inoculé l'esprit de rebellion.

Les Archiducs ayant donc convoqué à Convention des Etats à Bruxelles.

(1) Triomphes de Nassau, imprimés en 1613 : — Grotius, hist. lib. IX ; et Bentivoglio.

1600. Bruxelles les Etats des provinces soumises à leur domination, Albert leur représenta que tous les désordres qui avaient éclaté parmi les troupes, prenaient leur source dans l'impuissance où il se trouvait d'acquitter l'arriéré de leur solde : qu'en conséquence, pour le mettre à portée de remplir ce déficit, il était indispensable que les Etats lui accordassent un secours extraordinaire en argent. Il ajouta qu'il avait tout sujet de croire qu'il recevrait incessamment des remises de la cour d'Espagne. Mais il observa que, pour étouffer parmi les soldats le fatal esprit de désertion dont ils étaient infectés, et prévenir les suites funestes qu'amenerait à coup sûr un si dangereux événement, il fallait sur le champ déférer à la demande de l'armée.

Les Etats répondirent qu'ils étaient également alarmés des symptômes effrayans de révolte dont ils venaient d'entendre le triste récit, et donnèrent à l'Archiduc les assurances les moins équivoques d'attachement et de fidélité. Néanmoins, ils lui firent entendre que, vu l'extrême misère qui pesait sur les provinces, et les difficultés qu'avait constamment éprouvées la cour d'Espagne pour y tenir sur pied un si grand nombre de forces, ils

Conseil d'un accommodement avec les Etats révoltés.

ne trouvaient de remède efficace aux maux 1600.
actuels que dans un accommodement avec les Etats révoltés.

Ils avaient conçu dans ce tems les espérances d'une pacification par l'entremise d'Ambassadeurs que l'Empereur avait envoyés à cette même époque dans les Pays-Bas, à l'effet d'obtenir la restitution de quelques villes frontières d'Allemagne, que les parties belligérantes gardaient encore en leur possession. Ces Ambassadeurs, après avoir rempli sans difficulté l'objet de leur mission, étaient passés en Hollande, dans le dessein d'engager les Etats-Unis à envoyer à Berg-op-Zoom des députés munis de pleins pouvoirs, pour y négocier un traité de pacification avec ceux qui s'y rendraient également au nom des Archiducs. Mais les Hollandais, invariablement décidés à maintenir leur indépendance, montrèrent envers les Archiducs la même défiance qu'ils avaient manifestée à l'égard des Espagnols; de sorte que les conférences ayant été rompues aussitôt que commencées, les Plénipotentiaires des deux parties contractantes se retirèrent, également mécontens les uns des autres.

1600. Tandis que d'une part on négociait en vain

Négociation pour la paix entre l'Espagne et l'Angleterre.

une réconciliation entre les Archiducs et les Provinces-Unies, de l'autre on travaillait à rétablir la bonne harmonie entre la reine de la Grande-Bretagne et le roi d'Espagne. Le cardinal André avait saisi le moment où il était gouverneur des Pays-Bas, pour faire quelques ouvertures aux ministres anglais sur un rapprochement entre ces deux Souverains. Elisabeth et Philippe semblaient même incliner alors à ne point prolonger la guerre. On assembla donc en conséquence un congrès à Boulogne, où se rendirent des Plénipotentiaires des deux Puissances. Mais ces négociateurs n'ayant pu convenir entr'eux d'un cérémonial qui fût également agréable aux deux cours, cette négociation ne fut, comme celle entre les

Elle échoue.

Archiducs et la Hollande, qu'un fruit abortif. De tems immémorial, les rois de Castille et d'Arragon avaient cédé la préséance à la couronne d'Angleterre ; et Elisabeth soutenait qu'elle lui appartenait toujours, malgré l'union de ces couronnes et la conquête de celle de Grenade, puisque, eu égard à l'ancienneté d'origine des nations, qui était le seul point sur lequel on devait uniquement s'appuyer pour décider une question si importante,

l'Angleterre, comme puissance, l'emportait irrésistiblement sur l'Espagne considérée comme un seul royaume. Cependant, les Plénipotentiaires espagnols ne purent se pénétrer de la force de ce raisonnement : ils se fondaient, pour réclamer la préséance, sur l'immense étendue et le pouvoir sans bornes de la monarchie espagnole ; ils soutinrent même avec tant de chaleur cette prétention, qu'Elisabeth, pour prouver enfin la sincérité de ses dispositions pacifiques, leur ayant proposé de traiter d'égal à égal, ils rejetèrent encore cette offre, et insistèrent obstinément pour que la prééminence de Philippe fût d'abord reconnue, attendu sa dignité suprême de Roi Catholique. Mais Elisabeth refusa positivement de souscrire à cette proposition, et le congrès de Boulogne fut bientôt dissous. 1600.

Résolution des Etats-Unis d'envahir la Flandre.

Cette rupture inattendue répandit une joie inexprimable parmi les Etats-Unis. La crainte de perdre un allié aussi puissant qu'Elisabeth les avait jetés dans la plus profonde consternation, délivrés maintenant de tant d'alarmes, ils résolurent de profiter aussitôt des avantages d'une alliance si favorable à leur cause, pour opérer une invasion en Flandre avec les forces de la Grande-Bretagne réunies aux troupes

1600. hollandaises qu'ils pourraient tirer des villes frontières, sans compromettre leur sûreté. Ils étaient affermis dans cette résolution, non-seulement par la révolte des troupes espagnoles, mais aussi par les pressantes sollicitations des marchands de la province de Zélande, qui désiraient ardemment de voir enlever dans les Pays-Bas aux Archiducs les ports de mer où se retiraient quelques vaisseaux de guerre espagnols qui, depuis peu, avaient presque détruit leur commerce. Pour servir d'autant mieux les intérêts de ces marchands, les Etats décidèrent de s'emparer de Newport. En conséquence, l'armée, forte de quinze mille fantassins et de deux mille cinq cents chevaux, fit voile vers la mi-juin de Ramekins, dans l'île de Walcheren, lieu du rendez-vous, et débarqua en Flandre près de Gand. Maurice, après s'être emparé de quelques petits forts, marcha vers Bruges, et passa presqu'à la portée du canon de cette place, conduit par l'espérance trompeuse qu'à la vue d'une si belle armée et au souvenir des revers que les Archiducs avaient récemment éprouvés, les habitans secoueraient le joug espagnol et renoueraient leurs anciennes liaisons avec les Provinces-Unies.

De Bruges, Maurice se porta sur Newport et s'empara sans peine, sur sa route, des forts de Saint-Albert, de Snaerseerck, de Bredene et d'Oudenbourg, où il mit garnison, afin de retarder les progrès de l'ennemi, s'il tentait de s'approcher (1). Ces dispositions faites, il investit Newport par terre et par mer; et comme la ville n'était ni suffisamment fortifiée, ni préparée à une longue défense, il espérait l'emporter en peu de semaines. 1600.

Siege de Newport.

De son côté, l'Archiduc mettait la plus grande activité dans ses préparatifs, pour forcer Maurice d'abandonner cette entreprise. Il avait eu le bonheur inespéré de ramener par la persuasion une infinité d'Espagnols à leur devoir; et son armée s'était bientôt élevée à douze mille hommes de pied et douze cents de cavalerie. A la première nouvelle que Maurice avait abordé en Flandre, Albert et Isabelle étaient partis aussitôt pour Gand, afin de mettre cette place importante et les autres villes de la Province à l'abri de tout danger. Les troupes avaient reçu l'ordre de s'assembler à Bruges; et, comme il fallait

(1) Maurice était accompagné d'un certain nombre de députés des Etats.

1600. que, pour s'y rendre, elles passassent près de Gand, Isabelle monte à cheval, se précipite au-devant d'elles, parcourt tous les rangs, anime le courage des soldats, les exhorte à la discipline, et leur donne les assurances les plus positives que les retards apportés jusqu'à présent dans la paie de leur solde, n'auront plus lieu à l'avenir. Elle leur déclare même dans les termes les plus formels que, plutôt que de ne point faire droit sur-le-champ à leurs réclamations, elle est prête à leur sacrifier son argenterie, ses bijoux, et les sommes destinées à soutenir sa cour et sa maison domestique. Ce discours, accompagné d'une contenance majestueuse et des graces touchantes de cette Princesse, produit sur l'esprit des soldats un effet irrésistible suivi des plus vives acclamations. Ils lui jurent d'affronter pour elle les dangers les plus imminens, et de défendre sa cause au péril de leur vie. Albert déploie aussi toutes les ressources de l'éloquence pour les maintenir dans de si heureuses dispositions, et leur annonce que, déterminé à combattre à leur tête, il partagera leur sort.

Albert prend le comman- En conséquence de cette résolution, ce Prince se rendit à Bruges, d'où il se mit en

marche avec son armée vers la fin de juin. Il résolut d'abord de reprendre les forts dont s'était emparé Maurice, et le succès surpassa si bien ses espérances, que leurs garnisons, intimidées à l'aspect de troupes si nombreuses, se rendirent, après une faible résistance, à condition qu'on les laisserait partir avec armes et bagages. L'Archiduc lui-même signa cette capitulation. Mais, quoique son intention fût sincère, il ne put sauver deux compagnies de soldats, qui défendaient Snaerseerck, de la fureur des Espagnols séditieux qui, malgré la défense de leurs officiers, tombèrent sur eux, et les passèrent au fil de l'épée.

1600.

dement de son armée, et marche contre le prince Maurice.

Maurice, plein de l'idée que ces forts se signaleraient par une défense plus opiniâtre, tomba dans une profonde perplexité à la nouvelle de leur reddition, dont Albert allait profiter pour pénétrer jusqu'à son camp qu'il avait négligé de fortifier, dans l'attente d'une prompte capitulation de Newport. Son armée n'était pas assez forte pour continuer à-la-fois l'attaque de cette place et faire tête à l'ennemi en rase campagne. Ses craintes étaient d'autant plus justes, qu'il était possible que, par la rapidité de sa marche, l'Archiduc ne lui donnât pas le tems de prendre une position

1600. assez formidable pour une résistance glorieuse.

Cependant, afin de retarder les progrès d'Albert, et gagner autant de tems que le permettraient les événemens, Maurice envoya le comte Ernest de Nassau, son parent, avec quatre compagnies de cavalerie et deux régimens d'infanterie, composés de Zélandais et d'Ecossais, avec ordre de s'emparer du pont de Leffingen, par où l'ennemi devait passer, pour se porter sur Newport. Mais, à son arrivée, Ernest, moins diligent qu'Albert, le trouva déjà maître de ce poste. Néanmoins, ce général, convaincu de la nécessité de donner à Maurice le tems de se préparer à repousser les attaques de l'Archiduc, résolut, quelque fatal que dût être le sort des armes pour son détachement et pour lui-même, de ne point se retirer sans présenter le combat. Cette généreuse résolution eut d'abord un heureux succès; car Albert, persuadé que toute l'armée de Maurice arrivait, employa beaucoup de tems à faire les dispositions nécessaires pour un engagement général. Mais, informé enfin qu'Ernest n'avait point reçu de renforts depuis sa première apparition, et que, nulle part, on ne découvrait aucun dé-

tachement ennemi, il donna l'ordre de l'attaque. Les troupes d'Ernest conservèrent pendant quelque tems leur terrain; mais la cavalerie ayant soudainement lâché pied, elles furent accablées par le nombre et obligées d'abandonner le champ de bataille, où les Ecossais laissèrent plus de cinq cents hommes, avec beaucoup d'officiers d'une grande réputation (1). 1600. 2 Juillet.

Ce succès releva singulièrement les espérances de l'Archiduc, qui écrivit à Isabelle que le triomphe qu'il venait de remporter avec tant de facilité sur l'avant-garde ennemie, lui donnait tout lieu de croire qu'incessamment il aurait la satisfaction de lui annoncer la défaite de l'armée entière des Provinces-Unies. Il jugea néanmoins que ses opérations ultérieures devaient être mûries dans une profonde méditation; et, pour discuter et arrêter un plan sagement combiné, il assembla ses officiers les plus expérimentés. Gaspard Zapena, Espagnol consommé dans l'art militaire, ouvrit le premier son avis, et dit avec franchise que, dans la conjoncture où se trouvait

(1) Piasecius, p. 182.

1600 placé Albert, il serait non-seulement inutile, mais même très-dangereux de hasarder une action. D'un autre côté, Maurice, qui s'était persuadé de pouvoir prendre Newport avant qu'on eût eu le tems de lui opposer une armée, ne s'était jamais vu réduit à une plus terrible extrémité. Il n'osait plus rien entreprendre devant des forces si redoutables; et, par l'excellente position qu'avait choisie l'Archiduc entre Ostende et le camp de ce général, il lui avait enlevé toute communication avec cette place.

Si, dans cette crise violente où Albert était prêt à fondre sur l'armée hollandaise, Maurice avait tenté de s'échapper par mer, presque toutes ses troupes auraient été indubitablement taillées en pièces dans le désordre d'un embarquement précipité; mais, au milieu d'un péril si éminent, sa pénétration lui fit juger que, loin qu'il fût de la prudence de l'Archiduc d'avancer brusquement pour le combattre, ce Prince devait, au contraire, le forcer à une capitulation par une tactique sagement calculée, sans risquer d'en venir aux mains. En effet, si Albert prit cette dernière résolution, ce fut sans doute dans la ferme croyance où il était, qu'il contraindrait inces-

samment Maurice à mettre bas les armes. Au 1600.
surplus, soit que l'opinion de l'Archiduc, sur ce point, ait été ou rejetée, ou adoptée, toujours est-il constant qu'avant de marcher sur Maurice, il devait, avant tout, connaître ses positions, sur lesquelles il n'avait aucune donnée, et attendre, pour lui livrer bataille, l'arrivée de Velasco, qui était sur le point de paraître avec un corps de trois mille hommes.

Cependant, le sage conseil de Zapena fut chaudement combattu par la Barlotte, vieux guerrier, flamand d'origine, doué d'une expérience qui ne le cédait en rien à celle de l'officier espagnol, mais animé d'un courage qui, dans un âge avancé, approchait beaucoup de la témérité. Cet ancien commandant soutint que, loin de laisser échapper une occasion si favorable, on devait, au contraire, attaquer Maurice avec d'autant plus de vitesse, que l'armée hollandaise, nullement préparée à se défendre, découragée par la vélocité des mouvemens de l'archiduc, et par la défaite récente du comte de Nassau, serait culbutée au premier choc. Il ajouta que les avantages que promettait une telle réunion de circonstances, étaient si déterminans pour ne pas attendre le renfort qu'amenait Velasco, qu'on ne pouvait

1600. mettre en doute que la supériorité du nombre qu'avait pour le moment Maurice sur l'Archiduc ne fût plus que contrebalancée, et ne dût céder à l'instant à la sévère discipline du soldat espagnol, dont la bravoure portée maintenant au plus haut degré, brûlait de se signaler par des actions d'éclat. Enfin, il observa que si on différait de mener les troupes au combat, quand elles désiraient si ardemment de se mesurer avec l'ennemi, ce retard ralentirait leur courage, et donnerait à Maurice le tems de rendre ses retranchemens inexpugnables, ou de se retirer en bon ordre.

Ce discours fut reçu avec transport par la grande majorité du conseil, et l'on eut la plus grande peine à retenir le courage bouillant des soldats, celui particulièrement des Espagnols qui s'étaient précédemment révoltés.

Cependant Albert, fortement pénétré de la solidité des motifs développés par Zapena, pour différer d'attaquer les lignes de l'ennemi, ne savait auquel des deux conseils donner la préférence, quand le hasard, qui très-souvent dirige les événemens les plus importans, le détermine enfin à prendre son parti. On apperçut de son camp, assis tout près des côtes de la mer, un grand nombre de bâtimens fai-

sant voile de Newport à Ostende. Les Espagnols, pleins de l'idée que Maurice n'osait attendre leur approche, jugèrent qu'il faisait déjà sa retraite, et qu'une partie de son armée était à bord des vaisseaux qu'ils découvraient. Albert lui-même, trompé par cette illusion, ordonne aussitôt à ses troupes de se mettre en marche. Comme il n'était éloigné de Newport que de quelques milles, et qu'il volait à tire-d'ailes, sa cavalerie fut en vue de l'ennemi vers midi, et toute son armée quatre ou cinq heures avant le coucher du soleil. 1600.

Bientôt il reconnut avec ses officiers combien étaient fausses leurs conjectures sur la conduite et la situation de l'ennemi. Loin de penser à fuir, Maurice avait simplement ordonné à sa flotte de quitter la côte et de se retirer à Ostende. Par cette sage mesure, tout en donnant à son armée une preuve signalée de la confiance qu'il mettait dans sa bravoure, il la réduisit à l'alternative de vaincre ou de mourir. Après avoir retiré toutes ses troupes du siége, à l'exception de celles strictement nécessaires pour repousser les sorties de la garnison, il s'avance à peu de distance de la ville, pour animer encore plus le courage de ses soldats, en leur montrant avec quelle assu-

1600. rance il acceptait le combat que lui offrait l'Archiduc, et pour pouvoir les ranger sur un terrain plus convenable aux différentes manœuvres qu'il jugerait le plus à propos de leur ordonner durant l'action.

Son armée, outre les forces hollandaises, était encore composée de plusieurs régimens anglais, français et suisses, commandés par des officiers d'un mérite supérieur, dont les connaissances dans l'art militaire s'étaient aggrandies et perfectionnées pendant les guerres civiles qui avaient éclaté en France et dans les Pays-Bas. Une longue expérience avait appris à Maurice à juger de tels hommes; et il était bien convaincu qu'ils exécuteraient ses ordres avec autant d'habileté que de valeur.

Néanmoins, il jugea nécessaire, avant tout, de réveiller et d'animer le courage de ses troupes. A cet effet, il vole de rang en rang, en leur criant qu'elles allaient se mesurer avec une armée inférieure en nombre, harassée par une marche pénible, et qui, par son approche inconsidérée, venait de faire preuve de la plus grande témérité. Il ajouta qu'il dépendait absolument d'elles de retourner, couvertes de gloire, au sein de leur pays et de leurs familles, ou de se voir notées d'infamie et

taillées en pièces par un ennemi dont elles 1600.
avaient si souvent triomphé. Il les assura que, plein de confiance dans leur bravoure, il avait ordonné aux Transports de s'éloigner de la côte ; et que, résolu de maîtriser la victoire, ou de périr à leur tête, il les menait au combat, dans la pleine conviction qu'elles suivraient son exemple. Ces pressantes exhortations sont reçues de toutes parts avec les plus vives acclamations de joie ; et déjà toute l'armée paraissait animée de cet esprit d'intrépidité, que Maurice désirait si ardemment de lui inspirer.

Ce Prince donne le commandement de l'avant-garde au Chevalier François Vere ; celui du principal corps, au Comte de Solms; et celui de l'arrière-garde, à Olivier Vander Tempel, Seigneur de Corbeck. Il distribue sa cavalerie, commandée par le Comte Louis de Nassau, partie sur le front, et partie sur les flancs. Il ne se charge d'aucun poste particulier, afin de pouvoir se porter par tout où sa présence serait nécessaire. Il était accompagné de son frère, le célèbre Prince Henri (1), âgé seulement de seize ans ; du duc

(1) Maurice le pressait de se rendre par mer à Ostende ;

1600 de Holstein, du Prince d'Anhalt, du comte de Coligni, du lord Gray, du chevalier Robert Drury, petit fils du fameux amiral de ce nom, et de plusieurs autres Seigneurs du premier rang, arrivés depuis peu en Hollande des différens états protestans de l'Europe, pour s'instruire dans l'art de la guerre par l'exemple et les leçons d'un si grand maître.

Après avoir rangé son armée sur les Dunes près du rivage de la mer, et placé son artillerie sur quelques-unes des plus hautes de ces montagnes, il résolut d'y attendre l'ennemi. Albert fut frappé d'étonnement de le trouver si bien préparé à le recevoir. Il tomba même dans une sorte de découragement, lorsqu'il observa qu'au moyen de la position que Maurice avait choisie, l'armée espagnole aurait nécessairement en face le soleil et le vent. Il avait des craintes d'autant mieux fondées sur les suites qu'aurait nécessairement la dernière de ces circonstances, que le fond du terrain sur lequel on allait se mesurer, était formé d'un sable très-léger. Mais, il était trop tard pour penser à la retraite. Ses troupes

---

mais Henri insista, pour qu'il lui permît de rester et de partager son sort.

1600.

étaient toujours tout aussi fermes, tout aussi brûlantes du désir de combattre un ennemi, qu'elles se plaisaient à mépriser depuis longtems. On entendait prononcer dans tous les rangs ces paroles menaçantes : « Point de » quartier à aucun de ces hérétiques, si ce » n'est au prince Maurice et à son frère, qui » doivent être conservés pour orner le triom- » phe de notre général. »

Bataille de Newport.

Mendoza, amiral d'Arragon, à la tête de la cavalerie espagnole, commence le combat, en s'efforçant d'abord de gagner le flanc de l'armée hollandaise. Il s'avance pour cet effet le long des sables entre la Mer et les Dunes. Mais Maurice, toujours habile à pénétrer les desseins de l'ennemi, l'avait prévenu au moyen de batteries dressées sur ces sables, et de vaisseaux de guerre placés très-près du rivage. Cette judicieuse prévoyance força donc Mendoza à la retraite, avec une perte considérable.

En même tems les deux armées, après une décharge de leur artillerie, s'avancèrent à portée du mousquet. L'avant-garde, aux ordres du chevalier Vere, composée de troupes anglaises, est attaquée par les rebelles Espagnols qui, pour recouvrer leur honneur, dé-

1600. ployèrent la plus terrible intrépidité. Les Anglais, de leur côté, se défendirent avec une égale valeur, et soutinrent pendant quelque tems en héros la fureur de l'ennemi. Vere eut son cheval renversé sous lui, et reçut deux blessures; mais il conserva toujours son terrain, et refusa de se faire panser jusqu'à l'arrivée d'Horatio Vere, son frère, avec des troupes fraîches. A peine celles-ci sont-elles aux prises avec les rebelles, que la cavalerie espagnole les attaque en flanc avec une étonnante vigueur, et les met en désordre : déjà même quelques-unes commençaient à fuir vers le rivage.

Mais le combat est à l'instant rétabli par Maurice. Après avoir divisé ses troupes en bataillons, il en fait avancer deux de ceux qui forment son principal corps d'armée. Cette disposition contraint les Espagnols de reculer à leur tour, et donne aux Anglais le tems de se rallier. De son côté, l'Archiduc porte en avant les Vallons et les Irlandais, pour soutenir les Espagnols; et les rebelles auraient infailliblement repris leur supériorité, si Maurice ne leur eût opposé à l'instant un nouveau bataillon composé de Suisses et de ces mêmes Vallons qui lui avaient livré le fort de Saint-

André. Les troupes anglaises retournèrent pareillement à la charge; et bientôt après, les deux armées, infanterie et cavalerie, furent pleinement engagées d'une aile à l'autre. 1600.

Le comte Louis de Nassau, qui se rendit si célèbre dans cette bataille par sa valeur et son activité, commandait la cavalerie hollandaise, dont la supériorité, dans chaque rencontre, fut si prodigieuse sur celle de l'ennemi, qu'elle rompit ses rangs, et la chassa du champ de bataille avec un horrible carnage.

L'engagement fut soutenu avec plus d'avantage par l'infanterie espagnole, à la tête de laquelle était Albert, qui s'exposa aux plus éminens dangers, en se précipitant quelquefois avec les plus avancés des combattans. Par-tout, ses troupes firent des prodiges de valeur. En effet, l'action durait depuis plus de trois heures; et, nonobstant la rapidité de leur marche depuis Liffinguen, les Espagnols avaient combattu sans relâche, et souvent repoussé les bataillons frais de l'ennemi. Mais, pendant tout ce tems, ils avaient considérablement souffert de l'ardeur du soleil, du vent contraire, et plus encore d'une poussière excessive. L'artillerie hollandaise aussi les avait foudroyés par un feu continuel durant tout le combat;

1600. et Maurice, pour empêcher ses batteries d'enfoncer dans le sable, s'était attaché à les dresser sur le terrain le plus ferme et le plus élevé, qu'il avait soigneusement couvert de planches; de sorte que cette précaution, jointe à l'habileté des manœuvres et à la promptitude du service, occasionna une affreuse destruction parmi les troupes de l'Archiduc. Cependant, elles n'abandonnaient point leurs rangs, et paraissaient déterminées au sacrifice de leur vie, plutôt que de céder la victoire à un ennemi qu'elles étaient si habituées à couvrir de mépris. En vain Albert avait-il tenté plusieurs fois d'enlever aux Hollandais l'avantage du vent : tout autant de fois il avait échoué par les sages mesures et la vigilance de Maurice. Enfin, ayant quitté son casque, afin d'être plus aisément reconnu des siens, il reçut à l'oreille un coup de pique, et fut contraint de se retirer. Un autre accident fit tomber entre les mains de l'ennemi son cheval, qui était d'une taille remarquable; et ses troupes, qui s'en apperçurent, croyant leur Souverain tué ou prisonnier, tombèrent dans le dernier découragement. Cependant elles tenaient encore ferme; mais enfin la faiblesse et la lenteur de leurs efforts prouvèrent manifestement que

leurs forces et leur courage commençaient à les abandonner. 1600.

Cet état d'épuisement n'échappa point à l'œil vigilant de Maurice qui, prompt à saisir une si belle occasion, rassemble aussitôt tous ses combattans, attaque l'ennemi de front avec son infanterie, et le prend en flanc avec sa cavalerie. Au moment même de cette charge terrible, le magasin à poudre, destiné au service de l'artillerie espagnole, prend feu; et la cavalerie hollandaise, transportée d'un nouvel élan, à l'aspect de la confusion occasionnée par ce désastre, se précipite sur les bataillons d'Albert avec une ardeur irrésistible, en criant: *victoire, victoire!* Ce cri répété aussitôt dans tout le reste de l'armée des Etats, y rallume la soif du carnage. Alors, les soldats de Philippe, incapables de soutenir plus long-tems un choc si violent, lâchent pied de tout côté, et tombant bientôt dans le plus grand désordre, cherchent leur salut dans la fuite. Les vainqueurs les poursuivent pendant quelque tems, et en passent un nombre infini au fil de l'épée. Mais l'approche de la nuit décide Maurice à faire sonner la retraite; il ne pouvait se dissimuler que ses troupes, comme celles de l'Archiduc, étaient également épuisées et harassées, que

1600. depuis le matin, elles n'avaient pris aucune espèce de nourriture, et que, pendant presque tout le jour, elles étaient constamment demeurées sous les armes, ou avaient pris part à l'action. Il connaissait d'ailleurs le caractère intrépide de l'ennemi, qui pouvait se rallier et revenir à la charge au moment même où il serait hors d'état de lui opposer aucune résistance; puisque la plupart des corps à ses ordres étaient occupés à profiter de l'avantage dont la fortune venait de couronner leurs vaillans efforts. Il se borna donc à choisir parmi ses glorieux compagnons d'armes, ceux qui avaient le moins souffert du combat qu'ils venaient d'essuyer, pour garder le reste de l'armée qui passa la nuit sur le champ de bataille.

Les historiens contemporains ne sont point d'accord sur le nombre des morts. Reydan, écrivain presque toujours bien informé, fait monter à cinq mille hommes la perte des Espagnols, que Grotius porte à trois mille seulement. Selon ce dernier auteur, celle de l'armée triomphante n'excéda pas mille hommes, dont la plupart, dit-il, étaient Anglais: car ces alliés se battirent avec un tel courage, qu'ils eurent huit capitaines tués et les autres blessés, à l'exception de deux.

Les officiers anglais furent presque les seules personnes de distinction que le fer moissonna dans l'armée hollandaise. Mais l'Archiduc vit périr, avec la majeure partie de ses meilleures troupes, Zapena, les colonels Bastock, de Lasso, d'Avalos et beaucoup d'autres officiers du plus rare mérite, qui demeurèrent sur le champ de bataille, ou moururent des suites de leurs blessures. L'Amiral d'Arragon et de Vigliar se rendirent au vainqueur. Le comte de Bucquoi, Barlotta et beaucoup d'autres braves guerriers, grièvement blessés, restèrent longtems hors d'état de servir. Enfin, toute l'artillerie, le bagage et les provisions des Espagnols, avec plus de cent étendards, tombèrent au pouvoir de l'armée victorieuse (1). 1600.

Telle fut l'issue de la bataille de Newport ou des Dunes, qui trompa si cruellement l'attente des Espagnols et de leurs généraux. Sans doute, ils durent en partie leur défaite aux

(1) Parmi les Italiens qui périrent dans ce combat, le cardinal Bentivoglio mentionne son frère et son neveu, deux jeunes Seigneurs, âgés d'environ vingt ans, qui étaient entrés tout récemment au service d'Espagne, et qui furent infiniment regrettés à cause de leur jeunesse et de leur bravoure.

1600. désavantages avec lesquels ils combattirent, quoiqu'il soit généralement reconnu que rien ne put surpasser la prudence, l'énergie et l'intrépidité que montra constamment Maurice pendant toute l'action. Depuis long-tems on rendait la justice la plus éclatante à son habileté dans l'art d'assiéger les places fortifiées. Mais un triomphe si décisif prouva sans réplique qu'il possédait aussi dans un degré également éminent les autres talens militaires qui constituent un général consommé; et toute l'Europe ne retentit plus que de sa réputation et de sa gloire (1).

Albert ayant quitté le champ de bataille immédiatement après que ses troupes l'eurent abandonné, arriva la même nuit a Bruges, d'où, bientôt après, il se rendit à Gand. Isabelle l'y reçut avec ce caractère mâle et courageux qu'elle avait montré dans les divers rapports qui lui étaient parvenus, tantôt de la mort de cet illustre époux, tantôt de sa captivité et des blessures dont il était couvert.

(1) Grotius, lib. IX. — Bentivoglio, part. III, lib. VI. — Les Actes héroïques du prince Maurice, imprimés en l'année 1693. — Piasecii Chronica gest. in Europâ singularium, au 1600.

Ce Prince retourna le jour suivant à Bruges, où il s'occupa de rallier lui-même les débris de ses troupes dispersées. 1600.

Maurice se retira à Ostende le lendemain de la bataille, afin de recruter son armée dans une place de sûreté, et pour se concerter avec les députés que les Etats-Généraux y avaient envoyés, à l'effet de l'aider de leurs conseils. Ce Prince n'avait entrepris le siége de Newport que d'après l'idée que lui en avaient suggéré les Etats, et dans la seule vue de leur complaire. A dire vrai, il n'est point probable qu'il ait jamais conseillé une opération blâmée hautement par son parent Guillaume comte de Nassau, vanté par les historiens hollandais comme un homme doué de la prudence la plus consommée.

En effet, Guillaume avait démontré la folie et le danger d'envoyer une armée assiéger une ville ennemie aussi éloignée des Provinces-Unies que Newport, dans l'attente chimérique d'une continuation de révolte parmi les troupes espagnoles, et de hasarder ainsi la perte de la République pour la prise d'une seule place. Sans contredit, en supposant que les Etats eussent forcé Newport à capituler, les avantages qu'ils se promettaient de retirer

1600 de cette conquête, étaient bien loin de compenser les dépenses excessives qu'aurait entraîné la défense de cette place située à une si grande distance de la Hollande : au lieu que si l'Archiduc était parvenu à étouffer la rebellion qui s'était manifestée parmi ses troupes, l'armée de Maurice eut couru le risque d'être ou défaite, ou réduite par famine, puisque les secours et les provisions dont elle aurait eu besoin alors, auraient été absolument soumis à l'inconstance des vents et des flots.

Jusqu'ici, heureusement, ces craintes ne s'étaient point réalisées : mais les derniers événemens qui venaient de se passer ne justifiaient que trop combien on avait eu raison de les concevoir. L'Archiduc était aisément parvenu à faire rentrer les révoltés dans le devoir, et à lever à tems des forces respectables. Si, au lieu d'attaquer précipitamment Maurice, il avait suivi les conseils de Zapena, et attendu l'arrivée de Velasco, il est probable que l'armée des Etats aurait été obligée de mettre bas les armes sans combattre, ou de périr presqu'entièrement dans la confusion avec laquelle elle se serait efforcée de regagner ses vaisseaux.

Les Députés, après la défaite de leurs trou-

pes à Leffinguen, ne purent plus se dissimuler 1600.
la faute qu'on avait fait commettre aux Etats; et, depuis ce moment jusqu'à celui où la victoire se déclara pleinement en leur faveur, ils furent tourmentés des plus terribles inquiétudes. Un heureux hasard venait de les délivrer de craintes aussi cruelles; mais, tout effrayés encore du danger qui les avait menacés de si près, et dont ils ne s'étaient sauvés que par un bonheur inespéré, ils pensaient que, nonobstant l'avantage inappréciable qu'ils venaient de remporter, il était de la dernière importance de s'assurer, avant tout, si les circonstances permettaient de continuer les opérations militaires qu'on avait suivies jusqu'alors.

Ils prouvèrent invinciblement dans cette conjoncture, par la lenteur de leurs délibérations, combien les Etats auraient été plus sages d'abandonner entièrement à Maurice la conduite de la guerre, plutôt que d'exiger, comme ils le firent, de ce général une soumission passive à l'opinion d'hommes qui, par leur ineptie dans l'art de la guerre, étaient absolument incapables de concevoir et diriger aucun plan de campagne. Ils étaient même entr'eux d'avis diamétralement opposés. Selon les uns, l'armée devait retourner à Newport;

1600 selon les autres, pénétrer plutôt dans le cœur de la Flandre. Le premier avis prévalut enfin; et, quatre ou cinq jours après la bataille, on recommença le siége de Newport.

Reprise du siége de Newport.

Mais il fallait ou ne point adopter cette mesure, ou la mettre beaucoup plutôt à exécution. Albert, appliqué sans relâche à réparer ses fautes, venait de renforcer la garnison de Newport de deux mille cinq cents hommes qui, conduits par Velasco (1), s'étaient introduits dans la place avant que Maurice l'eût investie. Néanmoins, ce général reprit les travaux du siége; mais les vigoureuses sorties des assiégés le convainquirent bientôt qu'il ne pouvait espérer de capitulation avant l'arrivée d'une nouvelle armée, que l'Archiduc rassemblait en toute diligence pour sauver cette place.

Déterminé par cette considération, et craignant de courir de nouveau le même danger auquel il venait d'échapper si récemment,

18 Juillet. Maurice leva le siége et ramena ses troupes à Ostende, où il s'embarqua avec elles pour la Hollande sur des Transports préparés à cet

(1) Bentivoglio, Grotius. Thuanus dit que ce fut Barlotti et non Velasco.

effet, en vertu d'un ordre des Etats. Cette mesure était d'autant plus sage, qu'il jugeait impossible de tirer du cœur du pays ennemi le plus léger avantage de la victoire décisive qu'il avait remportée (1). 1600.

La saison propre à tenir la campagne commençait à peine: mais les Puissances ennemies

(1) Bentivoglio, Thuanus, lib. CXXIV, etc.

Maurice, avant de s'embarquer, avait tenté de réduire dans le voisinage d'Ostende, un fort appelé Sainte-Catherine; mais il avait également échoué dans cette entreprise par la vigueur et l'activité de Barlotta, qui était accouru à marches forcées au secours de ce fort, avant qu'il eut pu faire aucun progrès pour le réduire à capituler. Barlotta, il est vrai, perdit la vie dans cette occasion. Il était né à Luxembourg, et avait exercé la chirurgie à Paris, notamment sous le comte Charles de Mansfeldt, lorsque ce Général commandait l'armée espagnole en France. Mansfeldt lui était si fortement attaché, qu'il lui avait donné une place d'officier dans ses troupes. Barlotta s'y distingua bientôt par son savoir et son esprit entreprenant, qui le firent parvenir aux plus hauts emplois militaires, et considérer comme un des plus habiles officiers que l'Espagne eut jamais eu à son service. L'obscurité de sa naissance, jointe à son arrogance naturelle et à son orgueil, lui suscita beaucoup d'ennemis parmi ses inférieurs et ses égaux; mais il fut sincèrement regretté de l'Archiduc.

1600. étaient déjà tellement épuisées par leurs efforts mutuels, qu'il ne se passa plus d'évènemens mémorables durant le cours de cette année (1).

Décadence de l'Agriculture et des Manufactures.

En Espagne, les diverses causes dont on a déjà parlé, qui concoururent si puissamment à la décadence de cet Empire, commencèrent à cette époque à se faire sentir gravement dans chaque partie du royaume. De toutes parts, on n'entendait que plaintes portées sur l'abandon de l'agriculture, et sur l'état de dépérissement où étaient tombées les manufactures. La presque totalité du peuple, privée d'ouvrage, était réduite à une telle indigence, qu'elle ne pouvait acquitter ses impositions, ni secourir l'Etat d'aucune autre manière.

Expédiens imaginés pour remédier à ces maux.

On tint à cet effet plusieurs conseils pour déterminer les remèdes les plus propres à faire disparaître tant de maux; mais le duc de Lerma et les autres Ministres espagnols parurent ignorer absolument les véritables causes qui les avaient produits. Ils les attribuaient particulièrement à l'extrême rareté de l'argent monnoyé: rareté qui, selon eux, provenait

(1) Davila, etc. p. 77, Ch. IX.

elle-même d'abord de l'immense quantité de 1600.
vaisselle d'or et d'argent employée à satisfaire le luxe des Eglises et la vanité des Riches : en second lieu, de l'exportation de ces mêmes matières enlevées du royaume pour payer les marchandises manufacturées chez l'étranger.

Mais, comme le déplorable état des Manufactures en Espagne nécessitait alors impérativement la sortie de l'or et de l'argent, on résolut, pour rendre cette perte moins douloureuse, de mettre à l'instant, s'il était possible, un frein à l'ostentation du Sacerdoce, et à l'insultante frivolité de l'homme opulent. Dans cette vue, on publia un Edit royal qui enjoignait aux Églises, aux Corporations, et à tous les habitans du Royaume, sans distinction, de remettre sur serment à certains magistrats nommés à cet effet, un inventaire exact de la vaisselle d'or et d'argent dont ils étaient possesseurs. On donna pour raison de cette publication dans le corps de l'Edit que, d'après les diverses informations parvenues à Sa Majesté Catholique, il paraissait évident que la quantité de métaux précieux, fondus en vaisselle et en Vases sacrés, était si prodigieuse, que si elle était convertie en monnaie et mise en circulation dans le Royaume, elle suffirait

1600. seule pour rendre à la Nation cet heureux état de richesse et de prospérité dont elle avait joui anciennement : qu'en conséquence, d'après un motif si déterminant, le Roi, de l'avis de son conseil, avait résolu d'empêcher non seulement une plus grande fusion de vaisselle d'or et d'argent, mais aussi d'en défendre, sous les peines les plus sévères, l'exportation en pays étranger.

Mais l'exécution de cet Edit fut bientôt jugée impraticable, en ce qu'il ne produirait aucun des avantages qu'on en espérait. Le Clergé, singulièrement irrité d'y voir compris les Vases sacrés, l'attaqua dans ses Ecrits et dans la Chaire avec tant de feu ; il le qualifia de violation si directe des privilèges et des immunités de l'Eglise, que Philippe et Lerma n'eurent point le courage de lutter contre un Ordre si redoutable, dont ils recherchaient avec tant de soin la faveur. Ce faible Monarque et son timide Ministre abandonnèrent donc soudainement leur projet, sans imaginer aucun autre expédient pour remédier aux désordres effroyables qui désolaient le Royaume.

En considérant cet état de choses sous son véritable point de vue, il était presqu'impossible à Philippe de sauver ses Etats d'une si

terrible pénurie, tant qu'il n'aurait point signé 1600.
la paix avec l'Angleterre et les Provinces-Unies. Nonobstant un motif si légitime, il jugea nécessaire, pour les causes qui ont été précédemment développées, de continuer la guerre contre ces deux Puissances, sans réfléchir au préjudice qui, selon toute apparence, en résulterait pour la monarchie espagnole (1).
Il ordonna pour cet effet l'équipement d'une 1601.
flotte destinée à soutenir les Catholiques d'Irlande dans leur révolte contre Elisabeth, et fit passer de l'argent dans les Pays-Bas avec un renfort de troupes italiennes et espagnoles.

L'Archiduc avait en même tems déterminé les Etats assemblés à Bruxelles à lui fournir de subsides plus considérables que ceux qu'ils lui avaient précédemment accordés : il employa ces sommes à faire de nombreuses levées en Allemagne et dans le pays des Wallons, ou provinces méridionales de la Flandre. Cependant l'ennemi fut bien plutôt en état que ce Prince d'entrer en campagne. Maurice avait fait sortir ses troupes de leurs quartiers d'hiver dès les premiers jours du printems, avec ordre

(1) Gonsalez Davila, lib. II, Cap. 9.

1601. de se rassembler dans les environs du fort de Schenck. On crut d'abord qu'il avait dessein d'attaquer Bois-le-Duc ; mais on eut bientôt la certitude qu'il voulait s'emparer de Rhinberg. Il lui importait infiniment d'avoir cette place à sa disposition, afin de pouvoir chasser les Espagnols du pays de Gueldre, dont une partie était encore soumise à leur domination.

L'Archiduc n'eut pas plutôt connu l'intention de Maurice, qu'il envoya au secours de la garnison le comte Herman de Berg avec un corps de troupes ; mais avant l'arrivée de ce général, Maurice avait déjà tiré des lignes de circonvallation autour de la place, et rendu l'approche de son camp inaccessible. Albert n'eut donc plus d'autre ressource pour sauver Rhinberg, où il ne pouvait jeter aucun renfort, que d'opérer une diversion par l'attaque de quelque place importante des Etats-Unis, dans l'espoir de détourner l'ennemi de son projet.

Ce Prince céda, dans cette circonstance, aux pressantes sollicitations des Flamands, et résolut d'assiéger Ostende, dont la garnison, malgré qu'elle fût en quelque sorte tenue en échec par les forts voisins, avait fait des incursions

dans le cœur de leur province, et réduit souvent les habitans du pays ouvert à la dure nécessité de payer les plus lourdes contributions. 1601.

Cependant, malgré les impôts excessifs dont étaient grevés les Etats de Flandre, ils n'en montrèrent que plus d'ardeur pour lever et payer sans délai la somme à laquelle ils étaient imposés dans le montant des subsides accordés à l'Archiduc. Leur zèle les porta même à promettre solennellement à ce Prince tous les secours dont il pourrait avoir besoin pour pousser ce siége avec la dernière vigueur.

Tels furent les motifs qui portèrent Albert à tenter la conquête d'Ostende. Jamais général ne se vit engagé dans une entreprise plus périlleuse, et l'histoire des Pays-Bas ne nous offre aucun événement accompagné de circonstances plus importantes.

Description d'Ostende.

Ostende, située au bord de la mer sur un sol marécageux, est presqu'environnée de canaux, dont deux plus larges que les autres, communiquant avec l'Océan, reçoivent dans tous les tems les petits bâtimens, et les gros vaisseaux lors des hautes marées. Cette ville ne fut d'abord connue que par ses pêcheries jusqu'à l'année 1572, époque où le Duc d'Alva la fortifia d'une palissade. Ses habitans ayant

1601. secoué le joug de l'Espagne, à l'époque de la pacification de Gand, les Etats-Unis augmentèrent tellement ses fortifications, que le Duc de Parme, qui l'investit en 1583, persuadé qu'il ne parviendrait jamais à s'en emparer, abandonna son entreprise, et se garda bien d'écouter le conseil qu'on lui donna de la tenter de nouveau.

Ostende est divisée en deux parties appelées la Vieille-Ville et la Ville-Neuve. La Vieille-Ville est baignée par la mer, dont elle ne craint point les ravages, au moyen d'énormes poutres ou palissades parfaitement liées ensemble. La Ville-Neuve est défendue par une muraille flanquée de bastions, et par les canaux dont on vient de parler, auxquels on a ajouté un chemin couvert, fortifié de nombreuses redoutes. Comme Ostende, par sa situation sur la côte de Flandre, était devenue un abri précieux pour les vaisseaux hollandais, les Etats s'étaient soigneusement appliqués à conserver cette place aux Provinces-Unies. Ils n'avaient rien épargné pour compléter ses fortifications ; et, outre une forte garnison commandée par un officier d'une expérience consommée, ils la tenaient toujours abondamment fournie de munitions de guerre et de bouche. Cette sage

prévoyance de la part des Etats n'était pas la seule considération qui avait empêché le Duc de Parme de l'attaquer une seconde fois. Il avait sainement jugé qu'il existait un avantage bien plus réel encore pour Ostende que la force même de sa situation, savoir, la faculté, tant que les Hollandais seraient maîtres de la mer, d'être complètement ravitaillée en hommes et en munitions tout autant de fois qu'elle en aurait besoin; tandis qu'après avoir vainement épuisé toutes ses forces et toutes ses ressources pour la réduire, il serait contraint de l'abandonner. Cet inconvénient avait, selon toute apparence, échappé à l'Archiduc qui, bien inférieur au Duc de Parme dans l'art militaire, ne pouvait prévoir avec autant de perspicacité les obstacles sans nombre qu'il aurait à vaincre dans une pareille tentative. Ce prince n'était ni entreprenant ni téméraire; mais la trop grande facilité de son caractère lui faisait adopter sans réflexion les mesures extravagantes que lui proposait son conseil (1). 1601.

Albert se mit donc en marche à la tête d'une armée considérable vers la fin de juin, et il

(1) Vide Bentivoglio, Leclerc et Grotius.. — Thuanus, lib. VI, p. 76, etc.

1601. commença ses opérations contre Ostende le quatre ou le cinq de juillet. En même tems, Maurice, qui se réjouissait de voir son ennemi courir un si dangereux hasard, assiégeait Rhinberg, dont il se rendit maître en peu de semaines, malgré la vigoureuse défense de la garnison.

Capitulation de Rhinberg.

Siége d'Ostende.

Mais le siége d'Ostende fixait maintenant toute l'attention des deux Puissances. Charles Vander Noot, qui en était gouverneur, sans donner aux assiégeans le tems de finir leurs retranchemens, venait de faire sur eux une terrible sortie, où il leur avait tué plus de cinq cents hommes. Cependant, malgré ce début malheureux, l'Archiduc ne perdait point courage, et n'en suivait que plus opiniâtrément son dessein.

Il prît en conséquence les précautions nécessaires pour empêcher les sorties que la garnison pourrait tenter à l'avenir. Après avoir d'abord rangé ses troupes, partie sur les Dunes situées à l'Occident de la ville, et partie au Sud et à l'Orient, il découvrit bientôt ses batteries, et commença de toutes parts un feu terrible.

Mais la trop grande distance où il se trouvait du corps de la place, occasionnée par les

canaux, les fossés et les autres ouvrages extérieurs que l'industrie des assiégés avait considérablement multipliés, rendaient toutes ses tentatives presqu'entièrerement inutiles. Il jugea donc qu'il ne pourrait de long-tems forcer la garnison à capituler, à moins qu'il ne parvînt à lui couper toute espèce de secours par mer. 1601.

Il était affermi dans cette opinion par la courageuse résolution qu'avaient manifestée tout récemment les Etats-Unis de déployer les plus grands efforts pour disputer avec gloire Ostende à l'ennemi. En effet, nonobstant l'estime particulière qu'ils portaient à Vander Noot, ils s'étaient décidés à lui retirer le commandement en chef de cette place, pour le confier au chevalier François Vere qui, après Maurice, était le plus recommandable de tous leurs généraux par sa prudence et ses talens militaires. Bien plus, afin de forcer en quelque sorte cet officier de se charger du salut d'Ostende, ils le laissèrent maître absolu du choix de la garnison, qu'il composa de l'élite des troupes anglaises, pour la rendre d'autant plus formidable. Enfin, dans la vue d'assurer, autant que le comportait la prévoyance humaine, le succès de mesures si sagement com-

1601. binées, la sollicitude des Etats venait aussi de ravitailler profusément Ostende en munitions de toute espèce; et ils étaient unanimement résolus, quoi qu'il dût leur en coûter, de défendre cette ville jusqu'à la dernière extrémité.

Cette généreuse résolution, jointe à la vigueur et à la fermeté dont les Etats venaient de donner la preuve la plus signalée, fixèrent l'attention de toute l'Europe sur les opérations d'un siége si mémorable. Ostende était alors visitée, de l'agrément des Etats, par beaucoup d'illustres étrangers venus exprès d'Allemagne, de Danemarck, de France et d'Angleterre (1), pour être témoins oculaires des événemens dont cette ville allait devenir le théâtre, et pour concevoir d'autant mieux les relations de ces brillans exploits qu'annonçaient d'avance les préparatifs des Puissances belligérantes.

Il était difficile de prévoir quelle serait l'issue d'une si périlleuse entreprise; et cette incertitude ne pouvait que répandre beaucoup d'alarmes dans l'esprit de l'Archiduc. Mais il lui était impossible de reculer, sans s'exposer

(1) Tels que le duc d'Holsace, frère du roi de Danemarck, le comte de Northumberland, et autres.

aux plus sanglans reproches, et sans se couvrir de ridicule. Il redoubla donc de courage pour conduire ce siége à une heureuse fin. 1601.

Il imagina qu'il pourrait être terminé dans un tems donné, soit en se renfermant dans le plan d'attaque ordinaire, qui consiste à faire jouer des mines, des batteries, et à livrer des assauts, soit en se rendant maître de l'entrée des canaux, afin d'intercepter par mer toute communication entre la garnison et les Provinces-Unies. Il était donc de sa sagesse d'examiner mûrement laquelle de ces deux dispositions devait, selon toute vraisemblance, être couronnée de succès, et s'y fixer invariablement, sans aucun égard pour l'autre. Mais, au lieu de suivre une méthode régulière, il employa ses troupes, tantôt à diriger des attaques sur les retranchemens de l'ennemi, tantôt à bloquer les canaux; de sorte que cette imprudente division de forces prolongea le siége à l'infini, et fut accompagnée d'une perte énorme de sang et de trésors.

Le principal objet de l'Archiduc, pendant plusieurs semaines, fut d'approcher toujours plus près des fortifications de la ville, que du lieu d'où il avait d'abord fait jouer ses

1631. batteries. La garnison, de son côté, ne négligea rien pour empêcher ses approches ; et quelquefois elle hasarda des sorties où elle attaqua les assiégeans à l'arme blanche. Elle s'occupait en outre infatigablement à creuser des tranchées, et à élever de nouvelles redoutes par-tout où elle craignait que l'ennemi ne tentât un assaut.[1] Pendant tout ce tems, les batteries espagnoles et celles de la ville entretinrent un feu terrible et continuel qui, de part et d'autre, fit périr beaucoup de monde.

L'Archiduc, convaincu enfin de l'inutilité de ses premières opérations, recourut au second moyen, et bloqua l'entrée des canaux avec la plus grande partie de ses forces. Ce Prince ordonna d'abord des travaux sur celui précisément par où les vaisseaux abordaient au port. Mais, comme tout le terrain, à une distance considérable du rivage, n'était qu'un fond de sable, les remparts qu'on y élevait ne pouvaient soutenir de batteries, ni résister à la violence des vagues. Il fut donc forcé de se procurer des villes voisines une immense quantité de fortes poutres, avec lesquelles il résolut de construire une digue à l'embouchure du canal. Après les avoir en-

foncées fort avant en terre, et très-étroitement serrées, on remplit de briques leurs espaces intermédiaires ; on entassa pile sur pile ; et lorsque cette espèce de construction fut élevée à une hauteur suffisante, on y établit de nombreuses batteries pour fermer absolument l'entrée du port à tout vaisseau ennemi. 1601.

Mais les espérances que l'Archiduc avait conçues de réduire incessamment la ville par famine, furent presqu'aussitôt anéanties par le génie et l'activité sans bornes du gouverneur et de la garnison, qui travaillant immédiatement à aggrandir l'embouchure de l'autre canal passant au cœur de la ville, le rendirent bientôt propre à recevoir les plus gros vaisseaux.

Cependant, l'Archiduc ne désespéra pas de les priver dans peu de cette ressource ; et pour se rendre également maître de ce canal, il répéta à son entrée les mêmes opérations qu'il avait imaginées pour le premier. Ses troupes et ses pionniers travaillèrent d'abord avec beaucoup d'activité, parce qu'ils étaient à l'abri du feu des assiégés à la faveur d'une digue précédemment construite pour préserver la ville des empiétemens de la mer. Mais

1601. la garnison décidée à sacrifier l'avantage qu'elle retirait d'une défense si utile, démolit cette digue, et renforça, comme elle put, ses fortifications au moyen de pieux, de grosses pierres et d'autres matériaux propres à repousser la fureur des flots. Cet expédient exposa donc complétement les travaux des Espagnols au feu des assiégés, et mit sous l'eau une grande partie du pays voisin. L'Archiduc fut obligé par conséquent de retirer ses troupes à une très-grande distance, et de recourir à des mesures qui demandaient beaucoup de tems et d'expérience pour être mises à exécution.

En même-tems les Etats Généraux des Provinces-Unies tenaient de fréquentes conférences pour profiter utilement de l'avantage que leur laissait l'armée espagnole d'agir offensivement, pendant qu'elle se consumait devant Ostende. Ils désiraient de soumettre à leur pouvoir l'Ile de Cadsant et l'Ecluse; mais, dans la conjoncture actuelle, ils n'avaient ni l'argent, ni les troupes que Maurice jugeait nécessaires pour entreprendre une pareille expédition. L'élite de leur armée, après la prise de Rhinberg, avait été envoyée à Ostende; et les dépenses excessives, ordonnées pour la défense de cette

place, avaient presqu'entièrement épuisé leurs finances. On passa donc beaucoup de tems à délibérer sur divers projets d'attaque; et, vers la fin d'octobre, au moment de fermer la campagne, on proposa le siége de Bois-le-Duc, place d'une extrême importance, dont la garnison n'était forte alors que de trois cents hommes. 1601.

Siége de Bois-le-Duc.

Maurice, quoique très-incertain du succès, se mit aussitôt en marche, par déférence aux ordres des Etats, et arriva le premier novembre devant la place. Il jugea, en considérant la grande étendue des fortifications, que la garnison ne tarderait pas à se rendre, si elle ne recevait point de renforts. Il commença donc à tirer à l'instant ses lignes de circonvallation autour de la ville: mais cet ouvrage, poussé d'abord avec une extrême célérité, fut bientôt retardé par un froid rigoureux qui se manifesta cette année beaucoup plutôt qu'à l'ordinaire. Cet incident fournit à l'Archiduc la facilité d'envoyer au secours des assiégés un fort détachement, dont plus de mille hommes pénétrèrent dans la place avant que Maurice eût pu finir ses retranchemens. Le reste de ce renfort se tint à peu de distance de son camp, tout prêt à le harceler à la première occasion.

1601 Cependant Maurice demeurait ferme dans sa résolution : mais l'intensité du froid augmentant journellement, arrêta ses travaux, et l'obligea de lever le siége, conformément au désir des députés qui l'accompagnaient toujours dans son camp (1).

Fin de Novembre.

Maurice ne se fut pas plutôt retiré de devant Bois-le-Duc, qu'Albert rappella ses troupes pour continuer l'attaque d'Ostende, qu'il avait suspendue pendant leur absence; et peu de tems après, il eut tout sujet d'espérer de s'en rendre bientôt maître. En effet, les fortifications de la ville, situées près de la mer, venaient d'être extrêmement endommagées par la fureur des flots; outre ce terrible événement, le fer, la maladie, la désertion, la fatigue avaient presqu'également anéanti la garnison qui, de huit mille hommes qu'elle était, s'élevait à peine entre deux et trois mille. François Vere avait souvent donné avis aux Etats-Unis de sa déplorable situation; mais, avant la levée du siége de Bois-le-Duc, ils manquaient de troupes de réserve; et quand ils purent s'en procurer et les embarquer sur

(1) Meteren, lib. XXII. — Grotius, lib. X. — Bentivoglio, etc.

des Transports, ils trouvèrent de nouveaux ennemis dans les vents. Cependant, vers la même époque, l'Archiduc donna ordre à un corps d'élite de traverser le port à marée basse au milieu de la nuit, pour incendier une fortification temporaire, composée d'énormes piles de fagots et d'autres matières combustibles, placées au pied du rempart situé au nord de la ville, à l'effet d'empêcher de nouveaux empiétemens de la mer. Pendant trois jours et pendant trois nuits, l'incendie fut affreux, et résista à tous les efforts que fit la garnison pour l'éteindre. Ce malheur inattendu affaiblit extraordinairement le rempart, où il fallut nécessairement un plus grand nombre d'hommes pour le défendre avec succès. Au milieu de ce désastre, François Vere fut averti que l'Archiduc se préparait sérieusement à donner un assaut général qui, d'après toute certitude, aurait lieu le lendemain ou, au plûtard, le jour suivant. Vere, quoique doué d'un courage à toute épreuve, ne pouvait perdre de vue la faiblesse actuelle de la garnison, ni se faire illusion sur le mauvais état des fortifications. D'ailleurs il connaissait trop bien le caractère intrépide et persévérant des troupes espagnoles, pour n'être point alarmé du danger qui le

1601.

1601. menaçait. Réduit à cet état d'anxiété, il usa, pour s'en tirer, d'un stratagême dont l'honnête homme ne se sert qu'avec la plus grande répugnance, même quand la nécessité l'exige impérieusement. En effet, quoiqu'il n'eût aucune intention réelle de se rendre, il envoya à l'Archiduc un officier pour lui annoncer qu'il était prêt à capituler. Albert, ne soupçonnant point de dissimulation, accepte avec joie cette offre; et, à l'instant même, des otages sont donnés de part et d'autre. Cependant, l'Archiduc ne tarda pas à douter de la bonne foi du gouverneur et le pressa de proposer sans délai les articles de la capitulation. Mais Vere, sous différens prétextes, eut l'art de différer de jour en jour de le satisfaire sur ce point, jusqu'à l'arrivée de troupes qu'il attendait de la Zélande. Quoiqu'elles ne montassent qu'à quatre cents hommes, comme les brèches du rempart venaient d'être réparées, et qu'il devenait impossible de tromper plus long-tems l'Archiduc, il fit passer à ce Prince une déclaration où il lui annonçait que les Etats ses maîtres ayant augmenté sa garnison, l'honneur lui défendait de remettre la ville.

Néanmoins, François Vere s'étant permis d'entamer cette négociation sans en donner

connaissance à ses officiers, tous ceux qui 1601.
tremblaient de subir le joug espagnol, élevèrent d'abord quelques soupçons sur sa fidélité. Les Etats-Généraux sur-tout témoignèrent quelque mécontentement soit de la duplicité dont il avait usé vis-à-vis de l'Archiduc, soit de l'exemple qu'il avait donné d'entrer en traité avec l'ennemi, sans en donner connaissance à son conseil de guerre. Mais personne n'eut plus sujet d'être offensé que l'Archiduc qui, n'ayant point hésité de renvoyer les otages, devait être tout-à-la-fois irrité et humilié de se voir bafoué par un ennemi que, selon toute apparence, il pouvait contraindre à mettre bas les armes (1).

Cependant, quoique les fortifications de la place fussent alors dans un état plus respectable qu'elles ne l'avaient jamais été, et que la garnison eût reçu un renfort, ces considérations n'arrêtèrent point l'Archiduc. Plus animé par la soif de la vengeance que par la probabilité du succès, il ordonne un assaut général, et se détermine à poursuivre un dessein que l'unique espoir d'une capitulation lui avait fait

(1) Oui, s'il avait profité de l'occasion qu'il venait de laisser échapper.

1601. suspendre. D'abord, il se proposait de diriger sa principale attaque sur la partie occidentale située près du port, dont il avait été déjà maître pendant quelque tems. Mais, afin de partager l'attention de l'ennemi, et parvenir d'autant mieux à diviser ses forces, il conçoit tout-à-coup le projet d'effectuer en même tems plusieurs autres attaques en divers endroits. A cet effet, il donne au célèbre comte de Bucquoy le commandement d'un corps de troupes, pour emporter la partie orientale, et confie la direction la plus essentielle de son plan à Augustin Mescia, gouverneur d'Anvers, recommandable par une longue expérience de la Tactique.

1602. 7 Janvier. Ces dispositions ainsi faites, Albert commença le matin, de bonne heure, à faire jouer ses batteries, et entretint par-tout une terrible canonnade jusqu'à minuit que le reflux permit à Mescia de conduire ses troupes en avant. Il les avait formées en un corps serré de quarante hommes de front, dont les rangs les plus avancés, revêtus d'une armure complète, étaient suivis de Mousquetaires et d'autres corps munis d'échelles de siége et de tout l'attirail nécessaire pour s'emparer, ou s'assurer de la possession du rempart. Ils avancent avec une

ardeur incroyable et avec l'intrépidité la plus décidée à travers le vieux port, où il y avait trois à quatre pieds d'eau. Mais la garnison était préparée à la plus vigoureuse défense. Le gouverneur avait d'avance fait déplacer les canons qui défendaient cette partie de fortifications, où il prévoyait que se dirigerait la principale attaque, pour y substituer sept gros mortiers chargés de pierres, de cailloux, de boulets et d'autres instrumens de mort : il avait pareillement ordonné aux officiers chargés de la direction de ces mortiers, de suspendre leur feu jusqu'à l'approche de l'ennemi. Cet ordre fut si ponctuellement exécuté, que, dès que les Espagnols eurent atteint le pied du rempart, les mortiers vomirent le carnage et l'effroi parmi les premiers rangs, qui eurent beaucoup de tués et de blessés. Ils continuèrent néanmoins d'avancer, précipités par ceux qui les suivaient; et ils s'approchèrent presque tous de si près, que chaque coup des assiégés frappait de mort quiconque en était atteint. Cependant, ce spectacle horrible et la nuit même n'ébranlèrent point la bravoure espagnole. Pour prévenir toute surprise, le gouverneur fit allumer un grand nombre de feux ; 1602.

1622. et les assiégeans et les assiégés continuèrent de combattre avec la même fureur.

En effet, les Espagnols se pressaient dans le port, pour remplacer à l'instant ceux que le feu détruisait, quand le gouverneur recourut à l'expédient qu'il avait imaginé dès le commencement de l'action. On avait pratiqué dans les fortifications deux écluses, dont l'une servait, lors du reflux, à conserver l'eau dans la partie du canal située au-dedans de la ville ; et l'autre, à la retenir également dans la partie la plus élevée du pays. Vere ordonna qu'on les ouvrît en même tems ; et la quantité d'eau qu'elles répandirent soudainement dans le port fut si prodigieuse, que beaucoup d'Espagnols, entraînés par la violence du courant, se noyèrent, pendant qu'une infinité d'autres empressés de se sauver en se saisissant des palissades qui fortifiaient le rempart, succombèrent sous les coups des assiégés. La cavalerie, dont l'objet capital, d'après l'ordre formel de l'Archiduc, était de prévenir une déroute, tenait étroitement enfermée dans le port l'arrière-garde de l'infanterie qui ne put, par conséquent, effectuer sa retraite quand la nécessité le requérait. Elle resta donc exposée au feu des assiégés long-tems après qu'il eût été reconnu que ses

plus vigoureux efforts ne produiraient aucun effet salutaire. Enfin, une partie de la cavalerie ayant eu plusieurs chevaux noyés avec leurs cavaliers, pour avoir voulu tenter d'arrêter la rapidité du courant, ce dernier échec décida Mescia à faire sonner la retraite; de sorte que les assiégeans, également repoussés par-tout, furent obligés d'abandonner l'assaut. Quatre cents hommes environ, Espagnols et Italiens, parmi lesquels on comptait plusieurs personnes de la première qualité, furent ou tués ou noyés; tandis que la perte des assiégés, abstraction faite d'un petit nombre de blessés, montait à peine à quarante guerriers morts au champ d'honneur (1). 1602.

Deux jours après cette défaite, l'Archiduc voulait livrer un nouvel assaut. Mais une révolte qui tout à coup éclata parmi les Espagnols et les Italiens, déconcerta ce projet. Ces combattans manifestèrent hautement leur indignation de l'insigne barbarie qu'on avait exercée envers eux. Rien ne pouvait calmer leur fureur d'avoir été traités, non comme des soldats d'une valeur éprouvée, mais comme des

(1) Meteren, lib. XXIII. — Grotius, lib. XI, ab initio. — Bentivoglio part. III, lib. VI.

1602. esclaves ou des brutes, lorsqu'après l'ouverture des écluses, qui rendait toute approche impossible, la cavalerie les avait inhumainement forcés de demeurer exposés au feu des assiégeans : ils osèrent même avancer qu'une pareille mesure, exécutée avant que d'avoir été adoptée dans un conseil d'officiers généraux, était diamétralement opposée à toutes les lois de la guerre ; et ils déclarèrent que, puisqu'ils n'étaient plus traités en braves soldats, ils étaient déliés de fait de tout service militaire. Cette conduite hardie alarma vivement et provoqua tout aussitôt la sévérité d'Albert, qui n'était déjà que trop aigri par le malheur qu'il venait d'éprouver. Résolu donc de préserver le reste de son armée de cet esprit de rebellion, il fit exécuter à l'instant quarante ou cinquante des plus séditieux, et conduire cent cinquante autres aux galères. Cet acte de rigueur étouffa dans son berceau ce germe dangereux de mutinerie. Mais Albert se garda bien de tenter un second assaut, et s'attacha particulièrement à bloquer étroitement le canal.

Jalousies excitées par les levées que fait l'Espagne en Italie.

Pendant qu'Ostende offrait au Monde entier un spectacle sanglant et déplorable pour l'humanité, la Cour de Madrid, qui se trouvait dans l'impuissance de fournir à l'Archi-

duc ni troupes, ni argent pour terminer glorieusement la guerre qu'il soutenait contre les Etats-Unis, s'était engagée dans d'autres entreprises non moins dispendieuses. Quelque tems avant qu'elle les eût imaginées, le comte de Fuentes, gouverneur de Milan, avait levé par son ordre des corps nombreux qui faisaient craindre aux Princes et Etats d'Italie, mais sans aucune raison apparente à cette époque, que Philippe ne voulût ajouter à ses vastes domaines cette belle partie d'Europe. Quelques-uns de ces corps étaient destinés pour l'archiduc Ferdinand, qui voulait enlever Canissa aux Turcs; d'autres étaient passés dans les Pays-Bas; et le reste devait servir dans une expédition contre Alger, qui était encore le principal réfuge de cette multitude de pirates, dont l'acharnement contre les côtes et les vaisseaux espagnols était tout aussi violent que sous le règne précédent. Dix mille hommes environ, embarqués sur soixante-dix galères espagnoles et gênoises que commandait le célèbre Doria, avaient atteint cet affreux repaire après une courte et heureuse navigation; et, s'ils étaient descendus immédiatement à terre, il est probable que l'expédition eût réussi. En effet, Doria avait reçu avis de l'absence de 1602.

1602. presque tous les pirates, et ceux qui restaient dans Alger se trouvaient sans défense. Mais malheureusement, un des gros vaisseaux s'étant séparé de la flotte, le débarquement fut remis au lendemain. Cependant, une horrible tempête survenue dans la nuit, ayant détruit en un instant toutes les dispositions de Doria, ce commandant fut obligé de quitter la côte et de regagner la Sicile (1).

Invasion en Irlande.

Ce funeste contre-tems n'empêcha point la Cour de Madrid de méditer une nouvelle expédition, dont la réussite était encore plus difficile. Depuis plusieurs années, la guerre entre l'Espagne et l'Angleterre n'avait point été poussée avec vigueur, et n'offrait aucun événement remarquable. Mais Philippe, ou plutôt le duc de Lerma, entretenait alors l'espoir de porter un coup mortel à la puissance d'Elisabeth par une invasion en Irlande, où beaucoup de naturels commandés par le comte de Tyrone avaient levé l'étendart de la révolte contre leur Souveraine.

Philippe II, au moyen de diverses intrigues ourdies par les Ecclésiastiques, était parvenu à soulever les mécontens d'Irlande, qu'il avait fournis, à plusieurs reprises, d'armes

(1) Thuanus, lib. CXXVI. — Piasecii Chronica, an. 1601.

et de munitions de guerre : beaucoup même, 1602.
entraînés par l'accueil favorable et les caresses de ce Prince, avaient embrassé sa cause dans les Pays-Bas, d'où presque tous étaient retournés dans leur île avec cette sévérité de discipline militaire qui, communiquée aux insulaires, en avait fait les soldats les plus formidables que les troupes anglaises eussent jamais eu à combattre.

En vain Elisabeth s'était efforcée de captiver Tyrone, monstre de trahison et de cruauté, compagnes inséparables des mœurs barbares. Tyrone, couvert du crime de rebellion, n'en avait pas moins réussi, par sa bravoure et par son activité, à ranger sous ses drapeaux un grand nombre d'Irlandais, qu'il berçoit du trompeur espoir de secouer le joug de la Grande-Bretagne. Cet insulaire audacieux recherchait avec la même vivacité l'assistance de la Cour d'Espagne par des promesses formelles d'armes et de troupes : il avait pour appuis les Jésuites et plusieurs Séminaires de Prêtres Anglais, solliciteurs très-ardens, dont l'entremise était infaillible auprès de Philippe et de son Ministre.

Trois Papes (1) avaient lancé successive-

(1) Pie V, Grégoire XIII, et Clement VIII, alors Pape.

1602. ment contre Elisabeth une bulle d'excommunication qui déliait ses sujets de la fidélité qu'ils lui devaient, et pressait fortement les Princes catholiques de s'emparer de ses royaumes. Le superstitieux Philippe s'était laissé persuader aisément de détruire en Irlande l'autorité légitime d'Elisabeth, et de favoriser la révolte de ses sujets. Il considérait cette action comme infiniment méritoire, comme infiniment digne d'un fidèle fils de l'Eglise; et il pensait ne pouvoir servir d'une manière plus glorieuse la cause de Dieu et de la Religion catholique. Quoiqu'il fût d'un caractère trop indolent pour être tourmenté de la soif de l'ambition, néanmoins, la grande étendue de l'Irlande, son extrême fertilité, la commodité de ses ports, où ses vaisseaux trouveraient au besoin une retraite et un abri sûrs qui le mettraient à portée de disputer l'empire des Mers à la Grande-Bretagne et aux Provinces-Unies, ne pouvaient que lui inspirer le désir d'ajouter cette île à ses immenses domaines.

Ces considérations le déterminèrent donc à faire équiper un nombre suffisant de vaisseaux de guerre et de bâtimens de transport pour six mille hommes de troupes. Philippe et son Mi-

nistre se croyaient même tellement assurés du succès de cette expédition, qu'ils avaient fait embarquer avec ce corps un grand nombre de familles entières pour fonder une colonie espagnole dans un royaume qu'ils regardaient déjà comme subjugué. Mais ils s'en étaient rapportés trop légèrement au récit exagéré de Tyrone sur le véritable état des forces de l'Irlande. Ils manquaient également de notions exactes sur le caractère et sur les talens du lord Montjoy, qu'Elisabeth avait nommé Vice-Roi de cette Ile, où il commandait en chef les troupes anglaises. 1602.

Don Juan d'Aguilar fut chargé du commandement des troupes et de la conduite de l'entreprise. Cet officier s'était formé sous le duc d'Alva, et ses premiers succès contre la ville de Blavet en Bretagne, lui avaient mérité une réputation militaire.

Il fit voile des ports d'Espagne à la fin du mois d'août avec quelques vaisseaux de guerre commandés par Don Juan Guevara, et mouilla le huit octobre à Kinsale, ville située au sud de l'Irlande. Mais plusieurs Transports s'étant séparés de la flotte, il ne put rassembler que quatre mille hommes. Cependant, malgré ce contre-tems, il n'en résolut pas moins d'aug-

1602. menter les fortifications de la place avec cette petite armée, et d'y attendre l'arrivée de Tyrone, ou du reste de ses forces. Guevara quitta Kinsale avec son escadre immédiatement après le débarquement des troupes; et, bientôt après, une flotte anglaise, commandée par le chevalier Richard Levison, bloqua complètement ce port.

D'Aguilar, suivant les instructions qu'il avait reçues de la Cour d'Espagne, répandit un manifeste dans le pays voisin, où, prenant le titre de Général de la Guerre-Sainte, entreprise pour la conservation de la Foi catholique en Irlande, il requérait l'assistance du Peuple, et lui déclarait qu'il n'était envoyé par le Roi d'Espagne, son maître, que pour le délivrer de la puissance du Démon et de celle de l'hérétique Reine d'Angleterre.

Les Irlandais avaient anciennement reçu, en diverses occasions, les plus justes sujets de plaintes contre le gouvernement de la Grande-Bretagne. Ils étaient alors extrêmement irrités contre le nouvel établissement des jugemens par jurés, considéré avec tant de raison par les Anglais comme un de leurs plus précieux priviléges: et cette judicieuse innovation dans le Code criminel, toute consolante qu'elle fût pour

l'Humanité, excitait cependant parmi ces insulaires un mécontentement général contre leurs anciens Maîtres. Ils étaient aussi presque tous très-fortement attachés au Papisme; et leurs prêtres, tout dévoués aux intérêts de l'Espagne, profitant de l'extrême ascendant qu'ils avaient sur eux, pour leur persuader que leurs ancêtres descendaient de ce royaume, étaient parvenus à faire naître et à fortifier dans leur esprit la plus grande prédilection pour les Espagnols. 1601.

Cependant, malgré la pressante invitation d'Aguilar, ils différèrent de prendre les armes, à cause du trop faible secours qu'il amenait pour appuyer leur révolte; et ils résolurent d'attendre, pour agir avec avantage, le débarquement du reste des troupes, dont il annonçait la prochaine arrivée.

Le Nord de l'Irlande était le théâtre où le Vice-Roi se mesurait avec Tyrone. Déjà les armes d'Elisabeth avaient obtenu de grands succès sur plusieurs Partis de rebelles; déjà, beaucoup de leurs chefs avaient été faits prisonniers, et plusieurs envoyés en Angleterre. Tyrone lui-même et ses partisans fuyant devant Montjoy, s'étaient retirés dans ces forteresses des Provinces septentrionales,

1602. dont le terrain fangeux rendait l'approche impossible au général anglais. Cependant, le chef des rebelles se voyait en quelque sorte assiégé ; et comme le pays était, pour ainsi dire, inculte, le manque de vivres devait le contraindre à recevoir incessamment la loi du vainqueur. Telle était la triste situation de affaires des insurgens, lors de l'apparition des troupes espagnoles promises par d'Aguilar. Le Vice-Roi, prévenu de leur arrivée, résolut aussitôt, pour éviter une insurrection générale qu'il avait tout sujet de craindre, de déployer le plus grand courage contre ces usurpateurs. Il laissa donc une partie de sa cavalerie pour surveiller les mouvemens de Tyrone, et se porta sur Kinsale avec une telle rapidité, qu'il fut bientôt devant cette place, dont il commença le siége avec huit ou neuf mille hommes. Mais, avant d'avoir fait des progrès considérables, il reçut l'avis certain que les Transports espagnols, qui s'étaient séparés de la flotte d'Aguilar, venaient d'entrer dans Baltimore avec deux mille hommes commandés par Occampo. Bientôt après, il fut pareillement informé que l'intensité du froid qui s'était manifesté dans cette contrée marécageuse où s'était réfugié Tyrone, ayant

donné à ce chef le moyen de se sauver sur 1602
la glace avec ses partisans, il s'était joint à Occampo avec plus de quatre mille hommes qui, de concert avec les Espagnols, étaient en pleine marche pour lui faire lever le siége de Kinsale. Montjoy s'était procuré cette nouvelle alarmante par des lettres interceptées d'Occampo et de Tyrone à Aguilar. Ces lettres l'avaient instruit aussi de leur plan d'opérations, du tems de leur approche, et de la route qu'ils devaient suivre. Il n'y avait pas à balancer pour se préparer à la plus vigoureuse défense. Il rangea, pour cet effet, presque toute son armée dans une position avantageuse, à quelque distance de la ville, devant laquelle il ne laissa que les forces nécessaires pour arrêter une irruption soudaine des Espagnols commandés par d'Aguilar.

Toutefois, le courage de Tyrone l'abandonna, quand il aperçut l'armée anglaise dans une position si formidable et si bien préparée à recevoir son attaque. Loin de se rendre aux représentations d'Occampo, qui lui reprochait sa lâcheté, il résolut, pour éviter le combat, de faire prendre à son armée une autre route, dans l'espoir de gagner un marais voisin. Mais le Vice-Roi, pénétrant son inten-

1602. tion, fit avancer aussitôt toutes ses forces, et attaqua son arrière-garde. Tyrone, certain alors de ne pouvoir échapper à l'armée anglaise, recouvra sa première valeur, et fit tête à l'ennemi. Mais les rebelles, trop peu aguerris pour se mesurer en rase campagne avec des troupes réglées, tombèrent bientôt en désordre et prirent la fuite. Les Espagnols combattirent en désespérés pendant quelque tems; mais, abandonnés de leurs lâches alliés, ils furent enfin accablés par le nombre. Deux cents hommes, la plupart Espagnols, périrent dans ce combat, où Occampo lui-même fut fait prisonnier avec plusieurs de ses officiers. Le reste des troupes envoyées par Philippe se retira à Baltimore et dans d'autres places situées sur la côte, où d'Aguilar et Occampo avaient mis garnison. Quant aux Irlandais pris les armes à la main, ils furent pendus comme rebelles; et les autres, parmi lesquels se trouvait Tyrone, n'échappèrent au supplice que par les connaissances locales qu'ils avaient du pays; mais ils n'osèrent plus reparaître en campagne.

La nouvelle de cette défaite et la lâcheté des Irlandais convainquirent d'Aguilar que la Cour d'Espagne s'était gravement trompée,

en s'imaginant de détacher sans peine l'Irlande de sa légitime Souveraine, pour la ranger sous sa domination. Il vit qu'on ne pouvait mettre aucune confiance dans l'appui des naturels ; et que, quelle que fût l'armée que les finances de l'Espagne lui permettraient de faire passer dans cette île, elle ne pourrait lutter seule contre les forces de la Grande-Bretagne. Dans cette persuasion, il crut devoir profiter de l'influence dont il jouissait auprès de Philippe, pour démontrer à ce Prince la nécessité d'abandonner un si funeste dessein. La sagesse de ce conseil lui était dictée par l'impérieuse nécessité de rendre aux talens et à l'activité du Vice-Roi la ville importante de Kinsale, qu'il ne pouvait défendre que pendant quelques semaines avec le petit nombre de troupes qu'il y commandait. Un motif si légitime, et l'humanité dont il était pénétré pour ses soldats, le déterminèrent donc à remettre cette place aux Anglais, si Montjoy consentait à souscrire une capitulation honorable pour les armes espagnoles. 1602.

En effet, peu de jours après le combat, d'Aguilar fit connaître ses intentions au Vice-Roi; il lui développa les motifs de sa con-

1602. duite, l'opinion qu'il avait conçue des rebelles irlandais, et convint de l'extravagance d'une expédition, où la Cour d'Espagne n'avait été entraînée que sur de faux avis.

Mais il accompagna cette offre d'une déclaration vigoureuse, portant qu'il se défendrait jusqu'à la dernière extrémité, si le Vice-Roi refusait de consentir aux conditions qu'il proposait.

Elles consistaient à accorder les honneurs de la guerre à ses troupes ; à les transporter en Espagne sur des vaisseaux anglais, avec leur artillerie et leurs munitions ; enfin, à régler une indemnité pour les habitans de Kinsale, qui les avaient si tendrement accueillies et si bien traitées.

Le lord Montjoy ne devait que respecter l'esprit dans lequel cette déclaration était dictée ; et la bonté naturelle de son caractère lui fit agréer aussitôt les ouvertures du général espagnol. Il jugea qu'Elisabeth ne pourrait que louer sa prudence de les avoir écoutées avec empressement, lorsqu'il réfléchissait aux fatigues excessives d'un siége que son armée allait soutenir contre un ennemi si brave et si déterminé.

En conséquence, il accepta, sans hésiter

la capitulation offerte par d'Aguilar qui, après 1602.
lui avoir remis Kinsale, Baltimore, et plusieurs autres forts dont il s'était emparé, fut, bientôt après, embarqué sur une flotte anglaise, et conduit dans les ports d'Espagne avec ses troupes, son artillerie et ses munitions.

Philippe, instruit des revers d'Aguilar, fut d'autant plus agréablement surpris de son arrivée, qu'il désespérait de son salut et de celui de son armée. Il approuva hautement la capitulation; et, de l'avis de son conseil, fondé sur le rapport de ce général, il résolut d'abandonner les rebelles irlandais à leur destinée, pour se livrer uniquement aux affaires qui fixaient alors toute son attention dans les Pays-Bas (1).

(1) Van Meteren, lib. XXIII. — Histoire d'Angleterre par Carte, livre XIX. — Thuanus, etc.

FIN DU PREMIER LIVRE.

HISTOIRE

DU RÈGNE

DE PHILIPPE III, ROI D'ESPAGNE.

LIVRE SECOND.

ARGUMENT.

Continuation du siége d'Ostende. — Les États-Unis assistés par Henri IV, Roi de France, et par la Reine d'Angleterre. — Siége de Grave. — Affaires navales. — Mutinerie et désertion. — Mauvaise conduite de la Cour d'Espagne. — Les rebelles espagnols protégés par Maurice. — Bois-le-Duc assiégé par ce Prince. — Mort et caractère d'Elisabeth, Reine d'Angleterre. — Jacques I, lui succède. — Ambassadeurs de Hollande, de France et d'Espagne, au Roi de la

Grande-Bretagne. — Paix entre l'Espagne et l'Angleterre. — Le marquis de Spinola, nommé commandant de l'armée espagnole. — Siége et capitulation de l'Ecluse. — Capitulation d'Ostende. — Rareté des métaux précieux en Espagne. — La Cour de Madrid se décide à continuer la guerre. — Plan de campagne de Spinola. — Engagement près de Mulleim. — Grandes espérances des Ministres espagnols. — Expédient dont ils se servent pour lever des subsides. — Maladie de Spinola. — Étrange nonchalance dans la conduite des États-Unis. — Opérations défensives, adoptées par le prince Maurice. — Spinola déterminé à pénétrer dans les provinces d'Utrecht et de Hollande. — Siége de Groll et de Rhinberg. — Mutinerie et désertion des troupes espagnoles. — Siége de Groll.

LA garnison d'Ostende ayant repoussé avec la 1602.
plus grande valeur l'armée de l'Archiduc, plusieurs des principaux officiers de ce prince lui conseillèrent de lever le siége de cette ville; mais il manifesta le plus grand éloignement

1602 pour suivre un si sage conseil. Cependant, il ne voulut point le rejeter ouvertement, sans s'être assuré d'abord des véritables sentimens de la cour d'Espagne. Toutefois les Ministres de Philippe ne pouvaient juger de l'utilité de l'entreprise dans laquelle persévérait l'Archiduc, que par les avis qu'il leur faisait passer. Or, il était tout naturel de penser que jugeant incompatible avec son honneur d'abandonner un dessein, au succès duquel il attachait la dernière importance, il emploierait tout l'art de la persuasion pour ranger à son opinion le cabinet espagnol, en lui présentant d'un côté peu d'obstacles à vaincre, et de l'autre des avantages inappréciables dans la conquête de cette place. Ce Ministère orgueilleux croyait en effet qu'il serait impossible à la garnison de résister long-tems à des forces aussi supérieures que celles qui étaient dirigées contr'elle. Il imaginait que la conquête d'Ostende ruinerait le commerce des Provinces-Unies, et garantirait pour l'avenir le succès des opérations militaires. Il fut donc résolu que l'Archiduc continuerait avec la plus grande activité les travaux de siége, et qu'il lui serait fourni tous les secours nécessaires pour le conduire à une heureuse fin.

Albert, à la vérité, en avait le besoin le plus absolu, car ses finances étaient entièrement épuisées, et les Etats de Brabant paraissaient décidés à ne l'étayer d'aucun moyen. Il les convoqua néanmoins, leur peignit avec force sa détresse, et les conjura de lui accorder à l'instant même un ample subside. Les députés se répandirent en longues protestations d'attachement et de fidélité; mais ils saisirent cette occasion pour lui représenter que, dans les circonstances actuelles, il leur était d'autant plus impossible de satisfaire à sa demande que, dans presque toutes les occasions, la province de Brabant avait été obligée de payer à l'ennemi les plus fortes contributions; et que non-seulement cette province, mais plusieurs autres avec elle, avaient été cruellement pillées et saccagées par les révoltés. 1602.

Continuation du siège d'Ostende.

Frappé de la vérité de cette représentation, l'Archiduc fut contraint d'abandonner sa demande, et de se contenter des secours que venaient de lui fournir les États de Flandre qui, bien plus fortement intéressés que ceux des autres provinces à la conquête d'Ostende, s'étaient déterminés aux plus grands sacrifices, pour faciliter à ce Prince les moyens de pousser avec vigueur le siége de cette place.

1602. Convaincu par la malheureuse issue de ses derniers efforts de l'impossibilité de prendre la garnison d'assaut, Albert résolut de bloquer l'entrée du canal, afin de couper à Ostende toute communication avec les Provinces-Unies. Il appella, pour cet effet, des ingénieurs d'Italie et de différentes places, qui entreprirent à grands frais divers ouvrages. Mais la fureur des vagues eut bientôt détruit tous ceux qu'ils étaient parvenus à construire à l'embouchure du canal. En vain tentèrent-ils d'élever sur ses bords, plus près de la ville, une digue et des batteries. Outre le feu d'une artillerie habilement servie, ils eurent encore à se défendre contre le courage et les efforts multipliés de la garnison, qui fit sur eux de fréquentes sorties, détruisit leurs travaux, et passa un grand nombre des leurs au fil de l'épée. Le sentiment douloureux d'un si rude échec, et la crainte de nouveaux revers leur inspirèrent donc l'idée de construire à une certaine distance du canal, hors de la portée des assiégés, d'énormes machines formées de poutres fortement liées l'une à l'autre, qu'ils poussèrent ensuite sur ses bords, où ils les couvrirent de gason, de paille et d'autres matériaux, afin d'y pouvoir dresser leurs

batteries. Mais l'exécution de ces préparatifs 1602.
et la construction d'autres ouvrages consumèrent une grande partie de l'année, et forcèrent de suspendre les opérations du siége. Ostende reçut pendant cet intervalle d'abondantes provisions de guerre et de bouche. La garnison, extrêmement affaiblie par le grand nombre de malades et de blessés, fut entièrement renouvelée. La nouvelle, composée de troupes d'élite, anglaises, françaises, hollandaises, s'empressa de réparer le dommage qu'avaient reçu les fortifications; et les succès des assiégeans inspirèrent si peu de crainte aux assiégés, que le général Vere, du consentement des Etats, partit pour l'Angleterre, après avoir confié, pendant son absence, le commandement des troupes à Frédéric de Dorp.

Outre la solde de six à huit mille hommes de troupes, la défense d'Ostende coûtait aux Provinces-Unies environ cent mille florins par mois. Mais l'accroissement prodigieux du commerce des Hollandais, la simplicité de leurs mœurs, leur frugalité naturelle les mettaient en état de satisfaire tout à-la-fois à des dépenses si prodigieuses, et de tenir en mer une flotte formidable. Ils venaient, en outre, d'augmenter tellement leurs troupes de terre, que

1602. Maurice était en état d'ouvrir la campagne à la tête de vingt-quatre mille fantassins et de six mille chevaux : armée bien plus imposante qu'aucune de celles que ce Prince avait commandées depuis le commencement de la guerre.

Les Etats-Unis assistés par Henri IV, roi de France, et par la reine d'Angleterre.

Henri IV avait aidé secrètement les États-Unis à former un corps si respectable : le sieur de Béthune, de la maison de Melun, avait, de l'agrément de ce Prince, levé pour eux en France un certain nombre de troupes. En Allemagne, où ils avaient d'étroites liaisons avec plusieurs Princes de la Religion protestante, ils étaient parvenus à se procurer un corps de deux mille quatre cents chevaux. Mais leur plus utile allié fut la reine d'Angleterre. Elisabeth leur fournit d'abord trois mille hommes, pour remplacer les soldats manquans dans les régimens anglais qu'ils avaient déjà à leur service; et, bientôt après, elle leur fit passer un second renfort non moins nombreux. Le principal objet du voyage du général Vere auprès de cette Princesse, avait été d'en obtenir de puissans secours; et le succès d'une négociation si heureuse lui avait mérité, à son retour, le commandement en chef de toutes les forces anglaises.

L'armée espagnole était loin de présenter 1602.
un appareil aussi imposant que l'aspect qu'offrait l'armée des Provinces-Unies. Depuis longtems la première n'avait éprouvé un état de faiblesse aussi déplorable que celui où elle se voyait réduite. Les fatigues excessives d'un long siége, et le fer ou la contagion lui avaient enlevé des milliers de soldats. Pour comble de maux, un grand nombre d'Espagnols et d'Italiens levaient l'étendart de la révolte. Cependant, malgré tant de disgraces, la Cour de Madrid et l'Archiduc étaient plus résolus que jamais de s'emparer d'Ostende. Cette invincible opiniâtreté remplissait de joie les Etats-Unis, et leur faisait concevoir l'espérance qu'elle porterait incessamment le dernier coup à la puissance de l'Espagne dans les Pays-Bas. Ils saisirent donc, sans différer, cette conjoncture, comme la plus favorable qu'ils pussent désirer, pour entrer en action, et se décidèrent avec une égale célérité à faire dans les provinces méridionales quelques conquêtes importantes, capables de compenser la perte d'Ostende, si la garnison de cette place était forcée de capituler.

Un nouveau rayon d'espoir vint encore fortifier leur résolution. Ils pensaient que les

1602 habitans de ces provinces qui, naguère, avaient été les malheureuses victimes de l'oppression et de la rapacité des rebelles, se décideraient à secouer enfin un joug horrible. Ils publièrent à cet effet un mémoire adressé aux États de ces mêmes provinces, où ils leur faisaient un fidèle tableau du régime odieux qui, depuis si long-tems, pesait sur leurs têtes, et dont un profond ressentiment devait les porter sans cesse à s'affranchir. Ils leur représentaient combien ils avaient été trompés dans l'attente d'un gouvernement plus doux, lorsque l'Autorité souveraine, exercée sur eux par Philippe II, était passée des mains de ce Prince dans celles des Archiducs; puisque cette transmission, loin de les rendre à la liberté, n'avait servi qu'à river les chaînes dont ils étaient accablés sous leurs anciens maîtres. Enfin, en leur rappellant le souvenir de leurs premiers engagemens, ils les conjuraient de renouer cette ancienne union qui, jadis, les attachait si fortement à leurs alliés dans les Provinces-Unies. Afin de fixer d'autant mieux l'attention publique sur ce mémoire, ils résolurent de faire marcher leur armée dans le cœur du Brabant, pour soutenir ceux des habitans qui auraient assez de

courage pour ressaisir et défendre leurs droits naturels; et l'on affirme que cette mesure reçut l'approbation du Monarque français et de la reine d'Angleterre. 1602

Loin de déférer au sentiment des Etats-Unis, le Prince Maurice jugeait au contraire cette tentative inexécutabe. Selon ce général, les Brabançons étaient trop façonnés au gouvernement espagnol, et trop intimidés à l'aspect des citadelles et des garnisons dont ils étaient environnés, pour écouter une proposition qui, malgré les avantages séduisans qu'elle présentait, pouvait les précipiter dans un plus rude esclavage. Il ne se dissimulait point l'extrême difficulté d'entretenir dans un pays ennemi une nombreuse armée pendant tout le tems qui serait nécessaire pour amener les esprits à une révolution. A cette époque, il est vrai, l'armée espagnole était trop ruinée pour lui présenter le combat en rase campagne; mais elle pouvait l'inquietter dans sa marche, et intercepter ses convois. Il était instruit, d'ailleurs, que l'archiduc attendait chaque jour d'Espagne et d'Italie un renfort de troupes.

De si puissantes considérations portèrent donc les Etats-Unis à différer l'exécution du plan qu'ils avaient arrêté. Ils jugèrent à pro-

1602. pos de s'assurer d'abord si le mémoire répandu parmi les Brabançons, produirait l'effet qu'ils en espéraient. Ils ordonnèrent en conséquence au Prince Maurice de longer avec son armée la partie du Brabant située à l'orient, et d'asseoir son camp auprès de la Meuse, afin d'être plus à portée de recevoir les secours que lui enverraient les Puissances neutres. Il assembla donc son armée à Nimègue, passa la Meuse près de Marck, et s'avança vers la fin de juin jusqu'à Maestricht, où il fut obligé de s'arrêter pendant plusieurs jours par la coupable imprudence des troupes anglaises, qui avaient vendu presque tout le pain qui leur avait été distribué pour leur route. L'impossibilité de s'en procurer dans le pays où elles venaient d'entrer, les obligea d'en faire venir de très-loin; et le retard, dans une opération militaire si importante, occasionné par cette faute, entraîna les suites les plus graves.

L'Archiduc, instruit de la marche de Maurice, était dans la plus grande anxiété. Une position si critique décida ce Prince à envoyer, à la tête de six mille hommes d'infanterie et de quatre mille chevaux, Mendoza, Amiral d'Arragon, qui venait de recouvrer sa liberté, pour observer les mouvemens de Maurice, et, s'il

était possible, arrêter la rapidité de ses progrès. Mendoza poussa jusqu'à Tienen, ville fortifiée, située au centre du Brabant, où il établit des retranchemens pour assurer le salut de ses troupes. Si Maurice avait pu faire avancer immédiatement son armée, il est probable qu'il l'aurait attaqué avec un plein succès; mais la lenteur de ses mouvemens, occasionnée par la mauvaise conduite des troupes anglaises, donna à Mendoza tout le tems nécessaire pour finir ses travaux, et recevoir d'Italie (1) un renfort de huit mille hommes sous les ordres du marquis de Spinola. Ce retour de fortune menaçait de suites encore plus sérieuses. En effet, une marche forcée, entreprise par Maurice dans une conjoncture si hasardeuse, aurait pu exposer son armée à quelque revers, avant qu'elle eût eu le tems d'atteindre le camp espagnol. Néanmoins, ce général continua d'avancer, et arriva à peu de distance de l'ennemi, à qui il offrit plusieurs fois le combat. Mais Mendoza l'ayant 1602.

(1) Siri soutient que l'intention de Maurice était de marcher au travers du Brabant, pour assiéger Newport, ou quelques autres villes maritimes. Vide vol. I, p. 116, Mom. recondite.

1602. constamment refusé, Maurice jugea sa position trop formidable pour hasarder de le forcer dans son camp. Egalement convaincu du danger de demeurer trop long-tems en présence de forces si redoutables dans un pays où il était si difficile de se procurer des provisions, il se hâta de regagner les bords de la Meuse. Mais impatient d'exécuter la seule partie de son plan de campagne qu'il croyait susceptible de réussite, il mit vers la mi-juillet le siége devant Grave.

Cette place, une des plus fortes et des plus importantes des Pays-Bas par sa situation sur les bords de la Meuse, et par sa proximité des domaines des Etats généraux, était demeurée au pouvoir des Espagnols depuis l'année 1586, époque où, comme on l'a précédemment rapporté, le jeune baron de Harmont se couvrit d'infamie en la livrant sans nécessité au duc de Parme. Elle était défendue alors par Antoine Gonsalez, officier espagnol d'un mérite distingué. L'Archiduc alarmé d'avance du danger dont cette place était menacée, envoya, pour renforcer sa garnison, un corps de troupes d'élite qui, à son arrivée, la porta à quinze cents hommes. Maurice s'attendait à la plus vigoureuse résistance de la part d'un gouverneur

si expérimenté et d'une garnison si vaillante; il 1602.
ne pouvait pas douter non plus que Mendoza ne suivît de près ce renfort et n'usât de toutes les ressources de la Tactique, pour faire avorter son entreprise. Cependant, il ne désespérait pas de la conduire à une heureuse fin, s'il pouvait parvenir à priver la ville de nouveaux renforts en hommes et en munitions de tout genre. Pour effectuer d'autant mieux ce projet, il traça autour de son camp des lignes de circonvallation qui s'étendaient de la partie de la Meuse située au dessus de la ville à l'autre partie de cette même rivière qui coule au-dessous. Ces lignes avaient en longueur plus d'une demi-lieue d'Allemagne (1); elles étaient d'une hauteur et d'une profondeur extraordinaires, et fortifiées de redoutes hérissées de canons. Tandis qu'on exécutait de si pénibles travaux, Maurice s'emparait d'un fort appartenant à la garnison, situé de l'autre côté de la rivière, et directement opposé à la ville; il y plaça une partie de ses troupes, et jeta de suite deux ponts volans sur la Meuse, l'un au dessus et l'autre au dessous de la ville. Quand

(1) Van Meteren.

1602. ces travaux furent finis, Grave se trouva complettement investie de tous côtés; et la garnison devait dans peu sentir la nécessité de capituler. Mais Maurice n'ayant nulle connaissance de la quantité de provisions dont elle était pourvue, il lui devenait impossible de fixer le terme où elle pourrait soutenir le blocus. Il résolut donc, pour épargner le tems, de pousser le siége suivant les règles de l'art: en conséquence, il ouvrit immédiatement des tranchées de différens côtés, pour avancer vers la ville par des approches régulières.

Un historien contemporain, qui fut à portée d'examiner, à l'instant même de leur exécution, les divers ouvrages qu'ordonna Maurice dans cette occasion décisive, les cite comme une des plus hardies conceptions que jamais général ait développées dans aucun siége. Pour mettre d'autant plus efficacement à l'abri du feu de l'ennemi les troupes qu'il commandait, il fit creuser des tranchées d'une profondeur excessive. A mesure qu'on approchait de la place, des retranchemens et des batteries protégeaient les travailleurs et les soldats contre les sorties de la garnison. Lorsque les tranchées étaient avancées à une certaine distance des fortifications, on pratiquait, pour le transport

de tous les attirails de siége, des chemins couverts d'une immense étendue et d'une largeur convenable, qui conduisaient de ces tranchées au fossé. La garnison déployait la plus grande valeur dans ses fréquentes sorties ; mais, chaque fois, elle était repoussée avec perte, tandis que, par la sage prévoyance de Maurice, peu d'assiégeans périssaient dans ces sorties, ou par l'artillerie de la place. 1602.

Pendant ce tems, Mendoza s'était avancé de Tienen à Venlo, place située sur les bords de la Meuse, à environ douze milles d'Allemagne plus haut que la ville de Grave; il y assembla son conseil de guerre, pour décider s'il y avait moyen de forcer Maurice à lever le siége de cette dernière place. Mais bientôt il reconnut qu'il courait à une ruine certaine, s'il s'obstinait à attaquer dans des retranchemens inexpugnables une armée nombreuse, commandée par un général doué d'une trop grande expérience pour hasarder de le provoquer en rase campagne. Mendoza se borna donc à tâcher d'introduire dans Grave un renfort de troupes choisies. Si effectivement ce projet eût réussi, l'énorme consommation qui serait résultée des provisions renfermées dans la place, en eût bien plutôt accéléré que re-

1605. tardé la reddition. Quoi qu'il en soit, Mendoza persista dans son dessein, bien moins, sans doute, dans l'attente d'en obtenir le plus léger succès, que par la crainte du blâme dont il était menacé, s'il ne tentait aucun moyen de sauver ce boulevard du Brabant.

L'exécution de cette entreprise fut donc confiée à Spina, Général italien, qui eut ordre d'attaquer dans la nuit, avec mille hommes d'élite, les retranchemens de Maurice à l'endroit où ils lui paraîtraient être les plus faibles, et de tenter de s'ouvrir un passage dans la ville à travers le camp hollandais.

Un autre corps d'égale force fut pareillement commandé pour soutenir ce Général et assurer sa retraite en cas d'échec; tandis qu'un troisième détachement était chargé d'une fausse attaque contre une autre partie des ouvrages ennemis. Au moyen de ces manœuvres exécutées du même coup, Mendoza espérait de partager l'attention des assiégeans, et peut-être de conserver Grave à la maison d'Autriche, par l'intrépidité de Spina. Mais, par tout Maurice était sur ses gardes; par tout les Espagnols furent repoussés et obligés de s'enfuir dans leur camp, laissant derrière eux leurs bagages,

leurs échelles de siége, et tous les autres appareils de guerre. 1602.

Mendoza ayant perdu tout espoir de succès, se retira avec toute son armée vers Maestricht; et, peu de jours après, la garnison de Grave obtint une capitulation honorable (1). 20 Septembre.

Affaires navales.

Durant le cours de ces événemens, les Puissances belligérantes avaient mis en mer des forces bien plus considérables que les années précédentes. La Cour d'Espagne, sur tout, faisait croiser depuis quelque tems sur la côte de Flandre une escadre de galères sous le commandement de Frédéric Spinola, noble génois, qui avait servi sous le duc de Parme, et donné les preuves les plus éclatantes de valeur et de talens. Déjà cette escadre avait presqu'anéanti le commerce de la Hollande. Encouragé par ce succès, Frédéric demanda et obtint de la Cour de Madrid, où il se rendit tout exprès, un renfort de six galères, avec lesquelles il aborda dans le port de l'Ecluse qui, par sa situation, leur offrait un mouillage et un abri sûrs. Ces galères se tenaient à l'ancre dans le

(1) Van Meteren, lib. XXIV. — Bentivoglio, part. III, lib. VII. — Grotius, lib. undecimo. — Faits héroïque du prince Maurice, etc.

1602 canal qui conduit à ce port; elles en sortaient pour courir sur l'ennemi, s'il n'était point assez fort pour soutenir le combat, et prenaient ou coulaient bas presque tous ses vaisseaux marchands. Sans contredit, si l'Espagne avait entretenu dans ces parages plus de bâtimens bons voiliers, suffisamment fournis de matelots experts et de braves soldats, ils auraient pu s'éloigner davantage de la côte et intercepter la communication d'Ostende avec la Hollande et la Zélande. Ils auraient pu, en outre, effectuer aussi de tems à autre des descentes sur les côtes de ces provinces, ou entrer dans leurs ports et leurs canaux pour prendre ou incendier leur marine.

Ces judicieuses considérations eurent bientôt convaincu Frédéric que le siége de toutes les places de la Hollande, ou même les campagnes les plus heureuses de la l'armée espagnole, porteraient à l'ennemi des coups bien moins funestes que des expéditions navales sagement combinées : mais, afin de les tenter et les poursuivre avec fruit, il décida de reparaître devant Philippe, pour lui prouver cette importante vérité. Cependant, avant que d'entreprendre ce nouveau voyage, il soumit ses projets aux lumières d'Ambroise, Marquis de

Spinola, son frère aîné, remarquable par de 1602.
grandes actions dans cette guerre mémorable. Jusqu'alors cet homme extraordinaire n'avait point figuré sur la scène du Monde, quoiqu'il eût presqu'atteint son sixième lustre. Mais les brillans succès de Frédéric ayant développé tout-à-coup dans son ame le germe d'une noble ambition, il résolut, pour illustrer son nom, de servir les desseins de la Cour d'Espagne, avec les biens immenses qu'il possédait dans la République de Gènes.

Plein des idées que son frère lui avait suggérées, il avait acquis, comme lui, la certitude qu'une guerre de mer contre les Pays-Bas pouvait être poussée avec des avantages inappréciables. Il le chargea donc de déclarer formellement à la Cour de Madrid, que, si elle voulait rendre ses forces navales à l'Ecluse plus respectables, il lui promettait de lever, à ses propres frais, un corps de huit mille hommes, qu'il commanderait lui-même à bord des navires espagnols, quand les circonstances l'exigeraient.

Cette Cour, ravie d'une proposition si généreuse, expédia tout aussitôt la commission au marquis de Spinola pour la levée de ce corps de troupes, et l'ordre le plus précis pour le

1602. prompt équipement de toutes ses galères. Ambroise tint parole, et puissamment secondé par ses nombreux amis, auxquels se réunit le comte de Fuentes, gouverneur de Milan, il revint très-à-propos dans les Pays-Bas, suivi de sa petite armée, pour soutenir l'Amiral d'Arragon, et lui épargner la douleur d'abandonner le Brabant aux Hollandais.

Mais l'expédition de Frédéric eut un sort bien différent. De huit galères qu'il avait obtenues de Philippe III, où s'étaient embarqués plus de mille guerriers et quinze cents forçats pour tirer à la rame, trois seulement entrèrent dans les ports de Flandre; deux furent brulées, avant leur départ, sur les côtes de Portugal par plusieurs vaisseaux anglais, et les trois autres prises ou détruites par une escadre anglaise et hollandaise qui les attendait à leur passage dans la Manche.

Frédéric fut d'autant plus affligé d'une perte si considérable, que la presque destruction de ces galères, dont il avait sollicité le secours avec tant de persévérance, l'empêcha de rien entreprendre d'important pendant plusieurs mois. Néanmoins, ne pouvant supporter plus longtems l'inaction que lui imposait la nécessité, il hasarda d'attaquer avec plusieurs frégates et huit

galères, montées par un grand nombre de soldats, une flotte hollandaise qui croisait depuis quelque tems sur la côte. Des deux côtés le combat fut long et sanglant. Mais les Hollandais, qui avaient l'avantage du vent, manœuvrèrent leurs vaisseaux avec une telle dextérité, qu'ils évitèrent l'abordage et n'eurent que très-peu de tués. Enfin, Frédéric lui-même reçut une blessure, dont il mourut peu après. Alors les Espagnols, abattus par une si grande perte, et certains de l'inutilité de leurs efforts pour en venir à un combat de près-à-près, se retirèrent dans le canal de l'Ecluse (1).

1602

Mai 1603.

Durant ces entrefaites, Ambroise levait des troupes en Italie, et conservait encore l'espoir de mettre à exécution ses premiers projets. Mais la mort inopinée de son frère et l'état de délabrement où était réduite la flotte espagnole à l'Ecluse, l'ayant obligé d'y renoncer, il résolut de quitter le service de mer pour embrasser celui de terre. Il retourna donc avec cette intention dans les Pays-Bas, où l'Archiduc lui donna toutes sortes de marques d'estime et de confiance.

(1) Meteren, Bentivoglio, etc.

1605. Justement ce Prince n'avait jamais eu un plus grand besoin du conseil et de l'assistance de ses amis. Les promesses d'argent, souvent réitérées par la Cour d'Espagne, n'avaient été remplies qu'en partie; et le défaut de payement de la solde des troupes entretenait au plus haut degré l'esprit de rebellion qui s'était manifesté parmi elles.

Mutinerie et Désertion. En effet, ces mêmes troupes, qui s'étaient mises en marche avec Mendoza pour secourir Grave assiégée par les Hollandais, venaient de faire leur retraite. La sagesse et l'intrépidité de Maurice les avaient culbutées aux approches de la place. Cet échec occasionna la désertion de presque tous les Italiens qui, hormis ceux commandés par Spinola, abandonnèrent le camp espagnol, au mépris de l'ordre formel que leur avait intimé l'amiral d'Arragon, de marcher en corps d'armée sur Maestricht. Ils furent suivis d'excellens officiers qui, dirigeant leur marche, les menèrent droit à Hochstrate, ville fortifiée du Brabant, dont ils s'emparèrent d'emblée, en amusant la garnison. Bientôt le nombre de ces déserteurs s'accrut si prodigieusement, par la foule des révoltés qui accouraient de toutes parts pour la même cause, qu'en très-peu de

tems il se monta à trois mille hommes d'infanterie et deux mille de cavalerie. Ces guerriers étaient presqu'autant de soldats vétérans, recommandables par la connaissance qu'ils avaient acquise de la discipline militaire. Après s'être d'abord donné un chef, ils choisirent entr'eux les hommes qu'ils crurent les plus propres à remplacer ceux de leurs officiers qui n'avaieut pris aucune part à la révolte, et, d'un consentement unanime, établirent divers règlemens qu'ils crurent nécessaires à leur salut. Ils s'occupèrent ensuite d'augmenter les fortifications d'Hochstrate, et envoyèrent des partis pour mettre à contribution les habitans des contrées voisines. Enhardis par leur nombre, ils faisaient aussi des incursions dans l'intérieur et dans les parties les plus reculées de la province. Si le peuple refusait de satisfaire à leurs demandes exhorbitantes, ils dévastaient le pays et se livraient à toutes sortes d'outrages. Depuis long-tems, cette province fertile et populeuse était exposée aux invasions des armées des Etats-Unis; mais jamais l'ennemi ne l'avait traitée avec autant de cruauté qu'elle le fut dans cette occasion par les troupes qu'elle avait appelées à sa défense. 1602

Dans cette position alarmante, l'Archiduc

1603. convoqua les Etats, à l'effet de réprimer sans délai de si grands désordres. Cette assemblée, convaincue à l'instant que, sans une prompte satisfaction envers les troupes, la ruine totale du Brabant était certaine, fit les plus vives instances pour que tout l'argent qui pourrait être levé servît à payer immédiatement leur solde arriérée.

Mais Albert était intimement persuadé que les fonds qu'il avait à sa disposition étaient loin de suffire pour satisfaire les rebelles, et liquider en même tems le dû des autres troupes qu'il tenait sur pied. Eclairé par l'expérience du passé, il jugea qu'à moins d'effectuer à la fois envers tous le payement d'une dette si légitime, l'exemple de ceux qui avaient levé l'étendard de la révolte serait promptement suivi par leurs compagnons d'armes. Il se décida donc, dans le doute où il était que les Etats lui conseillaient une mesure imprudente, à ne point prendre de parti définitif, sans s'être assuré d'avance des vrais sentimens de la Cour d'Espagne.

Mauvaise conduite de la Cour d'Espagne.

L'état de détresse où se trouvait alors cette Cour, aurait dû la déterminer à renoncer au dessein chimérique de maintenir une discipline sévère parmi des troupes, et sur tout

des troupes étrangères qui, certaines de n'être 1603.
point payées de leur solde, n'avaient aucun intérêt au succès de la guerre; elle aurait dû s'apercevoir, long-tems même avant la crise où elle se trouvait engagée, de l'insuffisance de ses moyens, et renoncer au système absurde de conserver sur pied une armée qu'elle ne pouvait entretenir; elle aurait dû, dans une conjoncture si désastreuse, opérer une prompte réduction dans le nombre de ses régimens, et s'en tenir à une guerre défensive; elle aurait dû porter également la plus rigoureuse économie dans ses dépenses personnelles, pour fournir abondamment de fonds l'Archiduc; ou plutôt elle aurait dû, pour le bien de l'Humanité, mettre un terme à la guerre, en investissant ce Prince de pouvoirs suffisans pour accorder aux Etats-Unis telles conditions de paix qu'ils auraient voulu accepter. Mais, au lieu d'adopter aucune de ces mesures que commandaient la prudence et la nécessité, cette Cour, pour en imposer au reste de l'armée par un exemple terrible, ordonna de lever en toute diligence plusieurs nouveaux régimens, afin de réduire par la force les rebelles à l'obéissance. Il paraît même que l'Archiduc, loin de désapprouver cet acte de rigueur du Cabinet espagnol, mit le plus

1603. grand empressement à le faire exécuter. Mais, malgré toute son activité, la formation de ces troupes et les préparatifs nécessaires pour leur entrée en campagne coûtèrent plus de six mois de travaux, pendant lesquels les Brabançons furent en proie aux violences et aux déprédations des révoltés. Cependant, Albert, pour les intimider, publia un édit de proscription, où il déclarait que, s'ils ne rentraient point dans le devoir trois jours après l'avoir reçu, ils seraient considérés comme traîtres à son gouvernement, et passés sans pitié au fil de l'épée. Mais les rebelles répondirent à cet édit dans les termes les plus injurieux. Leur exaspération fut au comble; et, plutôt que de se soumettre à un Prince dont l'ingratitude et la perfidie étaient la seule récompense qu'ils dussent attendre de leurs services, ils résolurent de passer sous les drapeaux des Etats-Unis, et de faire retomber sur lui tout le poids de leur ressentiment.

Janvier 2. En vertu de cette résolution, ils envoyèrent une députation au prince Maurice, pour lui demander s'il leur accorderait protection, dans le cas où ils seraient attaqués par l'armée de l'Archiduc. Maurice, fidèle à la conduite qu'il avait déjà tenue envers eux, les accueillit avec

Les rebelles espagnols, protégés par Maurice.

le plus vif empressement, et les assura que s'ils étaient obligés d'abandonner Hochstrate, ils pourraient se retirer en toute sûreté sous les murs de Breda, de Berg-op-Zoom ou de Swenberg. Il leur permit également d'acheter des provisions dans ces villes, et leur fit concevoir l'espérance que, si Albert continuait à les traiter avec la même sévérité, il tenterait les derniers efforts pour les délivrer d'un joug oppresseur. 1603.

Les Etats-Unis considéraient cette rebellion comme l'événement le plus heureux qui pût leur arriver, en ce qu'il retardait considérablement les opérations de l'Archiduc devant Ostende, et l'empêchait d'exécuter de nouvelles entreprises pendant la campagne. Ils approuvèrent hautement la conduite de Maurice avec les rebelles, et l'autorisèrent formellement à conclure avec eux un traité dont les principales conditions portaient : « qu'en vertu des » secours qui leur seraient donnés contre les » Espagnols, ils serviraient dans son armée » pendant tout le reste de la campagne; et » que, si quelque circonstance favorable les » réconciliait avec l'Archiduc, ils s'engage» raient à ne point prendre les armes pendant » quatre mois contre les Provinces-Unies ».

1603. Les Etats pensaient que ce traité ne les exposerait pas à être accusés de manquer de générosité envers un ennemi dont, selon eux, toute la conduite, depuis le commencement des hostilités, était injuste et tyrannique. Ils se croyaient complètement justifiés de fomenter la rebellion, d'après l'exemple de presque toutes les nations, et notamment des Espagnols eux-mêmes, qui, en toute occasion, encourageaient la désertion dans les armées de la puissance avec laquelle ils étaient en guerre.

La nouvelle de la conclusion de ce traité jeta les plus vives alarmes dans le cœur de l'Archiduc, et l'irrita plus que jamais contre les rebelles. Il leva des troupes avec toute la diligence que lui permettait l'état de ses finances, et les envoya au nombre de sept mille fantassins et de trois mille cavaliers, sous le commandement de Frédéric comte de Berg, mettre le siége devant Hochstrate. Cette place, mal fortifiée, ne pouvait tenir long-tems, et bientôt les rebelles auraient été contraints de mettre bas les armes : mais déjà Maurice avait pris ses mesures pour remplir les conditions qu'il venait de souscrire avec eux : déjà il
20 Juillet. marchait avec rapidité vers Hochstrate, à la tête d'une armée supérieure, qu'il avait ras-

semblée à Gertrudenberg : déjà il empêchait le comte de Berg de rien entreprendre contre elle, et le forçait à se retirer dans l'intérieur de la province. 1603.

Maurice le suit pendant quelque tems, et trouvant qu'il était impossible de l'atteindre, sans s'engager trop avant dans le pays ennemi, il retourne brusquement sur ses pas, et vient mettre le siége devant Bois-le-Duc. Depuis peu, les rebelles avaient acquis la preuve la plus indubitable de la confiance qu'il mettait dans leur loyauté, en se rendant dans leur camp, accompagné seulement de sept ou huit de ses gens; et celle qu'il leur témoigna dans cette occasion fut encore bien plus forte, puisqu'il les employa, conjointement avec ses proprès troupes, aux opérations du siége.

Bois-le-Duc assiégé par le prince Maurice.

L'Archiduc ressentait les plus vives inquiétudes sur le sort de Bois-le-Duc. Il attachait le plus grand prix à la conservation de cette place, qu'il regardait comme la plus importante des villes frontières du Brabant. Il envoya donc, sans balancer, un renfort de troupes au comte de Berg, avec ordre de marcher sur-le-champ à sa défense. Par cette mesure, l'armée espagnole devenait presqu'aussi forte que celle des Etats-Unis. Outre cet avantage, le comte de

1603. Berg arriva très-à-propos pour s'emparer d'une position singulièrement avantageuse, voisine de la ville, dont Maurice n'avait pas encore trouvé moyen de s'assurer, et d'où il pouvait introduire très-facilement dans la place tous les secours dont elle avait besoin en hommes et en approvisionnemens. Mais les habitans qui, jusque-là, s'étaient signalés en déployant contre l'ennemi le courage le plus héroïque, témoignèrent la plus profonde aversion pour recevoir dans leur sein des troupes réglées. Vainement le comte de Berg employa-t-il tous les moyens de persuasion pour les convaincre que leur salut dépendait absolument de l'entrée de ces troupes dans la ville : ils furent sourds à sa voix, et ce refus opiniâtre fit encore espérer à Maurice que ses opérations seraient suivies d'un plein succès.

Enfin l'Archiduc lui-même s'étant rendu à Bois-le-Duc, pour essayer à son tour d'amener par des voies insinuantes les habitans au but qu'il se proposait, ne fut pas plus heureux d'abord que le comte de Berg. Cependant, à force de patience et d'adresse, il en vint à ses fins, et obtint la permission de faire passer à travers la place un corps de Vallons, sous le prétexte spécieux qu'il était indispensable de

l'opposer aux entreprises des Hollandais. Mais à peine ce corps fut-il arrivé dans Bois-le-Duc, qu'Albert convoqua de nouveau ces mêmes habitans, et leur démontra la nécessité de souscrire sans délai à la demande qu'il leur avait faite dernièrement, s'ils étaient fermement résolus de conserver leur religion et leur liberté. Ceux-ci répondirent à cette itérative demande par une opposition encore plus forte que celle qu'ils avaient manifestée en premier lieu. Néanmoins, réfléchissant que leur refus devenait inutile dans un moment où ils étaient environnés de soldats, ils se déterminèrent, non sans la plus douloureuse répugnance, à recevoir une garnison de trois mille hommes, et la place fut à l'instant pourvue abondamment de provisions de toute espèce. 1601.

Les deux armées demeurèrent encore en présence pendant quelque tems, et il y eut entr'elles différentes escarmouches dont les succès furent partagés. Enfin, Maurice prévoyant que l'approche de l'hyver l'empêcherait de se rendre maître de Bois-le-Duc, prit la résolution de quitter ses retranchemens, et se retira dans le meilleur ordre à quelque distance de cette place, où il attendit pendant un jour entier l'ennemi, dans l'espoir qu'il

1603. se déciderait à risquer une bataille. Mais à peine eut-il abandonné les travaux du siége, que l'armée espagnole, au lieu de courir le hasard d'un combat, dirigea sur le champ sa marche vers la partie intérieure du Brabant. Maurice, instruit de ce départ subit, leva tout aussitôt son camp, et prit ses quartiers d'hyver.

Sur ces entrefaites, les rebelles ayant représenté à Maurice qu'Hochstrate était une ville trop petite pour leur procurer tous les logemens qui leur devenaient rigoureusement nécessaires, ce Prince, à l'exception de la citadelle qu'il se réserva, leur donna la ville de Gram, qu'il possédait en toute souveraineté, sous la condition expresse qu'ils lui remettraient sans délai la place qui ne pouvait plus convenir à leurs besoins. Cette circonstance lui fournit aussi l'occasion de conclure avec eux une nouvelle convention, dont ils remplirent religieusement les conditions jusqu'à l'année suivante. Vers ce même tems, l'Archiduc ramené enfin par la nécessité aux principes d'une juste modération, convaincu par l'expérience de l'extrême utilité du secours de ces révoltés, et tourmenté par la crainte de voir incessamment le reste de ses troupes passer

presque en entier sous leurs drapeaux, ne balança plus à faire publier une amnistie générale, où il leur promettait l'oubli de toutes les fautes passées, et le payement entier et immédiat de l'arriéré de leur solde (1). 1603.

Mort et caractère d'Elisabeth, reine d'Angleterre.

Durant le cours des faits remarquables, rapportés dans ce livre, l'Europe vit descendre au tombeau une Souveraine illustre, Elisabeth, reine d'Angleterre. La mort d'une Princesse si accomplie ranima le courage du fier espagnol, sans abattre le Hollandais consterné. Elisabeth, dont le règne fut si long et si prospère, avait joui pendant tout le cours de sa vie d'une santé constamment florissante, qu'elle avait conservée avec un soin particulier, au moyen d'exercices réglés et d'une sévère tempérance. Mais, vers la fin de l'année précédente, un rhume incurable l'ayant retenue dans son palais pendant plusieurs jours, elle sentit que ses forces étaient considérablement affaiblies. L'espérance de les recouvrer par un changement d'air, lui inspira la pensée de quitter Westminster pour aller

(1) Van Meteren, lib. XXV, XXVI. — Bentivoglio. part. III, lib. VII. — Piasecii Chronica, anno 1603.

1603 habiter Richmond. Son attente fut trompée, et son état empira de jour en jour. Bientôt, le sommeil et l'appétit disparurent tout-à-fait. Quoique son pouls fût régulier, elle était dévorée d'une chaleur brûlante d'estomach et d'une soif inextinguible. Ses regards et ses esprits avaient été gravement affectés dès le commencement de sa maladie. Toutes les affaires, de quelque nature qu'elles fussent, étaient devenues pour elle un fardeau insupportable. Enfin, elle tomba dans une profonde mélancolie, et ses pleurs et ses gémissemens expliquaient d'une manière terrible l'état d'abattement où son ame se trouvait réduite. Il était si déplorable, qu'elle refusait avec opiniâtreté tous les alimens et les remèdes même ordonnés pour sa guérison. Peut-être, la cause de cette affection mélancolique dériva-t-elle uniquement de la violence du mal dont Elisabeth était atteinte. Cependant, d'après quelques découvertes récentes, il paraîtrait plutôt qu'elle provînt, sinon entièrement, au moins en majeure partie, de l'extrême agitation où l'avaient plongée la douleur et le remords d'avoir fait exécuter le comte d'Essex, son favori. Mais, quel que soit le principe qui produisit ces divers accidens, les effets en furent mor-

tels ; et, dans le court espace de quelques semaines, cette Princesse termina sa carrière dans la soixante-dixième année de son âge, et la quarante-cinquième de son règne. 1603.

Il n'est pas étonnant de trouver dans les historiens contemporains tant de portraits si différens et si contradictoires du caractère d'Elisabeth. Ces écrivains étaient dominés par des haines de parti trop enracinées, pour la juger avec impartialité. Mais tout homme, que les lumières de la raison ont affranchi des faux préjugés, ne saurait lui refuser, dans l'histoire ancienne ou moderne, une place distinguée parmi les Princes qui se sont signalés par de belles actions.

A la vérité, cette Princesse n'était point exempte des défauts communs à la fragile humanité ; et le rang suprême où elle remplit avec tant d'éclat le cours de ses destinées, ne la préserva point de plusieurs de ces faiblesses qui caractérisent son sexe. On lui reproche avec raison cet orgueil insupportable, ce penchant ridicule qui la portait à l'admiration d'elle-même au récit des grâces dont la nature l'avait embellie. Sans doute, elle eût été plus aimée des peuples qu'elle gouvernait, si, plus modérée et plus indulgente, au lieu d'un ca-

1603. ractère altier et violent, elle eût montré une ame candide et sincère. Douée d'une constitution vigoureuse, ses passions en tout genre étaient si ardentes, que plusieurs de ses courtisans en profitèrent quelquefois pour la porter à des actions que réprouve la Majesté Royale. Cependant, ils ne réussirent presque jamais à influencer sa conduite publique, qui eut pour règle constante une prudence consommée et l'amour du bien général. Cette maxime d'Etat, dont elle ne se départit dans aucun tems, servit de frein à son ambition même; et le rare et noble désintéressement avec lequel elle refusa la souveraineté des Provinces-Unies, est une preuve de magnanimité qui la rendait digne de commander au Monde. Sa profonde pénétration dans les affaires; son habileté naturelle à les traiter; son adroite circonspection dans sa marche politique; sa prévoyance éclairée sur tous les événemens; son héroïque intrépidité dans les dangers; son infatigable activité au travail; sa vigueur d'esprit dans les plus vastes entreprises; sa persévérance sans bornes et son inflexible fermeté dans ses résolutions; cette sagesse d'économie avec laquelle elle évitait toute dépense inutile; l'ordre enfin qu'elle établissait dans celles que

commandaient les convenances ou l'impérieuse nécessité, sont autant de qualités sublimes auxquelles ses ennemis, réunis à ses admirateurs, sont forcés de rendre la justice la plus éclatante. Sans contredit, tant de hautes vertus n'appartiennent qu'à un grand caractère; et les Annales d'aucun Empire n'offrent point de Princes qui les aient possédées dans un degré plus éminent. 1603.

En effet, peu de Souverains se trouvèrent placés dans des circonstances aussi critiques, ou eurent à combattre des ennemis tout à-la-fois aussi nombreux et aussi formidables que ceux contre lesquels Elisabeth eut à lutter. Cependant, presque jamais Tête couronnée ne jouit d'un règne plus long et plus fortuné; car, pendant que les Peuples voisins de la Grande-Bretagne s'entre-détruisaient par des guerres sanglantes, cette vigilante Princesse, malgré les continuelles tentatives de l'Etranger et de ceux de ses sujets qui étaient tout dévoués à la cause du Papisme, mania les Esprits avec tant d'art, qu'elle maintint presque toujours ses Etats dans une paix ferme et stable.

Mais, en même tems qu'Elisabeth rendait ses sujets heureux et florissans par le mérite transcendant qu'elle possédait pour bien régir une

1603. puissante Monarchie, ses alliés même, étayés de sa prépondérance absolue dans toutes les parties du Monde, y jouissaient des plus rares avantages ; tandis que ses ennemis, avec des forces nombreuses et des ressources immenses, ne trouvèrent que l'humiliation ou la mort par-tout où ils osèrent braver la gloire de ses armes et sa grandeur d'ame. Sans sa prudente interposition, la Religion réformée n'eût point trouvé de prosélytes en Ecosse ; et, par conséquent une race de Princes Papistes y eût hérité de la Couronne. Outre un événement aussi désastreux, la différence de Religion dans les deux Royaumes, jointe au droit d'hérédité des Princes Ecossais au trône d'Angleterre, eût, d'un seul coup, allumé le flambeau des discordes civiles, et empêché pendant une longue suite d'années l'union de deux Nations qui, destinées par la Nature à ne former qu'un seul Peuple, n'eussent éprouvé que des malheurs, tant qu'aurait duré cette fatale division. Mais, ces bienfaits inappréciables, répandus sur le Genre-Humain sous un règne si sage, si actif, ne se bornèrent pas à la Grande-Bretagne seule. Sans Elisabeth, les Poignards du FANATISME, toujours levés sur les infortunés Protestans français, les

eussent tous atteints dans leurs tristes asiles : sans Elisabeth, Henri le Grand eut été privé sans retour du trône de ses ayeux : sans Elisabeth, le superbe Espagnol eût pour jamais rangé la France sous son intolérante domination : sans Elisabeth, la République des Provinces-Unies eut été frappée à mort dans son berceau : enfin, sans le génie supérieur d'Elisabeth, sans son appui tutélaire, un pouvoir monstrueux, né de tant de déchiremens, eut bientôt étouffé, par son accroissement soudain, toute espèce de liberté en Europe, et perpétué le règne de l'Ignorance, de l'Hypocrisie et de la Superstition. 1603.

La mort d'Elisabeth répandit chez les Hollandais une consternation égale à la joie qu'en manifestèrent les Archiducs et la Cour d'Espagne. Les premiers se voyaient privés d'une amie toute-puissante et généreuse à l'excès, qui souvent les avait secourus dans le tems de leur détresse. Les Espagnols, au contraire, étaient délivrés d'une ennemie implacable, qui long-tems avait traversé toutes leurs entreprises.

La tristesse des Hollandais était d'autant plus sincère, qu'ils avaient de fortes raisons de

1603. soupçonner que le successeur d'Elisabeth était loin de partager les sentimens et l'affection que cette Princesse avoit montrés pour leur cause et leur république. Jacques, né avec un caractère doux, indulgent, ennemi du pouvoir despotique, avait néanmoins conçu les idées les plus extravagantes sur l'obéissance des sujets envers leur Prince. Doué d'une ame franche, incapable de dissimulation, il s'était permis, en plusieurs occasions, de censurer ouvertement la conduite des Etats-Unis, et de les qualifier de rebelles envers leur légitime Souverain. La Cour d'Espagne, empressée de se concilier son affection, lui avait fait offre de secours, même avant la mort d'Elisabeth, pour appuyer son droit à la couronne d'Angleterre, dans le cas où elle lui serait contestée. Bien plus, à peine fut-on instruit dans les Pays-Bas de la mort de la Reine, que l'Archiduc, considérant la guerre avec la Grande-Bretagne comme terminée, fit publier une proclamation portant cessation de toutes hostilités contre les sujets de Sa Majesté Britannique, avec la mise en liberté des prisonniers anglais et écossais (1). De pareils ordres éma-

Jacques I, roi d'Angleterre.

(1) Voyez Gonsalez Davila.

nèrent de la Cour d'Espagne; et Jacques, en retour de prévenances si touchantes de la part de ces Souverains, révoqua les Lettres de marque précédemment accordées par Elisabeth contre les Espagnols. 1603.

Cette réunion de circonstances convainquit les Etats-Unis du peu de fonds qu'ils devaient faire sur l'amitié du Monarque anglais. Néanmoins ils résolurent de ne rien négliger pour le porter à prendre des sentimens plus favorables à leur cause. A cet effet, ils lui envoyèrent une ambassade solennelle, dont les principaux personnages étaient le célèbre Barnevelt et le prince Henri-Frédéric, frère du Prince Maurice, pour le féliciter sur son avénement au trône, et l'engager à renouveler l'alliance qui avait subsisté entr'eux et la reine Elisabeth.

Ambassadeurs de Hollande, de France et d'Espagne, au roi de la Grande-Bretagne.

Ces ambassadeurs, à leur arrivée à Londres, eurent bientôt reconnu que les soupçons des Etats sur les préventions du Roi à leur égard n'étaient que trop bien fondés. Jacques continuait de parler de leur république avec le même mépris qu'il s'était permis précédemment; et d'abord, ils ne purent obtenir de

1603. lui être présentés. Enfin, après quelque délai, et sur l'avis de son conseil, ce Prince les admit à son audience. Mais en vain Barnevelt déploya-t-il cette mâle éloquence qu'il possédait si éminemment, pour lui démontrer le danger que courait la Grande-Bretagne, s'il refusait de secourir les Provinces-Unies, et les réduisait à la terrible nécessité de retourner sous la domination espagnole. Jacques répondit en termes vagues et généraux; « qu'il ne pouvait prendre » pour le moment dans une mûre considéra- » tion l'affaire qu'on soumettait à son examen; » que, par conséquent, il était réduit au plus » absolu silence sur une résolution définitive; » mais qu'il désirait ardemment de vivre en » bonne intelligence avec les Hollandais comme » avec ses voisins; et que, dans le cas où ils » voudraient imiter son exemple, il employe- » rait volontiers ses bons offices pour leur pro- » curer la paix avec l'Espagne à des conditions » raisonnables. »

Cette réponse évasive du Roi démontra clairement que son plan de conduite était tout-à-fait contraire à celui d'Elisabeth; et Barnevelt et Frédéric, certains de ne pouvoir inspirer à ce Prince aucun intérêt en faveur de leur

pays, auraient quitté sur l'heure l'Angleterre, 1603.
sans la prochaine arrivée de l'Ambassadeur de France, par l'entremise duquel ils espéraient que Jacques prêterait une oreille plus favorable à leur requête.

Dans cette conjoncture épineuse, Henri le Grand avait nommé le Marquis de Rosny, pour remplir une mission décisive auprès du Roi de la Grande-Bretagne. C'était de tous les ministres de ce bon Prince celui dont les talens extraordinaires, étayés d'une fidélité incorruptible, avaient particulièrement fixé son estime et sa confiance. Aussi jamais sujet n'avait rendu des services plus signalés à son Souverain; et Henri ne pouvait, sans tomber dans les plus graves inconvéniens, éloigner de sa personne un conseiller qui lui était si nécessaire dans l'administration de son Royaume. Mais soupçonnant, d'après divers rapports qui s'étaient répandus alors, que Jacques pourrait se laisser entraîner dans une alliance avec la Cour d'Espagne, il jugea qu'aucun négociateur n'était plus propre à le détourner de ce dessein que Rosny, dont l'attachement inviolable à la Religion protestante lui inspirait la plus haute

1603. vénération, et qu'il regardait comme le plus grand homme d'Etat qui fût en Europe.

Jacques, enchanté d'un choix si recommandable, reçut Rosny avec la distinction la plus brillante et la plus flatteuse. Cependant, plusieurs partisans de la Cour d'Espagne étaient déjà parvenus à tromper ce Prince, en lui persuadant que Henri et son ambassadeur parlaient de sa personne avec le dernier mépris (1). Entraîné par une trop aveugle crédulité, Jacques, oubliant la dignité de son caractère royal, eut la faiblesse d'en instruire Rosny, dont la noble franchise eut bientôt ouvert les yeux de ce Monarque sur le véritable but des calomnies dirigées contre son Maître et contre lui-même par une rampante et lâche politique. Aussi, le résultat de cette première audience lui fit-il espérer de remplir à souhait l'objet de son ambassade.

On soupçonnait avec raison plusieurs ministres anglais d'être attachés aux intérêts du Roi Catholique. Les autres, retenus par la crainte de rencontrer des obstacles insurmontables pour se procurer les fonds nécessaires

(1) On rapporta à Jacques que Henri l'avait qualifié de Capitaine des Arts et de Clerc des armes.

à la poursuite de la guerre, montraient la répugnance la plus décidée pour tout engagement avec la France ou les Etats-Généraux. En effet, les propositions de Henri éprouvèrent de la part de ces derniers, une terrible opposition. Mais Rosny ayant été admis à une audience particulière de sa Majesté Britannique, cet ambassadeur lui développa dans le plus grand détail les vues de son maître, et lui démontra qu'elles portaient toutes sur des bases solides, capables de garantir l'intérêt général de l'Europe et le maintien de la Religion protestante contre l'esprit remuant et l'ambition demésurée dont la Cour d'Espagne donnait chaque jour de nouvelles preuves. Rosny eut même l'adresse de persuader au Monarque anglais que la sureté de ses domaines et l'intérêt de sa Religion, lui commandaient de faire cause commune avec la France, et de secourir les Provinces-Unies. On convint donc d'un traité d'alliance, signé et ratifié peu de tems après, dont voici les principales clauses : 1603

Que les deux Rois fourniraient de concert des secours, pour empêcher les Hollandais d'être subjugués par les Espagnols : qu'en conséquence, on leverait un nombre de troupes suffisant dans les domaines de Sa Majesté Bri-

1603. tannique, pour être envoyées le plutôt possible dans les Pays-Bas : que toute la dépense qu'elles occasionneraient serait supportée par le Roi de France ; mais que la moitié (1) de la somme que Henri aurait avancée serait défalquée de la dette qu'il avait contractée envers Elisabeth. On convint encore, pour éviter une rupture ouverte avec la Cour d'Espagne, de garder le secret le plus absolu sur la levée et le transport de ces troupes dans le Continent. On arrêta de plus que, si ces conditions ne pouvaient demeurer cachées, et que, pour se venger de l'appui qu'on se décidait à prêter aux Hollandais, il arrivait que les Espagnols attaquassent l'un des Princes contractans, ou tous les deux à la fois, ils se secourraient réciproquement l'un l'autre, et fourniraient autant de troupes qu'il faudrait, pour être employées sur mer ou sur terre à leur mutuelle défense, comme à celle des Provinces-Unies (2).

Jaloux de remplir de bonne foi les conditions du traité qu'il venait de signer, Jacques ordonna secrètement au lord Buccleugh de

(1) Grotius dit les deux tiers.

(2) Mémoires de Sully, livre XVI. — Histoire d'Angleterre, par Carte.

lever en Ecosse un corps de deux mille hommes qui, quelques mois après, partit pour se joindre à l'armée des Etats (1). 1603.

Les Archiducs et la Cour d'Espagne, vivement alarmés de la réception distinguée faite à Rosny par le Roi de la Grande-Bretagne, soupçonnèrent l'existence d'une convention nouvelle entre la France et l'Angleterre, dont néanmoins le secret soigneusement gardé, selon toute apparence, sur les clauses qu'elle renfermait, leur laissa l'espoir d'attacher encore Jacques à leurs intérêts.

D'abord, les Archiducs avaient envoyé le comte d'Aremberg en qualité de leur ambassadeur, pour féliciter ce Prince sur son avénement au trône. Bientôt après, Don Juan de Taxis, Comte de Villa Mediana, était arrivé d'Espagne, revêtu du même caractère. Cependant c'était le sentiment général que d'Aremberg, recommandable par sa bravoure, manquait absolument des qualités nécessaires à un Politique; que ce défaut de connaissances

(1) Carte et Meteren; Vittorio Sii, tom. I, p. 238. — Quant à la somme due précisément à Elisabeth, voyez vers le commencement du XXe. livre des Mémoires de Sully.

1603. l'avait entraîné, dès son début à Londres, dans une conspiration ourdie pour faire descendre Jacques du trône, afin d'y placer Arabelle Stuart. Mais, quoi qu'il en soit de cette conspiration, qui eut pour chefs les lords Gobham et Gray, le Chevalier Walter Raleigh, et d'autres personnages de ce genre; toujours paraît-il certain que cet ambassadeur écouta les propositions des conjurés, sans réfléchir qu'il était de son devoir de révéler leur complot aux Ministres du Roi. Aussi cette conduite inexcusable le rendit-elle si odieux à Jacques, que jamais ce Prince n'eût agréé son entremise pour passer un acte quelconque avec Sa Majesté Catholique. Néanmoins, Jacques soupirait plus que jamais pour la paix avec l'Espagne; mais il était retenu par le traité d'alliance, conclu récemment avec Henri.

De son côté, Taxis faisait mouvoir tous les ressorts de la politique, usait de tout l'art de la persuasion pour maintenir le Monarque anglais dans cette heureuse disposition. Il s'appliquait sur tout à détruire les anciennes préventions de ce Prince contre les Espagnols : préventions qui, depuis peu, s'étaient singulièrement fortifiées par le rôle honteux que d'Aremberg avait joué pour lui faire perdre

sa couronne. Dans une conjoncture si délicate, cet adroit négociateur fut puissamment secondé par la Reine qui, sincèrement attachée aux intérêts de l'Espagne, avait conçu le désir de marier le jeune Prince, son fils, avec l'Infante. On crut même dans le tems que, pour effectuer ce grand dessein, cette Princesse était parvenue à corrompre, à force de présens et de promesses, la majorité du Conseil britannique. 1603.

Dans cet état de choses, le Roi de France et les Etats-Généraux pensant qu'ils avaient tout à craindre d'agens aussi puissans, mirent tout en œuvre pour déjouer leurs intrigues, et empêcher Jacques de suivre son penchant pacifique. Cependant, ce Monarque les rassurant sur l'inviolabilité de ses engagemens, protesta que jamais Henri n'aurait à lui reprocher la plus légère infraction à l'alliance qui, depuis peu, subsistait entr'eux; ni les Etats la moindre négligence en ce qui concernait leurs intérêts. Mais il déclara aux Hollandais et à leur fidèle appui, que l'état actuel de ses affaires lui commandait impérieusement de terminer la guerre qu'il soutenait contre l'Espagne.

En effet, impatient de mettre la dernière main à ce projet, Jacques ordonne à ses ministres de nouer les conférences avec les ambassadeurs

1603. d'Espagne et de Flandre, et prend en même tems les mesures les plus efficaces pour faire cesser entièrement les hostilités.

Le roi Catholique et l'Archiduc, également empressés de répondre à ces démonstrations pacifiques, choisirent pour plénipotentiaires, le premier, Alexandre de Rouida, sénateur de Milan, à l'effet de seconder Taxis dans la négociation; le second, d'Aremberg et Richard de Verreicken.

La lettre que Taxis présenta à Jacques de la part du roi d'Espagne, n'était point adressée à ce Prince avec le titre accoutumé : *à notre Frère*, mais : *à notre Cousin*. Dans l'énumération des autres titres, celui de *Roi de France* était mentionné, mais celui de *Roi d'Irlande* était omis. Jacques se moqua de cette omission, supposant qu'elle était l'effet de la condescendance de la Cour de Madrid pour le Pape, qui avait publié une Bulle, où Sa Sainteté déclarait que l'Irlande était un Fief du Saint Siége; mais, il fit éclater le plus vif ressentiment au terme de *Cousin*.

Bientôt on connut que les prétentions des deux Peuples étaient de part et d'autre très-modérées. Les parties contractantes eurent la faculté d'insister sur la restitution réciproque

des conquêtes que l'une avait faites sur l'autre, 1603.
et sans qu'aucune exigeât d'indemnités pour les frais de la guerre. Mais il s'éleva sur deux points des difficultés, dont la solution exigea la tenue de plusieurs conférences. D'un côté, les Espagnols voulaient que Jacques prît l'engagement d'empêcher ses sujets de passer au service des Etat-Unis; de l'autre, ce Prince voulait qu'il leur fût permis d'entreprendre le commerce des Indes.

L'ambassadeur de Philippe représenta que son maître espérait de trouver dans le roi de la Grande-Bretagne un bon et fidèle allié, avec qui il souhaitait ardemment de conclure un traité offensif et défensif; mais que si Sa Majesté Britannique, à l'exemple d'Elisabeth, était toujours fermement résolue d'envoyer des secours aux rebelles dans les Pays-Bas, il était impossible que le roi Catholique ne le regardât plutôt comme un ennemi que comme un ami. Les Commissaires anglais répliquèrent que Jacques ne pouvait plus ranger les Hollandais dans la classe des rebelles; que leur souveraineté était reconnue par plusieurs des plus grands Princes de l'Europe; et qu'en montant sur le trône, il avait trouvé une liaison si étroite établie entr'eux et la Na-

1603. tion anglaise que, s'il hasardait de la dissoudre, il porterait un préjudice considérable aux intérêts de son royaume : qu'en conséquence, il avait décidé de leur permettre de faire, comme par le passé, des levées d'hommes dans ses domaines : mais que, comme il voulait observer une exacte neutralité, il était prêt d'accorder la même liberté au roi d'Espagne et aux Archiducs : que, de plus, il s'engageait à n'envoyer aux Etats-Généraux ni troupes, ni argent, ni munitions de guerre. Enfin, les Commissaires espagnols jugeant, après divers entretiens, que toutes leurs remontrances sur cet objet devenaient inutiles, acquiescèrent à la proposition de Jacques.

Paix entre l'Espagne et l'Angleterre.

Le second article concernant le commerce de l'Inde, dont on a précédemment parlé, devint à son tour le sujet de plusieurs conférences et d'une très-vive altercation entre les Commissaires. Les Espagnols soutinrent que comme ils avaient, les premiers, découvert les Indes, et que leur droit sur ces contrées avait été confirmé par le Souverain Pontife, aucune autre nation ne pouvait y commercer sans leur permission : que, pour les raisons les plus importantes, ils l'avaient déjà refusée

non-seulement au roi de France dans le traité de Vervins, mais aussi à l'Empereur et aux Archiducs : que ces raisons subsistant encore dans toute leur force, ils ne devaient point se borner à un simple refus envers la Nation anglaise, mais insister particulièrement pour que le roi de la Grande-Bretagne rendît une proclamation portant défense à tous ses sujets de commercer dans l'Inde, comme ils l'avaient fait les années précédentes. 1603.

Cette prétention chimérique fut reçue des Commissaires anglais avec d'autant plus de mépris, qu'indépendamment des pays de l'Inde où les Espagnols avaient formé des établissemens, ils avaient encore étendu leur commerce sur différens autres points de cette partie du globe. Ils manquaient donc également de raisons péremptoires pour priver de même les Anglais de la réciproque liberté d'y trafiquer. Aussi Jacques refusa-t-il formellement de publier la défense qu'ils sollicitaient si vivement, vu que depuis long-tems ses sujets étaient en possession de cette branche commerciale ; et il déclara très-expressément qu'ils n'en seraient dépouillés par aucun article du traité qui se négociait.

Les débats sur cette extravagante exclusion

1603. devinrent si orageux, qu'on trembla pour la rupture des conférences. Mais, comme les deux Puissances avaient un égal désir de mettre fin à la guerre, elles se déterminèrent à ne faire aucune mention des Indes dans le traité.

Toutes les autres conditions de paix furent aisément réglées. Mais, comme le caractère de Ministre-Plénipotentiaire n'avait pas été conféré à Taxis, la signature en fut différée pour quelque tems. Cet honneur était réservé à Don Juan de Velasco, duc de Frias, connétable de Castille qui, en se rendant en Angleterre plusieurs mois auparavant, s'était arrêté à Bruxelles où il séjournait encore, sous prétexte d'un dérangement de santé. C'est, du moins, l'excuse qu'il présenta pour justifier son retard, ou plutôt, comme le soupçonnèrent les Anglais, pour masquer son orgueil, parce qu'il jugeait incompatible avec sa dignité de se montrer à Londres, avant d'être bien certain de la conclusion de la paix. Il avait demandé au roi de la Grande-Bretagne que ses Plénipotentiaires se rendissent dans les Pays-Bas pour traiter avec lui ; mais Jacques refusa d'y consentir, parce que le Roi Catholique, disait-il, avait d'abord offert d'envoyer son Ambassa-

deur en Angleterre, et qu'il préférait que la négociation du traité fût continuée sous ses propres yeux (1). 1604.

Velasco arriva le 5 août à Douvres, d'où il fut conduit à Londres avec beaucoup de pompe par plusieurs gentilshommes anglais, que le gouvernement avait envoyés pour le recevoir.

Le traité fut signé le 19 du même mois, et ratifié par Sa Majesté Britannique le jour suivant (2). Sa publication causa une joie générale chez les deux Nations. Mais les marins anglais qui, seuls, avaient tiré parti de la guerre par les prises immenses qu'ils avaient faites, en témoignèrent le plus grand mécontentement.

Durant le cours de ces négociations, la guerre continuait dans les Pays-Bas avec une vigueur extraordinaire. Le siége d'Ostende durait depuis plus de deux ans et demi. Pendant ce tems, les assiégeans avaient développé tout ce

(1) Carte, Sully, Beaumont, Metcren, et Siri Memorie recondite, tom. I, p. 200, etc.

(2) Cette ratification n'eut lieu que l'année suivante que le comte de Nottingham, Lord Grand-Amiral, se rendit à Madrid, pour être témoin de la notification de ce traité par le roi d'Espagne.

1604. que peut le courage soutenu par la capacité : mais, en revanche, la défense de la garnison avait été si belle, si vigoureuse, que la place n'avait reçu aucun dommage considérable. A peine ces énormes machines, précédemment mentionnées, destinées à fermer le canal, avaient-elles été placées à portée du canon, que le feu des assiégés, aussi bien nourri que savamment dirigé, les avait ou démolies, ou incendiées. Bien plus, enhardis par ce glorieux succès, et déployant dans des sorties sans nombre l'intrépidité la plus déterminée, les Ostendais avaient achevé de détruire les restes de ces fameux ouvrages espagnols, que leur artillerie n'avait pu atteindre.

Pompeo Targone, ingénieur italien, né avec un esprit inventif, était l'auteur de ces constructions flottantes : mais, jusqu'alors, cet officier n'avait point eu d'occasion de réduire ses théories en pratique ; et l'Archiduc, trop confiant dans des talens que l'expérience n'avait pas encore mûris, avait approuvé trop légèrement des projets impraticables, dont l'exécution l'entraîna dans des dépenses excessives ; car, dès que ces machines, construites toutes à quelque distance de la ville, étaient conduites aux lieux où elles devaient servir,

elles demeuraient exposées aux violences des marées, ou au feu de l'ennemi; et, souvent même, des ouvrages où l'industrie humaine s'était épuisée pendant des semaines entières, avaient été, dans un court espace de peu d'heures, ou renversés, ou rendus inutiles. 1604

L'Archiduc reconnut enfin combien étaient vaines les espérances qu'il avait fondées sur la réussite de ces nouvelles machines de guerre; et sa patience, poussée à bout, fit place au soupçon que les échecs réitérés qu'il avait reçus, étaient dus en grande partie au manque de vigueur ou d'habileté de ceux qu'il avait chargés de la conduite du siége.

Le marquis de Spinola, nommé commandant de l'armée espagnole.

Le marquis de Spinola était à peine arrivé depuis peu de mois dans les Pays-Bas, et n'avait jamais vu d'opérations militaires. Néanmoins, Albert résolut de lui confier, avec l'approbation de la cour d'Espagne, le commandement de l'armée et la continuation du siége, où venaient d'échouer les vaillans efforts des commandans les plus expérimentés. On était unanimement d'avis que cette résolution prouverait dans ses résultats une imprudence bien plus grossière encore que celle commise en premier lieu par l'Archiduc, en accordant une trop aveugle confiance au mérite inexpéri-

1604. menté de Targone ; et beaucoup d'officiers furent irrités d'un choix qui montrait tant de défiance dans leurs talens militaires. Cependant, la sagesse avec laquelle s'était conduit Spinola dans quelques entreprises de peu d'importance dont il avait été chargé ; la prudence et la sagacité dont il faisait preuve aussi souvent qu'il était consulté par Albert sur les mesures propres à conduire la guerre avec fruit, avaient tellement pénétré ce Prince d'admiration, qu'il persista dans son dessein, et fut justifié par l'événement.

Une distinction si flatteuse répandit dans l'ame de Spinola la plus douce satisfaction ; mais il ne put s'empêcher d'être saisi de crainte, en apprenant de l'Archiduc lui-même l'emploi honorable auquel il le destinait. Il demeura quelque tems incertain si, dans cette fâcheuse conjoncture, il accepterait un commandement d'une si haute importance, où, au lieu d'acquérir de la gloire, il pouvait, dès son début dans la carrière des combats, se mettre en danger d'encourir la censure et les reproches les plus amers de l'Envie. Il prit donc le parti, avant d'accepter la proposition de l'Archiduc, d'assembler ceux des officiers qui, par leurs lumières, s'étaient rendus dignes de sa

confiance, pour examiner s'il était possible de 1604.
dresser quelque plan d'attaque, combiné de manière à réduire Ostende à capituler.

Les sentimens de ces guerriers furent tellement partagés sur cette question, qu'ils ne servirent qu'à jeter Spinola dans une plus profonde perplexité; mais la persuasion intérieure qu'il avait d'une grande fécondité d'imagination, l'emporta sur l'avis contraire de ceux qui ne connaissaient point ses qualités extraordinaires; et ses espérances et son ambition, triomphant enfin de ses doutes et de ses craintes, le déterminèrent à prendre le commandement de l'armée.

Le premier objet auquel Spinola donna son attention, fut le manque d'exactitude dans le payement de la solde des troupes, auquel il s'attacha à porter un prompt remède. Il attribuait à ce vice d'administration leur esprit de mutinerie et le défaut de succès de beaucoup d'entreprises. Il parvint à découvrir, à force de recherches, que des sommes considérables avaient été ou mal appliquées, ou diverties par ceux qui étaient chargés de la caisse militaire. Il chassa de leurs emplois ces déprédateurs, les remplaça par des hommes plus probes, et porta la plus sévère économie dans cette bran-

1604. che de finance. Cependant, toute salutaire que fût cette mesure, il s'apperçut bientôt que les fonds destinés pour la guerre étaient encore insuffisans pour entretenir les troupes dans un bon esprit, et continuer en même tems avec avantage les opérations dispendieuses du siége. Il fit donc usage de toutes les ressources que lui suggéra son zèle, pour convaincre de cette vérité l'Archiduc et les Ministres espagnols. Bien plus, en attendant qu'ils eussent avisé aux moyens de lui faire passer des subsides en abondance, il se procura, en engageant sa propre fortune, suffisamment d'argent pour satisfaire promptement les troupes de tout leur dû.

Sa déférence pour les avis de l'Archiduc dans la conduite des travaux du siége, le décidèrent à continuer pendant quelque tems les tentatives qui avaient coûté tant de sang et tant de travaux pour intercepter la navigation du canal. A cet effet, il fit transporter de très-loin sur ses bords de grandes quantités de pierres, de terres et autres matériaux, chargés sur des radeaux imaginés par Targone, afin d'y construire une digue où l'on établirait des batteries. Mais cet ouvrage, exposé tout-à-la-fois au feu et aux sorties des assiégés, n'avançait que très-

lentement. Spinola jugea donc qu'il ne pourrait être achevé de quelques mois. Il prévit aussi que, quand même on réussirait à le finir, quoiqu'il rendît la navigation du canal plus difficile aux vaisseaux hollandais, beaucoup d'entr'eux cependant, profitant de l'avantage de la nuit, des vents et des marées, parviendraient à éviter le feu des batteries, et à soutenir le courage de la garnison d'Ostende par des munitions et des rafraîchissemens de toute espèce. A la vérité, pour prévenir cet inconvénient, Targone avait commencé à élever, avec l'approbation de l'Archiduc, sur de grands bateaux, fortement liés ensemble, un énorme château flottant qu'il se proposait de garnir d'artillerie, et de poster à l'embouchure du canal. Mais Spinola regarda ce projet comme chimérique. Selon ce général, il était impossible de conduire une masse, d'un volume et d'un poids aussi considérables, du chantier où on la construisait, au lieu de sa destination. Il pensait aussi qu'en supposant que cette opération fût praticable, toujours était-il certain que cette machine ne pourrait résister longtems à l'impétuosité des marées; il jugeait également qu'à moins d'élever une digue d'une hauteur et d'une force extraordinaires, pour la protéger

1604.

1604. contre le feu de la ville, elle serait bientôt entièrement ruinée.

Déterminé par ces motifs, Spinola abandonna le dessein de bloquer le canal, et résolut de ne faire usage dorénavant dans ce siége que de mines, de batteries et d'escalades. L'Archiduc, malgré la malheureuse issue de l'assaut qu'il avait précédemment livré, en aurait, deux jours après, tenté un second, si, dans cette occasion, les troupes, mécontentes de sa conduite envers elles, n'avaient refusé d'obéir. Mais toute l'armée, soumise maintenant à la plus exacte discipline, et délivrée de toute inquiétude d'aucun retard dans la paie de sa solde, était prête à prouver son entier dévoûment aux volontés d'un chef dont elle venait de recevoir les marques d'attention les plus touchantes. Spinola profita d'une disposition si favorable pour ordonner un assaut général sur le même point où le premier avait échoué, c'est-à-dire, sur le petit canal qui environne les fortifications situées vers l'occident. Pour inspirer d'autant plus d'émulation à ses troupes, il les partagea en quatre bataillons, dont le premier était entièrement composé d'Allemands, le second d'Espagnols, le troisième d'Italiens, et le quatrième de Wallons et autres soldats levés

dans le Comté de Bourgogne. Il se pourvut aussi d'une grande quantité de matériaux pour élever des digues à travers le canal, dans les endroits où devaient passer les troupes; et il ordonna aux premiers rangs de porter devant eux une espèce de rempart, formé de fascines, pour les couvrir, à leur approche, du feu de mousqueterie de l'ennemi. 1604.

La garnison, instruite de ce projet, s'était préparée à la plus vigoureuse défense; car, à peine les assiégeans avaient-ils pénétré dans le canal, qu'elle les accabla d'un feu terrible d'artillerie et de mousqueterie, qui en fit un horrible carnage, malgré les précautions qu'ils avaient prises. La certitude du péril ne les découragea point, et ils continuèrent d'avancer. Les Wallons, qui avaient été placés plus loin de la mer, à l'endroit où le canal était moins profond, arrivèrent les premiers à la rive opposée, et furent bientôt suivis du reste de l'armée. Cependant, la garnison conservait toujours son terrain, et entretenait un feu roulant, qui faisait tomber par monceaux, les uns sur les autres, les plus braves des assiégeans. Spinola, au milieu des troupes, donnait ses ordres, employait la prière pour relever leur courage, et les animait par son exemple

1604 comme par ses exhortations. Il était à la vérité plus dangereux de reculer que d'avancer; et les assiégeans, n'ayant plus de ressource que dans leur valeur et leur désespoir, ne balancèrent point à se jeter avec une héroïque intrépidité sur les ravelins et les demi-lunes qui défendaient la contrescarpe. La garnison, pendant quelque tems, opposa sa bravoure à leur fureur; mais, après un affreux massacre de part et d'autre, elle fut forcée enfin d'abandonner les ouvrages extérieurs, et de se retirer dans le fossé.

Spinola ne put poursuivre plus loin l'attaque où il venait de triompher : mais, immédiatement après qu'il eût mis ses troupes à l'abri du feu de l'ennemi, il ouvrit des tranchées, pour pousser avec vivacité les approches de la place (1).

Les Etats-Généraux délibérèrent alors si on entreprendrait de forcer Spinola à lever le siége, en faisant marcher l'armée sur Ostende, ou si l'on tenterait quelque nouvelle conquête sur la côte de Flandre, pour compenser la perte de cette place qu'on avait plus

(1) Bentivoglio, part. III, lib. VII.

lieu de craindre que jamais. Après une mûre discussion, ce dernier projet prévalut, comme plus aisé dans son exécution. On résolut donc de s'emparer de la ville de l'Ecluse (1) qui, moins éloignée qu'Ostende des Provinces-Unies, deviendrait, sous tous les rapports, une possession d'un prix infini. 1604.

On ordonna, pour cet effet, aux troupes de se rendre à Williamstadt, où le prince Maurice, accompagné des députés des Etats, arriva le 24 d'avril. Le jour suivant, ce Prince, à la tête de douze mille hommes, fit voile pour l'île de Cadsant, séparée de l'Ecluse par le grand canal; il y débarqua sans opposition, et se rendit maître de tous les forts. De cette île, il passa dans la partie de la Flandre située à l'orient de l'Écluse, et vint assiéger un autre fort considérable, appelé Sainte-Catherine, dont la brave garnison fit, contre son attente, la plus belle résistance. Dans la crainte alors d'être retenu trop long-tems par cette expédition, il préféra de laisser derrière lui ce fort au pouvoir de l'ennemi, et fit enlever toute son

(1) Vide le volume III de l'histoire de Philippe II, page 78.

1604. artillerie pendant la nuit. Mais un des canons s'étant enfoncé dans un marais, beaucoup de matelots, empressés de l'en retirer, firent tant de bruit, que la garnison, frappée de l'idée que l'armée hollandaise approchait pour renouveler ses attaques et dresser ses batteries dans une position plus avantageuse, ne put se défendre d'une terreur panique, qui l'entraîna du côté d'Isendyck. Le lendemain matin, Maurice, instruit de cet événement inattendu, prit possession du fort, d'où il continua sa marche sur Isendyck, Ardenberg, et plusieurs autres places de guerre, dont les portes lui furent bientôt ouvertes.

Sur ces entrefaites, Spinola, instruit du danger que courait l'Ecluse, avait envoyé trois cents hommes à son secours. Serrano, gouverneur de la place, dont il tenait cet avis; Serrano, officier justement célèbre par son extrême activité dans les entreprises, s'était mis à la tête de ce renfort et de beaucoup de soldats de la garnison, pour reprendre l'île de Cadsant, dont l'armée de Maurice s'était éloignée.

Si cette tentative eût réussi, Serrano se serait emparé de tous les vaisseaux de transport Hollandais avec les provisions de guerre qu'ils avaient à bord, et Maurice aurait été

contraint de renoncer à son expédition contre 1604.
l'Ecluse. Cependant, quelques Compagnies écossaises postées à Cadsant, se croyant à l'abri de tout danger, n'étaient point sur leurs gardes : déjà Serrano, profitant de leur sécurité, avait débarqué six cents hommes, sans coup férir. Mais à peine furent-ils à terre que, sans leur donner le tems de se former, les Ecossais ralliés fondirent sur eux avec une étrange fureur, et les forcèrent à rejoindre leurs vaisseaux dans la plus grande confusion.

A l'appui de ce succès, Maurice soumettait toutes les places fortifiées, situées à l'orient de l'Ecluse, et s'avançait à l'occident, lorsqu'il fut rencontré par Velasco, général de la cavalerie de l'Archiduc, qui marchait à sa rencontre pour arrêter ses progrès. Velasco avait campé ses troupes dans une forte position près de Dam, ville située sur le canal de Bruges. La fortune parut d'abord lui sourire, et lui fit remporter un avantage sur un parti de cavalerie hollandaise, qui avait devancé le reste de l'armée des Provinces-Unies, pour attaquer ses retranchemens. Mais, à l'arrivée de Maurice avec son infanterie, Velasco, écrasé par le nombre, n'eut que le tems de se retirer sous les murs de Dam avec

1604. les débris de sou armée, après avoir eu huit cents des siens tués ou faits prisonniers.

Maurice, après cette victoire, jugeant inutile d'assiéger Dam, continua sa marche et s'empara de tous les forts situés sur le grand canal par lequel l'Ecluse communique à la mer. Assignant ensuite à ses troupes leurs différens postes dans le voisinage de cette place, il tira une ligne de circonvallation, au moyen de profonds retranchemens qu'il fit creuser partout où le sol le permettait, construisit des ponts sur les petits canaux et ruisseaux sans nombre dont le terrain est presqu'entièrement entrecoupé, et fortifia ces ouvrages de redoutes à certaines distances (1).

Siége de l'Ecluse.

Ces pénibles travaux exigèrent, pour être entièrement finis, plusieurs semaines, pendant lesquelles l'Archiduc parvint, à différentes reprises, à rendre la garnison plus forte de quinze cents hommes. Mais l'introduction de tant de troupes dans cette place ne causa pas

(1) Afin de pénétrer plus profondément l'esprit de ses soldats de toute l'importance de cette entreprise, Maurice ordonna que le 21 de mai serait observé comme un jour de fête et de prière au Très-Haut, pour qu'il répandît ses bénédictions sur leurs armes.

la moindre inquiétude à Maurice, qui savait positivement que les provisions qui s'y trouvaient, ne pourraient suffire long-tems à la subsistance d'un pareil nombre de gens de guerre; d'autant que son intention était moins de presser le siége par le canon ou l'assaut, que de bloquer l'Ecluse si complètement, qu'elle ne pût recevoir aucun secours. 1605.

D'un autre côté, l'Archiduc, qui depuis long-tems attendait avec impatience le moment de faire avorter cette entreprise, n'avait d'autre crainte que celle que lui donnait la faiblesse de la garnison. Il était fortement persuadé de l'extrême importance de l'Ecluse qui, outre qu'elle donnait une retraite sûre aux galères espagnoles, facilitait par sa position une invasion dans les Provinces-Unies, et le mettait à même de porter à leur commerce les plus terribles coups. Néanmoins, convaincu de tous les avantages que lui promettait la prise d'Ostende, il ne pouvait se résoudre à faire lever le siége de cette place. Cependant, après y avoir réfléchi mûrement, il résolut d'en suspendre les opérations pendant quelque tems. Il enjoignit donc à Spinola de marcher immédiatement au secours de l'Ecluse, et de ne laisser devant Ostende que le nombre de trou-

1604 pes nécessaire pour empêcher les sorties de l'ennemi.

Spinola, qui connaissait à fond le caractère et les talens de Maurice, s'était fait une juste idée des difficultés qu'il éprouverait dans l'exécution du plan de l'Archiduc, et n'avait pas craint de le déclarer impraticable. Mais, nonobstant la justesse de ses représentations, Albert demeurant inébranlable dans sa résolution, Spinola n'accepta le commandement qu'à condition qu'il serait accompagné, pour ce coup de main, des officiers les plus expérimentés de l'armée : car, n'osant se livrer à l'espoir d'aucun succès, il voulait du moins que d'autres partageassent avec lui la censure qu'encourrait presqu'indubitablement une tentative si hasardeuse. L'Archiduc consentit, sans hésiter, à la proposition de Spinola qui, renforcé dans cette occasion par un nombre infini de rebelles qu'on avait réussi à faire rentrer dans le devoir, se mit en marche avec six mille fantassins, deux mille chevaux, un train d'artillerie et un grand convoi de provisions.

Déjà la garnison de l'Ecluse commençait à beaucoup souffrir du manque de bonne nourriture. Serrano annonçait par de fréquens avis que, sans un prompt ravitaillement, il ne pou-

vait plus tenir que pendant quelques jours ; et Spinola s'avançait en toute diligence pour le secourir, sur la certitude qu'il avait acquise que le village de Tervade était la partie la plus faible des lignes de l'ennemi. En effet, il dirigea toutes ses forces sur ce village, et l'attaqua dans le milieu de la nuit. Mais les troupes hollandaises s'étaient tellement préparées à le bien recevoir, que, malgré toutes les précautions qu'il avait prises pour s'assurer du succès, il fut contraint, après de vains efforts, de se retirer avec une perte considérable. 1604.

Cet échec fit prendre alors à Spinola la résolution de faire un détour par Ardenbourg, et de diriger sa marche vers Cadsant, dans l'espoir de se rendre maître de cette île, d'où il pourrait introduire par eau des provisions dans l'Ecluse. Il comptait surprendre l'ennemi, en passant à gué le canal qui sépare à l'Orient Cadsant de la Flandre. Mais Maurice, qui avait pénétré son dessein, imagina, pour lui en disputer le passage, d'établir sur ce point une batterie de demi-lune, où étaient postées quelques troupes d'élite, sous le commandement du comte Guillaume de Nassau. Spinola remporta d'abord sur elles quelqu'avantage. Déjà

1604. même il était parvenu à les chasser de la batterie, quand Maurice, à la tête d'un renfort, se présente, et le force enfin d'abandonner le
Août. champ de bataille, après un combat opiniâtre, où les Espagnols perdirent cinq cents hommes, et eurent autant de blessés.

Cette seule défaite eut suffi sans doute pour faire perdre à Spinola la réputation de prudence qu'il s'était justement acquise, sans l'extrême éloignement qu'il avait ouvertement manifesté pour cette expédition. Mais la franchise avec laquelle il l'avait désaprouvée ; ses craintes sur les revers qui pouvaient en être la suite, étaient alors connues de l'ennemi par des lettres interceptées, comme elles le furent de ses amis, lorsqu'Albert lui en fit l'ouverture ; et sa sage prévoyance avait tout mis en œuvre pour l'amener, s'il était possible, à une heureuse fin. Aussi, peut-on dire que si, dans cette occasion, la fortune capricieuse trompa sa sollicitude et ses soins, du moins l'événement justifia qu'il avait une profonde connaissance de l'art militaire, et servit à confirmer de plus en plus
19 Août. l'Archiduc dans la haute opinion qu'il en avait conçue.

Capitulation de l'Ecluse. Spinola reprit immédiatement la route d'Ostende ; et, deux jours après sa retraite, Serrano

rendit l'Ecluse, après avoir obtenu une capitulation honorable. Outre un grand nombre d'esclaves précédemment employés sur les galères, il se trouvait dans la place quatre mille hommes de garnison, qui avaient entièrement consommé toutes les provisions de bouche plusieurs jours avant sa reddition. Les forces des soldats étaient même tellement affaiblies, que plus de soixante moururent sur la route de Dam, qui n'est éloignée de l'Ecluse que de deux heures de marche. 1604.

La capitulation portait, entr'autres dispositions, que toute l'artillerie avec les munitions de guerre, ainsi que tous les vaisseaux et les dix galères appartenant aux Espagnols, qui avaient ruiné pendant tant d'années le commerce de la Hollande, seraient remis au pouvoir du vainqueur.

Les esclaves dont on vient de parler, Turcs pour la plupart, furent mis en liberté au nombre de quatorze cents. Beaucoup d'entr'eux ayant témoigné le désir de retourner dans leur patrie, les Provinces-Unies, pour se concilier l'amitié des Puissances Barbaresques, les traitèrent avec la plus grande humanité pendant tout le tems de leur séjour en Hollande, et les

1604. firent conduire en Barbarie sur les bâtimens des Etats (1).

La gloire dont se couvrit Maurice par une conquête si importante, fut considérablement rehaussée par la comparaison qu'établissaient en général ses partisans entre la rapidité de ses progrès et l'extrême lenteur avec laquelle se conduisaient les Espagnols au siége d'Ostende. Mais des observateurs judicieux pensaient, au contraire, que cette comparaison était à-peine admissible, en ce que les deux opérations militaires, mises en parallèle, différaient infiniment l'une de l'autre sous les rapports les plus essentiels. Néanmoins, on fut unanimement d'accord que, dans aucune circonstance, Maurice n'avait fait preuve d'une plus grande vigueur et d'une plus grande vigilance, ou d'une connaissance plus approfondie de la Tactique.

D'un autre côté, l'Archiduc, excessivement affligé, tremblait d'éprouver encore avant peu des chagrins plus cuisans. La belle saison n'était point avancée, et il s'attendait que Maurice, dont les forces n'avaient presque point souffert

(1) Grotius, lib. XIII. — Meteren, et les Triomphes de Nassau. — Bentivoglio, p. 3, cap. VII.

de diminution, tenterait incessamment de le forcer à lever le siége d'Ostende. Pour prévenir ce malheur, qu'il regardait comme le plus funeste qui pût lui arriver, il ordonna d'augmenter immédiatement les fortifications de Dam, de Blackemberg et d'autres places par où l'armée pouvait s'approcher d'Ostende. 1604.

Mais l'intention de Maurice n'était point de pénétrer si avant chez l'ennemi, dont les forces étaient supérieures aux siennes. Les Etats Généraux, satifaits des succès que déjà leurs armes avaient obtenus, étaient dans la ferme résolution d'employer le reste de la saison à s'assurer de leurs nouvelles conquêtes. Ils n'épargnèrent aucune dépense pour rendre l'Ecluse imprenable, et firent fortifier Cadsant, Isendyck et plusieurs autres places dans le voisinage de cette ville.

Spinola avait repris alors ses opérations devant Ostende, et poussait de plus en plus ses approches de la ville. Déjà il avait traversé le fossé, et contraint la garnison à se retirer de toute cette partie de la place, appelée la Vieille-Ville (1). Mais les assiégés, qui s'étaient retranchés

(1) Elle porte le nom de montagne de sable.

1604. dans une redoute infiniment élevée au-dessus des autres fortifications, causaient parmi les assaillans un ravage épouvantable. Malgré ce désordre affreux, Spinola résolut, quoi qu'il en dût coûter, d'emporter ce poste. Cependant, les troupes espagnoles et italiennes, trompées dans l'attente où elles étaient de le forcer d'emblée, refusent de retourner à la charge, après avoir été repoussées plusieurs fois avec une perte considérable. Elles sont aussitôt remplacées par deux régimens allemands qui, animés par des promesses flatteuses, et par l'ambition de sortir victorieux d'une attaque que venaient d'abandonner dans leur désespoir les Italiens et les Espagnols, s'avancent vers le fort avec l'intrépidité la plus déterminée. A l'instant même, celui de ces deux régimens qui s'était le plus approché est presqu'entièrement englouti par l'explosion d'une mine que fait jouer la garnison. Mais, loin de reculer, le reste, soutenu par le second régiment, continue de marcher fièrement, attaque, l'épée a la main, avec une fureur irrésistible cette valeureuse garnison, et la chasse enfin de la redoute.

Les assiégés, guidés par les conseils de Dixter, ingénieur écossais, s'étaient prémunis contre ce revers, en faisant entre l'ancienne et

la nouvelle ville un grand retranchement flan- 1604.
qué de bastions et garni d'artillerie. Outre ce retranchement, ils en avaient encore fait un autre de même grandeur à travers la nouvelle ville, bien déterminés à disputer le terrain pied à pied, et à se défendre jusqu'à la dernière extrémité.

Malgré cette courageuse résolution, il n'était plus douteux que les progrès de Spinola, d'accord avec le savoir et l'intrépidité qu'il déployait dans ses opérations, le rendraient bientôt maître de la place. Néanmoins, la garnison continuait de faire les plus vigoureuses sorties sur ses troupes et sur ses mineurs; mais elles lui coûtaient bien plus de sang que par le passé, depuis la perte qu'elle avait faite du fort de *Sand-Hill*. Elle n'avait pas eu le tems de donner à ses nouveaux ouvrages ce degré de solidité qu'avaient ceux dont elle venait d'être chassée; et maintenant elle se trouvait resserrée dans des limites si étroites, que ne pouvant recevoir un renfort considérable de troupes fraîches, elle courait plus de danger que jamais d'être vaincue dans chaque assaut par un ennemi supérieur en nombre.

Ces considérations déterminèrent donc les Etats-Généraux à ne plus s'occuper de la défense d'Ostende, dont ils pensaient que la

1604. conservation ne méritait plus tant de soins ni tant de dépenses depuis la conquête de l'Ecluse. Ils envoyèrent à cet effet des instructions au sieur de Marquette, qui en était gouverneur, pour obtenir une capitulation honorable.

A peine ce gouverneur les eut-il reçues, qu'il députa vers Spinola deux de ses principaux officiers, pour traiter de la reddition de la place, après avoir fait transporter d'abord à Flushing, sur des vaisseaux qui se trouvaient dans le port, une partie de l'artillerie et des munitions de guerre, avec les déserteurs et les autres personnes qui devaient tout craindre du ressentiment de l'Archiduc.

A l'instant même, Spinola, soit enthousiasme pour la valeur éclatante des assiégés, soit incertitude d'une continuation de succès, soit humanité pour arrêter l'effusion du sang, accorde, sans balancer, à la garnison la liberté de sortir d'Ostende avec tous les honneurs de la guerre, pour être conduite en sûreté par terre à l'Ecluse. Il accorde pareillement des chariots pour transporter les malades et les blessés au lieu de leur destination. Il permet de même aux habitans de quitter la ville sans être inquiétés, et consent que tous les prisonniers

soient rendus loyalement de part et d'autre. 1604.
Cette capitulation, signée le 20 de septembre, après un siége de plus de trois années, est suivie le surlendemain de la prise de possession de la place par Spinola. Non-seulement ce général remplit religieusement toutes les conditions du traité ; mais, faisant preuve d'une grandeur d'ame dont l'histoire de cette guerre mémorable ne fournit point d'autre exemple, il invite le gouverneur, les colonels et les capitaines à un festin magnifique où il les traite avec les derniers égards et la plus haute distinction, pendant que la garnison se prépare à partir.

Enfin, après tant de preuves d'estime réciproque manifestées de part et d'autre, Marquette, à la tête des siens et d'un petit train d'artillerie, dirige sa marche le long du rivage de la mer depuis Ostende jusqu'aux environs de l'Ecluse, où l'attendait Maurice. Ce Prince le reçoit avec les marques de la plus touchante affabilité, mêlées des éloges les plus flatteurs et de la reconnaissance la mieux méritée. Il comble d'égales louanges ses intrépides compagnons d'armes, qui venaient de faire payer si chèrement à Spinola sa conquête.

Bientôt après, ces généreux guerriers sont

1604. suivis de presque tous les habitans de cette ville célèbre, qui préfèrent à leurs foyers le séjour de l'Ecluse, où leur premier Magistrat conserve cette suprême dignité dont la confiance la plus honorable l'avait revêtu dans Ostende.

Ainsi se termina ce siége tant renommé qui, sans compter les énormes dépenses qu'il occasionna en travaux et en munitions de guerre, coûta près de cent mille hommes aux Puissances belligérantes. Sans doute, Ostende était loin de valoir tant de sang et tant de trésors; mais on est forcé de convenir que, dans cette pénible conjoncture, les Hollandais firent preuve de politique et de sagesse en défendant cette place avec tant d'opiniâtreté. En effet, ils ne pouvaient nulle part combattre l'ennemi avec plus d'avantage; car, pendant la longue durée du siége, ils jouirent non-seulement d'une profonde tranquillité dans l'intérieur de leurs provinces, mais ils eurent aussi la liberté de mettre leurs frontières à l'abri de toute attaque, et de les étendre par la conquête de Rhinberg, de Grave, de Cadsant, d'Isyndyck et de l'Ecluse.

On ne saurait faire le même éloge de la conduite de l'Archiduc. De toutes les places

qu'il avait perdues, il n'en était point qui ne fût tout aussi importante qu'Ostende; et l'Ecluse l'emportait de beaucoup sur cette dernière ville par la sûreté de son port et par son voisinage de la Zélande. L'état d'épuisement où se trouvaient ses finances, et l'esprit de rebellion qui régnait parmi ses troupes, auraient dû l'engager avant tout à défendre ses propres domaines, plutôt que de porter la guerre dans le pays ennemi. En admettant même qu'il eût été en mesure d'agir offensivement, il aurait dû tourner de préférence tous ses efforts vers quelque autre place dont la conquête eût été plus facile, et dont la conservation eût plus fortement intéressé les Provinces-Unies. 1604.

Mais, s'il reconnut jamais la faute qu'il avait commise, ce ne fut qu'au moment où il jugea qu'il n'était plus tems de la réparer avec honneur. Il était d'ailleurs fortifié dans sa résolution par les Ministres espagnols qui, trop éloignés du théâtre de la guerre, ne pouvaient juger sainement du plan de conduite que les circonstances commandaient de suivre.

Cependant, la cour d'Espagne et l'Archiduc ayant décidé de confier l'entière direction des opérations militaires à la sagesse et aux talens supérieurs de Spinola, pour qui ils avaient une estime particulière, il y avait tout lieu de croire

1604. qu'ils ne se rendraient plus coupables à l'avenir d'une conduite aussi imprudente que celle qu'ils avaient précédemment tenue dans différentes occasions. Spinola avait déjà fait preuve d'une profonde capacité, et personne ne doutait qu'il ne justifiât par de nouveaux triomphes cette confiance illimitée qu'on lui avait déjà accordée.

Il était d'ailleurs bien instruit que la principale cause des contre-tems et des pertes qu'Albert avait essuyés, provenait de l'inexactitude à payer la solde de ses troupes. Afin d'éviter cet inconvénient, il décida d'en réduire le nombre, ou d'obtenir, pour leur entretien, les fonds nécessaires, qu'il ne pouvait se procurer que de la cour d'Espagne. A cet effet, dès qu'il les eut mises en quartiers d'hiver, il partit pour Madrid, dans l'espérance de décider les Ministres espagnols à tenter les derniers efforts, soit pour fournir abondamment l'armée de tous les objets dont elle avait besoin, soit pour mettre un terme à la guerre.

Rareté des métaux précieux en Espagne.

Les finances de l'Espagne étaient à cette époque dans un désordre aussi monstrueux que par le passé. La ruine de l'industrie, dont les causes ont été déjà développées, avait réduit

cette monarchie à l'impuissance de se fournir 1604.
de productions de ses propres manufactures, et d'en approvisionner ses colonies. L'or et l'argent importés d'Amérique entraient à-peine dans ses ports, qu'ils en disparaissaient aussitôt, pour acquitter le prix des marchandises tirées des fabriques de nations plus industrieuses. Cet état de choses occasionna dans ce pays une si grande rareté des métaux les plus précieux, que, l'année précédente, le duc de Lerma avait fixé par un édit royal la monnaie de cuivre à une valeur nominale presqu'égale à celle de l'argent. Mais cet absurde expédient servit plutôt à empirer le mal, qu'à l'arrêter ou le guérir radicalement (1).

Une faute aussi grave que celle de porter le prix du cuivre à un taux fictif aussi fort, pour ainsi dire, que le taux réel des matières les plus estimées, peignant d'un seul trait la faiblesse et la turpitude de Philippe et de ses Ministres, fit naître dans l'esprit des nations voisines de l'Espagne l'idée d'y répandre avec profusion une fausse-monnaie fabriquée avec ce même métal, et d'une valeur intrinsèque

(1) Gonsalez Davila, lib. II, cap. XIV.

1604. pareille à celle de sa monnaie courante, en retour de laquelle elles ne prenaient que les espèces frappées avec l'or et l'argent du Mexique. Fidèles à ce système destructeur, qui enlevait à l'Espagne ses richesses et les moyens d'en acquérir de nouvelles, ces nations adroites continuèrent dans la suite à ne recevoir que ces mêmes espèces d'or et d'argent en payement des ouvrages que cette Puissance tirait de leurs manufactures. De cette manière, l'Espagne vit presqu'entièrement disparaître de son sein ces métaux si rares, arrachés par tant de travaux des entrailles de la terre du Nouveau-Monde. Aussi, l'extrême détresse qui en résulta se fit-elle sentir si vivement d'une extrémité du royaume à l'autre, que les Ministres ne parvinrent le plus souvent qu'avec des difficultés infinies à se procurer l'argent nécessaire pour faire réussir les projets du gouvernement. Mais, comme on venait d'entrer en paix avec la Grande-Bretagne, et qu'on pouvait se livrer à l'espérance de voir arriver désormais les trésors d'Amérique en plus grande abondance et avec plus d'exactitude que par le passé, il fut résolu, conformément au désir du Roi, de n'épargner aucune dépense pour mettre l'Archiduc en état de suivre avec vi-

La Cour de Madrid se décide à continuer la guerre.

vacité son plan de campagne dans les Pays-Bas. 1604.

Spinola, à qui Philippe donna dans cette occasion les preuves les plus indubitables d'une estime et d'une confiance sans bornes, reçut immédiatement, en vertu de cette résolution, une somme d'argent considérable. Indépendamment de ce secours, les Ministres lui promirent formellement d'être plus exacts à l'avenir dans l'envoi des fonds qu'exigeraient les circonstances. Il eut en même tems plein pouvoir de disposer, selon les occurrences, de tout l'argent qu'on venait de lui remettre, et de celui qui lui serait envoyé par la suite. Il est présumable que la conduite de l'Archiduc et celle des agens à qui il avait confié l'administration de ses finances, rendaient cette précaution nécessaire. A dire vrai, ce Prince n'avait jamais observé cette sévère économie qu'exigeait l'état de ses affaires; et il paraît que, convaincu de son défaut d'ordre et de sa trop grande faiblesse à s'en corriger, il fut très-satisfait de voir Spinola chargé du maniement des fonds qui arriveraient d'Espagne.

Ce général ayant rempli l'objet de son voyage à Madrid, et fait approuver par Philippe et

1604. ses Ministres son plan d'opérations pour la campagne prochaine, revint aussitôt à Bruxelles où il s'appliqua d'abord à éloigner tout sujet de mécontentement parmi ses troupes, en les payant de l'arriéré de leur solde avec une partie de l'argent qu'il apportait d'Espagne. Outre cette sage politique, il ordonna de faire immédiatement de nombreuses levées, non-seulement en Allemagne, mais aussi dans les provinces méridionales des Pays-Bas; et le ministère de Madrid, qui s'était engagé à lui envoyer par mer un régiment de vétérans espagnols, avait de plus donné des instructions aux gouverneurs de Naples et de Milan, pour faire passer à ce Prince un renfort considérable de troupes italiennes (1).

De leur côté, les Provincès-Unics, informées de l'esprit entreprenant et de l'infatigable activité de Spinola, avaient singulièrement pressé leurs préparatifs militaires, et déjà leur armée pouvait ouvrir la campagne. Elles avaient des-

(1) Quelques officiers furent envoyés en Angleterre pour y recruter; mais Jacques dissuada ses sujets d'entrer au service de l'Espagne. *Vide Carte*. — Il paraît cependant que, par la suite, on leva quelques soldats parmi les Catholiques.

sein d'assiéger Anvers, d'après des avis certains 1604.
que la force de la garnison n'était proportionnée ni à l'étendue des fortifications, ni à l'extrême importance de la place. Maurice qui n'approuvait point cette expédition, s'en chargea cependant à la prière des Etats. Il embarqua pour cet effet, sous les ordres du comte Ernest de Nassau, une partie de ses troupes sur des bâtimens de transport, et se mit en marche de Bergen-op-Zoom à la tête du reste de l'armée. Il joignit Ernest au fort de Lillo, sur la rive septentrionale de l'Escaut. Ce fort, distant d'Anvers d'environ deux lieues, était encore au pouvoir des Hollandais.

Maurice avait formé le dessein de submerger tous les terrains bas entre Lillo et Anvers, en coupant à Courvestain la digue et la contre-digue qui retiennent l'Escaut dans son lit: son but était de passer à travers cette inondation, et d'asseoir son camp sur d'autres terrains plus élevés, situés près de la ville. Il eut eu par ce moyen un bien plus petit espace à entourer de retranchemens, et son armée eut été à couvert de ce côté des approches de l'ennemi. Son projet était demeuré très-secret; et si les Transports n'eussent pas été retenus par les vents contraires, il est probable que son entreprise

1604. eût complètement réussi. Mais l'embarquement d'une partie de ses forces à Lillo, et le choix qu'il avait fait de Bergen-op-Zoom pour rendez-vous du reste de ses troupes, ayant fait juger à Spinola qu'il ne pouvait avoir en vue d'autre objet que le siége d'Anvers, celui-ci avait eu le tems de combiner toutes ses dispositions pour traverser ce plan. En effet, toute son attention s'était portée à renforcer considérablement la garnison de la ville et celles des forts qui défendaient la contre-digue; et il avait posté en même tems sur les deux rives de l'Escaut des corps assez nombreux pour s'opposer au débarquement de Maurice (1).

Cependant Maurice essaya d'effectuer une descente sur la côte de Flandre près de *Caloo*; mais Spinola, qui avait tout prévu, rendit cette tentative inutile. Maurice répara cet échec par la prise de Woude, château très-fortifié. Il embarqua de là son armée pour effectuer une autre descente près d'Isyndyck,

(1) Spinola s'était aussi rendu lui-même à Anvers avec toutes les troupes qu'il avait pu rassembler; et après avoir jeté un pont sur l'Escaut, un peu au-dessous de cette ville, il se tenait prêt à marcher partout où l'ennemi hasarderait de commencer une attaque.

avec l'intention de mettre le siége devant le Sas-de-Gand, ou devant Hulst. 1604.

Maurice blâmait cette expédition avec la même franchise qu'il avait désapprouvé celle d'Anvers. Il jugeait plus à propos de tenir l'armée sur les bords du Rhin où il craignait une invasion de l'ennemi. Mais il avait déféré au jugement des Etats Généraux qui, mettant le plus haut prix à la conservation de l'Ecluse, cherchaient à se rendre maîtres d'autant de villes fortifiées qu'ils pourraient dans le voisinage de cette place importante. Déjà, plusieurs fautes qu'ils avaient commises ne laissaient aucun doute sur leur incapacité dans l'art de conduire la guerre; et la suite de cette Histoire prouvera qu'ils auraient agi avec infiniment plus de sagesse, en adoptant les avis de leur général.

A peine Maurice eut-il commencé ses opérations contre le Sas-de-Gand, ou contre Hulst, que Spinola, profitant du grand avantage que lui donnait le pont qu'il avait jeté sur l'Escaut, arriva en présence de l'armée hollandaise avec toutes ses forces. Cependant, les deux généraux ne voulurent point hasarder une bataille, et fortifièrent, chacun, soigneusement leur camp, dans l'attente de quel-

1604. que occasion favorable où l'un ou l'autre pourrait harceler son ennemi, sans danger pour lui-même. Il y eut différentes escarmouches, avec des succès balancés, entre des partis de fourrageurs, sans qu'aucun remportât sur son adversaire un avantage décisif.

Enfin, Spinola ayant complètement approvisionné les deux places menacées, se porta sur Maëstricht à la tête d'une partie de son armée, après avoir laissé le commandement de l'autre au comte de Berg, pour observer les mouvemens de Maurice.

C'était l'époque à peu près où devaient arriver les troupes qu'on avait levées en Allemagne et en Italie pour le service de l'Archiduc, et Maëstricht était le rendez-vous convenu. La Cour d'Espagne, fidèle à sa promesse, avait fait embarquer à Lisbonne un régiment de douze cents hommes sur huit vaisseaux anglais et danois qu'elle avait frétés à Hambourg, pour tromper la vigilance de l'ennemi. Nonobstant cette précaution, ils furent interceptés par l'amiral Hautain, à qui les Etats-Unis avaient ordonné de croiser à cet effet dans la Manche. Quatre de ces bâtimens furent ou pris, ou détruits, et les autres obligés de se réfugier à Douvres, où le commandant

hollandais les tint bloqués jusqu'à l'hiver, et d'où ils ne purent se sauver en Flandre qu'à la faveur des longues nuits qui règnent dans cette saison (1). 1604.

Spinola ressentit une douleur d'autant plus vive de la perte des troupes espagnoles, qu'elles étaient toutes composées de vétérans commandés par des officiers consommés dans l'art militaire. Mais les forces qu'il attendait d'Allemagne et d'Italie étant arrivées sans accident, il résolut d'exécuter sans délai le plan

(1) Les Etats-Généraux se déshonorèrent dans cette occasion, et souillèrent leur victoire, en ordonnant que tous les prisonniers fussent liés deux à deux, et précipités dans la mer. Cependant, les deux historiens hollandais les plus recommandables, Grotius et van Meteren, n'ont rien dit d'une conduite si atroce. Ce genre de cruauté fut couvert du spécieux prétexte d'abattre le courage des Espagnols : mais, quoi qu'il en soit, il servit bien plutôt à le redoubler, et à pousser à l'excès leur vengeance et leur fureur dans toutes les rencontres. En effet, il n'y avait point de raison de traiter avec plus d'inhumanité les prisonniers de mer que ceux faits dans les villes conquises, ou en bataille rangée : c'était un exemple terrible qui tendait à faire revivre cette coutume barbare anciennement suivie à la guerre par le duc d'Alva et son fils, et qui avait excité une horreur si profonde et si générale.

1604. d'opérations qu'il avait arrêté de concert avec l'Archiduc pour le reste de la campagne. Depuis la prise d'Ostende, son intention avait toujours été d'établir le théâtre de la guerre au-delà du Rhin, dans cette partie des domaines des Etats où la supériorité de leurs forces navales ne pourrait contrarier ses projets. Il pensait qu'outre cet avantage, il aurait encore celui de faire vivre presqu'entièrement son armée aux dépens de l'ennemi, et d'étouffer avec bien plus de facilité parmi ses troupes l'esprit de mutinerie, s'il s'y manifestait de nouveau. Il jugeait également que les Etats, ne soupçonnant point d'être attaqués dans cette partie de leurs possessions, il trouverait plusieurs de leurs principales places hors d'état de défense. Il s'était bien gardé de communiquer son plan à qui que ce fût, pas même aux officiers généraux; et, pour rendre d'autant plus impénétrable le secret de l'opération méditée, on tint différens conseils de guerre où l'Archiduc proposa par fois d'entreprendre le siége de l'Ecluse, quelquefois aussi celui de Berg-op-Zoom, de Grave, ou de Breda, en prenant soin, de tems à autre, de faire parvenir artificieusement aux Etats-Unis par des agens se-

Plan de campagne de Spinola.

crets les diverses opinions des membres qui composaient ces conseils. 1604.

Maurice, comme on l'a déjà observé, était, pour ainsi dire, la seule personne qui ne fût point dupe de pareils artifices. Il ne pouvait se persuader que Spinola, dont la profonde sagacité n'était plus douteuse, eût conçu le projet insensé de réduire aucune des villes où l'armée des États était à portée de contrarier ses opérations. Il soupçonnait, au contraire, que l'attaque projetée devait être dirigée contre quelque place, trop éloignée pour être secourue à tems. Il avait proposé, en conséquence, de faire camper les troupes à ses ordres sur les bords du Rhin, afin d'empêcher l'ennemi de pénétrer dans les possessions hollandaises situées sur la frontière orientale des Provinces-Unies (1). Mais, les États trompés par les informations artificieuses qu'ils avaient reçues des délibérations simulées prises dans le conseil de guerre de l'Archiduc, rejetèrent son avis; et Spinola eut alors toute liberté de mettre son plan à exécution.

Avant de quitter la Flandre, il avait ordonné

(1) Grotius, Met ren.

1604 au comte de Bucquoy, général d'artillerie, d'assurer à son armée un passage facile sur le Rhin, qui bientôt fut nettoyé de quelques croiseurs hollandais par les batteries et par l'activité de cet officier. Déjà même il élevait avec la dernière célérité, sur l'une et l'autre rive, à Keiserwert, petite ville du duché de Cologne, deux forts considérables, qui se regardaient et commandaient le fleuve. Dès qu'ils furent achevés, Spinola partit de Maëstricht avec toutes les troupes qu'il y avait rassemblées. Mais à peine eut-il rejoint celles que commandait Bucquoy, et passé le Rhin à l'endroit que lui avait indiqué ce général, qu'il assembla un conseil de guerre où il développa pour la première fois son véritable plan.

Juillet.

Il annonça que l'ennemi, qui s'était attendu d'abord à être attaqué en Flandre, croyait maintenant qu'on avait quelque dessein sur Rhinberg; mais il ajouta que son intention, dans le principe, avait été d'assiéger Lingen, et de s'ouvrir un passage dans la Frise par cette importante conquête. Il avoua de bonne foi qu'il ne se dissimulait point que c'était pêcher gravement contre les lois fondamentales de la guerre de laisser derrière soi une ville aussi forte que Rhinberg; mais, d'un autre côté, il

considérait qu'il n'avait ni graves inconvéniens, ni périls éminens à craindre d'avancer dans le pays, sans l'avoir soumise à son obéissance, puisque, par la position des forts nouvellement construits, il demeurait toujours maître d'effectuer un passage sur le Rhin. A cette considération, il en ajoutait une autre non moins puissante, la nécessité de s'emparer promptement de Lingen, au secours de qui Maurice accourrait immanquablement, si elle n'était emportée d'emblée avant qu'il reçût la nouvelle de son attaque. Il prouva de plus que la longue route qu'il fallait entreprendre pour arriver sous les murs de la place, et la marche des troupes dans un pays neutre (1), où le pillage serait sévèrement réprimé, ne devaient point faire craindre une disette de provisions, puisqu'il s'en était abondamment pourvu, qu'il en avait amenées avec lui; et que, d'ailleurs, il était muni de fonds suffisans pour acheter celles dont on aurait le besoin le plus urgent. Enfin, Spinola ne balança point à déclarer qu'il était d'autant plus sérieusement déterminé à maintenir les troupes dans la plus exacte discipline, 1604.

(1) La Westphalie et le duché de Clèves.

1605. qu'il avait reçu à cette condititION de la part des villes de Westphalie les assurances les plus positives d'être approvisionné ponctuellement de tous les vivres et des autres objets dont manquerait l'armée. Il jura donc de la ramener incessamment sous les lois de la plus rigoureuse subordination ; et il jugeait l'obéissance absolue si indispensable pour profiter des ressources précieuses que lui offraient les pays par où il allait passer, qu'il s'était décidé à punir avec la dernière sévérité quiconque oserait ne pas s'y soumettre.

Cette déclaration de Spinola, faite en présence des officiers, eut bientôt son effet ; car plusieurs soldats, au mépris d'une décision si précise, ayant quitté leurs drapeaux, furent saisis à l'instant et mis à mort. Cet exemple terrible fit une profonde impression sur tous les esprits : et, quoique depuis longtems la plus grande partie des combattans méconnût la soumission et ne vécût que de rapines, tel est le pouvoir de la discipline sur des troupes bien payées, que presque jamais armée ne marcha dans un pays neutre, dont les habitans aient eu si peu à se plaindre. Aussi, résulta-t-il d'une conduite si sage que l'abondance régna toujours dans le camp de

Spinola, et qu'il ne fut point obligé d'envoyer des détachemens en avant, pour se procurer des provisions. A dire vrai, ces mêmes habitans, qui conservaient encore un souvenir douloureux des longues souffrances qu'ils avaient éprouvées de la part de l'armée espagnole commandée par l'amiral d'Arragon, étaient animés en quelque sorte d'un sentiment de gratitude envers un général si recommandable par sa justice et par son humanité. 1604.

Après avoir traversé une partie des Duchés de Clèves et de Westphalie, Spinola dirigea d'abord sa marche sur Oldenzeel, ville fortifiée, située dans la province d'Overyssell, et força bientôt la garnison de capituler. Immédiatement après, il s'avança vers Lingen, éloignée d'Oldenzeel d'un jour de marche seulement, et assigna à ses troupes leurs différens quartiers autour de la ville, sans rencontrer la moindre opposition. Maurice, à qui les Etats-Généraux, comme on l'a vu précédemment, avaient accordé la propriété de Lingen et de son territoire, en récompense des services signalés qu'il leur avait rendus, s'était empressé de faire faire à ses propres dépens des additions considérables aux fortifications de cette place; mais, comme pendant

Siege de Lingen.

1605 plusieurs années l'ennemi avait tourné toute l'attention de ce Prince vers un autre pays, elle n'était défendue alors que par une garnison ordinaire de cinq ou six cents hommes.

Maurice espérait néanmoins que le courage de ce peu de soldats suppléant à leur faiblesse, ils soutiendraient avec gloire un siége de plusieurs semaines ; et Cobbe, qui les commandait, parut d'abord déterminé à se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Spinola fut donc obligé de commencer un siége en forme, et d'ouvrir des tranchées, pour faciliter les approches de la place. La garnison, trop inférieure en nombre, ne pouvant arrêter ses opérations, il eut bientôt gagné le fossé qui était extraordinairement large, excessivement profond, et rempli d'eau, dont l'écoulement devenait impossible, attendu qu'il se trouvait beaucoup au-dessous du niveau du terrain adjacent. Les troupes, loin de se laisser intimider par cet obstacle et par l'horrible carnage que causait parmi elles le feu de l'ennemi, parvinrent à le franchir, après l'avoir comblé à force de terre et de fascines. Déjà elles commençaient à miner un des principaux bastions de la ville, lorsque la garni-
18 Août. son, harcelée par les habitans, et convaincue de ne pouvoir se défendre plus long-tems,

demanda et obtint une capitulation honorable. 1605

Durant le siége, Maurice s'était avancé jusqu'à Deventer, capitale de la province d'Over-Yssel, et préparait une attaque pour sauver Lingen au moment où Spinola s'en rendait maître.

Au premier avis qu'il avait reçu que l'ennemi s'était mis en marche de Maëstricht, il avait fait partir son frère, Henri Frédéric, avec quatre mille fantassins et mille chevaux, pour épier ses mouvemens. Lui-même l'avait suivi, peu de jours après, à la tête d'une autre division de ses forces. Cependant, comme il avait senti la nécessité d'en laisser une grande partie en Flandre pour s'opposer aux invasions que pourrait tenter l'ennemi dans cette province, il avait été contraint de s'arrêter pendant quelques jours à Deventer, jusqu'à ce qu'il eût rassemblé des villes voisines un corps capable de secourir Lingen. Mais, avant qu'il eût fini ses préparatifs, un courrier lui apporta la nouvelle de la reddition de cette place. Cette perte l'affligea sensiblement; et sa colère fut extrême contre le gouverneur et les officiers à qui il reprochait d'avoir trop faiblement défendu cette ville, si précieuse par sa position. Il les jeta tous dans une pri-

1605. son, où ils languirent pendant près d'un an, et d'où ils ne sortirent qu'après avoir été dégradés.

Le ressentiment de Maurice fut d'autant plus vif, qu'il s'était persuadé que Spinola, ayant négligé de faire retrancher ses troupes pour les garantir de toute surprise, devait immanquablement lever le siége de Lingen à l'approche de l'armée des Etats. Son anxiété redoublait en voyant presque toutes les villes voisines de cette place sans moyens de résistance, et nommément celles de Bourtang et de Coervorden, dont la prise aurait ouvert à l'ennemi l'entrée des provinces de Groningue et de Frise. C'était alors l'opinion générale que si, après s'être emparé de Lingen, Spinola les avait immédiatement attaquées, il s'en serait facilement rendu maître. Mais ayant préféré d'augmenter les fortifications de sa nouvelle conquête, Maurice profita de l'occasion pour mettre ces villes en état de défense. Spinola jugeait qu'il était bien plus essentiel de conserver la place qu'il venait de soumettre, que de pousser plus loin ses exploits. Il pensait aussi que Maurice ayant rassemblé dans les environs une armée presqu'aussi forte que la sienne, il courrait dans une saison aussi avan-

cée un extrême danger de pénétrer plus avant 1605.
dans le pays ennemi. En conséquence, après avoir pris toutes les mesures que commandait le salut de Lingen et d'Oldensal, il retourna à Keyserwert et repassa le Rhin.

Keyserwert dépendait du territoire de l'Electeur de Cologne, et les forts qui y avaient été construits causaient beaucoup d'ombrage à ce Prince. Spinola, pour lui ôter tout sujet de crainte, les rasa par ordre de l'Archiduc, et se hâta d'en élever deux autres à Rorerort, ville du comté de Meurs, qui appartenait alors aux Hollandais, et se trouvait située un peu au-delà de Keyserwert, en longeant le fleuve.

Tandis que Spinola occupait une partie de son armée à la construction de ces forts, dont le prompt achèvement devenait indispensable pour assurer ses communications avec ses dernières conquêtes, il envoya l'autre, sous les ordres du Comte de Bucquoi, assiéger Wachtendonc, ville de la Gueldre, bâtie sur un sol marécageux. Une sécheresse extraordinaire rendait alors plus accessible cette place réputée une des plus fortes de cette province. Cependant, comme elle était défendue par des fortifications régulières et par une nom-

1605. breuse garnison (1), Spinola avait tout lieu de craindre que le siége ne durât plusieurs semaines, et que Maurice, qui venait de transporter son camp d'Over-Yssel à Wesel, ne tentât de le lui faire lever. Il ordonna donc au Comte de Bucquoi d'entourer le sien de retranchemens inaccessibles. Lui-même prit poste en même tems près de Rorerort, bien résolu, si Maurice hasardait d'approcher de Wachtendonc, d'attaquer son arrière-garde avec un renfort considérable de troupes italiennes nouvellement arrivées, et un autre corps non moins nombreux d'Anglais, d'Ecossais et d'Irlandais catholiques, que Jacques avait permis à l'Archiduc de lever dans ses Etats, en vertu du traité récemment conclu entre la Grande-Bretagne et l'Espagne.

Cependant, ce même Spinola, doué du jugement le plus exquis, venait, par une faute inexcusable dans l'art des campemens, de faire prendre à ses troupes sur la rive septentrionale du Rhin, des quartiers trop à la portée des surprises de l'ennemi. Sans doute, cet oubli de la Tactique pouvait être suivi de

(1) Douze cents hommes.

grands revers. En effet, des positions aussi 1605.
dangereuses que celles qu'avait choisies ce général, compromettaient singulièrement le salut de sa cavalerie qui, placée au village de Mulleim sur les bords de la Roër, se trouvait trop éloignée de l'infanterie pour en être secourue en cas d'attaque, puisqu'il n'y avait ni retranchemens pour soutenir un choc, ni place de guerre plus proche pour favoriser une retraite, que le Château de Broeck mal fortifié, défendu par une trop faible garnison, et situé à l'opposite du même village de Mulleim, dont il était séparé par la rivière qui les baignait l'un et l'autre. Aussi, Maurice ne fut pas plutôt informé de la véritable situation de Spinola, qu'il partit de Wesel avec deux mille quatre cents hommes composés de toute sa cavalerie, et d'un corps d'infanterie d'élite. Pour accélérer d'autant plus sa marche, il conduisit l'infanterie sur des chariots que devança la cavalerie. Marcellus Baex, officier plein de bravoure et de génie, commandait une partie des chevaux; l'autre avait à sa tête le Prince Henri Frédéric, à peine âgé de vingt ans, et déjà célèbre par sa prudence et sa capacité. Maurice les suivait de près avec ses fantassins. Baex avait

1605. ordre de traverser la Roër, et de tenter les derniers efforts pour s'emparer du château de Broeck, afin de couper aux ennemis toute communication avec leur camp, tandis que Henri, soutenu par Maurice, les attaquerait à Mulleim.

Baex réussit d'abord au-delà de toute espérancedans le premier assaut qu'il donna au fort; car, à l'exception d'une seule partie des ouvrages qui était défendue par un petit nombre de soldats, il parvint à repousser par-tout la garnison. Mais l'arrivée inattendue d'une troupe de fourrageurs, qui fondit avec intrépidité sur les siens, arrêta ses succès, et l'obligea d'abandonner son attaque.

Engagemens pres de Mulleim.

Pendant que Baex était aux prises avec la garnison de Broeck, le jeune Henri passait un étroit défilé que l'ennemi avait négligé de garder, et se préparait à livrer bataille à Mulleim. Par malheur, il crut à propos de différer l'engagement jusqu'à l'approche de l'infanterie, et donna trop tard à ses troupes l'ordre d'avancer. Cependant, elles chargèrent d'abord avec une extrême vivacité; mais s'étant bientôt aperçues que, durant le retard mis dans l'attaque, l'alarme répandue chez l'ennemi le tenait sur une défensive bien plus

imposante qu'elles ne s'y attendaient, leur courage en fut tellement ébranlé, qu'après un faible effort, elles se sauvèrent à bride abattue, nonobstant leur prodigieuse supériorité de forces, et ne s'arrêtèrent qu'à la vue de Maurice. 1605.

Confuses alors d'une déroute si humiliante, et rappelées à leur devoir par la véhémence avec laquelle ce chef leur reprocha leur insigne lâcheté, elles retournèrent au combat avec la ferme résolution d'effacer la honte dont elles venaient de se couvrir. La cavalerie espagnole, qui d'abord les avait fait fuir avec tant de vitesse, loin de soutenir cet avantage, sonnait la retraite, et traversait la Roër dans le plus grand désordre devant un petit détachement de cavalerie hollandaise qui avait tenu ferme avec Henri. Ce Prince, entouré maintenant des troupes qui l'avaient abandonné, et soutenu par l'infanterie anglaise et écossaise aux ordres du colonel Vere et du lord Buccleugh, poursuivait à outrance l'ennemi de l'autre côté de la rivière ; mais les Espagnols, ralliés à la voix de Trivulce qui les commandait en l'absence de Velasco, général de leur cavalerie, revinrent à la charge avec une ardeur si héroïque, et combattirent

1605. avec une telle fureur, que les Hollandais, saisis d'une nouvelle épouvante, disparurent encore une fois devant un ennemi bien inférieur en nombre, laissant presque seul sur le champ de bataille Henri qui, sans doute, eut été mis en pièces ou fait prisonnier, sans l'heureuse intrépidité des troupes anglaises qui, armées de piques, attaquèrent la cavalerie espagnole et la tinrent long-tems en échec.

Depuis le commencement de l'action, le corps de cavalerie hollandaise, commandé par le colonel Baex, faisait tête à l'ennemi sur un autre point du champ de bataille. Henri, presqu'entièrement abandonné des siens, pénètre jusqu'à lui avec le peu d'hommes qui lui restaient, pour seconder sa valeur. Mais à peine cette jonction est-elle effectuée, que ce gros de cavalerie, saisi de crainte à l'aspect du renfort qu'amenait Velasco aux Espagnols, laisse envelopper ses commandans et le petit nombre de braves guerriers qui partageaient si glorieusement leurs dangers. Cependant, l'arrivée de Maurice avec son avant-garde change en un clin-d'œil l'état des choses; et plusieurs pièces de campagne, pointées par son ordre sur un terrain élevé, jouent si à

propos et avec un tel succès sur les Espagnols, qu'elles en font un horrible carnage et les mettent en pleine déroute. Maurice voulait les poursuivre dans un bois où ils se retiraient, lorsqu'il apprit que Spinola s'avançait avec toutes ses forces. 1605.

En effet, ce général, informé par un prompt avis que l'action était engagée, accourait à la tête de six cents hommes, après avoir donné ordre à deux mille autres de le suivre immédiatement. De plus, pour intimider d'autant mieux les Hollandais et les persuader de l'approche de son armée, il détache en avant un grand nombre de tambours à cheval. Le terrain favorisant à souhait cette ruse, elle produit un effet si terrible sur les troupes de Maurice et sur lui-même, qu'il fait battre à l'instant la retraite. Spinola le poursuit et répand dans ses rangs la frayeur et la mort. Mais Vère, soutenu par Chatillon suivi d'un corps d'élite d'infanterie française, arrête tout-à-coup ce héros; et, plaçant les siens dans une bonne position derrière une haie, il foudroie à son tour l'ennemi, et le force enfin à rebrousser chemin.

Ce combat, qui dura plus de huit heures, fut très-sanglant; et, selon toute apparence,

1605. il coûta cinq cents hommes au moins à chacune des deux armées. Si la cavalerie hollandaise eut précipité sa marche sur Mulleim, ou si elle eut donné les mêmes preuves de bravoure que dans les premières actions, les Espagnols, sans contredit, eussent été forcés de mettre bas les armes (1). En effet, Maurice n'avait jamais conçu de plus belles espérances de succès; et il fut tellement irrité de la pusillanimité des Hollandais, qu'il la leur reprocha dans les termes les plus durs. Il fut dès-lors convaincu qu'il ne pouvait plus compter sur leur courage pour exécuter aucune entreprise importante, et il sentit la nécessité d'agir avec une circonspection infinie pendant tout le reste de la campagne (2).

Résolu cependant d'effacer, s'il était possible, le souvenir de cette défaite, Maurice ima-

(1) Grotius, en parlant de cette action, fait l'observation suivante: « Tum id evenisset, si reliqua exercitûs invadere statuit, laudabili consilio, et magnam illo die victoriam elaturus, ni Deo visum, longa Batavorum prospera et belli gloriam adversis retundere: namque haud alii rectiùs causæ tam fatalem pavorem adscripserim. »

(2) Grotius, lib. XIV, p. 469, etc. — Van Meteren, lib. XXVII. — Bentivoglio, part. III, lib. VII.

gina peu après de surprendre dans le milieu 1605.
de la nuit la ville de Gueldre. Sa tentative fut d'abord si heureuse, qu'il parvint à briser une des portes extérieures de cette place au moyen d'un pétard qu'il y avait fait appliquer. Mais la garnison, animée d'une nouvelle valeur par l'explosion d'un autre pétard tombé dans le fossé, repousse ce Prince avec perte, et l'oblige à la retraite. Ce nouvel échec et celui qu'il avait reçu à Mulleim, firent une profonde impression sur la garnison de Wachtendonc. Elle avait d'abord espéré que Maurice accourrait à son secours; et, dans l'attente qu'il forcerait l'ennemi à lever le siége de la place, elle lui avait formellement promis de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Mais, convaincue enfin que, malgré les généreux efforts de ce Prince, les Espagnols maintenaient toujours leur supériorité, son courage s'amortit; elle n'opposa plus qu'une faible résistance aux assiégeans; et, dans cet état d'abattement, quoique forte de plus de mille hommes, elle offrit de capituler après vingt jours de tranchée ouverte.

De Wachtendonc, Spinola envoie Bucquoy investir le château de Cracao dont, peu de

1605. jours après, la garnison est forcée de se rendre à discrétion.

En examinant avec attention les résultats des dispositions militaires de chacune des Puissances belligérantes durant le cours de cette campagne, il est vraisemblable, d'après l'extrême différence qu'on y remarque, que si la saison n'eût pas été si avancée, les Etats-Généraux eussent fait des pertes encore plus considérables. Mais on était à la fin de novembre; déjà les pluies avaient commencé à tomber par torrens, et les troupes étaient excédées de fatigues. Une considération si puissante détermina donc Spinola à les faire entrer en quartiers d'hiver, après avoir pourvu avec autant de soin que de diligence à la sûreté de ses nouvelles conquêtes. Maurice suivit aussitôt son exemple. Jusqu'ici l'habileté de ce Général n'avait pas laissé obtenir impunément à l'ennemi des avantages aussi marqués. Il avait constamment opposé à ses desseins cette prudence consommée, cette vigilance et cette énergie qui, tant de fois, lui méritèrent des triomphes. Si les États-généraux lui eussent abandonné la conduite de la guerre, sans doute il eut conçu un plan d'opérations bien plus sage; sans doute il eut empêché Spinola de passer

le Rhin et de s'emparer des places dont cet événement entraîna la perte. A la vérité, son armée était d'abord inférieure en nombre à celle de Spinola ; mais il n'en est pas moins certain que, sans la malheureuse issue de sa savante attaque de Mulleim, occasionnée par l'effet de cette terreur inexplicable dont furent saisies ses troupes, la cavalerie espagnole eût été taillée en pièces, et Spinola forcé de garder la défensive pendant tout le reste de la campagne. 1605.

Mais, si des raisons si puissantes justifient pleinement Maurice de toute espèce de reproche, Spinola n'en est pas moins digne des éloges que lui ont donnés ses contemporains, qui le regardaient comme un des plus grands généraux de son siècle.

Grandes espérances des Espagnols.

En effet, les ministres espagnols, encore tout étonnés de l'énergie et des talens extraordinaires développés par Spinola durant cette campagne, énivrés maintenant de la plus flatteuse espérance de voir dans peu les provinces révoltées entièrement soumises, ne pouvaient que s'applaudir infiniment de l'intime confiance qu'ils lui avaient donnée. L'Archiduc lui-même, également animé par l'attente de nouveaux succès, se préparait sans relâche

1605. pendant l'hiver à pousser la guerre avec la dernière vigueur.

Bientôt ce Prince en transporta le théâtre en pays ennemi ; de sorte que le Brabant et la Flandre, délivrés enfin de ce terrible fléau, pouvaient lui payer des subsides annuels bien plus forts que par le passé. Mais, tout considérables qu'ils fussent, ils ne suffisaient point pour faire face à toutes les dépenses que nécessitait l'exécution du plan de campagne concerté avec Spinola. L'Archiduc résolut donc, pour se procurer de l'Espagne les fonds dont il avait besoin, d'envoyer une seconde fois ce Général à Madrid, nonobstant l'avis que les Ministres de cette Puissance lui avaient précédemment donné de l'extrême embarras où Philippe était réduit, à cause de la perte de plusieurs de ses vaisseaux chargés de trésors, engloutis par une tempête dans leur traversée d'Amérique en Europe. Malgré cet événement désastreux, Albert espérait toujours que la présence de Spinola à la cour du Monarque espagnol, sur l'esprit duquel il exerçait une influence enviée par la jalousie ministérielle, porterait ce prince à chercher quelque moyen extraordinaire, pour le secourir efficacement dans la conjoncture pénible où il se trouvait.

Spinola, parti de Bruxelles vers le milieu de l'hiver, se convainquit, à son arrivée à Madrid, qu'on n'avait point exagéré à l'Archiduc l'état d'épuisement où se trouvaient réduites les finances de Philippe. A peine y avait-il dans le trésor l'argent nécessaire pour payer les dépenses du gouvernement; et les ministres étaient loin d'espérer de pouvoir fournir, avant la fin de la campagne, les sommes indispensables pour pousser vigoureusement les opérations militaires. Cependant, Philippe ne pouvait se résoudre, au milieu de la victoire, à abandonner une cause qui l'intéressait si fort; et Spinola était déterminé à refuser le commandement de l'armée, si les fonds pour la solde des troupes n'étaient pas définitivement assurés. Il employa donc plusieurs semaines en sollicitations inutiles pour les obtenir (1). Enfin, les ministres, ayant offert d'engager le trésor attendu d'Amérique vers la fin de l'année, les marchands de Cadix et ceux des autres places de commerce de l'Espagne acceptèrent cette proposition, moyennant une obligation qui leur fut 1605.

Expédient des ministres espagnols pour lever des subsides.

(1) Ils se montaient à trois cent mille couronnes par mois.

1605. délivrée, à l'effet d'être remboursés du capital qu'ils consentaient d'avancer pour les besoins actuels de l'Etat. Mais, pleins de défiance en la bonne foi ou le défaut d'économie des ministres, ils exigèrent, comme principale condition, que les biens possédés en Italie par Spinola, demeurassent garans de cet emprunt.

1606. Spinola souscrivit, sans balancer, cette obligation; et muni enfin de lettres-de-change qui lui assuraient tout l'argent nécessaire pour prendre l'offensive, il retourna dans les Pays-Bas par l'Italie, où le retint pendant plusieurs semaines une fièvre qui l'empêcha d'arriver à Bruxelles avant le commencement de juin.

Maladie de Spinola.

Les Etats-Généraux n'avaient pas tardé à être instruits des obstacles que rencontrait ce Général par rapport à l'extrême épuisement des finances de l'Espagne, et ils se livraient à la trompeuse illusion de le voir échouer dans sa négociation. Ils avaient ensuite été cruellement abusés par le bruit de sa mort qu'ils regardaient comme le seul événement qui pût ralentir les préparatifs militaires de l'Archiduc. Engourdis par tant de fausses espérances, et portés sur tout par leur penchant naturel

Etrange nonchalance dans la conduite des Etats-Unis.

à éviter toute espèce de dépense, ils montrèrent une nonchalance sans exemple, et laissèrent échapper mal-adroitement l'intervalle que leur laissait la maladie de Spinola pour se préparer à lui tenir tête et soutenir l'honneur de leurs armes. Aussi de quelles inquiétudes ne furent-ils pas tourmentés à son retour dans les Pays-Bas, et lors de l'arrivée de troupes fraîches qui s'y rendaient journellement d'Allemagne et d'Italie, où elles avaient été enrôlées. Mais il n'était plus possible de remédier à l'erreur dont ils étaient le triste jouet; et le tems leur manquait pour augmenter leur armée par de nouvelles levées qu'ils se procuraient ordinairement dans la Grande-Bretagne. Outre cette faute capitale, presque tous les soldats protestans, enrôlés en France et en Allemagne, étaient, pour ainsi dire, retenus dans leurs foyers depuis tout l'été : en France, à cause d'un différend qui s'était élevé entre Henri IV et le duc de Bouillon : en Allemagne, au sujet d'une insurrection des habitans du duché de Brunswick contre leur Souverain. 1606.

Ainsi, l'extrême faiblesse de l'armée des Etats, au moment d'ouvrir la campagne, l'empêchant de se mesurer avec les forces supé- Opérations défensives, adoptées par le prince Maurice.

1606. rieures de l'ennemi, Maurice est contraint d'adopter un plan d'opérations purement défensif.

Son génie actif pourvoit d'abord sans relâche à la sûreté de celles des places frontières qui sont le plus en danger d'être attaquées ; et sur-tout il s'applique particulièrement à fortifier les rives du Waall et de l'Yssel, par-tout où l'ennemi peut porter ses forces.

Son coup-d'œil embrasse avec une égale rapidité les bords de toute cette partie du Waall qui s'étend du fort de Schench à l'île de Bommel, où il élève des redoutes à petites distances l'une de l'autre sur la digue Nord de cette rivière, avec ordre aux troupes commises à leur défense de se tenir prêtes à marcher pour se secourir mutuellement au premier signal d'une attaque. Enfin, un grand nombre de barques et de chaloupes armées sont établies en croisière pour épier les mouvemens de l'ennemi, et fondre sur lui s'il tente un embarquement.

L'attention de Maurice est aussi tournée sur l'Yssel qu'il fortifie avec les mêmes précautions, au moyen d'une autre ligne de redoutes élevées pareillement sur les bords de cette ri-

vière, depuis Arnheim jusqu'à Hattem, voisine, pour ainsi dire, du Zuider-Zee. 1606.

Déjà ces ouvrages, dans lesquels les Hollandais l'emportent sur toute autre nation, sont poussés avec la dernière vivacité et presqu'achevés avant que Spinola puisse ouvrir la campagne. Son plan, deviné des États et de Maurice, était de pénétrer dans le cœur des provinces d'Utrecht et de Hollande par le Bétuwe d'un côté et le Véluwe de l'autre. Il jugeait avec raison que tant que les Hollandais conserveraient leur supériorité sur mer, il ne pourrait envahir leur territoire que par sa frontière orientale. Plein de cette idée, il brûle d'enlever Utrecht, ville immense, mal fortifiée. Par ce coup de main, il eut réduit de fait les places fortes situées en grand nombre au Nord et à l'Orient de cette partie des Etats, en leur coupant toute communication avec la Hollande, devenue le dépôt des richesses et le point de réunion des provinces révoltées. Bien plus, la Hollande elle-même, mise à découvert de ce côté par l'entreprise qu'il méditait, eut pu être attaquée avec le plus grand succès, et servir de monument à sa gloire.

Spinola détermine à pénétrer dans les provinces d'Utrecht et de Hollande.

Cependant, les sages précautions prises par les Etats-Unis pour opposer la plus vigou-

1626. reuse résistance aux entreprises de Spinola, l'avaient convaincu d'avance des difficultés sans nombre qu'il aurait à vaincre pour exécuter son plan. Néanmoins, l'espoir de surprendre, d'un côté ou de l'autre, l'ennemi sans défense, ou de l'accabler par la supériorité du nombre, le rend inébranlable dans sa résolution.

Après avoir divisé ses forces, il donne au comte de Bucquoy le commandement de dix mille fantassins et de deux mille chevaux, avec ordre de ne rien négliger pour pénétrer par le Waall dans le pays de Betuwe, tandis que lui-même, à la tête d'une division encore plus nombreuse, se rend dans la province d'Over-Yssel qui, l'année précédente, avait été le théâtre de ses opérations militaires.

Bucquoy passe la Meuse à Mooch, et asscoit son camp près de ce village, résolu de tenter le passage du Waall entre le fort de Schench et Nimègue, pour, en cas de succès, assiéger cette dernière place. Il lance à cet effet sur cette rivière un grand nombre de bateaux, voiturés tout exprès de la Meuse, où il embarque un corps d'élite aux ordres de Justiniano, général italien, d'un talent recommandable. Mais avant que cet officier eût eu le tems de gagner le bord désiré, Dubois,

général français au service des Etats, avait 1605.
tiré à la hâte, de Nimègue, quelques compagnies Françaises et Anglaises, pour l'empêcher de prendre terre. Malgré cette manœuvre, Justiniano continue d'avancer, après avoir forcé d'abord à la retraite les bâtimens hollandais armés avec une batterie qui jouait du lieu même où il s'était embarqué. Bientôt, ce mouvement engage une action sanglante où il perd près de cent vingt hommes.

Alors, ses rameurs intimidés prétextant la rapidité du courant, abandonnent les bateaux au fil de l'eau. Dubois, sans s'émouvoir, longe la digue du Waall, et Justiniano tente de nouveaux efforts pour aborder. Mais, par-tout, les Hollandais sont sur la défensive. Enfin, la flotille batave, rangée sur six bateaux de front, attaque à son tour la flotille espagnole, la met en désordre, malgré sa bonne contenance, et force Justiniano d'abandonner son dessein.

Sur ces entrefaites, Spinola passait le Rhin à Rorerort, et s'avançait à travers la province d'Over-Yssel. Mais les pluies extraordinaires dont il avait été surpris avant de quitter cette position, et qui étaient tombées avec la même force pendant sa marche, avaient singulière-

1606. ment retardé ses progrès; car toutes les rivières élevées à une hauteur prodigieuse, l'avaient obligé de rassembler des chaloupes, ou de construire des ponts de bateaux aux lieux où, dans les saisons ordinaires, elles sont guéables. Outre ce fatal contre-tems, presque tout le pays qu'il lui fallut traverser étant naturellement humide et marécageux, les chemins se trouvaient par-tout tellement rompus, que fréquemment la moitié de son armée s'était vue obligée de marcher pendant des jours entiers bien loin derrière l'autre. Pour comble de maux, les caissons d'artillerie et les chariots chargés de provisions, au nombre de près de trois mille, n'avaient pu être traînés qu'avec les plus grandes difficultés pendant toute la marche; et, comme ils enfonçaient souvent dans la boue, souvent aussi étaient-ils une nouvelle occasion de désordre et de retard. Enfin, l'air mal-sain de la saison et les fatigues extraordinaires de l'armée y avaient répandu les maladies et la mort.

On touchait à la fin de juillet, et cependant Spinola n'avait pas encore atteint les environs de l'Yssel. Néanmoins, il entretenait toujours l'espoir de réussir dans son expédition. Mais, comme les pluies continuaient à tomber par

torrens, cette rivière n'était guéable nulle part. Indépendamment de cet accident inopiné, elle était couverte de bâtimens armés, qui rendaient impraticable la construction d'un pont de bateaux. De plus, Maurice avait eu tout le loisir de fortifier les bords opposés, et d'assembler une armée de dix mille fantassins et de deux mille cinq cents cavaliers, déterminés à lui disputer le passage jusqu'à la dernière extrémité. 1606.

Après avoir délibéré pendant plusieurs jours sur quel point il dirigerait sa première attaque, Spinola se proposait d'assiéger Deventer ou Zutphen. Mais, outre les précautions prises pour leur défense, Maurice avait assis son camp à égale distance de ces places, pour voler à leur secours avec des forces égales à celles des Espagnols.

Spinola faisait descendre en même tems la rivière au comte de Solve avec un détachement de son armée, pour tâcher de se frayer un passage dans le voisinage de Swoll, où il espérait ne point trouver l'ennemi sur un pied de défense aussi respectable qu'à Deventer. Vain espoir! Desolve est repoussé par la valeureuse garnison de Swoll, soutenue de quelques bâtimens armés.

1606. Ces obstacles et ces échecs déterminent enfin Spinola à ne plus penser à pénétrer dans le pays de Veluwe ; et prenant conseil de la prudence, il se borne à tourner ses armes contre plusieurs villes de la province de Zutphen, où Maurice ne pouvait traverser ses opérations, sans courir le danger d'un engagement général. D'abord, il attaque et prend Lockem, après quelques jours d'une faible résistance. Il court de-là mettre le siége devant Groll, ville beaucoup mieux fortifiée que Lockem, et défendue par une garnison de treize cents hommes. Spinola brûlait de s'emparer de cette place, sans s'inquiéter si le salut de la patrie ne pressait pas également Maurice de l'empêcher de s'en rendre maître.

Siége de Groll.

En effet, ce Prince renforce aussitôt son armée des garnisons de Zutphen, de Deventer, et de plusieurs autres places, dans la ferme résolution de chasser les Espagnols de devant Groll. Par malheur, Spinola, instruit de son dessein, pousse ses opérations avec une telle vivacité, que, nonobstant le carnage effroyable de ses troupes, il emporte en peu de jours tous les ouvrages extérieurs de la place.

A la vérité, les assiégés auraient pu tenir

jusqu'à l'arrivée de Maurice, si le gouverneur, 1606.
jeune guerrier sans expérience, soit ennui des continuelles importunités des habitans, soit crainte de voir exécuter les menaces que lui faisait Spinola de passer la garnison au fil de l'épée, à moins d'une prompte capitulation, n'eût rendu la ville après neuf jours 14 Août.
seulement de tranchée ouverte.

Maître de cette place, Spinola fait réparer quelques brèches aux fortifications, et quitte aussitôt la province d'Over-Yssel, où son armée souffrait extraordinairement de l'humidité du sol, pour la conduire dans un pays plus sain. Il assemble à cette fin un conseil de guerre où il est décidé, sur sa proposition, qu'il n'y a point, pour le moment, d'opération militaire qui offre plus d'espoir de succès, ni qui soit plus importante que le siége de Rhinberg.

Cette place, essentielle par l'importance et par Siége de
la commodité du passage qu'elle commande Rhinberg.
sur le Rhin, après avoir été différentes fois prise et reprise depuis le commencement de la guerre, était passée en 1601, par l'habileté de Maurice, sous la domination de la Hollande, qui l'avait rendue régulière et formidable à prix d'or. Ses anciennes fortifications,

1606 entourées d'abord d'un nouveau rempart renforcé par des demi-lunes, des redoutes et des ravelins, avaient été depuis encore environnées, conjointement avec ce rempart, d'un second fossé d'une largeur et d'une profondeur extraordinaires, où l'on avait pratiqué un chemin couvert. De plus, l'île, séparée de la ville par un canal étroit, la couvrait d'un fort immense flanqué de bastions réguliers, d'une étendue presqu'égale à celle de l'île même. Enfin, le bord opposé du fleuve la protégeait encore plus puissamment au moyen d'un autre fort qui, défendu par un profond retranchement, était en outre très-supérieur au premier par les prolongemens et la solidité de ses ouvrages.

Spinola calcule de sang froid, sans changer de résolution, tous les obstacles qu'il lui faut vaincre pour réduire une ville si forte et si abondamment pourvue de munitions de guerre et de bouche. Le souvenir de ses espérances déçues dans diverses attaques contre les provinces intérieures : son désir ardent de justifier au plutôt par quelque action d'éclat la haute opinion que la cour d'Espagne et l'Archiduc ont conçue de sa capacité : tout, jusqu'aux difficultés même que présente l'exé-

cution d'un si hardi projet, devient pour ce Général un aiguillon irrésistible qui le porte aux plus grands actes d'héroïsme, afin de satisfaire sa noble ambition, et remplir l'attente de Philippe et d'Albert. 1606.

En effet, Spinola, suivi de son armée, marche en personne sur Rhinberg par la rive septentrionale du Rhin, tandis que Bucquoy, qu'il avait appelé pour pousser de concert ce siége avec la dernière vivacité, longe en même tems avec ses troupes la rive méridionale de ce fleuve. Toutefois, Maurice, instruit à tems de leurs desseins et de la célérité de leurs manœuvres, détache aussitôt, pour rompre leurs mesures, Henri-Frédéric, son frère, avec un renfort de deux mille hommes qui pénètrent dans la place avant que les Espagnols aient fini leurs retranchemens. Henri escorté, pour ce coup-de-main, d'un gros de cavalerie, sous la protection duquel il l'exécute sans perdre un seul homme, rentre avec ce corps au camp, que son frère se disposait à lever pour voler au secours des assiégés.

Cependant Spinola, impatient de se couvrir de nouveaux lauriers, attaque en premier lieu le fort dont il vient d'être parlé, situé

1606 sur la rive opposée à Rhinberg. Comme on le jugeait de la dernière importance, et qu'il communiquait à la place et à l'île par des ponts établis au besoin, on avait confié sa défense à Edmond, officier écossais, qui s'était élevé par un mérite extraordinaire de la condition de simple soldat au rang de Colonel. Outre une nombreuse garnison, plus de soixante et dix Chevaliers français, accourus des Pays-Bas pour se former à la guerre sous un si grand maître, le suivaient en qualité de Volontaires : et comme ils avaient une brillante perspective d'avancement à leur retour en France, ils brûlaient de s'en rendre dignes en affrontant la mort dans les actions les plus périlleuses. Edmond, à la tête de cette valeureuse troupe, soutenue de la garnison, composée de cavalerie et d'infanterie, fond sur Spinola à sa première approche, et met en désordre la majeure partie de son armée, dont il fait un affreux carnage. Spinola lui-même, sur le point d'être fait prisonnier, ne doit sa délivrance qu'aux troupes fraîches arrivées à son secours, qui se précipitant dans la mêlée, repoussent enfin Emond, et l'obligent de rentrer dans le fort.

Spinola, tout étonné de la chaleur de ce

premier engagement, s'attendait, sans doute, 1606.
à la résistance la plus opiniâtre de la part d'une garnison qui venait de faire preuve d'un si ferme courage, qu'animait encore le caractère héroïque d'Edmond. Mais, peu de jours après cette vigoureuse sortie, ce Général, visitant ses retranchemens, est frappé à mort par un coup tiré du camp espagnol. Alors, cette même garnison, réduite par la douleur au dernier découragement, évacue le fort pendant la nuit, et se retire dans l'île.

Cette mesure désespérée, suite malheureuse de la consternation soudaine répandue parmi les soldats d'Edmond, au récit du funeste événement qui leur enlève ce grand capitaine, entraîne les conséquences les plus terribles. En effet, les fortifications de l'île, presque toutes commandées par l'artillerie de ce fort si promptement abandonné, sont aussitôt foudroyées avec une si prodigieuse vivacité, que les Hollandais, ne pouvant répondre de leurs remparts avec le moindre succès au feu continuel des Espagnols, sont contraints de se retirer dans la ville.

Spinola, usant à propos de cet avantage, ajoute à l'instant même de nouvelles fortifica-

1606. tions à celles dont le sort des armes vient de le rendre maître, afin d'empêcher Maurice de secourir de ce côté les assiégés. Il rompt aussi le pont de bateaux construit à Rorerort; et concentrant sur le Rhin la plus grande partie de ses forces, il se met en devoir de soutenir Bucquoy qui avait déjà ouvert la tranchée davant Rhinberg.

Toutefois, malgré que le bord opposé du fleuve ne doive plus donner d'inquiétude à Spinola, il ne s'en fortifie pas moins sur l'autre, en creusant un profond retranchement autour de son camp. Ennemi des bras inutiles, conducteur en persónne de ces pénibles travaux, ils se poursuivent sous ses yeux avec la même vivacité que sont poussées les approches de la ville qui occupent presque toute l'armée.

Mais la garnison n'oublie rien non plus de ce que peuvent lui suggérer la prudençe et la bravoure, pour retarder les progrès des assiégeans. Animée par l'exemple des volontaires français, et pleine de mépris pour les dangers, elle fait sur l'ennemi plusieurs sorties foudroyantes, où quelquefois elle parvient à démolir ses ouvrages, et toujours à lui tuer beaucoup de monde.

Cependant, les efforts des assiégeans sont

constamment proportionnés aux obstacles qu'ils ont à vaincre, et jamais, dans aucune occasion, Spinola n'avait donné de plus fortes preuves d'énergie, de savoir et de magnanimité. Par tout, il partage les périls avec ses troupes; par tout, il montre dans ses opérations la plus grande égalité d'ame et la plus parfaite tranquillité. La conduite de Bucquoy et celle de Velasco justifient pleinement aussi l'opinion qu'on a conçue de leurs talens. Le duc d'Ossuna, grand d'Espagne de la première classe, les princes de Caserte et de Palestrine, les marquis d'Est et de Bentivoglio (1) se mêlent sans cesse dans les premiers rangs des combattans, et leur donnent constamment de glorieux exemples de la plus éclatante valeur. Le courage des troupes contrebalance l'héroïsme du Général et des officiers. Les Italiens et les Espagnols d'une part; les Wallons et les Allemands de l'autre, stimulés par leurs chefs et par l'ambition de surpasser leurs compagnons d'armes, déploient dans chaque rencontre l'intrépidité la plus déterminée. 1606.

En effet, la garnison, malgré la plus belle

(1) Neveu du célèbre historien de ce nom.

1606. résistance, est forcée d'abandonner successivement les fortifications, et reconnaît enfin que, pour éviter son entière destruction, elle doit capituler incessamment, à moins que Maurice ne vienne la dégager au plus vite.

Déjà ce Prince avait passé le Rhin près de Wesel avec une armée de quatorze ou quinze mille hommes, et s'était avancé tout près d'Alphen, située à peu de distance de Rhinberg.

Cette approche soudaine et les divers mouvemens des Hollandais étaient pour Spinola l'indice certain d'une prochaine attaque de ses retranchemens. Pour la rendre inutile, il met à l'instant en état de défense quelques montagnes voisines de son camp, et rappelle les troupes qui gardaient le fort situé sur la rive opposée, afin de renforcer ses bataillons, et recevoir le combat si l'ennemi le lui présentait.

Mais Maurice, doué d'une prudence consommée, connaissait trop bien le caractère altier de Spinola et l'extrême difficulté d'enlever ses positions, pour hasarder la perte de son armée. Il avait même désespéré du salut de Rhinberg, du moment que les soldats d'Edmond eurent évacué son principal boulevard, puisque toute communication avec la ville se trouvait interceptée de ce côté, et que l'ennemi demeurait

maître de rassembler en un instant toutes ses forces. Outre cet avantage considérable, l'armée espagnole était bien supérieure en nombre à celle de Maurice, et Spinola n'avait rien négligé pour prévenir toute surprise. Il était donc impossible de l'attaquer, sans se résoudre à courir le hasard d'une action générale. D'ailleurs, Maurice considérait que la conservation de la place assiégée serait le seul fruit qu'il retirerait de sa victoire; tandis qu'une défaite de l'armée hollandaise, suivie de la perte d'autres villes d'une importance bien plus réelle que Rhinberg pour les Provinces-Unies, faciliterait à l'ennemi les moyens d'exécuter son premier plan d'invasion dans le pays au de-là du Waall. Enfin, Maurice pensait qu'il était infiniment plus heureux que Spinola se fût engagé avec de si nombreuses forces dans une entreprise dont la réussite n'affecterait que médiocrement la prospérité de sa patrie. Son plus ardent désir était donc de l'y voir persister, afin qu'il usât toutes ses ressources, et laissât échapper le reste de la saison en courant après une vaine gloire. 1606.

Quoi qu'il en soit, on traitait d'indolence la sage circonspection de Maurice. Les Etats-Généraux eux-mêmes dépêchèrent des députés

1606. à ce Prince, pour lui témoigner combien ils étaient affligés de ce qu'il n'avait pas disputé victorieusement Rhinberg à Spinola. Mais Maurice eut bientôt rangé les députés à son avis par des raisonnemens sans replique; et méprisant la censure générale à laquelle était exposée sa conduite, il n'en demeura que plus ferme dans sa résolution. Néanmoins, la rapidité des marches et contre-marches de son armée entretenaient toujours la garnison dans l'espoir de recevoir incessamment un renfort: elles tenaient de plus l'ennemi dans de continuelles alarmes, et retardaient en quelque sorte ses progrès. Mais Uthenhove, gouverneur de la place, s'appercevant enfin que Maurice n'avait pas une intention réelle de secourir les assiégés, et craignant un assaut s'il tenait plus long-tems, offrit à l'ennemi de capituler à des conditions honorables.

Capitulation de Rhinberg. Premier Octobre.

Spinola balance d'autant moins à prêter l'oreille à cette proposition, qu'outre l'approche de l'hiver, le fer et la maladie avaient tellement diminué son armée, qu'à la fin du siége, il restait à peine, dans beaucoup de Régimens, la moitié du nombre d'hommes accoutumé. (1).

(1) Grotius, lib. XV. — Van Meteren, lib. XXVIII. — Bentivoglio, part. III, lib. VII.

Bien plus, ce général qui, jusqu'alors, était parvenu à maintenir la plus exacte discipline parmi ses soldats, en avait ressenti de salutaires effets par l'extrême abondance que les pays voisins de son camp y avaient constamment entretenue. Mais, la prise faite, peu de jours avant l'attaque de Rhinberg, d'un convoi chargé d'une partie de ses trésors, et la faillite inattendue de plusieurs des marchands espagnols, accepteurs de lettres de change à son profit, qui avaient essuyé sur mer des pertes inestimables, le réduisaient maintenant à suspendre la paye de ses troupes, dont l'arriéré prenait chaque jour un accroissement effrayant. 1606.

Elles lui en avaient porté leurs plaintes avant la fin du siége de Rhinberg ; et, peu de tems après, elles s'étaient permis de faire éclater ce même esprit de mutinerie, dont les suites furent toujours si funestes aux intérêts de l'Espagne dans les Pays-Bas. Néanmoins, Spinola avait toujours eu l'art de mêler la douceur à la sévérité dans sa conduite envers les mutins ; et il n'oubliait rien pour empêcher que la contagion ne devînt générale. Mais, dans cette occasion, presque tous ses efforts échouèrent contre la fureur de désertion qui fit passer un nombre

Mutinerie et désertion des troupes espagnoles.

1606. considérable de ces rebelles chez l'ennemi. En même tems, un corps de deux mille hommes, infanterie et cavalerie, suivi de beaucoup d'officiers, dirigeait sa marche sur Breda, pour se mettre sous la protection de Maurice. Ce Prince, selon sa coutume ordinaire, inoculant sans cesse la révolte dans le camp espagnol, intima l'ordre au Gouverneur de Breda de permettre à ces déserteurs de fortifier leurs quartiers sous le canon de la ville, et d'acheter des provisions des habitans.

A peine fut-il instruit de la capitulation de Rhinberg, qu'il se retira avec son armée dans la Province d'Over-Yssel, bien résolu de profiter utilement de la rébellion des troupes de Spinola pour reprendre quelques-unes des villes enlevées sur les Etats dans cette Province. Et d'abord, il attaque et emporte en peu de jours Lockem, d'où il vole devant Groll. Spinola, dans l'angoisse de conserver une place à laquelle il attache un prix infini, conçoit aussitôt la pensée d'y jeter du secours, et tient un conseil de guerre, pour exécuter immédiatement son dessein. Mais presque tous les officiers s'empressent de l'en détourner, en lui représentant l'inclémence de la saison, l'excessive humidité du pays qu'il faut tra-

Siége de Groll.

verser, l'extrême faiblesse de son armée, et 1606.
sur tout les suites déplorables qu'entraînerait une défaite. Spinola demeure profondément frappé de la force de ces objections. Cependant, la prise de Groll serait, à son avis, le triste avant-coureur de la perte totale de toutes ses conquêtes au-delà du Rhin, et rendrait inutile la possession de Rhinberg, dont toute l'importance consistait principalement dans la libre communication qu'elle assurait avec les autres places asservies. Enfin, ajouta-t-il, un si funeste revers détruirait en un instant, avec toute sa gloire, tant de travaux guerriers achetés par des flots de sang et par d'immenses trésors.

Encouragé par ces motifs, il persiste dans une résolution que semblent repousser peut-être les principes de la prudence, et choisit, sans balancer, dans toute son armée, huit mille fantassins et douze cents cavaliers, sur l'obéissance et la bravoure de qui il peut absolument compter, pour exécuter toute entreprise, si dangereuse qu'elle soit. Ces troupes, animées par une distinction si flatteuse, se mettent en marche avec une ardeur et une gaîté sans exemple.

Spinola, convaincu que le succès d'une

1606. pareille tentative dépend entièrement de ne point donner à l'ennemi le tems de finir ses retranchemens, précipite sa marche avec le vol de l'aigle, et se trouve en peu de jours devant Groll. Sa pensée le servait à souhait, car Maurice ne s'attendant pas à être troublé dans ses opérations, s'était peu mis en peine de prendre toutes les précautions qui pouvaient empêcher Spinola d'approcher. Uniquement occupé de la santé de ses soldats, il avait négligé de tirer des lignes de circonvallation autour de la place; et son camp même n'était défendu d'un côté que par un marais, qu'il avait jugé suffisant pour arrêter toute incursion soudaine de l'ennemi.

C'est précisément de ce côté que Spinola dirige son attaque. Il divise d'abord son armée en quatre bataillons soutenus, chacun, par un certain nombre de chevaux et un petit train d'artillerie, couverts sur leurs flancs par un double rang de charrois. Il parcourt de là tous les rangs, échauffe le courage de ses braves compagnons par les plus pressantes exhortations, et donne le signal d'avancer, en criant: *Vaincre ou mourir.*

Mais, aux premières approches de Spinola, Maurice croit devoir refuser le combat, et

lève le siége de Groll. D'abord, il fait retirer ses troupes en bon ordre, et les met à l'abri de tout danger dans une forte position près du terrain où il avait assis son camp. Bientôt après, il s'éloigne encore infiniment plus de la place qu'il brûlait de réduire sous sa puissance. A la vérité, son armée l'emportait de beaucoup sur celle de Spinola par la multitude des combattans; mais les maladies et les fatigues d'une longue campagne l'avaient presqu'entièrement épuisée; et Maurice était trop expérimenté pour ignorer que le sort des combats dépend moins du grand nombre que de la vigueur et de l'intrépidité des soldats. Cependant, sa conduite fut un objet de censure et de surprise pour des hommes sans lumières : mais, comme ses talens et sa grandeur d'ame étaient à toute épreuve, la contrainte qu'il imposa dans cette occasion à son courage, lui mérita les applaudissemens et l'admiration des gens prudens et judicieux. 1606

Ainsi se termina cette campagne, au milieu de revers que toute la prudence humaine ne pouvait prévoir : car, si Spinola fut trompé dans l'attente où il était de réduire les parties intérieures des Provinces-Unies, du moins sa conduite admirable durant le siége de

1605. Rhinberg, et son habileté à secourir Groll, sont-elles, aux yeux de tout homme versé dans l'art militaire, autant de preuves incontestables que la Nature avait doué ce général d'un génie et d'une bravoure extraordinaires pour exécuter, avec le plus brillant succès, le plan qu'il avait si merveilleusement conçu (1).

---

(1) Piasecii Chronica. — Grotius, lib. XV. — Bentivoglio, part. III, lib. VII. — Meteren, lib. XXVIII.

FIN DU SECOND LIVRE.

HISTOIRE

DU RÈGNE

DE PHILIPPE III,

ROI D'ESPAGNE.

LIVRE TROISIÈME.

ARGUMENT.

Négociations pour la paix. — Progrès dans les arts et dans le commerce des Pays-Bas. — Opérations dans les Indes. — Établissemens des Portugais dans l'Inde. — Commerce des Hollandais dans les deux Indes et sur la côte d'Afrique. — Création de la Compagnie des Indes Orientales hollandaise. — Efforts des Espagnols pour détruire le commerce de la Hollande. — Causes qui décident les Ministres de Philippe à désirer la paix. — Pour laquelle incline

également l'Archiduc. — Motifs de ce Prince. — Elle est pareillement recommandée par Spinola. — Albert l'offre aux Confédérés. — Maurice y est contraire. — Elle est fortement appuyée par Barnevelt. — Fermeté des États-Unis pour une reconnaissance explicite de leur liberté absolue. — Lettre des Archiducs aux États-Unis. — Joie que cause au peuple hollandais la perspective d'une prochaine paix. — Un Parti dans les États-Unis représente les propositions des Archiducs comme insidieuses. — La négociation pour la paix, objet de surprise pour les Princes et États voisins de la Hollande. — Pareillement un objet de jalousie. — Conduite du Roi de France envers les États-Unis après la paix de Vervins. — Le président Jeannin, ambassadeur de France à la Haye. — Le Roi d'Angleterre concourt avec le Monarque français à l'établissement de la paix. — Opérations des Hollandais sur mer, sous l'amiral Hermskirk. — Combat livré par cet amiral à l'Escadre espagnole mouillée dans la Baye de Gibraltar. — Sa mort. — Fureur vindicative des Hollandais. — Ils obtiennent une victoire signalée. — Effets qu'elle

produit sur les Parties belligérantes. — L'empressement des Archiducs pour la paix, encourage les Hollandais à exiger les conditions les plus avantageuses. — Les États-Unis mécontens de la ratification des Préliminaires de paix par Philippe. — Danger que court le traité d'être rompu. — Les États-Unis consentent à rappeler leur flotte en croisière sur les côtes d'Espagne. — Débats et Factions dans les Provinces-Unies. — Raisonnemens que fait valoir Barnevelt pour la paix. — Commissaires ad hoc, *nommés par l'Espagne. — Et par les États-Unis. — Défiances des Hollandais contre l'Espagne. — Ils refusent de renoncer au commerce de l'Inde. — Les propriétés des individus rendues par le traité de paix. — Obstination des Hollandais. — Discussion concernant la Religion Catholique et le commerce de l'Inde. — Le président Jeannin admis à une audience des États. — Mémoire sur les avantages d'une trève pour les Provinces-Unies par ce négociateur. — Partis pour et contre la paix. — Répugnance de Philippe, pour reconnaître l'indépendance des États-Unis. — Scrupules religieux de ce Prince. — Il ratifie les articles préliminaires. —*

Contestations sur le commerce de l'Inde. — Conclusion d'une trève de douze ans.

Negociations pour la paix.

PEU de tems après l'issue des événemens dont on vient de tracer le tableau, la paix vint se montrer avec tous ses charmes aux Puissances ennemies; et, descendant au fond de leurs cœurs, elle les anima du sincère désir d'entamer des négociations, à l'effet de mettre un terme aux maux sans nombre dont une guerre cruelle accablait leurs malheureuses contrées. Mais, afin de pénétrer à fond les vues et les motifs qui portèrent ces Puissances à prendre sans retour des sentimens assez généreux pour arrêter dans sa course ce fléau dévorateur de l'espèce humaine, il est indispensable de présenter dans ce livre, avec plus d'avantage qu'on n'aurait pu le faire dans les deux précédens, un récit très-circonstancié de plusieurs de leurs opérations maritimes en Asie et en Amérique.

On doit être surpris avec raison qu'un Etat renfermé dans un territoire aussi petit que celui des Provinces-Unies, ait pu faire face aux

dépenses énormes d'une guerre intérieure contre une monarchie aussi redoutable que l'Espagne. Cependant, les efforts de la Hollande, pendant la durée de cette guerre, ne se bornèrent point aux Pays-Bas. Elle entretint en même tems sur mer une escadre formidable, avec laquelle elle triompha constamment des armées navales de Philippe, lors même qu'elle s'emparait des vastes possessions de ce Prince dans les parties les plus reculées du Globe. A la vérité, elle dut presque tous ses succès dans les Pays-Bas à l'argent et aux troupes que lui firent passer le magnanime Henri et la généreuse Elisabeth. Mais, comme les secours du roi de France et de la reine de la Grande-Bretagne étaient loin de suffire aux frais d'une lutte si terrible et si dispendieuse, cette république naissante eut, sans doute, disparu devant les nombreuses armées de Philippe, sans les ressources immenses qu'elle eut l'art de s'ouvrir par l'extension de son commerce.

Progrès des arts dans les Pays-Bas.

Depuis plusieurs siècles, les habitans des Pays-Bas s'étaient rendus célèbres par leur industrie et par leurs progrès dans les Manufactures. Ils avaient déjà donné des preuves de la supériorité de leur génie commercial au tems

même de la république romaine (1). Ils furent encore les premiers à s'occuper de la renaissance et de la culture des arts utiles à la vie. Ils firent aussi, les premiers, refleurir les Sciences et les Lettres, après leur presqu'extinction à l'époque du renversement de l'empire des Césars par les nations féroces qui se répandirent du fond du Nord dans l'Italie. Vers le milieu du dixième siècle, Baudoin, comte de Flandre, établit des marchés publics ou foires, où se rendaient de l'Allemagne, de la France et d'autres pays, une foule de marchands, pour l'achat de Manufactures dans lesquelles les Flamands avaient acquis la dernière célébrité. Les successeurs de Baudoin suivirent son exemple pendant près de trois siècles, qui furent pour ce Peuple l'époque la plus brillante d'une industrie et d'un commerce que ne purent jamais rivaliser les autres nations européennes. Mais, comme il est écrit au livre des Destins que tout doit avoir un terme dans les choses humaines, ces stimulateurs de la prospérité publique furent enfin suivis d'au-

(1) Est summæ genus solertiæ, atque ad omnia imitanda quæ à quoquo traduntur aptissimum. (Vide Cæsar, lib. VII.).

tres Souverains qui, pour subvenir aux frais excessifs des guerres qu'ils avaient souvent à soutenir contre les Princes voisins, jugèrent à propos de surcharger de taxes les Marchandises nationales. Des impositions aussi onéreuses révoltèrent presque tous les Manufacturiers et tous les Marchands qui, pour s'y soustraire, résolurent de se retirer en Hollande, où ils furent tout à-la-fois exempts de tributs d'aucune espèce, et bien moins exposés aux calamités de la guerre, si fréquemment renouvelées dans les Provinces les plus ouvertes de la Flandre et du Brabant.

L'art de saler le hareng, découvert au quatorzième siècle par Guillaume Bucrem, natif de Picrulem en Flandre; cet art qui devint pour les Pays-Bas une source de richesse et d'industrie si abondante et si précieuse, fut d'abord cultivé par les habitans de l'Ecluse et de Bruges. Il passa bientôt entre les mains des Hollandais qui, après l'avoir porté au dernier degré de perfection, en retirèrent tous les avantages que leur donnait leur situation pour le commercer avec succès. Outre la pêche du hareng, ils faisaient aussi celle de la baleine et de la morue. Par conséquent, au moyen d'une immense exportation de poisson et de manu-

factures, ils parvinrent à étendre chaque année leur commerce dans les parties méridionales de l'Europe, dans les contrées qui environnent la Baltique, et dans les parties de l'Allemagne avec lesquelles ils communiquent par le Rhin et les autres rivières qui traversent leur territoire, pour porter leurs eaux à la mer.

Avant le milieu du seizième siècle, les persécutions exercées sur les Réformés de France et d'Allemagne, pour cause de religion, produisirent un merveilleux changement dans les provinces de Hollande et de Zélande, par le prodigieux accroissement du nombre de leurs habitans. Charles-Quint avait d'abord résolu de bannir les Protestans de ses domaines des Pays-Bas et d'Allemagne; mais entraîné par sa tendre affection pour les Hollandais et les Flamands ses sujets, il abandonna ce funeste dessein, dans la crainte que la rigoureuse exécution de ses Edits ne portât un coup mortel à leurs manufactures et à leur commerce.

Par une conséquence toute naturelle, les Protestans français et allemands trouvèrent un asile dans les Pays-Bas, où ils transportèrent leurs familles, leurs richesses et leur industrie. Le Brabant et la Flandre partagèrent avec les

Provinces maritimes, les plus septentrionales de cette florissante contrée, les précieux avantages d'une nouvelle source d'opulence, dont les privait depuis si long-tems l'esprit d'intolérance et d'oppression du gouvernement espagnol. Les Manufacturiers et les Marchands entr'autres étaient les plus ardens zélateurs des opinions des Réformés : aussi furent-ils poursuivis sans relâche avec une fureur implacable, et surchargés de taxes énormes imposées par le plus odieux arbitraire. Une conduite aussi barbare qu'impolitique, força plusieurs milliers de ces hommes industrieux à chercher un asile dans des régions habitées par la tolérance et par l'humanité. Beaucoup se réfugièrent dans la Grande-Bretagne, où la sagesse d'Elisabeth leur accorda la protection la plus signalée. Mais quand, à force de persévérance, les Provinces maritimes eurent enfin consolidé leur liberté, et que, par un sort tout contraire, les malheureux habitans de Gand, de Bruges et d'Anvers se virent obligés, aprés d'inutiles efforts, de retourner sous le joug espagnol, presque tous les émigrans flamands se retirèrent en Hollande ou en Zélande, et s'établirent à Middelbourg, Haerlem, Leyde et Amsterdam, où ils jouirent en paix du libre

exercice de leur religion : privilége qu'ils regardaient comme la plus douce compensation de tous les maux qu'ils avaient soufferts pour l'obtenir. Cependant, la terre hospitalière qu'ils venaient de choisir désormais pour patrie, avait trop peu d'étendue pour nourrir même le tiers de ses habitans. Mais, au moyen de sa position au cœur de l'Europe, à l'embouchure de plusieurs rivières navigables, et de la libre communication ouverte entre presque toutes les villes par ces mêmes rivières, ou par de nombreux canaux, il n'existait point de pays plus commode pour le commerce intérieur ou étranger. Aussi les prévoyans et laborieux refugiés, qu'il venait de recueillir, eurent-ils bientôt apprécié les immenses avantages que leur offrait une si heureuse situation, et surent-ils profiter habilement de cette inestimable ressource pour se livrer sans réserve aux divers genres d'industrie qui, seuls, pouvaient leur acquérir des moyens d'existence et de protection.

Et dans le commerce.

Ils ne négligèrent aucune des branches commerciales dont ils purent s'emparer, ou de laquelle ils espéraient retirer quelque profit. Ils ne se bornèrent pas, comme le commun des peuples, à la seule exportation de celles de

leurs denrées qu'économisait leur sobriété naturelle, ou à la simple importation des marchandises qu'exigeaient leurs besoins ; mais ils commerçaient également pour les autres nations ; et presque tous leurs vaisseaux étaient continuellement employés au transport des marchandises d'un pays dans un autre. Les villes anséatiques ou maritimes de la Baltique furent d'abord en possession de ce genre de commerce : mais la situation de la Hollande au centre des nations du Nord et du Midi de l'Europe, était infiniment plus favorable pour lui donner le dernier degré d'extension. Outre cet avantage, les Hollandais se livrèrent avec d'autant plus d'ardeur au système commercial, que la gravité des circonstances où le sort les avait réduits, leur imposait la rigoureuse nécessité d'un travail et d'une action perpétuels. Une si courageuse persévérance appuyée d'une extrême frugalité, d'une sévère économie, et sur tout de gains très-modérés, dont ils savaient se contenter, les fit triompher de leurs nombreux concurrens, et les rendit maîtres, pour ainsi dire, du commerce du Monde entier.

L'exportation des bleds et celle des munitions navales furent les branches les plus considérables que les Hollandais cultivèrent par-

ticulièrement avec une incroyable activité. Ils tiraient ces bleds et ces munitions des pays environnant la Baltique, et les transportaient dans les ports d'Espagne et de Portugal, où ils recevaient en échange, outre les fruits, les vins et les autres productions de ces royaumes méridionaux, l'or et l'argent d'Amérique, avec les épiceries et les autres productions que les Portugais y importaient de l'Inde ou de Lisbonne. On ne peut assigner précisément l'époque où ce genre de commerce prit naissance. Peu considérable d'abord, il ne pouvait fixer l'attention des historiens. Mais le commencement du seizième siècle le vit s'accroître considérablement; et, vers le milieu du siècle actuel, il était regardé comme un objet de la plus haute importance. Devenu également nécessaire pour l'Espagne et le Portugal, comme pour les Provinces-Unies, la Cour de Madrid le toléra pendant quelques années après la révolte des Pays-Bas; et les Hollandais eux-mêmes ne prenaient d'autre précaution, pour le continuer, que de naviguer sous le pavillon de quelque puissance neutre en paix avec l'Espagne. Mais le ressentiment de l'aveugle Philippe contre ses sujets révoltés, trop violent quelquefois pour être retenu par les considé-

rations de la politique et de la prudence, ordonna souvent la confiscation des vaisseaux hollandais, l'emprisonnement de leurs capitaines, la peine des galères pour les matelots, ou l'atroce condamnation de servir à bord des escadres espagnoles. Enfin, ce monarque soupçonneux, plein de l'idée que le commerce qu'il avait en quelque sorte permis jusqu'alors à cette nation industrieuse, lui était infiniment plus lucratif qu'à lui-même, résolut de la priver d'un avantage qu'il regardait comme une des principales sources de l'accroissement de ses richesses et de ses forces. Entraîné par cette persuasion, il ordonna de mettre en vigueur un Edit fatal, précédemment émané de son conseil, où il défendait à ses sujets espagnols et portugais toute espèce de communication avec les Provinces révoltées. D'après cette résolution, les marchands hollandais furent, chaque année, plus tourmentés que l'année précédente, jusqu'à ce que tant de contraintes, tant de vexations dévorées dans le silence du désespoir fussent parvenues à un terme où elles ne pouvaient plus être supportées.

Forcés par tant de barbarie d'abandonner un commerce si avantageux, ces marchands ne

se découragèrent point, et travaillèrent à s'assurer par eux-mêmes, à l'avenir, des fruits qu'ils en avaient retirés jusqu'ici.

Après avoir été les voituriers des Portugais pendant tant d'années, et les fournisseurs des riches productions de l'Orient chez les Peuples du Nord, ils savaient bien où s'en procurer le prompt débit, et n'étaient pas moins exactement informés de l'accroissement annuel des demandes qu'on en faisait. Ils ne pouvaient pas plus douter, lorsqu'ils considéraient les avantages extraordinaires de leur situation et la supériorité de leur puissance navale, d'enlever incessamment aux Portugais ce commerce immense, pourvu qu'ils parvinssent à se pourvoir directement des marchandises nécessaires pour les importer d'Asie en Europe.

Mais, pour exécuter un si vaste projet, il fallait entreprendre un voyage de plusieurs mille lieues sur des mers entièrement inconnues aux Hollandais: il fallait parcourir des pays sur lesquels ils n'avaient pas plus de notions: il fallait, sur tout, après leur arrivée dans l'Inde, entrer en concurrence avec une nation hardie, entreprenante, qui, pour se maintenir dans la possession absolue du commerce de ces contrées, avait levé une armée formidable pour

l'y protéger. Cependant, les Hollandais, malgré leur esprit pacifique, n'en persistèrent pas moins dans leur dessein. Afin d'abréger ce voyage, dont le long cours sur des mers qu'ils n'avaient jamais explorées faisait le principal objet de toutes leurs craintes, ils tentèrent à trois différentes reprises de découvrir un passage dans l'Inde par l'Océan septentrional. Mais, ces efforts demeurés sans succès, comme tous ceux de ce genre entrepris précédemment, les décidèrent à se rendre dans cette partie du Monde par la route ordinaire, s'il se présentait un navigateur doué de connaissances pratiques assez approfondies pour diriger leur expédition.

Précisément un heureux hazard porta Cornelius Houtman, natif de Flandre, détenu dans les prisons de Lisbonne pour dettes, à s'adresser, pour obtenir sa délivrance, à plusieurs marchands d'Amsterdam, qui reçurent sa requête au moment où l'on délibérait sur cette entreprise. Houtman représentait qu'ayant fait avec les Portugais plusieurs voyages dans l'Inde, il avait acquis dans des navigations d'un si long cours, et sur la nature du commerce asiatique une infinité de lumières qu'il s'empressait d'offrir avec ses services personnels, en qualité de

commandant en chef de l'expédition projettée, si on voulait lui faire passer l'argent nécessaire pour recouvrer sa liberté. On accepta, sans balancer, sa proposition ; l'argent dont il avait besoin lui fut envoyé sur le champ ; et, bientôt après, il parut à Amsterdam. Les marchands pleinement satisfaits de ses avis, de sa pénétration et de la supériorité de ses talens, formèrent immédiatement une association sous le nom *de Compagnie des Régions éloignées*, qui mit à la mer quatre vaisseaux commandés par ce hardi marin (1). Outre des munitions de toute espèce et diverses marchandises propres à flatter le goût des Indiens, on embarqua sur cette petite escadre deux cent cinquante hommes, avec cent pièces de canon fournies par les Etats.

Comme le principal but des Hollandais, en ordonnant ce voyage, était de connaître à fond l'Inde et ses innombrables productions, pour en former autant de branches commerciales, ils recommandèrent expressément à Houtman

---

(1) Les deux plus grands de ces vaisseaux étaient de deux cent trente tonneaux ; le troisième de cent trente, et le quatrième de cinquante. On estima quatre cent mille florins la valeur de cet équipement.

de n'approcher d'aucun établissement portugais, et d'éviter soigneusement toute hostilité inutile. Ce navigateur suivit si scrupuleusement ses instructions, que loin d'arrêter l'archevêque de Goa qui revenait en Europe sur un Transport, il laissa ce prélat continuer paisiblement sa route, quand il en eut reçu les renseignemens qu'il désirait.

Après avoir visité les côtes d'Afrique et du Brésil, Houtman doubla le cap de Bonne-Espérance et se dirigea sur Madagascar et Sainte-Marie, où il fut retenu pendant quelque tems par l'effet d'une mésintelligence survenue entre lui et les autres commandans, relativement à la route qu'il fallait suivre. Enfin, il fit voile de Sainte-Marie pour Sumatra, d'où il se rendit à Bantam dans l'île de Java, où il commença à acheter du poivre et d'autres épiceries. Il fut d'abord bien accueilli des Naturels qui n'étaient point éloignés de conclure avec lui un traité de commerce. Mais, les marchands portugais, dont Bantam était presqu'entièrement peuplée, pleins de jalousie de l'agréable réception qui venait d'être faite à Houtman, résolurent d'employer tout leur crédit pour consommer sa ruine. A cet effet, ils se munirent de riches présens, seul moyen de trou-

Opérations dans les Indes.

Juin 1595.

1595. ver accès auprès des Princes Indiens, et peignirent au Roi, ou Général de Bantam, les Hollandais comme autant de pirates et d'ennemis communs du Genre humain, qui ne tarderaient pas à faire ressentir à ses sujets les terribles effets de leurs rapines et de leurs violences, s'il ne saisissait l'occasion présente où ils étaient en petit nombre, pour les massacrer et empêcher leur retour en Europe. Le gouverneur ignorant, et par conséquent crédule, se laissa persuader aisément par cette monstrueuse calomnie, et consentit à suivre un si horrible conseil. Mais, à défaut de bravoure et de talens militaires pour exterminer les Hollandais, les armes à la main, il employa la supercherie, la trahison; et feignant un désir sincère de conclure le traité de commerce qu'ils lui proposaient, il invita Houtman à se rendre à son palais avec ses officiers, pour en régler les conditions. Houtman, suivi seulement de deux de ses compagnons, et très-éloigné de toute défiance, se présente aussitôt avec eux chez ce Prince qui les précipite dans les fers. Ce gouverneur avait eu l'absurdité de croire que tous les officiers accepteraient son invitation, et que, ne s'en trouvant plus à bord des vaisseaux pour commander les équipages

il lui serait très-facile de s'en emparer. Trompé dans son attente, et tout ému d'une si noire perfidie, il trembla sur les suites terribles qu'entraînerait la mort des prisonniers, dont les compagnons échappés à sa barbarie ne manqueraient pas de tirer sur lui la vengeance la plus éclatante. Cependant, malgré ces alarmantes réflexions, il retenait toujours au fond des cachots les malheureuses victimes de sa férocité, et demeurait sourd aux sollicitations aussi tendres que multipliées de leurs amis. Mais le feu des vaisseaux hollandais, qui réduisit en cendres une partie de la ville, le contraignit enfin à leur rendre la liberté. 1596.

Peu de tems après cet événement, Houtman fit une revue de ses équipages, qu'il trouva réduits au-dessous des deux tiers par les chaleurs dévorantes du climat. Cette perte le décida à brûler un de ses vaisseaux, et à retourner en Europe avec les trois autres, sur lesquels il embarqua quelques Naturels de Madagascar et de Sumatra, avec un Japonais, un Chinois et un pilote nommé Abdul, recommandable par l'expérience qu'il avait acquise dans la navigation de la mer des Indes. La flotte mouilla au Texel dans les premiers jours d'août 1597, après une heureuse traversée de cinq ou six

1596. mois, et un voyage de près de deux ans et demi. La cargaison qu'Houtman rapportait, suffisait à peine pour couvrir les frais de l'équipement; mais aussi ce commandant et ses officiers étaient-ils en état de donner maintenant à la Compagnie qui les employait les avis les plus précieux sur cette belle contrée qu'ils venaient de visiter. Les Indiens qu'il avait engagés à l'accompagner en Europe, ne pouvaient qu'être également, dans la suite, de la plus grande utilité; de sorte que les Hollandais conçurent les plus flatteuses espérances pour de plus grands succès dans les voyages aux Indes qu'ils entreprendraient à l'avenir.

Cependant ils n'ignoraient pas que les Portugais tenteraient les derniers efforts pour rendre inutiles les mesures qu'ils prendraient, soit pour ouvrir et consolider leur commerce, soit pour fonder un établissement dans l'Inde. Mais la puissance des Portugais sur son déclin dans cette partie du Monde, et la haine des Nations orientales envers ce peuple superstitieux, leur donnaient tout sujet d'espérer qu'ils éviteraient, ou sauraient déjouer sa malveillance.

Etablissement des Portugais dans l'Inde.

A la vérité, jamais nation, avant les Portugais, n'avait été animée d'un esprit plus hardi ni

plus entreprenant que celui qu'ils déployèrent 1596.
dans les immenses conquêtes et les nombreuses découvertes qu'ils firent ; et jamais nation, avec si peu de ressources, avec moins de forces, n'avait fait de conquêtes plus grandes ni plus importantes. Excités tout à-la-fois par l'avarice, par la bigoterie et par l'ambition, passions dont l'empire est si fort sur l'esprit humain, ils avaient remporté des victoires qui paraissaient être infiniment au-dessus de la puissance attribuée à l'homme ; et ils étaient regardés comme autant de Dieux par toutes ces nations barbares dont ils triomphaient avec tant de facilité. Ils s'étaient rendus maîtres de toutes les parties les plus importantes de la côte de Guinée ; ils avaient chassé les Arabes de celle de Zanguebar, où de nombreux établissemens mettaient en leur pouvoir les précieuses mines d'or et d'argent dont cette contrée abonde depuis Sofala jusqu'à Melinda ; ils avaient chassé de la Mer Rouge les Egyptiens soutenus des Vénitiens, et enlevé à ces derniers le commerce de l'Inde, dont ils étaient en possession depuis si long-tems par la voie de Suez et d'Alexandrie ; la gloire de leurs armes soumettait à leurs lois le golfe Persique, les côtes de Perse, de Malabar et de Malacca : ils s'é-

1596. taient emparés de l'île de Ceylan, des îles Moluques et de la Sonde, et s'étaient assurés, par un établissement à Macao, du commerce de la Chine et du Japon.

Si, lors de l'apparition des Hollandais, les Portugais eussent montré la même vigueur et la même intrépidité qu'ils déployèrent à leur arrivée dans l'Inde, il est probable qu'Houtman eût échoué dans son entreprise. Mais cette nation avait bien dégénéré de son ancienne valeur. Les premiers conquérans de l'Inde n'étaient plus; et leurs successeurs, si on en excepte un petit nombre, étaient autant d'hommes souillés de vices odieux, qui les rendaient la honte et le fléau des Peuples confiés à leurs soins. Eloignés du siége du Gouvernement par un espace immense qui leur donnait l'espoir de l'impunité pour les crimes même les plus abominables; corrompus par la prospérité; énervés par le climat; portés à l'intolérance par la plus méprisable religion, qui ne tendait qu'à les rendre des monstres de férocité, leur conduite envers les infortunés Naturels n'était qu'une suite continuelle d'oppression et de barbarie. A la vérité, quelques vertueux vice-rois tentèrent de réformer les abus sans nombre qui avaient été commis;

mais ces grands hommes, dont l'humanité reconnaissante doit s'empresser de transmettre les noms à la postérité, étaient en trop petit nombre, et leur gouvernement de trop courte durée, pour produire aucun bien permanent. Tous les genres de corruption avaient jeté des racines trop profondes pour être si facilement extirpées; et les Naturels, courbés depuis si long-tems sous le poids du plus détestable esclavage, au lieu de ce respect et de cette crainte qu'ils avaient d'abord manifestés, commençaient à ne plus ressentir pour leurs tyrans qu'un mépris mêlé d'horreur. 1596.

Depuis la conquête du Portugal par l'Espagne, les affaires des Portugais dans l'Inde avaient été plus que jamais négligées par la Puissance qui les avait subjugués, et les désordres de toute espèce étaient parvenus à leur comble. Plusieurs personnes pensèrent que Philippe II, suivant les principes de son atroce politique, voyait avec une extrême satisfaction l'anéantissement du pouvoir de ses nouveaux sujets, qui ne pouvait qu'affermir l'autorité qu'il avait usurpée sur eux. Mais, il est plus raisonnable de supposer que l'attention de ce Prince, absorbée par une infinité d'objets d'une bien plus grande importance, ne put s'étendre aux af-

faires de l'Inde, et qu'il fut réduit à la douloureuse nécessité d'abandonner aux différens gouverneurs envoyés dans cette partie du Globe la liberté d'agir la plus absolue, sans aucun examen de leurs actions. Sans contredit, ces Vice-Rois vécurent plutôt en monarques indépendans qu'en sujets d'un Prince qui devait juger leur conduite publique. Ils paraissaient avoir absolument oublié les auteurs de leurs jours, leur patrie, et les égards réciproques qu'ils se devaient l'un à l'autre. L'intérêt personnel était leur unique boussole; et leur criminelle avidité ne rougissait point d'accumuler trésors sur trésors aux dépens de la bonne foi et de l'humanité. Plusieurs fois les Indiens s'étaient soulevés pour secouer le joug de ces lâches oppresseurs, de ces éternels ennemis des lois : mais leurs faibles efforts avaient toujours échoué contre les armes de la tyrannie. Cependant, plus irrités que jamais contre la brutalité portugaise, ils étaient impatiens de recouvrer leur liberté.

Telles étaient, d'une part; la position des Portugais, et de l'autre, les dispositions des Naturels à leur égard, à l'époque du premier voyage des Hollandais dans l'Inde. Aussi la haine mutuelle des persécuteurs et des persécutés

encouragea-t-elle ces nouveaux explorateurs à réunir tous leurs efforts, pour fonder et affermir un commerce illimité dans cette riche et superbe contrée d'Asie. Bientôt un esprit d'aventure et d'entreprise électrisa toutes les villes maritimes de la République qu'ils venaient d'établir. Les ministres de Philippe eux-mêmes contribuèrent, par une imprudence inouie, à le vivifier, et à maintenir ces courageux républicains dans leur résolution, en renouvellant, peu de tems après l'avénement de ce Prince au trône, la publication d'un édit portant défense expresse aux Espagnols et aux Portugais d'entretenir, sous les peines les plus sévères, aucune espèce de relation commerciale avec un peuple qui déjà, par sa mâle énergie, commençait à s'asseoir au rang des grandes Puissances. Cependant, ces Ministres auraient dû prévoir d'avance les maux sans nombre qu'allait enfanter une mesure aussi désastreuse, si, capables de quelque réflexion, ils se fussent bien pénétrés des terribles effets qu'avaient produits d'abord les premières entraves mises au commerce des Hollandais. Mais leur aveugle vengeance ne voyait dans cette itérative prohibition qu'un moyen infaillible de ruiner l'ennemi, sans calculer les immenses richesses 1596.

qu'elle allait verser dans ses mains, ou sans avoir aucun égard aux préjudices incalculables qu'en souffriraient immanquablement les Espagnols et les Portugais eux-mêmes.

Cet édit prohibitif reçut sa plus rigoureuse exécution par les conseils du comte de Fuentes, homme altier et sévère, doué à certains égards de grands talens, mais absolument dépourvu des connaissances relatives aux intérêts commerciaux de son pays. Les recherches les plus suivies eurent lieu dans les ports d'Espagne et de Portugal, pour découvrir si les Hollandais n'y commerçaient pas sous le pavillon de Puissances neutres. Par malheur, on en découvrit beaucoup qui, indépendamment de la perte de leurs vaisseaux et de leurs marchandises, furent ou jettés dans les prisons, ou condamnés à servir comme esclaves sur les galères.

Les Etats-Généraux, pour témoigner publiquement tout le mépris que leur inspirait la conduite de la Cour d'Espagne, rendirent à leur tour, par forme de représailles, un semblable édit, où ils déclaraient en outre qu'ils traiteraient comme ennemis les sujets des Puissances neutres qui transporteraient des marchandises, de quelqu'espèce qu'elles fussent,

dans les ports d'Espagne, de Portugal et de Flandre. 1596.

Ce Manifeste demeura sans réponse ou objection de la part des Puissances maritimes et des autres Princes ou Etats à qui il fut adressé. Mais Henri IV, par qui la France tenait alors un si grand poids dans la balance de l'Europe, donna, à cette occasion, une preuve bien frappante de son attachement pour les Hollandais, par une déclaration portant que ceux de ses sujets qui, pendant l'espace de six mois, s'aventureraient de commercer avec l'Espagne, entreprendraient cette spéculation à leurs risques et périls, sans pouvoir espérer de sa part aucune espèce de protection.

Tandis que les Hollandais, toujours plus occupés à se frayer les routes de la fortune dans l'Inde, témoignaient le plus grand mépris pour le commerce de l'Espagne et l'édit prohibitif de l'imprévoyant Philippe, plusieurs associations différentes des marchands de Hollande et de Zélande se formèrent presqu'immédiatement après le retour de la flotte commandée par Houtman. Déjà, avant la fin de l'année suivante, plus de quatre-vingt vaisseaux complettement équipés et chargés de divers articles de commerce, avaient été expédiés.

Commerce des Hollandais dans les deux Indes, et sur la côte d'Afrique.

La plus grande partie était destinée pour les Indes orientales ; plusieurs autres pour les Indes occidentales et pour la côte d'Afrique ; tandis que quelques-uns devaient s'efforcer de découvrir en même tems un passage par le détroit de Magellan, pour pénétrer dans l'Océan pacifique.

Ces vaisseaux étaient divisés en petites flottes de quatre, six, ou huit bâtimens armés, d'environ cent cinquante à trois et quatre cent tonneaux, dont plusieurs avaient à bord des troupes réglées, fournies par le Prince Maurice et par les États.

Les instructions des commandans, calquées à peu près sur celles données aux officiers qui avaient été chargés de la première expédition, portaient également de ne point approcher des possessions des Portugais, et recommandaient sur tout d'éviter avec la plus scrupuleuse attention tout acte d'hostilité. Mais il leur fut impossible de se renfermer strictement dans l'esprit de ces instructions. Les Portugais répandus sur presque toutes les côtes qu'ils devaient visiter, et tout-à-la-fois animés par la jalousie et par le ressentiment, n'épargnèrent rien pour s'opposer à leurs recherches et les accabler de maux. Non contens d'une violation

si manifeste du droit des gens, ils s'efforcèrent aussi de rallumer contr'eux la même haine dans le cœur des Naturels, et parvinrent à ranger, à force de mensonges, un certain nombre d'Indiens sous leurs drapeaux. Ces actes d'agression ne furent pas les seuls dangers qu'eurent à courir les Hollandais pour exécuter leurs projets dans des voyages si longs et si dangereux, à travers des climats destructeurs de l'espèce humaine. A peine arrivés sur ces côtes où ils avaient résolu d'établir et d'étendre leur commerce, ils se virent dans la douloureuse nécessité de combattre et de négocier tour à tour. Outre les préjugés des Naturels qu'il fallait vaincre, la crainte les tenait sans cesse sur leurs gardes contre les machinations des Portugais, qui mettaient tout en œuvre pour les détruire ou par de sourdes menées, ou à force ouverte et par violence. 1597.

Les Portugais n'avaient pas eu à vaincre une résistance si formidable à leur arrivée dans l'Inde, où les vaisseaux étaient en petit nombre, et de beaucoup inférieurs à leurs bâtimens pour la force et la grandeur. Les villes qu'ils attaquèrent étaient mal fortifiées, et plus mal défendues par des hommes faibles, efféminés et sans courage. Les Hollandais, au contraire,

1797. trouvèrent des vaisseaux tout aussi forts, tout aussi bien construits que les leurs, et durent combatre un ennemi courageux, accoutumé depuis long-tems à vivre sous un climat brûlant, versé dans la connaissance pratique de la mer des Indes, et non moins distingué qu'eux-mêmes dans la Tactique navale et militaire.

Mais, dans des circonstances si difficiles, les Hollandais eurent la sagesse de se conduire avec une égale prudence envers les Naturels et les Portugais. Bientôt ils eurent convaincu les Indiens de la fausseté des calomnies atroces répandues par leurs détracteurs sur la franchise de leur caractère; bientôt la modération, la justice et l'humanité, dont ils donnèrent les preuves les plus minifestes dans leurs divers trafics, prouvèrent sans replique combien ils étaient supérieurs en bonne foi à leurs perfides accusateurs; bientôt ils eurent la liberté de commercer dans presque toutes les places d'où les Portugais avaient voulu les exclure; et leur infatigable industrie portant rapidement au plus haut point d'élévation les premiers avantages qu'ils en avaient retirés, ils parvinrent en peu de tems à s'emparer, malgré leurs ennemis, des branches les plus précieuses du commerce de l'Inde.

Comme ils n'avaient point la folle ambition des conquêtes, ils évitaient toute rencontre inutile avec les Portugais, et se bornaient à étendre à l'infini leurs spéculations commerciales. Cependant, malgré leurs intentions pacifiques, ils s'étaient préparés à la plus vigoureuse défense en cas d'attaque; et leur bravoure dans l'action tenait d'un héroïsme qui les fit triompher quelquefois de la grande supériorité de l'ennemi, sans perdre un seul instant de vue l'unique fin de leurs voyages. En effet, le même tems qu'ils passaient à réparer les dommages qu'ils avaient soufferts dans les batailles, était également employé à trafiquer avec les Naturels; et ils retournaient en Hollande immédiatement après avoir complété leurs cargaisons, et s'être remis de leurs pertes. Par conséquent, les Hollandais, en enrichissant ainsi leurs armateurs, leur procuraient tout à-la-fois les moyens de retirer les frais de leur équippement, et de redoubler de vigueur pour poursuivre leurs desseins. 1597.

Quoique l'inexpérience, ou des accidens imprévus eussent fait échouer plusieurs des voyages sans nombre, hasardés par ces intrépides navigateurs, ils avaient été, en général, assez heureux pour qu'il fût de leur intérêt

1597. de les continuer. A la vérité, les Sociétés de Marchands qui s'étaient particulièrement livrées au commerce de l'Inde, n'étaient point satisfaites de ses produits. Elles se plaignaient du trop grand nombre d'aventuriers lancés dans la même carrière, qui, les forçant de payer les marchandises tirées de cette partie du Monde infiniment plus cher que le prix qu'en avaient d'abord donné les Portugais, les réduisaient à la dure nécessité de les vendre à un taux beaucoup plus bas; que, par conséquent, elles se voyaient dans la terrible alternative ou d'abandonner entièrement cette nouvelle entreprise, ou d'y consommer leur ruine, en tentant efforts sur efforts pour la faire prospérer.

Ce mal, dont on se serait peu ou point occupé dans l'origine d'un commerce entrepris avec des dépenses énormes, au milieu des plus éminens périls, eut trouvé probablement un prompt remède dans la diminution progressive des concurrens, qui se serait opérée naturellement par l'extrême modicité des profits qu'ils retiraient de chaque branche de trafic. Il est même douteux que les plaintes portées aux Etats-Généraux sur le dangereux effet d'une si forte concurrence, si elles n'eussent

été appuyées de motifs plus sérieux, eussent décidé leurs Hautes Puissances à interposer leur autorité dans cette affaire. Mais, outre un inconvénient si préjudiciable au commerce de la Hollande, il existait une raison d'état d'un bien plus grand poids. Les Portugais soumis dans l'Inde aux ordres de leurs Gouverneurs, ou Vice-Rois, étaient à portée d'agir bien plus facilement de concert que le nombre infini de Sociétés indépendantes de marchands hollandais. En effet, les petites flottes, ou les seuls vaisseaux appartenant à ces sociétés, couraient le danger d'être attaqués et détruits séparément, l'un après l'autre, par un ennemi qu'ils pouvaient combattre avec succès si, à son exemple, ils avaient le bon esprit d'apporter la même harmonie dans leurs opérations. Déterminés par ces considérations, les Etats-Généraux réunirent en 1602 ces diverses Sociétés de négocians en un seul corps, sous le nom de COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES. Outre le privilége de commercer au de-là du Cap de Bonne-Espérance d'une part, et du Détroit de Magellan, de l'autre, ils conférèrent à cette Compagnie le pouvoir d'administrer la justice, de construire des forts, de nommer des Gouverneurs, d'établir des garnisons, de lever des

1597.

1602.

Compagnie des Indes orientales hollandaise.

1602. troupes, et de faire la paix et la guerre avec les Princes Indiens. Un fonds de plus de 6 millions de florins fut immédiatement souscrit par les marchands des principales villes maritimes; et l'on nomma des directeurs sous la conduite de qui se ferait à l'avenir le commerce de l'Inde. Cette Compagnie, que l'histoire cite comme la première formée en Europe sur le pied de Société permanente, composée uniquement de négocians, et régie d'après ses propres statuts, a servi en quelque sorte de modèle à toutes les compagnies commerçantes, créées dans les tems modernes. Elle comptait parmi ses associés ces hommes qui, s'étant d'abord aventurés à leurs propres risques dans le commerce de l'Inde, avaient profité de leurs premières erreurs, et connaissaient à fond ce commerce dans toutes ses branches. Avec de tels hommes, les affaires de la compagnie ne pouvaient manquer de fleurir à son berceau par la profondeur de leurs lumières. Aussi, la rapidité de sa fortune égala-t-elle leur sagesse et leur prudence. En effet, leur justice et leur modération eurent bientôt effacé les terribles préjugés que les Portugais avaient répandus dans l'esprit des Princes Indiens contre leur caractère national. Presque par tout les Hollandais,

non seulement furent reçus avec une faveur particulière; mais ils obtinrent même dans diverses places la permission d'établir des factoreries, et de bâtir des forts, pour protéger leur commerce. La confiance dans leur loyauté s'accrut à un tel degré, que plusieurs de ces Princes sollicitèrent leur appui pour chasser les Portugais de l'Inde. Ils triomphèrent toujours de cette nation ennemie dans les diverses rencontres, et lui prirent presque tous ses plus riches vaisseaux. Leur commerce s'étendit de plus en plus chaque année, et les profits qui en résultèrent, furent beaucoup plus considérables que ceux qu'ils s'étaient procurés anciennement dans toute autre branche d'industrie. 1602.

Outre les principales causes de la faiblesse des Portugais, précédemment développées, il faut porter aussi toute son attention sur la décadence subite de leur puissance et de leur commerce; car, tandis que leurs rivaux recevaient de toutes parts des renforts en vaisseaux et en troupes, ils se voyaient abandonnés de leurs amis en Europe, et ne pouvaient lutter contre les difficultés infinies qui les environnaient. En effet, la population du Portugal était épuisée depuis long-tems par les émigrations sans nombre de ses habitans; et les

1602 Ministres de Philippe, outre d'autres objets d'un extrême intérêt qu'embrassait leur pensée, trouvait à faire en Europe seulement, un emploi d'hommes et d'argent, auquel étaient loin de suffire toutes les armées et tous les trésors dont ils avaient la libre disposition.

Voilà donc la raison, et non pas, comme on l'a mal-à-propos supposé, le désir d'affaiblir le Portugal pour le rendre plus humble et plus soumis, qui empêcha la Cour d'Espagne d'envoyer aux Portugais dans l'Inde les secours dont ils avaient un si pressant besoin. A dire vrai, cette Cour, presqu'également paralysée par sa paresse ou par son incapacité, si elle abandonna les Portugais, ne protégea pas plus les commerçans et les Colons espagnols qui perdirent à la mer la presque totalité de leurs bâtimens chargés des trésors d'Amérique et d'Asie. Outre cette perte énorme, ils virent le plus souvent dans les deux Indes leurs ports bloqués pendant toute la saison convenable au retour de leurs vaisseaux en Europe. Enfin, pour combler la mesure de leurs maux, les établissemens qu'ils avaient formés sur les côtes de ces parties du Globe, furent

aussi pillés avec impunité tantôt par les Hollandais, tantôt par les Anglais. 1602.

Mais ce ne fut point seulement dans les Indes orientales, et sur les côtes d'Amérique que les sujets de la monarchie espagnole eurent à souffrir des déprédations de leurs ennemis. Durant le cours de la guerre qu'elle eut à soutenir contre la Grande-Bretagne, l'Espagne elle-même vit ses côtes insultées, et ses vaisseaux pris ou détruits dans ses ports par les Hollandais et les Anglais. Le rétablissement de la paix entre cette cour et celles de France et de Londres, entretenait les Ministres de Philippe dans l'espoir d'abattre, avec la plus grande facilité, les vigoureux efforts des Hollandais, et de les faire rentrer incessamment dans le devoir. Cependant, quoiqu'ils n'eussent plus alors à combattre qu'un seul ennemi, qu'ils étaient depuis si long-tems dans l'habitude de mépriser, ils ne tardèrent pas à s'appercevoir que ce même ennemi s'était rendu tout à coup formidable par l'essor de son génie mercantile et l'accroissement de sa puissance navale, tandis que l'Espagne, au contraire, languissait dans un extrême dépérissement, occasionné par la décadence de son commerce, et par diverses

1602. autres causes non moins funestes. Cette douloureuse expérience convainquit donc les Espagnols qu'ils auraient tout autant de peine à faire tête aux Hollandais seuls, qu'ils en avaient eue précédemment pour se défendre contre ce même peuple, et contre les Anglais et les Français réunis.

1607. Les Ministres de Philippe étaient parfaitement instruits des causes qui avaient rendu les Hollandais si riches et si puissans; ils avaient, comme nous l'avons vu, provoqué la première par les vains efforts et par la défense encore plus vaine imprudemment promulguée, pour empêcher ces actifs républicains de commercer avec l'Espagne et le Portugal. La seconde, non moins désastreuse, qu'ils connaissaient également bien, consistait dans la pêche de la morue et du hareng sur les côtes d'Angleterre et des Pays-Bas, dont l'industrie hollandaise s'était totalement emparée. Frappés du tort manifeste qu'en ressentait l'Espagne, ils s'occupaient sérieusement, depuis plusieurs années, d'enlever à cet infatigable ennemi, avec une pêcherie si lucrative, la navigation de la Manche, par laquelle il communiquait avec les Etats situés au sud et au nord de l'Europe. Dans cette vue, ils avaient équipé

ces galères, du commandement desquelles on a déjà dit que Frédéric Spinola s'était chargé. Et pour anéantir d'autant plus sûrement un peuple qui par sa sagesse et par ses travaux s'élevait au rang des premières nations du monde, ils étaient déjà parvenus à porter de terribles coups à son cabotage et à ses pêcheries par le nombre infini de vaisseaux armés à Newport et à Dunkerque, dont ils avaient couvert le canal. Mais, en s'emparant de l'Ecluse, les Hollandais avaient pris ou détruit les galères de Spinola. Outre cet avantage, plusieurs vaisseaux de guerre armés par les Etats-Généraux avaient, dans diverses occasions, tiré la vengeance la plus éclatante des armateurs de Newport et de Dunkerque, dont les équipages toujours traités en pirates, étaient irrémissiblement pendus ou noyés. Dès-lors les flottes Hollandaises marchèrent triomphantes de la mer Baltique au Détroit de Gibraltar ; et le commerce de cette nation en Europe, en Afrique et dans l'Inde, avait atteint à cette époque une splendeur et une prépondérance inconnues jusqu'alors (1) dans les annales d'aucun pays.

1607.

Les Espagnols s'efforcent de détruire le commerce de la Hollande.

(1) Recueil des Voyages, etc. Van Meteren passim.... Grotius ... De Wit's Maxims ... Thysii Hist. na-

1607. Depuis long-tems les Cours d'Espagne et de Bruxelles ne voyaient qu'avec une extrême anxiété l'accroissement de la puissance navale des Hollandais. Elles tremblaient pour la ruine totale de leur commerce, et elles jugèrent que le seul moyen de la prévenir était de mettre un terme à la guerre. En effet, la paix était de nécessité absolue pour ces deux cours, lorsqu'elles réfléchissaient d'une part à l'issue malheureuse de leurs opérations militaires sur le continent; et, de l'autre, aux pertes innombrables qu'elles avaient essuyées sur mer. D'ailleurs, leurs plus vaillans efforts pour ramener sous le joug les Provinces révoltées, n'avaient servi qu'à rendre les Hollandais plus courageux et plus opiniâtres à défendre leur liberté; à fortifier les liens de leur union intérieure; à maintenir enfin les puissances voisines dans la résolution de les secourir de tous leurs moyens. Les Provinces maritimes presqu'entièrement environnées par la mer, et coupées de tous côtés par des ri-

Causes qui décident les Ministres espagnols à désirer la paix.

valis passim. — Huet on the Dutch Commerce. Janison. Etat présent des Prov. Un. — Recueil des Voyages qui ont servi à l'établissement et aux progrès de la Compagnie des Indes orientales, formée dans les Provinces-Unies des Pays-Bas, à Rouen 1725.

vières et des canaux, avaient été jusqu'ici jugées imprenables ; et la frontière méridionale venait d'être renforcée par l'Ecluse et Breda, deux des plus fortes places de la Flandre et du Brabant. 1607.

Le Marquis de Spinola, à la tête de la plus nombreuse armée qu'on eût pu rassembler, avait sagement dirigé son attaque contre les Confédérés dans cette partie de la Hollande où ils étaient le plus mal fortifiés.

En effet, au moyen des efforts réunis des Archiducs, de la Cour d'Espagne, et de Spinola lui-même qui avait engagé son immense fortune pour se procurer de l'argent, les troupes exactement payées de leur solde, s'étaient maintenues dans la plus exacte discipline. Le savoir le plus profond avait dirigé toutes les opérations de Spinola, et rien de sa part n'avait été négligé pour en assurer le succès. Cependant, il ne put vaincre les difficultés infinies qu'il rencontra. Au lieu de pénétrer dans les Provinces intérieures, il fut obligé de se borner à quelques conquêtes dont il ne pouvait résulter aucun avantage solide. Les fatigues excessives et l'humidité du climat avaient considérablement réduit son armée. Les fonds affectés par ce général aux dépenses de la dernière

1607. campagne étaient presque entièrement épuisés depuis plusieurs mois ; et l'arriéré considérable dû maintenant aux troupes, les avait portées au même esprit de révolte qu'elles avaient précédemment manifesté. Une partie, ainsi qu'on l'a déjà vu, s'était permis d'abandonner ses officiers ; et la licence la plus effrénée avait succédé à la nomination des nouveaux qu'elle s'était choisis dans son propre sein. Il devenait impossible de remédier à tant de désordres pendant la durée de la guerre. Tout l'argent levé dans les Pays-Bas, ou fourni par la Cour d'Espagne, suffisait à peine aux dépenses occasionnées par les nouvelles levées qu'exigeait la campagne prête à s'ouvrir. Outre ce dérangement dans les finances, l'étendard de la révolte levé par une soldatesque séditieuse, avait ébranlé toute l'armée. Il était donc à craindre que les Provinces demeurées fidèles à leur Souverain, et l'armée elle-même ne devinssent facilement la proie d'un ennemi actif qui, possédant des ressources beaucoup plus sûres pour pousser la guerre, était toujours prêt à profiter de chaque avantage qu'il en pourrait retirer. (1)

(1) Grotius, lib. XV. — Bentivoglio, art. XIII, lib. VIII.

Outre ces considérations, il en existait plusieurs autres d'une importance infiniment plus grande pour Philippe et pour ses Ministres. Un bruit s'était accrédité que les Hollandais, ligués avec les Maures répandus sur la côte de Barbarie, devaient leur fournir des vaisseaux pour transporter une armée en Espagne. Une autre nouvelle s'était également propagée, que Henri IV, décidé à réunir les Pays-Bas à la Couronne de France, se préparait sérieusement à exécuter ce dessein. Cependant, il ne paraît pas que l'un ou l'autre de ces bruits ait jamais eu de fondemens réels; mais ils firent une très-forte impression sur l'esprit du Monarque espagnol et sur celui de ses Ministres qui, tremblant que l'interruption de la paix intérieure des Pays-Bas ne fût le triste résultat de la continuation des hostilités, étaient maintenant plus empressés que jamais d'y mettre un terme. 1607.

L'archiduc désirait encore plus ardemment la paix que les Ministres espagnols. Tous les jours de sa vie, depuis qu'il était parvenu à la Souveraineté des Pays-Bas, n'avaient été que des orages. L'expérience ne lui démontrait que trop combien seraient vaines les espérances de succès qu'il fonderait à l'avenir sur L'Archiduc incli pour la pa ses motifs

1607. l'appui de l'Espagne, trop éloignée du théâtre de la guerre, et trop épuisée d'hommes et d'argent, pour lui faire passer aucun secours. Ce Prince et l'Infante, son épouse, alarmés des maux dont leurs sujets étaient accablés, et sans enfans pour hériter de leurs domaines, bornaient tous leurs vœux à couler dans une profonde tranquillité le reste de leurs jours.

La paix recommandée par Spinola.

Spinola lui-même, quoique continué dans le commandement de l'armée pour récompense de son génie et des efforts qu'il avait déployés pendant la guerre, écouta sans balancer les sages conseils pour la paix, et affermit les Archiducs dans une si généreuse résolution. Son ambition tempérée par la prudence et la modération, avait fait place à la maturité du jugement. Il pensait avec raison qu'il ne devait point sacrifier une gloire nouvellement acquise dans des expéditions d'une impossibilté reconnue. Il était infiniment mieux instruit que toute autre personne des obstacles qu'il aurait à vaincre, si la guerre continuait; et il se servit de toute son influence auprès de l'Archiduc et des Ministres de Philippe, pour leur démontrer toute l'extravagance du plan qu'ils avaient conçu de réduire, quant-à-présent, la Hol-

lande. Il leur représenta la possibilité d'un tems à venir, où les confédérés, divisés entr'eux et abandonnés par un allié aussi puissant que le roi de France, rentreraient dans le devoir ou par la persuasion ou par la force. Mais comme, au milieu des inquiétudes actuelles que leur donnait l'Espagne, ils se tenaient étroitement unis, et avaient pour si proche voisin un Prince toujours disposé à leur prêter un appui sûr par l'immensité de ses ressources, il assura de nouveau l'Archiduc, dans les termes les plus formels, que ce serait le comble de la folie de s'obstiner à suivre un système de guerre qui pouvait entraîner d'un seul coup la ruine de ses domaines et celle de la Monarchie espagnole (1). 1607.

Albert offre la paix aux Confédérés.

Albert, dont la déférence pour les avis de Spinola ne connaissait point de bornes, demeura tellement convaincu par des observations si judicieuses de la nécessité de mettre fin à l'effusion du sang, qu'il résolut, quoi qu'on pût inférer de sa conduite, de faire faire sans délai des ouvertures de paix aux confédérés. En conséquence, il chargea Messieurs de Wittenhorst

(1) Bentivoglio, Grotius, Baudius, etc

1607. et Gevart de sonder préalablement leurs intentions ; et, quelque tems après, il les envoya en Hollande avec des instructions signées de lui et de l'Infante (1) son épouse.

Le prince Maurice contraire aux ouvertures de paix.

Ces négociateurs communiquèrent d'abord en particulier ces instructions à plusieurs des personnages les plus prépondérans, et demandèrent ensuite la permission de les présenter à l'assemblée des Etats. Les membres différèrent d'opinion pour décider si elle leur serait accordée ou non. Mais Maurice employa tout son crédit auprès de l'assemblée pour la négative. Il manifesta les plus grandes craintes sur les propositions pacifiques offertes par l'Archiduc. Il tremblait qu'elles ne voilassent quelque insigne perfidie. En conséquence, il insista chaudement pour ne point conclure de traité avec l'Espagne, ou avec les Archiducs gouvernés despotiquement par cette Cour hautaine. Il soutint que puisqu'un pareil traité ne pouvait produire aucun effet salutaire, l'audience publique que les Etats accorderaient aux Commissaires, ne servirait qu'à tromper le Peuple par de fausses espérances de paix, et à ralentir son zèle pour la guerre.

(1) Datées du 5 janvier 1607.

Cependant Maurice céda (1), dans cette occasion, à la voix persuasive du célèbre Jean-Olden Barnevelt, Pensionnaire de Hollande, un des plus grands hommes d'état du siècle, également illustre par son esprit public, par ses talens politiques et par son intégrité. Ce vénérable père de la patrie représenta que, puisque le Roi de la Grande-Bretagne demeurait tranquille spectateur des hostilités, et que le Monarque français paraissait méditer quelque projet d'une bien plus haute importance que celui de secourir la République des Provinces-Unies, ces deux Princes étaient, sans doute, très-satisfaits de voir les Espagnols épuiser toutes leurs ressources par une persévérance opiniâtre dans la guerre qu'ils soutenaient contre les Pays-Bas : que, d'après cette considération, ces deux Souverains deviendraient probablement beaucoup plus généreux qu'ils ne l'avaient été jusqu'ici dans leurs offres de secours aux Etats, du moment qu'il y aurait des négociations ouvertes pour la paix. Cette opinion, avidement em-

1607.

La paix fortement recommandée par Barnevelt.

(1) Il ne paraît pas que Maurice ait déféré à l'avis de Barnevelt par franchise ou par conviction. Vide Jeannin, tom. III, p. 106, 107.

1607. brassée par presque toute l'assemblée, et par Maurice lui-même, fut suivie de la prompte admission des Commissaires à l'audience qu'ils avaient demandée. Ces négociateurs représentèrent que les Archiducs, empressés de mettre fin aux calamités de la guerre, étaient prêts à traiter avec eux pour conclure une paix perpétuelle, ou une longue trève sur des conditions raisonnables, qu'ils ne pouvaient pas supposer que les Provinces-Unies rejettassent : que les Etats ne devaient point ignorer la légitimité des prétentions des Archiducs : que toute leur conduite était un témoignage public de l'extrême aversion qu'ils avaient constamment montrée pour toute mesure rigoureuse et arbitraire dans le gouvernement de leurs sujets : qu'ils se garderaient bien de répéter aucun titre auquel ils n'eussent les droits les plus incontestables : et qu'enfin, il ne dépendait que des Etats de recevoir de la part de ces Souverains toute la satisfaction et toutes les sûretés qu'ils pourraient exiger pour la pleine jouissance de leurs droits et de leurs priviléges.

Après un intervalle de peu de jours, les Etats répondirent qu'ils ne pouvaient avoir aucun égard aux propositions présentées à

leur assemblée au nom des Archiducs, puisqu'il paraissait qu'Albert et l'Infante son épouse persistaient toujours à se supposer possesseurs du droit de souveraineté sur les Provinces-Unies. Ils ajoutèrent que, dans un acte solennel intitulé : ACTE D'UNION D'UTRECHT, les Etats ayant, sur les plus justes fondemens, renoncé pour toujours à l'autorité du Roi d'Espagne, ils avaient soutenu leur liberté et leur indépendance par tous les moyens qui étaient en leur pouvoir : que cet acte avait été reconnu par presque tous les Princes et tous les Etats de l'Europe : qu'ils avaient long-tems maintenu leur liberté par la force des armes : qu'ils étaient toujours déterminés à la défendre jusqu'à la dernière extrémité, et à rejeter toute proposition de traiter avec les Archiducs, ou le Roi d'Espagne, soit pour une trêve, soit pour une paix perpétuelle, à moins d'être reconnus préalablement pour ÉTAT LIBRE, sur lequel ces Princes renonceraient pour jamais à toute espèce d'autorité. 1607.

Les Etats-Unis insistent pour une reconnaissance de leur liberté absolue.

Les Commissaires retournèrent avec cette réponse à Bruxelles, d'où ils écrivirent aux Etats une lettre où ils les informaient que, par les propositions qu'ils leur avaient faites au nom des Archiducs, ces Princes ne prétendaient

1607 aucunement réclamer sur eux la moindre autorité, ni introduire aucun changement dans leur forme de gouvernement; que leur unique but, en laissant toutes leurs lois et toutes leurs institutions sur le pied où elles se trouvaient maintenant établies, était de faire disparaître la guerre et ses horreurs par une paix ou par une trêve. Bientôt après, cette lettre fut suivie d'un autre commissaire en qui Albert paraissait avoir établi une confiance bien plus intime que dans les premiers. Ce plénipotentiaire, appelé Ney ou Neyen, natif d'Anvers, élevé d'abord dans la religion protestante, l'avait abjurée pour embrasser le Papisme. Il avait résidé plusieurs années en Espagne, et était alors Général de l'Ordre des Franciscains. C'était un homme d'un savoir profond, doué d'une grande intégrité, de talens recommandables, et célèbre sur tout par son éloquence et par son adresse. Agé de plus de vingt ans, lorsqu'il quitta les Pays-Bas, il avait conservé la plus tendre affection pour son pays natal. Egalement animé du zèle le plus ardent pour le service de la Cour d'Espagne et de celle des Archiducs, il brûlait de se signaler dans la mission qu'ils lui avaient confiée.

A peine ce négociateur fut-il arrivé en

Hollande et eut-il eu une entrevue avec plusieurs des personnes les plus considérables de la République, qu'il fut pleinement convaincu de l'impossibilité de réussir dans son ambassade, si, dans le traité proposé, les Provinces-Unies n'étaient pas reconnues pour ETAT LIBRE ET INDÉPENDANT. Dans cette conviction, il retourna immédiatement à Bruxelles, pour prouver aux Archiducs la nécessité de cette concession. 1607.

Ces Princes, conformément à la teneur de la lettre dont on vient de parler, écrite, suivant leur désir, par Wittenhorst et Gévart, consentaient qu'on ne fît aucune mention dans le traité de leur droit de souveraineté. Mais ils ne pouvaient s'empêcher de réfléchir qu'ils s'entoureraient de dangers et se couvriraient de honte, s'ils renonçaient expressément à ce droit, et reconnaissaient formellement la souveraineté des Etats. C'était avouer de fait par un acte authentique ce qu'ils désavouaient absolument au fond du cœur; c'était sanctionner ouvertement la rebellion et encourager par-là leurs sujets à imiter l'exemple des Provinces révoltées.

Cependant l'épuisement total de leurs finances et le manque absolu de moyens d'y

1607. pourvoir, les convainquit de l'impossibilibé de continuer la guerre, et de la nécessité de déférer à l'avis de leur conseil, tendant à autoriser les commissaires à déclarer en leur nom qu'ils consentaient à traiter avec les confédérés, comme avec uu peuple libre, sur lequel ils ne prétendaient aucune autorité : forme d'expression qui, dans l'opinion de ces Souverains, pouvant être adoptée sans compromettre leur honneur, indiquait seulement une matière de fait, mais ne renfermait ni renonciation à leur droit de souveraineté, ni reconnaissance d'un droit inhérent aux Etats, touchant leur indépendance.

Lettre des Archiducs aux Etats-Unis.

Albert et Isabelle, énivrés de l'espoir que cette forme d'expression satisferait pleinement les confédérés, envoyèrent immédiatement Ney à la Haye avec une lettre signée de leur main, adressée aux Etats, dont voici le précis : que les Archiducs, extrêmement empressés d'arrêter l'effusion du sang humain, étaient déterminés à traiter avec les Etats-Généraux, comme avec un Peuple libre, duquel ils ne réclamaient ni soumission ni obéissance : qu'ils étaient également décidés à négocier avec eux pour asseoir une paix perpétuelle, ou conclure une longue trève de 12, 15 ou

20 ans, pendant la continuation de laquelle les parties belligérantes demeureraient en jouissance de tout ce qu'elles possédaient maintenant; à moins qu'elles ne convinssent mutuellement, pour l'intérêt commun des deux parties, de faire un échange de certaines villes et territoires : que, dans la vue de prévenir tout soupçon de mauvaise foi, ou d'intention inique, les Archiducs et les Etats-Généraux nommeraient mutuellement des ambassadeurs nés dans les Pays-Bas : que les Etats choisiraient le lieu où se rendraient les négociateurs, et fixeraient le tems où se tiendrait l'assemblée : qu'enfin, lorsque la négociation serait entamée, il y aurait une suspension d'armes de huit mois sur mer et sur terre. 1607.

On verra dans la suite que tous les membres des Etats n'étaient pas également disposés à recevoir ces proposions ; mais la grande majorité décida qu'elles suffisaient pour négocier un traité.

On ne fit aucune objection sur les termes dans lesquels était exprimée la déclaration de l'Indépendance de la République; mais les Etats-Généraux, fiers de la supériorité de leur marine, rejetèrent la demande de cessation

1607. des hostilités sur mer ; ils accordèrent seulement de n'élever aucun fort, ni de tenter aucune entreprise contre les villes ou provinces des Pays-Bas. On fixa au 4 de mai l'époque où commencerait la trève de huit mois ; et les Archiducs s'engagèrent à faire ratifier dans trois mois, par le roi d'Espagne la présente Convention, où se trouvait comprise la clause déclaratoire touchant l'indépendance des Etats (1).

Cette convention passée d'abord avec Ney, et confirmée peu de jours après, en due forme, par Albert et Isabelle, fut immédiatement communiquée par les États-Généraux aux États particuliers. Dans le premier enthousiasme d'un si heureux rapprochement et de la riante perspective d'une prochaine paix, on ordonna de célébrer dans toutes les provinces un jour d'actions de graces à l'Éternel, dont la bonté infinie préparait un terme à tant de maux.

Joie que cause au peuple des Provinces-Unies la perspective d'une prochaine paix.

Le peuple en général ressentit la plus vive joie de cet événement inattendu. Mais son orgueil fut au comble quand, après avoir réfléchi

(1) Grotius, lib. XVI. — Baudius, lib. I. — Bentivoglio, lib. VIII, et Meteren, lib. XXVIII.

sur les causes qui l'avaient amené, il eut vu les Archiducs réduits à proposer eux-mêmes une concession si douloureuse. 1607.

Il y avait à cette époque près de quarante ans que durait la guerre; et quoique durant une partie de ce long espace de tems, plusieurs des confédérés seulement eussent extrêmement souffert des calamités qu'entraîne d'ordinaire ce fléau dans les lieux où il étend ses ravages, néanmoins presque tous les sujets des États-Unis en avaient ressenti des atteintes plus ou moins cruelles. En effet, tourmentés sans cesse par les plus vives alarmes, ils avaient en outre été surchargés d'énormes taxes, que nécessitait l'entretien d'escadres formidables et d'armées nombreuses.

Un parti dans les Etats-Unis, représente les propositions des Archiducs comme insidieuses.

Cependant, la continuation de la guerre trouvait une infinité de partisans parmi ceux dont elle accroissait journellement la fortune; parmi ceux sur tout dont la paix supprimait les emplois, ou diminuait excessivement les immenses profits qu'ils en retiraient. Ce présent du Ciel était autant redouté de ces vampires, qu'il était désiré de la totalité de leurs concitoyens; et ils parvinrent par leurs intrigues à faire envisager les propositions des Archiducs, comme autant de piéges tendus pour sur-

1607. prendre la bonne foi des États-Généraux. Malheureusement leurs vues perfides ne furent que trop bien secondées par plusieurs membres du Clergé, dont les discours véhémens, prononcés en chaire contre la pureté des intentions d'Albert et d'Isabelle, ne firent que multiplier les difficultés qu'eurent à vaincre successivement les États, pour conduire le traité à une heureuse fin.

La négociation pour la paix, matière de surprise pour les Princes et les États-voisins.

Cette négociation jeta dans la dernière surprise les États et les Princes voisins de la Hollande. Ils ne pouvaient s'imaginer que les Archiducs se fussent hasardés à faire des concessions si humiliantes, avant d'y avoir été préalablement autorisés par la Cour d'Espagne; et ils pensaient que si cette Cour se prêtait à une démarche si opposée à son orgueil naturel, ce consentement n'avait d'autre but que de se procurer par artifice, ce qu'elle n'avait pu emporter par la force des armes. Ils n'ignoraient point à la vérité le désordre de ses finances; mais ils ne pouvaient croire qu'un Prince possesseur, comme l'était Philippe, de tant de richesses et de tant de ressources, fût réduit au point d'être obligé de traiter d'égal à égal avec des sujets rebelles. Ils soupçonnèrent donc que les Ministres espagnols avaient

Pareillement un objet de jalousie.

secrètement formé quelque projet de nature à compromettre leur intérêt, ou l'intérêt de l'Europe; et leur soupçon devint pour eux une réalité, lorsqu'ils réfléchirent sur le secret avec lequel la négociation avait été conduite. A Bruxelles, elle n'avait été communiquée qu'à un très-petit nombre des ministres des Archiducs. A la Haie, les Etats-Généraux seuls étaient dans la confidence : et, dans ces deux principales villes, on en avait soigneusement dérobé la connaissance à tous les ministres étrangers, jusqu'au moment où les Etats-Généraux en informèrent les Etats particuliers, lorsqu'ils ordonnèrent un jour de prières publiques. Ces précautions, qui couvrirent en apparence d'un voile mystérieux, la conduite des deux parties contractantes, eurent, selon toute vraisemblance, pour unique but d'éviter toute espèce de confusion inséparable du partage des avis d'une multitude de Conseillers, ou toute espèce d'opposition au traité à peine entamé, avant qu'on eût déterminé dans une profonde sagesse son rejet ou son adoption. 1607.

De tous les princes de l'Europe, les rois de France et de la Grande-Bretagne étaient notamment ceux que les Etats-Généraux devaient consulter de préférence dans une conjoncture

1607. si importante, à cause des différens secours qu'ils en avaient reçus pour pousser la guerre contre Philippe et les Archiducs. A la vérité, le Monarque anglais, vu l'excessive médiocrité de son revenu et la mauvaise économie avec laquelle ses finances étaient administrées, ne leur avait jamais fourni d'argent. Mais, nonobstant les difficultés où Jacques se trouvait engagé, il avait consenti que la moitié des subsides accordés par Henri aux Provinces-Unies fût déduite de la dette contractée par le vainqueur de Mayenne envers la couronne d'Angleterre. Il avait de plus encouragé et protégé dans tous les tems les levées de troupes faites par les Etats dans la Grande-Bretagne; tandis qu'au contraire, il avait secrètement arrêté ou empêché celles tentées par l'Archiduc, ou le Roi d'Espagne, en vertu de la permission stipulée à cet effet en leur faveur dans le traité de paix conclu le 19 août 1604, et ratifié le jour suivant.

Cependant, les obligations des Etats étaient infiniment plus grandes envers le Monarque français qu'envers le Monarque anglais. Car, indépendamment de la supériorité de ses moyens, Henri montrait un penchant naturel à les soutenir. Avant la paix de Vervins, ce

Prince avait toujours embrassé leurs intérêts, et considéré leur cause comme la sienne propre. Il s'était même attaché, après la conclusion de cette paix, à leur donner toutes les preuves d'amitié qui ne violaient point ses engagemens envers le roi d'Espagne. Il avait laissé à ses sujets protestans toute liberté de s'enrôler à leur service; et leurs armées, à l'ouverture de chaque campagne, étaient presqu'entièrement formées de soldats français. Enfin, quand, pour procurer la tranquillité à la France, Henri crut nécessaire de s'engager à ne les pas soutenir plus long-tems, il déclara solennellement aux ambassadeurs espagnols, qu'*il n'entendait se dispenser en aucune manière, par cet engagement, de rembourser aux Etats les sommes qu'ils lui avaient prêtées dans le tems de sa détresse.* En conséquence, il ne leur procura pendant plusieurs années d'autre secours que le remboursement de ces mêmes fonds (1). Mais quand ce Prince eut découvert que, par une violation mani-

1607.

Conduite du roi de France envers les Etats-Unis, après la paix de Vervins.

(1) Ces sommes se montaient à sept millions trois cent soixante-dix-huit mille huit cent livres. — Sully lib. XXI

1607. feste de la paix de Vervins, la Cour d'Espagne, de concert avec le Maréchal de Biron et les autres mécontens de son royaume, ourdissait la plus noire trame pour le renverser de son trône, il se crut, dès ce moment, délié de toute obligation envers Philippe, et dans le droit de tirer la vengeance la plus éclatante d'une si coupable perfidie. Dès lors, Henri protégea les Provinces-Unies sans garder le moindre ménagement, et par des moyens bien plus puissans qu'il ne l'avait fait précédemment. Il mit également tout en œuvre pour porter le roi d'Angleterre à signer avec lui un traité d'alliance en leur faveur; et il leur avança annuellement tout l'argent nécessaire pour la solde de leurs troupes.

Il serait absurde de supposer que tant de tendresse de la part de Henri envers les Etats-Unis fût entièrement fondée sur des principes d'amitié et de générosité.

Il arrive rarement que la conduite d'un Prince envers des Etats étrangers soit dirigée par des motifs si délicats. L'intérêt seul de ses sujets fut donc, comme il le devait être, la principale règle de la conduite de Henri; et il est évident que la libéralité de ce Prince envers les Provinces Unies se fonda sur sa

pleine conviction que, de leur prospérité 1607.
dépendaient en grande partie la paix et la tranquillité de ses propres domaines.

Plein du souvenir des maux qu'il avait soufferts par les armes et par les intrigues des Espagnols, Henri ne pouvait se délivrer des craintes du danger auquel l'exposait sans cesse leur remuante ambition. Depuis longtems il voyait d'un œil satisfait, dans leurs funestes démêlés avec les Pays-Bas, la ruine de leurs affaires et la destruction de leurs armées. Encouragé par leurs revers, il formait avec plusieurs de ses plus habiles Ministres le hardi projet d'abaisser l'orgueil de la Maison d'Autriche, dont les branches couvraient à la fois de leur ombre royale l'Allemagne et les Espagnes. Mais, dans l'intime conviction où il était que la maturité nécessaire au succès d'une si glorieuse entreprise exigeait tout le loisir d'une longue et sérieuse méditation, il ne fut point fâché d'apprendre que les Etats-Unis avaient consenti à traiter de la paix avec les Archiducs. Cependant, comme il n'avait point été préalablement consulté sur cette négociation, et qu'Albert et Isabelle s'étaient décidés à de plus grandes concessions qu'il ne s'y attendait,

1607. il tremblait que l'Espagne ne cachât, sous des apparences trompeuses, quelque noire trame contre les Etats-Unis, ou même contre les Princes leurs alliés. Il résolut donc de tourner toute son attention vers les Pays-Bas, afin de connaître à tems les différentes stipulations d'un traité qui, vu l'importance infinie dont il serait par la suite à l'égard des parties intéressées, voulait être suivi scrupuleusement dans toutes ses dispositions, pour qu'elles n'en fussent point lésées.

Jusqu'ici les affaires de ce Prince près les Provinces-Unies avaient été conduites avec une prudence infinie par le Président de Burerwall. Mais, comme il était bien déterminé à s'emparer, s'il était possible, de la négociation, et à surveiller la conduite des Puissances contractantes, il envoya à la Haye, en qualité d'ambassadeur extraordinaire, le Président Jeannin, ministre doué d'une expérience consommée, également célèbre dans les annales du règne de Henri, et dans celles du successeur de ce Prince, par sa fidélité, son éloquence et ses talens politiques.

Le président Jeannin, ambassadeur de France.

A peine cet habile Négociateur fut-il arrivé à sa destination, qu'il exigea d'être admis dans l'assemblée des Etats. Après leur avoir rappelé

le zèle avec lequel Henri servait leur cause depuis plusieurs années, il tonna contre ceux qui accusaient faussement ce Prince d'aspirer à la Souveraineté des Provinces; et pour tempérer la véhémence de son discours, il reprocha avec douceur aux Etats de s'être rapprochés de l'ennemi sans la connaissance ou le consentement de son maître. Il ajouta que, si personne au monde n'était plus disposé à pardonner à ses ennemis que Henri (1), de même aussi aucun Prince n'observait plus exactement les omissions de ses amis. Il assura les Etats que son maître, pour leur donner la preuve la plus indubitable de son amitié, l'envoyait auprès d'eux, revêtu du caractère d'ambassadeur, avec des pleins pouvoirs à l'effet de les convaincre intimement de l'intention où il était de continuer à les assister, s'ils jugeaient indispensable de poursuivre la guerre; ou, s'ils préféraient d'y mettre un terme, de les aider à établir une paix honorable et solide. Jeannin conclut, en requérant que les États nommassent dans leur sein un comité avec qui il pût traiter à fond de l'objet de ses instructions, 1607.

(1) Mémoires de Sully, p. 324, etc.

1607. et délibérer, lorsque l'occasion l'exigerait, sur les mesures à prendre relativement à la négociation actuelle.

Les Etats agréèrent, sans balancer, sa requête, et lui témoignèrent avec beaucoup de sincérité combien ils se réjouissaient de voir un si grand Roi prendre un aussi vif intérêt à leurs affaires.

L'interposition de Henri donna tout autant de chagrin à la Cour de Madrid, qu'elle causa de joie aux Etats. Elle ne pouvait douter que ce prince ne se servît de toute son influence pour empêcher un accommodement, ou pour le rendre dérogatoire à l'honneur et aux intérêts de l'Espagne. Elle connaissait bien les talens supérieurs de Jeannin, qui, tandis qu'il tiendrait constamment les Etats sur leurs gardes, les encouragerait à persister dans leurs demandes exorbitantes.

Les Cours d'Espagne et de Bruxelles avaient tout autant de raison de craindre une aussi vive opposition de la part du Roi de la Grande-Bretagne, que de celle du Monarque français, puisque Jacques ne pouvait avoir aucun sujet de jalousie contre les Hollandais. En effet, leur armée composée en partie de troupes anglaises et écossaises, qui la tenaient

dans la dépendance absolue de ce Prince; 1607.
les villes d'ôtage qu'ils avaient remises entre ses mains, et qui étaient autant de clefs des Pays-Bas; enfin, la situation de ses domaines, et la conformité d'opinions religieuses existante entre ses sujets et ceux des Etats, étaient autant de motifs déterminans qui concouraient à l'assurer de leur alliance. Aussi, la Cour de Madrid pensait-elle qu'il convenait parfaitement à la politique de Jacques d'intervenir dans le traité de paix, pour stipuler les intérêts des Etats, et multiplier leurs avantages aux dépens de l'Espagne. Néanmoins, cette Cour supposait, d'un autre côté, qu'il était plus vraisemblable que ce Monarque employerait son crédit pour faire échouer ce traité, dans l'appréhension où il devait être qu'une fois les hostilités terminées entre l'Espagne et les Provinces-Unies, la première de ces Puissances ne profitât de cette pacification pour soulever ses sujets irlandais, attachés au Papisme.

Le roi d'Angleterre concourt avec le Monarque français à l'établissement de la paix.

Mais le tems prouva au Ministère espagnol combien il s'était trompé dans cette dernière conjecture. Jacques, né avec une indolence et une aversion naturelle pour la guerre, se détermina dans cette occasion, contre ses in-

1607 térêts politiques, à concourir avec Henri à l'établissement de la paix entre les parties belligérantes. Dans le fait, il ne pouvait raisonnablement dissuader les Hollandais d'écouter les propositions qui leur étaient faites, à moins de leur procurer des secours pécuniaires infiniment plus considérables que ne le lui permettait l'extrême médiocrité de ses finances. Jacques, il est vrai, n'avait pas été moins alarmé que Henri, à la nouvelle de la négociation entamée entre les Etats et les Archiducs. Il témoigna même à cet effet à Caron, résident de Hollande à Londres, sa suprise du secret avec lequel elle avait été ménagée; mais les Etats, jaloux de conserver l'amitié de ce Souverain, lui envoyèrent deux de leurs membres pour lui exposer les motifs de leur conduite. Satisfait de leur justification, ce Prince leur adressa bientôt après les chevaliers Ralph Winwood et Richard Spencer, revêtus du caractère d'ambassadeurs, pour les aider à conduire le traité à la fin désirée.

Il arriva, vers la même époque, en Hollande des ambassadeurs du roi de Danemarck, des électeurs Palatin et de Brandebourg, du landgrave de Hesse, et de plusieurs autres Princes protestans d'Allemagne. Quoiqu'ils n'eussent

point d'intérèts généraux ou particuliers à régler par ce traité, ils crurent devoir donner aux Etats, dans cette importante occasion, une preuve éclatante de la part sincère qu'ils prenaient à leur prospérité. (1). 1607.

Opérations des Hollandais sur mer, sous l'amiral Heemskirk.

Un autre événement qui releva singulièrement les espérances des Provinces-Unies, et ruina complètement celles de Philippe et des Archiducs, hâta la conclusion du traité. Dès le commencement du printems de cette année, les Etats avaient fait équiper une escadre de vingt-six vaisseaux de guerre, avec des Transports chargés de munitions et de provisions de toute espèce, dont ils avaient donné le commandement à Heemskirk, l'un des plus braves officiers et des plus savans navigateurs des Pays-Bas. Ses instructions portaient de faire voile pour les côtes occidentales de l'Espagne et du Portugal, et de surveiller les mouvemens de l'ennemi pour assurer la rentrée de la flotte des Indes orientales, attendue incessamment dans les ports de Hollande. Le salut de cette flotte que, sans doute, les Espagnols avaient dessein d'intercepter, était, d'après l'ordre

(1) Baudius, lib. I. — Bentivoglio, Grotius et Winwood, vol. II.

1607. précis des Etats, le principal objet de l'expédition de cet amiral. Cependant, ils lui ordonnèrent en même tems de faire à l'ennemi tout le mal qui dépendrait de lui, et de se ressouvenir que, puisque les Archiducs proposaient la paix, l'issue du traité qui se négociait, et par conséquent la prospérité future des Provinces-Unies dépendaient absolument du succès de l'expédition qu'il allait entreprendre.

Heemskirk, flatté de la confiance qu'on lui témoignait dans une conjoncture si critique, assura les Etats, en recevant ses instructions, que soit qu'il mourût, soit qu'il échappât au danger des combats, ils n'auraient aucun sujet de se repentir de l'honneur qu'ils lui conféraient. Il déclara de plus, pour prouver combien il était sûr de la victoire, qu'il n'accepterait ni paye, ni récompense, si le butin ne montait pas à plus de cinq cent mille florins. Il ajouta que, même dans ce cas, il ne partagerait dans l'excédent qu'après la déduction préalable de cette somme. Heemskirk était déjà, dit Grotius, possesseur d'une fortune de beaucoup supérieure à son genre de vie habituel; et, plus animé par l'amour de la gloire, que dominé par la passion des richesses,

il cachait, sous les dehors et sous la conduite modérée d'un simple citoyen, toutes les qualités d'un héros. 1607.

Cet amiral leva l'ancre du Texel le 25 de mars, et se dirigea sur Lisbonne. Mais ayant reçu avis, à son arrivée à l'embouchure du Tage, par quelques bâtimens marchands qu'il avait envoyés à la découverte sous pavillon neutre, que la première division de la flotte portugaise et espagnole destinée pour les Indes et l'Amérique, était déjà partie, et que les vaisseaux de la seconde division n'étaient ni entièrement équipés, ni pourvus de leurs cargaisons, il fit voile immédiatement, et fut bientôt en vue de la baie de Gibraltar où il était également informé qu'une escadre espagnole se tenait à l'ancre. 10 Avril. 24 ou 25 Avril.

Heemskirk rangea pendant plusieurs jours les côtes de l'Andalousie; et l'amiral don Juan Alvarez Davila, instruit de son approche par des avis certains, eut tout le tems nécessaire pour se mettre en défense. Son escadre, composée de vingt et un vaisseaux, dont neuf infiniment plus grands que ceux de l'ennemi, était disposée en ordre de bataille sous le canon du fort, et avait en front le vaisseau amiral, beaucoup plus gros que tous les autres. Heems-

1607 kirk ne se dissimula point l'extrême avantage que l'amiral espagnol pouvait tirer d'une position si formidable. Mais cette considération, loin de lui faire abandonner son projet, ne servit qu'à le rendre plus ferme dans sa résolution.

« Plus est imminent le danger auquel nous » allons nous exposer » dit-il à ses officiers dans un conseil de guerre, « et plus sublimes » doivent être nos efforts ; plus grande sera la » gloire que nous acquerrons, et plus importans seront les services que nous rendrons à » notre patrie, si nos armes sont couronnées » des lauriers de la victoire. Déjà nos concitoyens, par un nombre infini d'illustres exploits, ont rendu célèbre le nom hollandais » dans les diverses parties du Globe : mais » nous sommes les premiers qui hasardons » d'attaquer une flotte royale dans le port le » mieux fortifié de l'Espagne. Montrons donc » par les plus éclatans succès, combien est ridicule et chimérique la prétention du Roi » d'Espagne à s'arroger la qualité de Souverain » des Mers dans sa longue et orgueilleuse énumération de titres. Ne nous laissons point décourager par l'énorme grosseur des vaisseaux » ennemis ; cette force apparente, loin de leur

» être utile, ne servira qu'à nous en faciliter 1607.
» la conquête par l'extrême lenteur de leurs
» manœuvres. J'exige de vous de ne rien exécu-
» ter dont je n'aurai point donné l'exemple :
» mais une fois l'engagement commencé, gar-
» dons-nous de fuir devant l'ennemi ; il nous
» faut, ou le triomphe le plus complet, ou
» une mort glorieuse. Songez sur tout qu'il ne
» s'agit pas seulement de notre propre conser-
» vation dans le combat que nous allons livrer ;
» songez que de son issue dépend entièrement
» le salut de la riche flotte attendue de l'Inde,
» celui de tous nos concitoyens qui commer-
» cent avec cette partie du monde, enfin les
» conditions de paix plus ou moins honorables
» que les Etats pourront obtenir de l'ennemi.
» Moutrons seulement cette grandeur d'ame
» que nous avons déjà déployée dans les pre-
» mières actions; manifestons pour le danger ce
» mépris qui est le gage le plus certain de la
» victoire. Voilà l'unique voie que le sort nous
» offre pour nous couvrir de gloire, pour
» mettre un terme à la guerre ; et pour assurer
» à nos concitoyens cette liberté pour laquelle
» ils combattent depuis plus de quarante ans. »

Heemskirk, après avoir prononcé ces pres-
santes exhortations avec cette éloquence guer-

1607. rière naturelle, qu'il possédait au suprême degré, reçut sous serment de tous les officiers présens les assurances les plus solennelles d'être ponctuellement obéi, et de trouver en eux autant de zélés imitateurs de ses exemples. Alors, il leur communiqua son plan d'attaque; et, aussitôt qu'ils eurent rejoint leurs vaisseaux respectifs, il donna le signal d'avancer.

Dès que Davila s'apperçut de son approche, il fit monter sur le pont le patron d'un navire marchand hollandais qu'il tenait dans les fers, et lui demanda quel pouvait être le dessein de ses concitoyens : — D'attaquer votre flotte, lui répondit le prisonnier. — Davila répliqua, avec le ton du mépris, qu'il ne le pouvait supposer, puisque son vaisseau suffisait seul pour faire tête à tous les vaisseaux hollandais qui étaient en vue. — Cela peut être vrai, répondit le patron; mais, ou je n'ai nulle connaissance du caractère de mes concitoyens, ou le combat va commencer à l'instant.

Heemskirk attaque l'Escadre espagnole à l'ancre dans la Baie de Gibraltar.

Heemskirk lui-même conduisit l'avant-garde, et gouverna directement sur Davila. Celui-ci tout étonné d'une intrépidité sans exemple, au lieu du mépris qu'il venait de manifester, donna ordre de couper à l'instant ses ancres, et se retira derrière les autres vaisseaux de son

escadre, dans l'espoir que l'ennemi épuiserait sur eux toutes ses fureurs, et qu'il pourrait ensuite se ranger dans la ligne, pour partager la victoire. 1607.

Mais Heemskirk, conformément à sa résolution, dont il avait donné connaissance à ses officiers, d'attaquer lui-même le vaisseau amiral, entra, sans hésiter, dans la ligne de la flotte espagnole, et continua toujours d'avancer, en soutenant un feu bien nourri, jusqu'à ce qu'il fût à portée de ce bâtiment. Davila ayant, avant son approche, lâché sa première bordée, elle lui fut aussitôt rendue par Heemskirk, dont le feu beaucoup plus savamment dirigé, fit le plus grand mal à l'ennemi. Mais bientôt après, comme ce brave amiral donnait des ordres sur la partie la plus avancée du pont, il eut tout à-la-fois la jambe gauche emportée par un boulet de canon, et la cuisse fracassée. Sentant sa fin approcher par la grande effusion de son sang, il exhorta tous ceux qui l'entouraient à persévérer dans l'attaque, à n'oublier ni leur serment, ni leurs devoirs envers leur patrie, envers eux-mêmes. A peine eut-il achevé ces paroles, qu'il recommanda son ame à la divine Providence, et rendit les derniers soupirs, après avoir laissé

Mort d'Heemskirk.

1607 à Verhoeve le commandement de son vaisseau.

Un événement si funeste aurait dû répandre l'épouvante et la terreur dans toute la flotte hollandaise. Mais le caractère intrépide que l'exemple d'Heemskirk avait fait passer dans l'ame de ses compagnons d'armes, loin de suivre ce héros dans la tombe, se tourna en fureur par la soif de la vengeance qu'ils brûlaient de prendre de l'ennemi. Le combat qui avait été suspendu un moment, se renouvela avec le même acharnement que d'abord. Lambert, autre capitaine de vaisseau, réuni à Verhoeve pour attaquer de concert le vaisseau amiral espagnol, le foudroyèrent à-la-fois des deux côtés avec une violence extraordinaire.

En même tems, le reste de l'escadre hollandaise attaqua toute la ligne ennemie avec la même vivacité, et les Espagnols se défendirent pendant long-tems avec une égale bravoure : mais enfin ils eurent deux de leurs vaisseaux brûlés, un troisième coulé bas, un quatrième perdu par une explosion ; et tout le reste de l'escadre, à l'exception du vaisseau amiral, fut obligé de s'échouer.

Davila lui-même, tué presqu'en même tems qu'Heemskirk, avait été remplacé par un officier qui, pendant plusieurs heures, avait ba-

lancé la victoire par le courage inflexible avec lequel il avait maintenu le combat. Mais enfin un troisième vaisseau hollandais arrivé pour seconder Lambert et Verhoeve, contraignit le commandant espagnol de hisser pavillon blanc, pour annoncer qu'il était prêt à se rendre. 1607.

Fureur vindicative des Hollandais.

Mais les Hollandais animés par cette vengeance implacable avec laquelle ils avaient en général conduit la guerre contre les Espagnols, n'eurent aucun égard à ce signal, et continuèrent leur feu jusqu'à ce qu'ils eussent abattu le pavillon ennemi. Alors, les Espagnols saisis d'épouvante, commencèrent à ralentir leurs efforts. Les Hollandais, qui s'en apperçurent, tentèrent à l'instant l'abordage, et les attaquèrent avec une telle fureur, qu'ils en eurent bientôt complètement triomphé. Le fer en moissonna un grand nombre, et les autres, forcés de se jetter a la mer, furent ou tués, ou noyés. Les Espagnols perdirent plus de deux mille hommes dans ce combat; et, imdépendamment des vaisseaux incendiés, ou submergés, presque toute leur flotte fut ruinée et mise hors d'état de jamais tenir la mer. Les Hollandais, au contraire, ne perdirent

Ils obtiennent une victoire signalée.

1607. aucun bâtiment, et eurent à peine à regretter la perte de cent hommes.

Une victoire si complète, qui remplit de terreur les habitans des côtes occidentales de l'Espagne, eut eu, sans contredit, les suites les plus glorieuses sans la mort d'Heemskirk; et il n'est point douteux que Cadix ou Gibraltar n'eût été le prix du vainqueur. Mais les officiers qui succédèrent à cet amiral dans le commandement, satisfaits de la gloire dont ils venaient de se couvrir, et empressés de réparer leurs dommages, se retirèrent, deux jours après l'action, à Tétuan, sur la côte d'Afrique, d'où ils envoyèrent en Hollande deux Transports chargés des restes mortels d'Heemskirk, et des malades et des blessés. Ils divisèrent ensuite la flotte en plusieurs escadres, et firent voile pour la côte de Portugal, pour les Açores et d'autres places maritimes, où ils espéraient s'enrichir par la prise d'un grand nombre de vaisseaux marchands.

Mais quoique de nouvelles conquêtes n'eussent point mis le comble à cette victoire, néanmoins, dans l'état de crise où se trouvaient alors les parties belligérantes, un événement si décisif influa singulièrement sur

leur caractère et sur leur système de conduite. 1607.
La presque certitude de prochains triomphes rendit le phlegmatique Hollandais plus intraitable et plus déterminé que jamais à poursuivre la guerre à outrance; tandis que le fier Espagnol tourmenté par la crainte, abattu par sa défaite, ne soupirait plus que pour la paix.

Effet que produit cette victoire sur les Parties belligérantes.

Les Archiducs sur tout désiraient si ardemment de voir cesser l'effusion du sang, qu'ils avaient fait les premières avances vis-à-vis des États, et signé, sans hésiter, ces articles préliminaires jugés si humilians par toutes les puissances de l'Europe. Bien plus, à peine l'acte de cessation des hostilités, concernant les armées de terre seulement, fut-il mis en vigueur, qu'ils tentèrent de nouveaux efforts et mirent en liberté, sans rançon, tous les marins hollandais pris par leurs vaisseaux de guerre, pour obtenir, s'il était possible, que les dispositions de cet acte comprissent également les forces navales et le commerce maritime des Parties contractantes.

Dès les premières ouvertures, Albert et Isabelle s'étaient peu mis en peine de sauver les apparences. L'empressement avec lequel ils recherchaient la paix, les avait trahis et entraînés dans une démarche inconsidérée, qui,

1607. réveillant tout-à-coup plus fortement que jamais les défiances des États, hérissa de difficultés l'accomplissement de leur dessein. En effet, Ney leur agent, chargé d'instructions conformes à la vivacité de leurs désirs, ayant demandé et obtenu d'Aersens, sécrétaire des États, une entrevue particulière, le remercia, au nom des Archiducs, des bons offices qu'il leur avait rendus auprès de leurs Hautes-Puissances. Ce remercîment était accompagné d'un diamant d'une valeur considérable, que Ney pria Aersens d'accepter pour sa femme, avec l'assurance qu'Albert et Isabelle, infiniment touchés des bonnes intentions dont il était animé pour eux, avaient, pour lui en témoigner leur profonde reconnaissance, donné l'ordre le plus précis de rebâtir sa maison à Bruxelles. Enfin, Ney informa Aersens que le marquis de Spinola, jaloux d'imiter la munificence des Archiducs, avait ajouté à leur don une obligation de cinquante mille couronnes, dont quinze mille étaient payables à vue, et le reste immédiatement après la conclusion de la paix, ou d'une longue trève.

Aersens qui, d'abord, avait deviné le motif de l'entrevue demandée par Ney, s'était con-

certé d'avance avec le prince Maurice sur la conduite qu'il devait tenir vis-à-vis de cet Agent. Il accepta donc avec une feinte répugnance le diamant et l'obligation; mais, peu de jours après, conformément à l'avis de Maurice et au sien propre, il les remit au Conseil-d'État avec un rapport particulier de toute l'affaire (1). 1607.

L'empressement des Archiducs pour la paix encourage les Hollandais à exiger les conditions les plus avantageuses.

Cette proposition ne servit qu'à faire naître les plus violens soupçons sur les intentions des Archiducs, quoique cependant elle fût la preuve la plus convainquante de leur extrême aversion pour la continuation de la guerre; et elle décida les États à exiger impérativement les conditions les plus honorables et les plus avantageuses.

La Cour d'Espagne n'était pas moins agitée que la Cour de Bruxelles, sur l'issue de cette négociation; mais, soit orgueil, soit politique, elle cacha beaucoup mieux ses anxiétés, et se conduisit pendant quelque tems avec tant d'art, qu'on eût dit que le traité était entièrement l'ouvrage des Archiducs, auquel la situation des propres affaires de Philippe ne l'obligeait point de donner son consentement.

(1) Grotius, 520.

1607. En effet, la marche oblique du Cabinet espagnol, touchant la ratification des Préliminaires signés entre les États et les Archiducs, fournit une preuve suffisante de cette vérité; puisque, pour solliciter cette ratification, Ney s'était rendu à Madrid, où, après un délai de plusieurs semaines, durant lesquelles il avait eu occasion de déployer toute son adresse et toute son éloquence, il était enfin retourné à Bruxelles, après l'avoir obtenue. Albert, de son côté, s'était empressé de la faire passer immédiatement à la Haie par Verreiken, son principal sécrétaire, à qui les États avaient accordé une audience le lendemain même de son arrivée, dans l'impatience où ils étaient de connaître positivement la teneur de ses instructions. Ils avaient été informés d'avance par une lettre de Spinola, de l'acte de ratification donné par Philippe à leur Accord avec les Archiducs, et du départ de ce sécrétaire pour la Hollande, afin de le leur communiquer; mais leur mécontentement fut au comble, quand ils en eurent examiné la forme et le contenu.

Les Etats-Unis, mécontens de la ratification des Préliminaires de paix par Philippe.

Cet acte était conçu en termes généraux et vagues, et non dans la forme accoutumée d'un accord ou convention: il ne comprenait point la clause essentielle relative à la souveraineté

et à l'indépendance des Provinces-Unies. Bien 1607.
plus, cette clause était omise dans la copie même de l'Accord des Archiducs, qui se trouvait en tête de la convention; et, par une contradiction formelle à l'esprit et à l'intention de de cet acte, les Archiducs y conservaient le titre de Souverains des Pays-Bas. Il était souscrit par Philippe, « Moi le Roi » (Yo el Rey), forme de souscription usitée seulement dans les édits adressés par ce Prince à ses sujets. Enfin, au lieu du grand sceau, il était scellé du petit sceau, et écrit sur papier, au lieu de l'être sur vélin, comme il est d'usage dans toutes les transactions importantes.

Ces omissions et ces défauts de formalités furent à l'instant remarqués par tous les députés qui, pour n'être point accusés de trop de précipitation dans leur conduite, arrêtèrent de les examiner avec plus de maturité dans une autre assemblée où ils résolurent unanimement de rejeter l'acte de ratification, parce qu'il ne renfermait en aucun point les promesses des Archiducs, et n'établissait aucune base solide pour asseoir un traité solennel. Verreiken, à qui cette résolution fut aussitôt communiquée, s'efforça de persuader aux États que les omissions et les défauts de formalités,

1608. dont ils se plaignaient, devaient être entièrement attribués à la négligence du *Copiste*, puisqu'il était hors de doute que le Roi eût rejeté, sans balancer, la convention, s'il ne l'eût voulu ratifier en entier.

Mais les États demeurèrent inflexibles dans leur résolution. Ils ne pouvaient supposer avec raison que les Ministres eussent abandonné à l'intelligence et aux soins d'un commis ou d'un sécrétaire subalterne la rédaction d'un acte si important, dont les conséquences intéressaient si fortement les Archiducs et Philippe lui-même. Il était également impossible qu'ils ne se fussent pas apperçus de l'omission d'une clause aussi essentielle que celle concernant l'indépendance des Provinces : clause d'une nature tellement grave, qu'il était évident qu'elle avait été omise à dessein : qu'en conséquence, les États s'étaient décidés à rejetter constamment toute négociation ultérieure, soit avec les Archiducs, soit avec la Cour d'Espagne.

Werreiken, persuadé qu'il ne parviendrait pas à gagner les États par ses raisonnemens, leur demanda la liberté de demeurer six jours de plus à la Haie, pour informer les Archiducs de ce qui se passait, et attendre leurs

instructions sur sa conduite future : cette demande lui fut accordée ; et, avant l'expiration de ce terme, il reçut une lettre d'Albert et d'Isabelle où ils objectaient que, malgré qu'ils ne vissent point sur quoi pouvait être fondée la solidité des argumens avec lesquels les États attaquaient la forme de ratification de Philippe, ils pensaient néanmoins que, puisque ce Prince avait ratifié une partie de la convention, sans faire une seule observation sur le reste de cet acte, cette ratification devait être considérée comme une approbation générale des Préliminaires : que cependant, pour éviter tout obstacle qui pourrait retarder la négociation du traité, et prouver combien ils désiraient sincèrement la paix, ils s'engageaient à fournir une autre ratification dans la forme requise ; mais qu'ils demandaient et exigeaient en même tems que les Etats donnassent de leur côté une preuve de la pureté de leurs intentions, en rappelant la flotte qu'ils tenaient en croisière sur les côtes d'Espagne. 1607.

Danger que court le traité d'être rompu.

Il s'éleva à ce sujet une violente contestation parmi les députés, et plusieurs penchèrent pour rompre à l'instant le traité. Ils alléguèrent que le manque de sincérité dans les protestations des Espagnols n'était que trop manifeste :

1607. que, selon eux, c'était une chose absurde d'imaginer qu'un ennemi si invétéré, si implacable, pensât jamais à faire sérieusement la paix sur des termes honnêtes et équitables, à moins d'y être réduit par la plus dure nécessité : qu'il n'était plus douteux que, dès le commencement des négociations, le grand objet du Cabinet de Madrid n'eût été de désarmer les *Confédérés*, et de suspendre la guerre jusqu'à ce que ses préparatifs, pour la continuer, fussent entièrement achevés : qu'en conséquence, la flotte, loin d'être rappelée, devait, au contraire, être renforcée, et le peuple réveillé de sa léthargie, en l'instruisant du piége qu'on venait de lui tendre pour le détruire.

Néanmoins, la grande majorité des députés n'adopta point cet avis ; car, quoique toute l'assemblée fût parfaitement convaincue de l'artifice et de la duplicité de la cour d'Espagne, la généralité des membres, à l'exception de quelques-uns, ne doutait nullement de la bonne foi des Archiducs, qui s'étaient efforcés de remplir leurs engagemens, et ne pouvaient être blâmés, sans injustice, des omissions et des défauts de formalités que renfermait la ratification.

En conséquence, les Etats résolurent, par déférence pour les Archiducs, et pour n'être point accusés de déloyauté dans leurs démonstrations pour la paix, de faire rentrer sur le champ la flotte dans les ports de Hollande. Mais ils requirent en même tems que la ratification, exécutée en due forme, fût produite à une époque déterminée; et, pour éviter toute nouvelle omission ou erreur, ils remirent à Verreiken trois copies, précisément de la même teneur, une en latin, une autre en français, et la troisième en hollandais, déclarant que, sans une transcription fidèle de l'une de ces copies, ils rompraient immédiatement la négociation, et pousseraient la guerre avec la dernière vigueur.

1607.

Les Etats-Unis consentent à rappeler leur flotte en croisière sur les côtes d'Espagne.

Barnevelt, au nom des autres députés, fit cette déclaration à Verreiken, et lui rappela le souvenir de la tentative faite par Ney pour corrompre le sécrétaire des Etats: « Voilà », lui dit-il, « le diamant des Archiducs et l'obligation » de quinze mille couronnes du marquis Spi- » nola; veuillez les leur rendre: de tels présens » ne sont point nécessaires pour obtenir la » paix, si vos maîtres veulent la conclure à » des conditions équitables; mais, s'ils ne sont » point animés de sentimens aussi généreux,

1607. » ces sortes de dons ne sauraient la leur procurer. Si, par impossible, il se trouvait dans » l'assemblée des Etats un ou deux membres » d'une trempe d'ame assez vile pour accepter » votre or corrupteur, et vendre à ce prix la » liberté de leur pays, le patriotisme et l'incorruptibilité du plus grand nombre triompheraient toujours de leur trahison et de » vos largesses, quelques efforts que fissent » vos maîtres pour user de moyens de séduction au-dessus de leur portée. » (1).

Werreiken, qui n'était point préparé à cette attaque, demeura confus et répondit: « que » très-certainement Ney devait avoir fait ce » dont on l'accusait sans aucune autorisation » des Archiducs, et qu'il était impossible que » les Etats donnassent crédit à une pareille » assertion. » Quoi qu'il en soit, l'assemblée, satisfaite d'avoir exprimé d'une manière aussi positive son ressentiment d'une pareille injure, se sépara immédiatement. Werreiken eut la liberté de retourner à Bruxelles; et, bientôt après, la flotte fut rappelée de sa croisière.

De leur côté, les Archiducs renouvellèrent

(1) Grotius et Baudius.

leurs sollicitations auprès de la Cour d'Espagne, et parvinrent enfin, non sans beaucoup de difficultés, à obtenir de Philippe une ratification qu'ils espéraient devoir être agréable aux Confédérés. 1607.

Ce nouvel acte contenait en totalité les mêmes clauses insérées dans les copies remises par les Etats à Werreiken, et les mêmes expressions y étaient presque toutes fidèlement conservées. Mais à la déclaration par laquelle Philippe et les Archiducs consentaient à traiter avec les Confédérés comme avec un Peuple libre, sur qui désormais ils ne prétendaient plus conserver aucune autorité, se trouvait annexée une clause conditionnelle, portant que, dans le cas où la négociation serait rompue pour cause de Religion, ou tout autre point en litige, la ratification serait nulle et de nul effet; et qu'en outre, toutes les affaires demeureraient *in statu quo.* Indépendamment de cette clause, l'acte était transcrit d'un manière incorrecte; car quelques mots se trouvaient intercalés entre les lignes, et d'autres entièrement oubliés. De plus, il était écrit en espagnol contre l'intention expresse des Etats qui avaient demandé qu'il le fût en langue latine, française ou hollandaise; expédié sur papier et non sur par-

1607. chemin ; et souscrit, ainsi que le premier acte de ratification « MOI LE ROI », au lieu de l'être avec le propre nom du Roi : comme si Philippe prétendait toujours un pouvoir indéfini sur les Confédérés.

Quoique ces dernières particularités prouvassent la plus grande négligence, ou l'obstination la plus puérile de la part des ministres espagnols, on les jugea néanmoins trop peu importantes pour être discutées ; on prouva même que le Roi de la Grande-Bretagne, dans son dernier traité de paix avec l'Espagne, s'était contenté de cette même forme de souscription. Mais les députés ne s'accommodèrent pas si facilement de la clause annexée à la déclaration concernant leur liberté, et ils s'en expliquèrent cathégoriquement avec les commissaires des Archiducs. Ils déclarèrent que, malgré qu'ils eussent secoué le joug de la Maison d'Autriche à force de constance et de bravoure, soit que le Roi d'Espagne reconnût ou ne reconnût point leur indépendance ; cependant, vu l'énonciation de cette clause conditionnelle, jointe à l'acte de ratification, ils inféraient que ce Monarque prétendait toujours un empire absolu sur un Peuple qui, par son énergie, avait tout osé pour se soustraire à ses

lois. Si les Etats, observèrent-ils, acceptaient purement et simplement cette ratification appuyée d'une clause aussi préjudiciable aux intérêts de la République, cette acceptation pourrait s'interpréter comme étant de leur part un consentement formel au contenu de cette clause. Enfin, ils objectèrent qu'indépendamment d'une interprétation si dangereuse, on avait encore tout sujet de soupçonner que, d'après la teneur de l'article mentionné dans la même clause touchant la Religion et les autres points litigieux, Philippe ne prétendît établir aussi dans la négociation du traité une discussion sur l'établissement du culte religieux et des autres affaires relatives au gouvernement des Provinces-Unies. 1607.

Sans doute, on ne serait jamais parvenu à persuader aux habitans des Provinces-Unies de consentir à de pareilles conditions; car insister pour qu'ils y souscrivissent, c'était les traiter comme un Peuple dépendant, et non comme Peuple libre. C'est pourquoi, les Etats étaient extrêmement incertains si, pour prévenir une infinité de troubles toujours très-dangereux, il n'était point convenable de rompre à l'instant la négociation. Mais, dans la crainte d'être soupçonnés de vouloir prolonger les

1607. calamités de la guerre, ils résolurent de soumettre toute cette affaire au jugement des Etats des villes particulières et des provinces, afin que le peuple eût occasion d'examiner et de juger en connaissance de cause dans une discussion où il s'agissait de consolider son indépendance et sa prospérité. Les Commissaires retournèrent donc à Bruxelles avec cette réponse, après avoir reçu des Etats l'assurance que dans sept semaines, à compter du moment où ils leur faisaient connaître la décision de l'assemblée, les Archiducs seraient informés de l'admission ou du rejet de la ratification (1).

---

(2) Baudius, Grotius, etc. Jeannin, tom. I, lettre au Roi. Oct. 27, 1647.

Les Etats exigèrent dans cette occasion que l'acte original fût déposé entre leurs mains. Comme les commissaires n'avaient pas d'instructions sur ce point, Ney se rendit à Bruxelles pour en recevoir. Les Archiducs consentirent à la demande des Etats, pourvu qu'ils s'obligeassent par écrit à remettre cet acte à leur première réquisition, et déclarassent en outre que les Archiducs, en le leur procurant, avaient pleinement rempli auprès de Philippe l'obligation qu'ils avaient contractée vis-à-vis d'eux dans la première transaction. Les Etats, loin de souscrire à ces conditions, soutinrent que, puisque l'acte leur était directement adressé, il devait rester en leur possession. Ney retourna

Dans cette conjoncture, le Peuple et ses Magistrats différèrent évidemment d'avis sur cette importante question. Suivant un parti, la ratification devait, sans hésiter, être à l'instant rejetée. D'après le sentiment d'un autre, cet acte était admissible, quoiqu'il ne remplît point toutes les conditions requises; puisqu'il suffisait pour asseoir les bases du traité dont on proposait la négociation. Maurice était le chef des opposans; et Barnevelt, de ceux qui penchaient pour la paix. Ces deux chefs déployèrent, chacun de leur côté, le plus grand zèle et la plus grande activité, pour faire prévaloir leur opinion. Cependant il y avait tout lieu de soupçonner que Maurice était guidé par des motifs d'intérêt particulier. Il était presqu'évident que ce Prince désirait,

1607.

Débats et Factions dans les Provinces-Unies.

une seconde fois à Bruxelles, pour porter les Archiducs à consentir à cette demande. Quoique la ratification ne fût pas telle que le désiraient les Etats, ils regardaient néanmoins comme un point très-essentiel d'avoir obtenu de Philippe une déclaration où ils étaient intitulés et qualifiés *de Peuple libre*, sur qui ce Prince ne prétendait plus d'autorité. Par égard pour cette condescendance des Archiducs, les Etats leur eussent donné volontiers la déclaration qu'ils demandaient, s'ils ne l'eussent jugée incompatible avec la vérité.

1607. par dessus toutes choses, la continuation de la guerre, pour éviter la perte de sa puissance qu'amenait infailliblement la paix; mais le discours spécieux qu'il prononça fit une profonde impression sur l'esprit de ses concitoyens.

« Comme dans les occasions précédentes, » dit-il « la cour d'Espagne a donné la preuve » la plus complette de sa duplicité, il n'est » point douteux qu'elle ne médite en ce mo- » ment quelque sinistre dessein contre les » Provinces-Unies. Cette Cour, dans sa pre- » mière ratification, a non seulement refusé » de reconnaître l'indépendance des Etats, » mais elle a, au contraire, expressément » affirmé qu'ils étaient sujets des Archiducs. » Dans la seconde, elle a ajouté une clause » qui rend leur indépendance fortuite, précaire » et pleinement subordonnée à la volonté de » Philippe. Quiconque observe avec attention » les vastes domaines de l'Espagne, son an- » cien esprit de domination, et son orgueil » invétéré, ne jugera-t-il pas aisément que » l'intention de cette Puissance est d'observer » une trève ou une paix aussi long-tems » qu'elle pourra convenir à ses vues de ty- » rannie et de conquête? Sans doute, con-

» tinua Maurice, le dessein de cette nation 1607.
» politique et ambitieuse est de plonger les
» Confédérés dans l'indolence et le luxe :
» elle espère, par ce moyen, faire perdre
» pour toujours à la République son carac-
» tère martial : elle s'attend que les citoyens,
» devenus lâches et négligens, perdront de vue
» la défense d'objets qu'ils considèrent comme
» infiniment plus chers que la vie quand ils
» les savent en danger : elle pense qu'aucun
» peuple n'est plus aisé à subjuguer que
» celui qui croit n'avoir rien à redouter :
» elle demeure également persuadée que la
» crainte de l'ennemi est un lien d'unité ; que
» cette crainte produit la discipline militaire
» et l'obéissance civile ; tandis que les Etats
» qui vivent dans la sécurité, l'opulence et
» le repos, sont asservis par la mollesse, déchi-
» rés par les discordes intestines, et deviennent
» ainsi une proie bien facile pour un voisin
» ambitieux et guerrier. C'était pour cette
» raison que Scipion Nasica s'opposait avec
» tant de sagesse à la folle politique de Caton
» qui conseillait la destruction de Carthage.

» Une fois que les esprits des Confédérés
» seront refroidis, et que leur patriotisme
» commencera à s'éteindre, les Espagnols

1607 » espèrent, par divers genres de corruption, » les ramener sous le joug de leurs anciens » Souverains. Mais, quel que puisse être l'effet » de pareils artifices, ils n'ont d'autre but » que de recruter leurs armées presqu'anéanties ; et, dans quelque tems que l'occasion » favorable s'en présente, violer la paix qu'ils » sollicitent maintenant avec tant d'ardeur.

» A l'époque où nous nous trouvons, continua » Maurice, le manque de paye a répandu » un mécontentement général dans leur armée. Déjà, beaucoup de leurs soldats se sont » mutinés ; et si la guerre continue, il faut » s'attendre que la plus grande partie refusera » de se soumettre à la discipline militaire. » Il devient donc très-dangereux pour l'Espagne de hasarder aucune entreprise importante avec une armée livrée à la plus » funeste rebellion. D'ailleurs, les peuples » chez qui elle est cantonnée, opprimés tout » à-la-fois par les vexations du gouvernement » et par les brigandages des mutins, sont prêts » à secouer un joug devenu tout-à-fait insupportable.

« Les Espagnols sont encore moins formidables sur mer que sur terre. Le presqu'anéantissement de leur commerce les

» réduit, pour ainsi dire, à l'impossibilité de se 1617.
» procurer un nombre suffisant de matelots
» pour équiper leurs vaisseaux de guerre; et
» leurs escadres, loin de pouvoir se mesurer
» avec celles des Etats, sont même incapables
» de se défendre dans leurs ports, sous le
» canon de leurs forteresses.

« Tel est aujourdh'ui l'état des forces de
» terre et de mer de l'Espagne, tandis que
» celles des Confédérés n'ont jamais été dans
» une situation plus imposante. En effet, l'ar-
» mée hollandaise maintenue, comme elle
» l'a toujours été, dans la discipline la plus
» sévère, est régulièrement payée et abon-
» damment pourvue de toutes les choses né-
» cessaires pour agir avec vigueur. Nos flottes,
» plus nombreuses que jamais, sont, dans
» presque toutes les parties du Globe, infi-
» niment supérieures à celles de l'ennemi: elles
» ont remporté sur elles plusieurs victoires
» décisives, suivies de l'accroissement de notre
» commerce, de nos richesses et de notre puis-
» sance. Elles ont introduit notre génie com-
» merçial dans beaucoup de places qui, na-
» guère, étaient fréquentées seulement par les
» Espagnols et les Portugais. Elles se sont
» emparées de plusieurs des principales bran-

1607. » ches du trafic de l'Inde ; et, sans la cons-
» tance avec laquelle elles ont poursuivi leurs
» opérations navales, elles eussent envahi,
» en peu de tems, le commerce du monde
» entier. La guerre maritime qu'elles ont pré-
» cédemment faite, et qu'elles continuent de
» faire à l'ennemi, est devenue une mine d'or
» pour les Provinces-Unies, dont les opéra-
» tions militaires sur le Continent, n'ont épuisé
» ni les richesses, ni les forces. Notre armée
» est presqu'entièrement composée d'étran-
» gers, tandis que les Naturels ont la liberté
» de s'adonner aux manufactures et au com-
» merce; de sorte que tout l'argent dépensé
» pour l'entretien des troupes reflue dans l'in-
» térieur de la Hollande par l'achat des objets
» manufacturés dans le pays, ou par la vente
» de marchandises que les commerçans trou-
» vent si avantageux d'importer de chez l'étran-
» ger. A la vérité, les Etats ont jugé nécessaire
» d'imposer des taxes sur plusieurs branches
» de consommation; mais nonobstant ce sur-
» croît d'impôts et les violens murmures qu'il
» a excités depuis son établissement, la Hol-
» lande a vu plus que jamais affluer dans son
» sein les besoins et les commodités de la vie;

» et ses richesses et sa population, s'accroître 1607.
» sans mesure.

» Les Espagnols ne sont que trop con-
» vaincus de la vérité de ces observations. Ils
» se sont enfin apperçus que la guerre, qui
» a répandu la plus grande prospérité sur les
» Confédérés, a causé, du même coup, la ruine
» de leur commerce et l'épuisement de leurs
» forces. C'est, sans contredit, la raison qui
» les porte à souhaiter si ardemment une
» paix passagère. Ils espèrent, par cette ruse,
» échapper au danger qui les menace, priver
» les Confédérés des avantages dont ils ont joui
» jusqu'ici, semer la discorde dans toutes les
» provinces, et gagner enfin par la fraude et
» par l'artifice ce qu'ils n'ont pu exécuter
» encore par la force des armes. Voilà du
» moins, selon toute probabilité, ajouta Mau-
» rice, la véritable intention du cabinet de
» Madrid, d'après la conduite pleine de four-
» berie qu'il a déployée au sujet de l'acte de
» ratification.

» Mais que ce dessein soit réel ou non, il
» n'est point douteux que si les Espagnols ont
» le plus grand intérêt de voir la paix s'éta-
» blir, il n'est pas moins essentiel pour les
» Etats de poursuivre la guerre avec la der-

1607. » nière vigueur, jusqu'à ce que l'ennemi soit
» réduit à la nécessité de se conduire avec plus
» de sincérité, et de consentir à des conditions
» plus équitables qu'on n'a lieu d'en attendre
» pour le moment. »

Ce discours produisit l'effet désiré, sur tout en Hollande et en Zélande où les peuples étaient dans la ferme persuasion qu'ils devaient principalement leur prospérité à la guerre, d'autant que leur situation les mettait bien plus à l'abri de ses calamités que les habitans des provinces intérieures. Mais, d'un autre côté, les motifs que fit valoir Barnevelt, parurent mériter plus d'attention et plus d'égards.

Raisonnemens que fait valoir Barnevelt pour la paix.

Ce grand Pensionnaire opposa les raisons suivantes au discours de Maurice. Il convint d'abord qu'on n'était que trop fondé à reprocher à la Cour d'Espagne la profonde dissimulation dont elle avait usé lors de la ratification des préliminaires de paix. L'extrême répugnance avec laquelle elle s'était décidée à reconnaître l'indépendance des Etats ne prouvait que trop combien il lui en avait coûté pour accorder cette reconnaissance. Il convint encore de l'inutilité d'y avoir ajouté la clause où il était déclaré que, dans le cas où la négociation serait rompue, cette ratification demeurerait

sans effet. C'était même, de la part des Espagnols, une puérilité de l'y avoir insérée, pour quelque motif que ce pût être ; puisque, dans tout traité, la validité d'aucune concession particulière, quelle qu'elle soit, dépend absolument de sa réussite ; et que, s'il avorte, tous les droits des parties contendantes, réels ou imaginaires, demeurent dans l'état où ils étaient avant la négociation. « Cependant, ajouta » Barnevelt, on ne peut inférer, d'après l'insertion de cette clause, que la Cour d'Espagne ait formé quelque dessein insidieux » contre les Provinces-Unies. On devait s'attendre naturellement à la résistance qu'elle » a manifestée pour l'indépendance des Etats ; » et le peu de précautions qu'elle a prises pour » les cacher, semble prouver que ses intentions sont sincères. 1607.

» Mais, dit Barnevelt, en supposant que la » Cour d'Espagne ait réellement l'intention de » violer la paix qu'elle sollicite, est-ce une » raison suffisante pour ne point écouter les » ouvertures faites par Philippe, ou pour refuser d'accepter l'olivier qu'il nous offre à » des conditions honorables ? Doit-on rejeter » la paix, parce qu'il est possible que les conditions en soient violées ? Les Etats doivent-

1607. » ils vivre dans une guerre perpétuelle, parce » qu'il y a sujet d'appréhender qu'ils ne puissent » pas maintenir une paix durable ? Si le Monarque espagnol veut à l'avenir faire revivre » son prétendu droit de Souveraineté sur les » Provinces, cette prétention pourra-t-elle » tirer quelque validité du traité actuel par » lequel il y renonce d'une manière aussi explicite ? La Cour d'Espagne ne sera-t-elle » pas avec justice accusée d'agir avec duplicité ? N'est-il pas reconnu qu'une conduite » aussi perfide accroîtra naturellement le » nombre de ses ennemis ? Ne serons-nous » pas alors, comme nous le sommes maintenant, tout aussi formidables pour conserver » notre liberté ; et n'aurons-nous pas encore » tous nos amis, et même de plus nombreux, pour nous aider à déjouer ses desseins tyranniques ?

» A la vérité, de grands désordres règnent » maintenant dans la Monarchie espagnole. » La marine royale est tombée dans un presque » anéantissement ; et l'armée des Archiducs, » extrêmement mal payée, est en pleine révolte. Cependant, toute plausible que soit » cette considération pour porter les Etats à » exiger les conditions de paix les plus avan-

» tageuses, elle ne pourrait les justifier de con- 1607.
» tinuer la guerre à tout hasard. L'Espagne,
» sans doute, est très-affaiblie par son impré-
» voyance, et principalement par les entre-
» prises folles et ruineuses où elle s'est engagée
» en même tems. Mais ce serait, sans contre-
» dit, le comble de l'extravagance de partir
» de cette supposition pour croire toutes ses
» ressources anéanties, puisqu'il est certain
» qu'elle en possède toujours d'inépuisables,
» et qu'il lui suffit d'apporter plus de prudence
» et plus de modération dans sa conduite,
» pour se rendre terrible à tous ses ennemis.

» On n'a pu oublier que, durant le dernière
» campagne, elle a développé beaucoup plus
» de vigueur que dans les précédentes; et que,
» sans le gonflement des rivières qui se sont
» élevées cette année à une hauteur extraor-
» dinaire, ses troupes auraient pénétré dans
» le cœur des provinces. Il est donc possible
» qu'elle continue et, peut-être, qu'elle re-
» double d'efforts; et si une fois elle s'irritait,
» comme cela pourrait justement arriver si les
» Etats refusaient constamment de traiter avec
» elle, il serait à craindre qu'elle ne tournât toute
» son attention contre les domaines des Etats,
» et qu'elle ne mît sur pied des armées aux-

1607. » quelles toutes les forces de la Hollande ne
» sauraient résister.

» Les armes des Provinces-Unies ont obtenu
» jusqu'ici, contre un ennemi si puissant, de
» plus brillans succès qu'on ne devait l'espérer.
» Mais il faut se ressouvenir que, de tous les
» événemens humains, ceux de la guerre sont
» les plus incertains. La République, dans les
» premiers tems qu'elle leva l'étendard de l'in-
» dépendance, fut réduite à une si grande dé-
» tresse, que les Etats se seraient soumis volon-
» tiers à la domination d'un Prince étranger.
» Or, une campagne malheureuse ou la perte
» d'une flotte, dont la conservation dépend du
» caprice des vents et des flots, ne peut-elle
» pas ramener la Hollande à une condition
» aussi malheureuse?

» Les Provinces-Unies doivent leur pros-
» périté actuelle à l'appui favorable de la
» Reine d'Angleterre et du Roi de France.
» Mais la grande Elisabeth, qui fut long-tems
» notre principal soutien, n'est plus; et son
» successeur manque ou de puissance, ou de
» bonne volonté pour nous secourir. Quant
» au généreux Henri IV, il est déjà très-avancé
» en âge, et désire voir la guerre se terminer
» promptement pour des raisons qu'il est dif-

» ficile de pénétrer. Quoique les Etats doivent 1607.
» être certains que, durant le cours de sa vie,
» ce Prince ne souffrira pas qu'ils passent sous
» un joug oppresseur, il est possible cepen-
» dant que, dans peu, sa mort fasse monter
» sur le trône des Capets un Prince enfant, de
» la minorité de qui les Espagnols sauront
» tirer avantage pour obtenir sur les Etats-
» Unis une influence bien marquée dans les
» conseils de Médicis.

« Le grand objet, aussi bien que la fin de
» la guerre, est la paix; et jamais il n'est plus
» aisé d'obtenir des conditions satisfaisantes
» que quand l'enuemi juge nécessaire de la
» solliciter lui-même, pour réparer le dé-
» sordre de ses affaires. L'unique but de la
» guerre actuelle, depuis son commencement,
» a été de secouer le joug espagnol, et d'as-
» seoir notre liberté sur des bases inébran-
» lables. Cet objet est maintenant rempli, et
» Philippe lui-même est disposé à traiter avec
» nous comme avec un Peuple libre sur qui il
» n'a plus d'autorité à prétendre. Serions-nous
» excusables à nos propres yeux, ou pourrions-
» nous nous justifier dans l'opinion du monde,
» si nous refusions de traiter avec ce Prince?
» Le prétexte qu'il use de dissimulation par

1607. » l'acte même où il reconnait notre indépendance ; la possibilité mise en avant que, dans » la suite, il fera revivre son droit de souveraineté sur les Provinces, et refusera de » remplir ses engagemens, justifieront-ils une » conduite si singulière, si hautaine et si méprisable ? Perpétuerons-nous les horreurs » de la guerre jusqu'à ce que nous ayions consommé la dissolution de la monarchie espagnole ? Un pareil événement doit-il être » attendu ou désiré ? Et le Peuple des Provinces-Unies sera-t-il le seul peuple sur la » terre qui ne jouira pas des douceurs d'une » heureuse tranquillité ?

» A la vérité, la guerre a été une source de » prospérité pour quelques-uns de nos concitoyens, qui doivent demeurer très-satisfaits » des avantages qu'ils en ont déjà retirés ; mais » il faut considérer que ce terrible fléau n'a » été qu'une source trop féconde de misère et » de calamités pour le plus grand nombre. » Beaucoup d'entre nous gémissent sous le » poids des impôts que la guerre a forcé de » créer. Beaucoup pleurent la perte de leurs » amis et la ruine totale de leurs fortunes ; malheurs inséparables des guerres même les » plus heureuses ! Il est donc urgent de mettre

» un terme à tant de maux. Si nous n'em- 1601.
» brassons pas avidement l'occasion qui se
» présente pour accomplir une œuvre si dési-
» sirable, pourvu qu'elle soit d'accord avec
» notre honneur et notre tranquillité future,
» nous serons responsables de tout le sang qui
» sera versé dans la suite; et rien ne pourra
» nous justifier devant Dieu, ou devant les
» hommes. »

Ce discours, prononcé dans une assemblée extraordinaire où se trouvaient présens les députés de toutes les provinces et de presque toutes les villes, fut écouté avec la plus grande attention, par la force que lui imprimaient le caractère et la solidité des raisonnemens de l'Orateur. Non seulement il entraîna le suffrage du plus grand nombre, mais il imposa silence à la minorité, et lui arracha son consentement pour s'occuper sérieusement du grand ouvrage de la paix. Cependant Maurice, soutenu par les députés de la Province et des villes de Zélande, proposa d'envoyer aux Archiducs une forme de reconnaissance absolue de l'indépendance des Etats-Unis, pour qu'ils la souscrivissent; mais cette proposition fut rejettée par une grande majorité, comme trop dure, trop offensante; et l'on informa immédiatement

1607. la Cour de Bruxelles de la résolution prise de nommer des ambassadeurs pour traiter de la paix (1).

On proposa en même tems aux Archiducs de tenir les conférences à la Haye, qui avait été d'abord le siége du gouvernement des Provinces-Unies; et, pour les engager à consentir à cette proposition, on leur insinua que comme les ambassadeurs des Etats n'étaient point investis de pouvoirs très-amples, ils seraient souvent obligés de consulter leurs commettans; que, par conséquent, si l'on choisissait pour lieu d'assemblée une autre place ou ville située dans les domaines des Archiducs, il en résulterait nécessairement une perte de tems considérable, qui ferait traîner la négociation en longueur.

Commissaires pour la paix nommés par l'Espagne.

Les Archiducs, pour éviter tout délai, accédèrent, sans balancer, à cette proposition, et nommèrent immédiatement pour leurs commissaires le marquis de Spinola; Manticidor,

(1) Grotius, lib. XVI. — Bent. part. III. lib. VIII. — Le tems fixé pour la suspension d'armes étant expiré, il fut prorogé dans cette occasion, et, dans la suite, de tems à autre, en différentes occasions, jusqu'à la conclusion du traité.

d'origine espagnole, leur sécrétaire au département de la guerre ; Richardot, président de leur conseil privé ; Verreiken, leur sécrétaire d'état privé, et Ney, général des Franciscains, dont l'adresse et l'activité avaient déjà conduit la négociation au point où elle était. 1607.

Réciproquement les Etats fixèrent à neuf le nombre de leurs Plénipotentiaires, dont sept furent désignés par les sept Provinces, et les deux autres par l'ancien corps de la Noblesse. Ces deux derniers étaient le comte Guillaume de Nassau, proche parent du prince Maurice, et Walraeve, seigneur de Brederode. De leur côté, les diverses Provinces firent choix des personnes les plus respectables de la République. Mais, dans une conjoncture aussi décisive, la grande expérience et l'inébranlable incorruptibilité de Barnevelt, commissaire de la province de Hollande, entraînèrent les suffrages et la confiance des citoyens de tout rang. Et par les Etats-Unis.

Cet habile et vertueux homme d'Etat donna l'attention la plus soutenue à toutes les discussions et à toutes les intrigues que pouvait faire naître cette négociation ; il imagina même, avant l'ouverture des conférences, un expédient admirable pour la conduire et la ter-

1607. miner à souhait. Depuis plusieurs années, ses compatriotes entretenaient constamment sur la pureté des intentions de la Cour d'Espagne des défiances si fortement enracinées, que rien ne pouvait les détruire. C'était nommément parmi les habitans de la province de Hollande que Barnevelt avait rencontré des difficultés presqu'insurmontables, lorsqu'il s'était agi d'obtenir leur consentement pour une conférence proposée par les Archiducs; conférence dont il craignait toujours que la même cause ne rendît l'issue malheureuse. Il tremblait sur tout que cette défiance contre le cabinet de Madrid, si adroitement fomentée par Maurice et par tous ceux qui, comme ce Prince, désiraient la continuation de la guerre, ne se manifestât en toute occasion, et sur les plus légers motifs. Dans la vue donc de calmer les inquiétudes du Peuple, et d'ôter au vainqueur de Newport et à ses partisans toute prétexte de difficultés qu'ils cherchaient à élever avec tant de soin; dans l'idée aussi d'entretenir en même tems les Espagnols dans de continuelles alarmes, et, sans attendre la tenue des conférences, il proposa aux ambassadeurs de France et d'Angleterre de porter leurs

Défiances des Hollandais contre l'Espagne.

maîtres à conclure préliminairement avec les Etats une nouvelle alliance où ils s'engageraient à employer leurs bons offices à l'effet de leur procurer une paix équitable. Il leur demanda de plus que, dans le cas où Jacques et Henri parviendraient à établir cette pacification, ces Princes se fissent également fort d'user de tous leurs moyens, pour en assurer la solidité. 1607.

Cette proposition ne fut pas aussi favorablement accueillie du Monarque anglais que du Monarque français. Quoiqu'on ait déjà developpé les motifs qui déterminaient Jacques à concourir avec Henri à l'établissement de la paix, cependant, comme ce Prince avait tout sujet de penser que l'intérêt de ses propres royaumes exigeait la continuation de la guerre, il ne pouvait être aussi chaudement empressé, qu'il désirait que les Etats le crussent, à faire réussir la négociation actuelle. (1) Indé-

(1) Cela parait être constaté par divers passages des mémoires de Winwood, et particulièrement par les lettres du comte de Salisbury au Cher. R. Winwood, au Cher. Richard Spencer, et au Cher. Charles Cornwallis. « Vous ajoutez (dit Salisbury dans une lettre datée du 20 mars 1607 aux deux premiers), que

1607. pendamment de cette circonstance, il voulait éviter le ressentiment des Espagnols qui, d'après la certitude qu'il en avait, étaient assez puissans pour troubler sa tranquillité intérieure par de sourdes menées avec les Catholiques irlandais. Déterminé par ces considérations, il refusa d'entrer alors dans l'alliance proposée par Barnevelt. Mais Henri, plus ferme dans sa conduite, et peu inquiet d'offenser ou non la Cour d'Espagne, accepta de prime abord l'offre du grand pensionnaire, et ordonna au président Jeannin de signer immédiatement le traité.

Sur ces entrefaites, les Ministres espagnols firent à la Cour de France les plus chaudes

vous jouissez de la douce consolation de voir les deux parties attendre la paix avec une impatience plus qu'ordinaire : expressions qui, je pense, proviennent plutôt des dégoûts qu'occasionne cette affaire, que d'un désir très-prononcé, ou d'un jugement bien sain sur les conséquences qu'elle doit nécessairemtnt produire ; car, je considère que tout ce que nous avons à attendre d'une transaction de ce genre consiste, suivant le plus fortes apparences, dans un surcroît d'embarras et de peines qu'elle nous occasionnera : et encore n'oserai-je en conclure maintenant que vous la rompiez. » Vol. II, p. 378.

remontrances contre cette nouvelle alliance 1607.
qu'elle ne s'était même pas donné la peine de cacher ; mais ils ne reçurent d'autre réponse, si ce n'est celle si bien conçue, que, comme cette disposition devait contribuer à hâter l'établissement de la paix, ils devaient être déjà persuadés qu'elle était devenue également nécessaire pour eux-mêmes, et se décider à se procurer, s'il était possible, la médiation du roi de France dans leur négociation avec les Etats. A cet effet, mais sous un pretexte différent, Philippe envoya à Paris le Marquis de Villa Franca avec le caractère d'ambassadeur ; et, dès ce moment, Henri se constitua médiateur entre les Puissances contractantes, quoiqu'on reconnût bien que ce Prince favorisait les prétentions des Hollandais au détriment de celles des Archiducs et du roi d'Espagne (1).

Les Commissaires d'Albert et d'Isabelle arrivèrent à cette même époque à la Haie ; et, peu de jours après, les conférences s'ouvrirent (2). Les deux ou trois premières séances 1608. 6 février.

(1) Bentivoglio, Grotius, etc., et Jeannin, tom. II, p. 69.

(2) Beaucoup de citoyens des autres villes se rendirent

1607. furent employées à l'examen réciproque des pouvoirs de chacun des plénipotentiaires, et à la discussion de plusieurs objections auxquelles ils donnèrent lieu, mais qui, après quelques débats, furent jugés de trop peu d'intérêt pour en arrêter la vérification. Les Commissaires hollandais requirent d'abord, comme article préliminaire, une reconnaissance solennelle, au nom du roi d'Espagne et des Archiducs, de l'Indépendance des Provinces-Unies. Ils exigèrent en outre que cette reconnaissance renfermât aussi une renonciation explicite de tout droit à aucune autorité sur elles, avec une obligation par laquelle Philippe, Albert et Isabelle s'engageraient formellement, pour eux et pour leurs successeurs, à ne plus se servir désormais des

alors à la Haie, attirés principalement par la curiosité de voir Spinola, devenu depuis plusieurs années l'objet d'une si grande admiration, mêlée quelquefois de terreur. Le prince Maurice, qui était allé au-devant de ce négociateur, le fit monter dans sa voiture, et le conduisit à la Haie. Ces deux hommes célèbres, ajoute-t-on, furent très-satisfaits de pouvoir justifier, par l'entretien qu'ils eurent dans cette première entrevue, la haute opinion qu'ils s'étaient formée réciproquement de leurs talens mutuels par leurs exploits guerriers.

armes ou titres des Provinces-Unies, ou d'aucune autre marque de leur ancienne souveraineté. 1608.

Les commissaires des Archiducs furent très-offensés de la dernière partie de cette demande. Outre les remontrances qu'ils firent à ce sujet aux commissaires hollandais, ils se plaignirent amèrement aux ambassadeurs de France et d'Angleterre d'une demande si arrogante et si extraordinaire. Ils observèrent que, de tems immémorial, l'usage ordinaire des Princes avait toujours été de conserver les titres des Etats ou royaumes qu'ils avaient perdus. Le roi Catholique prenait le titre de roi de Jérusalem et de duc de Bourgogne : le roi de France lui-même était appelé roi de Navarre; et le roi d'Angleterre conservait toujours la qualité de roi de France. En exigeant que Sa Majesté Catholique renonçât à ses titres et à sa souveraineté, les États étaient non-seulement coupables de s'arroger le privilége d'introduire un nouvel usage, mais aussi d'accuser la conduite des plus grands souverains de l'Europe, et notoirement des rois de France et de la Grande-Bretagne, qui n'avaient pas moins de raison que le roi d'Es-

1608. pagne d'être offensés de la demande des commissaires hollandais.

Non-obstant la vivacité de ces représentations, les ambassadeurs de France et d'Angleterre refusèrent alors l'interposition de leurs Souverains. Néanmoins les commissaires des Archiducs, autorisés par leurs maîtres, informèrent les commissaires des États, dans l'assemblée suivante, qu'ils étaient prêts à concéder dans toute son étendue, la renonciation qu'ils exigeaient. Les Hollandais, d'abord, furent agréablement surpris de la facilité avec laquelle les Espagnols consentaient à leur demande. Mais, quand Richardot, qui dans cette discussion portait la parole, eut ajouté qu'on avait tout lieu d'attendre que, pour témoigner leur reconnaissance d'une concession aussi généreuse, les États s'abstiendraient à l'avenir de toute espèce de commerce aux Indes, et se borneraient seulement à celui qu'ils faisaient, dix ans auparavant, avec l'Espagne et les autres contrées d'Europe, les commissaires hollandais furent saisis d'indignation, et s'écrièrent que, pendant un moment, Sa Majesté Catholique et les Archiducs ne les avaient reconnus comme *Peuple libre et indépendant*, que pour, un instant après,

se montrer plus déterminés que jamais à les traiter en esclaves, et les priver, s'il était possible, de branches nutritives singulièrement précieuses au maintien de leur liberté. Ils soutinrent que les Archiducs, en renonçant à leur droit de souveraineté sur les Provinces-Unies, n'avaient rien donné aux États qu'ils ne possédassent réellement avant cette renonciation : tandis qu'au contraire, en exigeant de ces mêmes États l'abandon absolu du commerce de l'Inde, ces Souverains voulaient qu'ils laissassent échapper de leurs mains la principale source de leurs richesses et de leur puissance. Mais les commissaires des États déclarèrent très-positivement qu'aucune considération ne les porterait jamais à consentir à une demande aussi injuste qu'extravagante; car, sous quel prétexte les Espagnols pouvaient-ils prétendre au commerce exclusif des Indes, puisque ces contrées, loin d'être leur domaine, étaient au contraire la propriété d'un grand nombre de Princes indépendans, dont la plupart aimaient mieux voir leurs sujets commercer avec les Hollandais qu'avec les Espagnols et les Portugais? De-là, les commissaires des États s'attachèrent à prouver qu'indépendamment de raisons aussi péremp- 1608.

1608. toires, cette belle partie d'Asie, d'une étendue si considérable, pouvait fournir des plus riches marchandises toutes les Nations commerçantes de l'Europe : que c'était donc une violation manifeste de la loi de nature : violation contraire au bien général du Genre humain, qu'une seule d'entr'elles ambitionnât de se rendre maîtresse absolue d'une mine si féconde en productions de toute espèce : que cependant, afin de régler avec équité les intérêts mutuels de deux Nations, les États étaient disposés à convenir d'un arrangement par rapport au commerce de l'Inde, sans néanmoins se départir de leur déclaration. Ils y persévérèrent avec d'autant plus d'opiniâtreté, que réduits par les Espagnols eux-mêmes à la nécessité de s'attacher entièrement à cette nouvelle branche mercantile, entreprise au milieu de difficultés inouies, soutenue à prix d'argent, et consolidée à force de courage, ils s'étaient appliqués sans relâche à l'élever à son apogée par la création d'une compagnie, dont l'état déjà très-florissant était le fruit des nombreuses cargaisons importées des Régions Orientales, et du haut prix auquel elles se vendaient. Enfin, ils conclurent et dirent que les États encouragés par un si

bon succès, avaient résolu sans retour, quoi 1608.
qu'il en dût arriver, de poursuivre ce système commercial, qui procurait à leur République tant de gloire et tant d'opulence.

Les commissaires de Philippe et ceux des Archiducs n'eurent d'autre réplique à faire à cette réponse des Etats, sinon que les Espagnols et les Portugais étaient depuis long-tems les seuls possesseurs du commerce de l'Inde, et que le roi d'Espagne, outre qu'il avait empêché les Français et les Anglais d'y participer, en avait également privé ses sujets des Pays-Bas, qui lui étaient demeurés le plus fidèlement attachés. Mais ces raisons ne trouvèrent aucune faveur auprès des commissaires des Etats qui demeurèrent inébranlables dans leur projet par le suffrage unanime de leurs concitoyens, appuyé d'une représentation faite sur le même sujet aux Etats par la Compagnie des Indes.

Cette Compagnie représenta que le commerce avec l'Espagne et le Portugal n'avait jamais produit, et ne produirait jamais soit aux particuliers, soit à la République, aucun avantage réel qui pût entrer en compensation avec celui qu'on retirerait du commerce de l'Inde. En effet, ce commerce et les autres branches

1608. de négoce en vigueur chez l'étranger, occupaient, outre huit mille matelots, cent cinquante navires d'une grandeur considérable, qui pouvaient, dans tous les tems, être convertis à peu de frais en vaisseaux de guerre, quand l'Etat était menacé. D'ailleurs, le commerce de l'Inde était infiniment plus lucratif que celui de l'Espagne, non-seulement parce qu'il consistait particulièrement à tirer de leur source principale les marchandises que la Hollande achetait d'abord de seconde main des Espagnols et des Portugais, mais aussi parce qu'il était beaucoup plus sûr et beaucoup mieux réglé, vu qu'il ne dépendait point des caprices du roi d'Espagne ou de ses Ministres. A l'appui de ces considérations, une ancienne expérience démontrait trop manifestement que les Provinces-Unies ne devaient mettre aucune confiance dans le commerce avec l'Espagne et le Portugal, qui avaient souvent confisqué leurs vaisseaux et leurs marchandises; saisi, emprisonné, ou condamné leurs matelots aux galères pour y être employés aux plus vils travaux et traités en esclaves. Or, si l'on prêtait l'oreille aux propositions de ces éternels oppresseurs du genre humain, n'était-ce pas fournir à ces hommes, toujours féconds en prétextes spé-

cieux, les moyens de se livrer encore une fois à d'horribles cruautés, qu'ils ne manqueraient pas de renouveller sur les plus légers motifs d'offense? Et, s'ils parvenaient une fois à persuader aux Etats d'abandonner le commerce de l'Inde, ne les auraient-ils pas bientôt exclus de celui de l'Espagne et du Portugal, dans l'espoir de les ramener incessamment sous leur autorité, en anéantissant par cette insigne perfidie leur puissance navale? Qu'ainsi, les Etats devaient sainement juger, d'après la solidité de ces réflexions, de toute l'importance que les Espagnols attachaient au commerce de l'Inde, par l'empressement qu'ils montraient pour empêcher toute autre Nation de le partager avec eux. Mais, quelles que fussent les prétentions d'un peuple ambitieux et jaloux à l'excès de la prospérité des Provinces-Unies, il importait singulièrement à cette nouvelle République de poursuivre avec la dernière vigueur les premiers succès qu'elle avaient obtenus dans cette branche de trafic, dont dépendaient presqu'entièrement son existence et sa stabilité, puisque, sans les immenses richesses qu'elle en retirait, elle ne pouvait espérer de conserver son indépendance et sa liberté. Bien plus, si les Etats condescendaient 1608.

1668. à la demande des commissaires epagnols, ils sacrifieraient, avec leurs intérêts les plus chers, leur probité et leur honneur; d'autant que la Compagnie, revêtue de pouvoirs des Etats, avaient formé des alliances avec les Princes Indiens, dont plusieurs, pleins de confiance dans la loyauté hollandaise, avaient secoué le joug des Espagnols, qui exerceraient immanquablement sur eux les plus terribles vengeances, si, par quelqu'article du traité qui se négociait, la Compagnie était privée de la faculté de remplir envers eux ses engagemens.

Ces sages représentations déterminèrent imperturbablement les Etats à rejeter la requête des commissaires espagnols. Cependant, afin de leur prouver combien ils voulaient sincérement la paix, ils leur donnérent le choix de l'une des trois propositions suivantes :

La première, que, conformément à la teneur ordinaire des traités de paix, les deux Parties contractantes continueraient à jouir également de la liberté du commerce par terre et par mer;

La seconde, que les Provinces-Unies s'abstiendraient de tout négoce avec les contrées européennes soumises à la domination espagnole; mais que toutes choses demeureraient en Asie sur le pied où elles s'y trouvaient alors :

d'où résulterait pour les Etats une extrême satisfaction de voir du moins la paix rétablie sur le continent de l'Europe, si le Bengale et l'Indostan devaient être encore ensanglantés par de nouveaux combats; 1608.

La troisième, que les Hollandais ne seraient point troublés dans l'Inde pendant sept ans, avant l'expiration desquels on négocierait un nouveau traité pour asseoir un plan de réconciliation fondé sur la justice et sur l'équité.

Les Commissaires espagnols répliquèrent qu'ils n'étaient point munis de pouvoirs suffisans pour consentir à l'une ou l'autre de ces propositions. Ils étaient seulement informés que le roi d'Espagne avait renoncé à sa souveraineté sur les Provinces-Unies, dans l'espoir qu'elles abandonneraient à jamais tout commerce avec l'Inde; mais ils ajoutèrent qu'un d'entr'eux allait se rendre immédiatement à Madrid, pour demander de nouvelles instructions. En conséquence, ils dépêchèrent aussitôt Ney vers Philippe, et délibérèrent en même tems sur quelques-uns des autres points soumis à leur examen.

L'article concernant la Religion établie dans les Provinces-Unies, renfermé dans le second acte de ratification de Philippe, ayant donné

1608. sujet aux Hollandais de soupçonner que ce Prince fût dans l'intention d'y apporter quelques changemens, requirent des commissaires espagnols de déclarer s'ils avaient reçu des instructions sur ce point; et, dans le cas de l'affirmative, d'en faire connaître le contenu. Les commissaires convinrent que, à la vérité, ils étaient chargés de soumettre aux Etats une proposition touchant leur culte religieux; mais ils ajoutèrent que la discussion de cet article ne pourrait avoir lieu qu'après celle de plusieurs autres. Ils avancèrent seulement que, de tous les points à discuter, il n'en était aucun qui intéressât plus fortement Philippe et le duc de Lerma.

Mais ces commissaires s'étaient assurés, depuis leur arrivée en Hollande, d'après des informations positives, que les États demeureraient sourds à toute proposition en matière religieuse, qu'ils étaient chargés de leur soumettre; ils tremblaient que la discussion d'une matière aussi délicate, qui pouvait allumer si facilement les passions des Hollandais, n'occasionnât la dissolution soudaine des conférences. La suite des événemens semble même prouver qu'ils envoyèrent Ney à Madrid pour sonder les dispositions de cette Cour, et con-

naître sa dernière résolution sur ce point, comme sur celui du commerce de l'Inde. Cependant, quoique les Hollandais les eussent souvent pressés de s'ouvrir sur leurs instructions en fait de religion, ils refusèrent tout autant de fois d'obtempérer à cette demande, et soutinrent qu'il devenait infiniment plus urgent d'examiner d'abord celles qui étaient soumises à la discussion. 1608.

Une d'elles était relative aux droits qui, pendant le cours des hostilités, avaient été établies par les Hollandais sur toutes les marchandises transportées à Anvers par l'Escaut, dont les commissaires des Archiducs exigeaient l'entière suppression. De leur côté, les commissaires des États penchaient volontiers pour l'abolition des impôts enfantés par la guerre; mais ils voulaient en même tems que les sujets du roi d'Espagne et ceux des Archiducs continuassent d'être soumis aux droits qu'on avait exigés des sujets des États, afin d'acquérir les moyens de faire face aux dépenses que nécessitaient la construction des fortifications sur les bords de l'Escaut, et celle d'un nombre suffisant de vaisseaux de guerre pour protéger leur commerce. Quoi qu'il en soit, il est probable que cette demande servit de prétexte

1608. aux commissaires hollandais, pour cacher la crainte où ils étaient que le commerce d'Anvers ne refleurît au préjudice des villes marchandes situées dans les Provinces maritimes, dépendantes des États-Généraux.

L'échange mutuel des villes et des districts acquis par les puissances belligérantes, l'une sur l'autre par droit de conquête, fut le point sur lequel se porta ensuite l'attention des commissaires. Les Etats-Unis étaient alors maîtres de l'Ecluse et de l'île de Cadsant en Flandre; de Breda, de Berg-op-zoom et de Gertrudenberg dans le Brabant: toutes places d'une extrême importance par leur force et par leur position. Néanmoins, les commissaires espagnols proposèrent et firent les dernières instances pour que les Archiducs, en leur qualité de souverains des Provinces où elles étaient situées, en fussent mis en possession par les États, qui recevraient en compensation Oldenseel, Groll et Lingen. Mais les commissaires hollandais rejettèrent cette proposition avec un extrême mépris, alléguant que les villes dont les États s'étaient emparés étaient d'un bien plus grand prix que celles qu'on leur offrait en échange. Ils déclarèrent en même tems que comme les Archiducs

n'avaient point d'équivalent compétent à offrir pour ces concessions, les Parties contractantes, conformément à ce que les Archiducs avaient proposé au commencement de la négociation, demeureraient, chacune, maîtresses absolues de leurs conquêtes respectives. 1608.

Une troisième question avait rapport aux limites à régler entre les domaines des Etats et ceux des Archiducs. Une quatrième roulait sur la restitution d'effets confisqués à des individus. Outre ces deux objets, il y avait encore plusieurs autres affaires à traiter, qui, débattues de part et d'autre avec la dernière chaleur, laissèrent apercevoir une grande diversité d'opinions.

Les propriétés des Individus, rendues par le traité de paix.

Plusieurs semaines s'écoulèrent ainsi dans des discussions inutiles. Les Partis semblaient être plus que jamais exaspérés l'un contre l'autre; et les difficultés qui les empêchaient d'en venir à un accommodement, paraissaient s'accroître de jour en jour.

Les Hollandais sur tout étaient extrêmement tenaces pour le maintien de leurs droits, et les commissaires des Archiducs se plaignaient souvent de cette obstination aux ambassadeurs de France et d'Angleterre. Cependant eux-mêmes aussi se conduisaient en même tems sans aucun

Obstination des Hollandais.

1608. déguisement ; car ils avaient ouvertement déclaré, dès le début des négociations que, quelles que fussent les concessions auxquelles ils pourraient se décider sur les autres points en litige, il en était deux, la Religion et le Commerce de l'Inde, sur lesquels on ne devait jamais attendre des Espagnols la même condescendance que probablement ils requerraient des Etats-Unis.

C'était le motif pour lequel, comme on l'a déjà vu, les commissaires avaient envoyé Ney à Madrid, afin d'obtenir de nouvelles instructions sur ces deux principaux articles. Mais l'époque fixée pour son retour était expirée ; et, comme les commissaires des Archiducs n'avaient aucune raison satisfaisante à donner de ce délai, ils évitaient soigneusement tout entretien qui pourrait s'y rapporter, et gardaient le silence le plus obstiné sur le succès de cette mission.

Les Hollandais, extrêmement mécontens de cette conduite, ne savaient à quelle cause l'attribuer ; et, dans la crainte de quelque nouvelle perfidie, ils résolurent ou d'être pleinement satisfaits sur l'heure par les Plénipotentiaires des Archiducs du motif qui retenait à Madrid celui de leurs membres qu'ils y avaient

dépêché, ou, dans le cas de refus, de rompre immédiatement le traité. 1608.

Ils demandèrent donc dans les termes les plus péremptoires la dernière détermination du roi d'Espagne touchant le commerce de l'Inde. Les Plénipotentiaires des Archiducs, forcés dans leurs derniers retranchemens, et convaincus de l'inutilité de cacher plus long-tems les informations qu'ils avaient reçues à ce sujet, convinrent (1) que Ney n'avait pu obtenir de réponse plus favorable à sa requête, 10 Août. que celle dont ils allaient remettre le contenu, savoir : que Philippe, constamment animé du désir ardent de rendre la paix à son royaume, était toujours prêt à renoncer, dans la forme proposée, à son droit de souveraineté sur les Provinces-Unies ; mais qu'en retour d'un pareil sacrifice, ce Prince exigeait que les États s'abstinssent à l'avenir de tout commerce dans les Indes, et permissent le libre exercice de la Religion catholique dans toute l'étendue de leurs domaines.

Les députés des Etats donnèrent aussitôt

(1) Bentivoglio, Grotius, etc. — Meteren, lib. XXX, folio 652, etc.

1608. avis de cette déclaration aux Etats-Généraux et aux Ambassadeurs de France et d'Angleterre. Jacques, qui d'abord avait refusé d'entrer dans une alliance défensive avec les États, venait d'y accéder tout récemment; et Henri, indépendamment de son accession à ce traité, avait autorisé (1) Jeannin à les informer que, dans le cas où la négociation actuelle ne serait point rompue sans son consentement, il avait résolu de les aider à poursuivre efficacement la guerre. En effet, ces Princes avaient de justes droits pour être consultés dans une affaire aussi majeure. Henri ne pouvait point décemment négliger l'occasion d'interposer sa médiation en faveur de la Religion qu'il professait maintenant; et pour cet effet, les instructions de Jeannin portaient de conseiller aux Etats d'accorder, s'il était possible, à leurs sujets catholiques la tolérance que Philippe demandait pour eux : mais il se garda bien d'insister sur leur soumission à cet avis. Ce Prince était trop convaincu que cette tolérance pouvait mettre en danger la tranquillité intérieure des Provinces, sur tout si elle

Discussions concernant la religion Catholique et le commerce de l'Inde.

(1) Négociations de Jeannin, tom. I, p. 44. — Seconde instruction à monsieur Jeannin.

était accordée à la réquisition du roi d'Espagne. Pour cet effet, il leur laissa la liberté de déterminer si, eu égard à la Religion et à leur commerce de l'Inde, ils pouvaient se permettre quelque relâchement qui ne compromît point leurs intérêts et leur sûreté. 1608.

Les Etats eux-mêmes furent d'avis unanime qu'il n'y avait point à balancer sur une matière si délicate. En conséquence, et du consentement de Jeannin et de l'ambassadeur d'Angleterre, ils rejetèrent les conditions proposées par Philippe. Cette résolution fut communiquée dans la première assemblée par les Plénipotentiaires des Etats aux commissaires des Archiducs, à qui ils déclarèrent qu'insister plus long-tems sur des conditions si déraisonnables, serait une violation manifeste de la promesse formelle qui leur avait été faite précédemment de traiter avec eux comme avec un Peuple libre : qu'une conduite si extraordiuaire de la part de la Cour d'Espagne, loin d'annoncer la bonne foi ou la candeur, blessait ouvertement le droit des gens : que, d'après une considération si déterminante, et pour n'être point déçus plus long-tems dans leurs espérances, les Etats avaient résolu de

pendance des Etats, dans l'espérance de les rendre plus condescendans sur les autres articles, sauf, quand les Parties contractantes se seraient absolument rapprochées, à tout tenter pour obtenir de Philippe quelque radoucissement dans sa demande touchant la Religion romaine. 1608.

Cet avis fut communiqué aux députés des Etats et ensuite aux Etats Généraux, dans l'intention de calmer leur ressentiment. Mais loin de tourner leur haine contre la Cour d'Espagne, il ne servit, au contraire, qu'à la diriger plus fortement contre les Commissaires des Archiducs. Cette conduite néanmoins contribua singulièrement à confirmer aussi les Etats dans leur conviction qu'avec une Cour dont le bigotisme, sous le règne actuel, ne le cédait en rien à celui du règne précédent, on ne pouvait espérer de paix solide, sans une concession de leur part, tout aussi contraire à la saine politique, qu'opposée à la sincérité avec laquelle ils professaient la Religion protestante. Ils ne balancèrent donc plus à mettre fin à toute espèce de négociation ; et leur conduite, fondée sur des motifs aussi légitimes, parut obtenir l'approbation des Ambassadeurs de France et d'Angleterre.

1605 Néanmoins, ces Ministres pensaient toujours qu'il y avait possibilité de rendre la tranquillité aux Provinces-Unies, sinon par une paix perpétuelle, du moins par une longue trève entre les Puissances belligérantes. Les obstacles qui s'opposaient invinciblement à la conclusion de la paix dépendaient principalement de l'orgueil et de la bigoterie de la Cour d'Espagne. Mais, malgré ces extravagantes visions, ils jugeaient qu'on parviendrait beaucoup plus aisément à vaincre des oppositions si fâcheuses en écartant, quant-à-présent, toute idée de paix permanente, pour s'attacher uniquement à conclure une trève. En effet, si l'on réussissait une fois à signer une cessation d'hostilités pour un certain tems, cette Cour, aveuglée par le cagotisme, pouvait se bercer de l'espérance qu'à son expiration, elle recouvrerait ses concessions, et trouverait le moment opportun d'effectuer les divers projets auxquels elle attachait une importance infinie. Indépendamment de ce calcul politique, il y avait tout sujet de soupçonner que, dès l'ouverture des négociations, les ministres espagnols n'avaient réellement en vue qu'une trève et non une paix perpétuelle.

Le Président Jeannin, après avoir préalablement concerté avec les Ambassadeurs d'Angleterre certains articles préliminaires, sans la proposition desquels il était convaincu que toute négociation ultérieure avorterait, requit une audience des Etats. Admis dans leur assemblée, il leur témoigna le chagrin que ressentaient les rois de France et d'Angleterre de la malheureuse issue des dernières conférences ; et il ajouta que ces Princes, intimement persuadés de la nécessité de mettre un terme à la guerre, avaient, dans le cas d'impossibilité absolue de jeter les fondemens d'une paix durable, ordonné à leurs ambassadeurs de recommander aux Etats une trève de plusieurs années, pourvu qu'ils pussent l'obtenir à des conditions avantageuses et honorables. Il dit: » En vous pressant d'adopter cette mesure, » les rois de France et d'Angleterre sont simplement excités par l'attention la plus suivie » avec laquelle ils veillent aux vrais intérêts » et à l'honneur des Provinces-Unies. En » conséquence, ces deux Monarques vous exhortent à suivre leur avis, seulement aux » conditions suivantes:

1608.

Le président Jeannin admis à une audience des Etats.

» Premièrement, que le Roi d'Espagne et » les Archiducs traiteront avec vous comme

1628. » avec un peuple libre, sur lequel ils ne » peuvent plus prétendre aucune autorité;

» Secondement que, pendant la durée de la » trêve, vous jouirez de la liberté la plus in- » définie du commerce en Europe et aux Indes;

» Troisièmement enfin, que vous garderez » toutes les villes et tous les territoires qui sont » maintenant en votre possession.

» Vous aurez, pendant cette trêve, tout le » loisir de réprimer les désordres enfantés par » la guerre; de payer vos dettes; de réformer » votre gouvernement; d'étendre votre com- » merce; et, si vous vous appliquez à main- » tenir dans votre sein l'union et la tranquillité » intérieures, il est probable que cette trêve » se convertira en une paix durable, qui as- » surera et perpétuera les avantages que vous » avez obtenus : au lieu que, si la guerre se » renouvelait maintenant, vous devez prévoir » les difficultés innombrables que vous auriez » à vaincre, et juger que, pour vous assurer » des succès, vos amis auraient à faire des » sacrifices bien plus grands que ne le com- » porte la situation actuelle de leurs finances.

» Vous êtes mécontens de la conduite de » vos ennemis : mais, que votre juste ressen- » timent ne vous empêche point d'écouter les

» conseils de vos amis. C'est notre intention 1608.
» de leur donner le même avis ; et, dans le
» cas où ils se refuseraient à le suivre, de les
» informer que les rois de France et de la
» Grande-Bretagne sont déterminés à vous
» donner toutes les preuves en leur pouvoir
» de l'amitié la plus fidèle. Mais, ces Princes
» attendent qu'en retour de leur détermina-
» tion, vous ne vous obstinerez point à les en-
» gager daus une guerre qui leur répugne
» absolument, et qui devient inutile, s'il y a
» moyen de terminer une trêve.

» Nous ne doutons pas qu'il ne soit extrê-
» mement difficile de décider le roi Catho-
» lique à donner son consentement aux arti-
» cles préliminaires. Mais si, comme vous
» l'avez éprouvé jusqu'ici, ce Prince se refuse
» invinciblement à toute condescendance, et
» demeure intraitable ; si le traité pour une
» trêve avorte par sa faute, comme la négo-
» ciation pour la paix, vous serez alors pleine-
» ment justifiés de reprendre les armes ; et les
» Princes aussi, que nous représentons, seront
» également approuvés de faire les plus grands
» efforts pour votre défense (1). »

---

(1) Jean, II, 412.

1608. Les Etats-Généraux répondirent à l'instant qu'ils allaient soumettre cette proposition aux Etats particuliers des Provinces.

Elle fut, bientôt après, communiquée au marquis de Spinola et aux autres Commissaires des Archiducs, qui la reçurent avec toute la satisfaction qu'on pouvait attendre de leur aversion bien connue pour la continuation de la guerre. Mais, quoiqu'ils fussent très convaincus de tout le plaisir qu'ils ressentiraient personnellement, si l'on était assez heureux d'imaginer quelque moyen de réconciliation, ils tremblaient que les Archiducs n'eussent point assez d'ascendant sur la cour d'Espagne, pour la porter à approuver les articles préliminaires. Ils entreprirent donc de persuader à Jeannin de supprimer les deux premiers articles, et de tenter de conclure une trève, avec la seule condition que les deux Parties contractantes garderaient réciproquement ce qu'elles possédaient. A cet effet, ils lui représentèrent l'excessive répugnance avec laquelle le roi d'Espagne avait consenti à reconnaître en premier lieu l'indépendance des Etats, même quand il espérait en obtenir quelques priviléges en faveur de la Religion Catholique, et une renonciation formelle au commerce de l'Inde, seuls

motifs qui lui avaient fait désirer de mettre un 1607.
terme à la guerre. Il était donc très à craindre que ce Prince ne rejettât avec une constante opiniâtreté le premier ou le second des articles préliminaires; et il devenait probable qu'on n'obtiendrait d'autre accommodement qu'une cessation d'hostilités, ou une trève rédigée dans la forme accoutumée, pendant laquelle les Parties belligérantes garderaient en leur possession les conquêtes qu'elles avaient faites l'une sur l'autre.

Jeannin, frappé de la justesse de cette représentation, prévit les difficultés qu'éprouveraient les Archiducs, s'ils adoptaient la proposition qu'il avait remise aux Etats. Mais, outre que ces Souverains étaient, par-dessus toutes choses, impatiens d'être affranchis d'une guerre ruineuse, qui les tenait dans de continuelles alarmes, on ne pouvait douter qu'ils ne se servissent de toute leur influence pour vaincre l'orgueil et l'entêtement de la Cour d'Espagne. D'ailleurs, Jeannin était bien informé que les Espagnols étaient hors d'état de recommencer les hostilités ; et il espérait que le désordre de leurs affaires les forcerait d'accepter des conditions que, dans

1608. toute autre circonstance, ils auraient rejettées avec un souverain mépris.

Entraîné par ce motif, il ne voulut point retirer les articles préliminaires, quoiqu'il en eût la liberté; car dans son opinion, ils faisaient partie de la proposition soumise aux Etats par les Commissaires des Archiducs; et l'honneur des deux Monarques, au nom de qui cette proposition avait été faite, exigeait impérativement ou l'acceptation des Préliminaires par le roi d'Espagne et les Archiducs, ou les plus vigoureux efforts de la part de Henri et de Jacques, pour aider les Etats-Unis à continuer la guerre avec honneur. Cette déclaration fut articulée aux Commissaires des Archiducs dans les termes les plus positifs; et l'on ajouta que si, d'un côté, il devenait extraordinairement difficile d'obtenir le consentement du roi d'Espagne aux conditions offertes, de l'autre, il était tout aussi douteux qu'elles convinssent au Peuple des Provinces-Unies : qu'au surplus, les Commissaires devaient être fermement persuadés que rien moins que ce qui était contenu dans les articles préliminaires ne pourrait satisfaire les Etats-Unis, ou leurs amis.

La vérité de cette assertion, qui touchait si fortement les intérêts des Confédérés, démontrait manifestement à Jeannin les obstacles sans nombre qu'il aurait à vaincre pour leur faire adopter cette proposition. La majeure partie des députés des provinces particulières, zélés partisans de la paix, approuvaient hautement les articles préliminaires, et demeuraient d'accord de ne point refuser une trève basée sur les conditions contenues dans ces articles. Mais une infinité d'autres, guidés par un motif d'intérêt particulier, ou par l'amour du bien public, voulaient la continuation de la guerre, et soutenaient qu'on ne devait consentir à nulle espèce d'accommodement, à moins d'une reconnaissance formelle par les Archiducs et par le roi d'Espagne, de la liberté et de l'indépendance des Etats, telles qu'ils les avaient d'abord consenties en traitant de la paix perpétuelle, y compris une renonciation explicite et irrévocable de tous leurs droits à l'autorité souveraine sur les Provinces-Unies. 1608.

Le premier sentiment fut chaudement soutenu et développé par Barnevelt, appuyé des ambassadeurs de France et d'Angleterre : le second, par le prince Maurice, dont les opinions entraînèrent non seulement toute

1608. la province de Zélande, sur laquelle il exerçait une autorité presqu'absolue, mais aussi les députés d'Amsterdam et ceux des différentes autres villes de la Province de Hollande.

Partis pour et contre la paix.

Barnevelt s'efforça de persuader à Maurice qu'il était tout-à-fait déraisonnable d'attendre de l'ennemi des concessions aussi généreuses pour une trève que pour une paix perpétuelle; car, puisque les Etats étaient assurés de leur liberté et des moyens de la conserver, il importait peu que les Espagnols reconnussent ou non leur indépendance, d'autant qu'il suffisait aux desseins importans qu'ils pouvaient méditer, que la Cour de Madrid traitât avec eux comme avec un Peuple libre, et conclût un accord établi sur des termes équitables.

Mais Maurice ou ses partisans fermèrent l'oreille à de si sages réflexions. Indépendamment de l'objection que leur avait suggérée la clause conditionnelle, d'autres motifs les portaient encore à rejetter la trève; et ils s'efforcèrent de convaincre leurs concitoyens que si, à l'époque actuelle, une trève, n'importe en quels termes elle fût conçue, devenait nécessaire pour l'Espagne, elle menaçait

la République de Hollande des plus imminens 1608.
dangers. Pleins de cette idée, ils ne négligèrent aucune occasion de l'inculquer dans les assemblées publiques, ou dans les sociétés particulières. Ils répandirent un nombre infini de lettres et de pamphlets, dont la lecture universelle devint le sujet de toutes les conversations. Ces écrits, dont plusieurs exhalaient le poison de la plus noire calomnie, tendaient à faire croire au Peuple que Barnevelt et ses amis, gagnés par les trésors du Pérou, avaient vendu leur pays aux Espagnols. On insinua même que les Monarques médiateurs, en recommandant si chaudement la trève, étaient bien plutôt dans la perfide résolution de servir les desseins de la Cour d'Espagne que la cause ds Provinces-Unies. Cette odieuse calomnie acquit sur tout un grand poids par l'arrivée à Paris et à Londres de deux ambassadeurs de Philippe, dont la mission, quoique colorée d'un prétexte différent par le Ministère espagnol, n'avait probablement en vue d'autre objet que de se procurer les bons offices de Jacques et de Henri dans la négociation qui venait de s'ouvrir aux Pays-Bas.

De leur côté, les ambassadeurs de France et

1608. d'Angleterre à la Haie n'épargnèrent aucun soin pour dissiper entièrement les craintes des Hollandais. Jeannin, en particulier, travailla sans relâche à parvenir à cette fin. Ce célèbre négociateur mit en œuvre toutes les ressources de son éloquence, pour prouver sans réplique aux Etats que l'amitié de son Maître était inviolable, et que rien n'était plus éloigné de son intention d'entrer dans une alliance avec l'Espagne au préjudice de leur République. Le ton de franchise d'une déclaration si énergique, présentée par un ministre aussi recommandable dans une affaire où il s'agissait des plus chers intérêts des Provinces-Unies, parut rétablir le calme dans tous les esprits.

Cependant, l'aversion d'un grand nombre d'opposans pour une trêve, et leur animosité bien prononcée contre ceux de leurs concitoyens qui en désiraient si ardemment la conclusion, étaient plus fortes que jamais. Leur ressentiment était principalement dirigé contre Barnevelt, dont la mâle élocution, la supériorité de talens, la délicatesse d'esprit et une longue expérience dans le maniement des affaires lui avaient acquis l'ascendant le plus absolu sur presque tous les députés. Cependant, il paraît que ce grand homme fut très-douloureusement

affecté, dans cette circonstance, de la haine à laquelle il se voyait en butte. Plein d'une juste horreur des injures lancées contre la pureté de ses intentions, il se plaignit un jour amèrement, dans une assemblée des États, de la barbarie avec laquelle on le calomniait dans les libelles publiés journellement au sujet de la contestation qui animait si fort les deux Partis l'un contre l'autre; et, après avoir interpellé les députés de déclarer si une seule de ses actions avait mérité les imputations odieuses dont on l'accablait avec tant d'acharnement, il se retira de leur sein, bien déterminé d'abandonner la vie publique. Mais bientôt après, ayant recouvré sa tranquillité, il retourna à l'assemblée au milieu des acclamations des États, et reprit de suite le timon des affaires avec une attention tout aussi infatigable que par le passé (1). 1603.

Ce serait faire injure au caractère de Maurice de supposer qu'il se fût avili au point d'encourager la circulation des pamphlets anonymes et des lettres incendiaires, remplis de menaces contre Barnevelt et ses partisans, que la hi-

(1) Grotius, etc., lib. XVI.

1608. deuse calomnie répandit avec une si grande profusion durant ce débat politique. Ce Prince ne se donna même pas la peine de dissimuler sa haine, et déclama ouvertement contre leur conduite calculée, disait-il, pour consommer la ruine des Provinces-Unies. Il visita plusieurs villes de la province de Hollande, dont il amena les députés à son opinion, et écrivit, dans la même intention, une lettre circulaire à toutes les autres villes de cette même province.

Mais tout ce que dit et écrivit Maurice dans cette circonstance avait principalement pour objet d'inspirer aux députés la plus grande défiance contre les Archiducs et la Cour d'Espagne, dont la conduite, dans la négociation actuelle, était, selon lui, diamétralement opposée aux principes qu'ils avaient professés lors des premières ouvertures; d'où il était manifeste qu'ils ne pouvaient avoir d'autre motif, pour refuser d'accorder la renonciation la plus explicite à leur droit de souveraineté sur les Provinces-Unies, qu'une intention bien cachée de s'en ressaisir, dès que l'occasion favorable s'en présenterait.

Maurice soutenait de plus qu'il était impossible de se dissimuler que la Cour d'Espagne

n'observerait la trève que le tems nécessaire 1608.
pour réparer le désordre de ses finances : que, durant cet intervalle, le Peuple des Provinces-Unies, trompé par une fausse apparence de tranquillité, non-seulement quitterait les armes, mais perdrait insensiblement son esprit militaire, et préférerait d'accepter les conditions que lui prescrirait l'ennemi, quelles qu'elles fussent, plutôt que de se livrer encore une fois aux caprices du sort, et de s'exposer à voir fondre sur lui tous les maux d'une nouvelle guerre.

Ce Prince maintenait encore qu'il était tout aussi clair que les Espagnols ne voulaient point de paix perpétuelle, et qu'ils espéraient trouver durant la trève, un remède aussi prompt qu'efficace à l'état déplorable de leurs finances : que leur espoir se fondait sur tout sur le nombre infini de villes frontières, où il faudrait entretenir de très-fortes garnisons qui exigeraient des dépenses aussi considérables en tems de paix qu'en tems de guerre : que ces dépenses nécessiteraient immanquablement l'imposition de nouvelles taxes, qui seraient très-difficilement supportées par un Peuple délivré enfin du danger immédiat dont il était fatigué depuis si long-tems. Bref, Maurice pré-

1608, tendait que le Cabinet de Madrid profiterait en même tems de toutes ces circonstances pour ébranler la fidélité des Etats, et jeter parmi les différentes villes et les différentes provinces des semences de discorde, dont il ne manquerait pas de profiter habilement, sans s'embarrasser de différer les hostilités jusqu'à l'expiration de la trève.

Cet argument de Maurice, qui s'accordait si bien avec les préjugés que les Hollandais nourrissaient depuis plusieurs années dans leur cœur contre les Espagnols, produisit la plus forte impression sur l'esprit de beaucoup de députés. Barnevelt et Jeannin eux-mêmes ne le considérèrent point comme dénué de fondement. Au contraire, ils le discutèrent avec tout le ménagement dû au héros qui s'en était servi, quoiqu'ils travaillassent alors avec la plus étonnante vivacité à démontrer qu'ils avaient à produire des raisonnemens d'un bien plus grand poids. En effet, Jeannin, au nom des autres ambassadeurs et au sien, remit aux Etats un mémoire de la teneur suivante, où il s'attacha à réfuter les objections présentées par Maurice et ses partisans. :

Mémoire du président Jeannin aux Etats-Unis.

« Les Monarques que nous représentons,

empressés de concourir à votre prospérité, et persuadés du besoin que vous avez de la trève qui vous est proposée dans la situation actuelle de vos affaires, sont, pour cet effet, impatiens d'examiner les causes de l'opposition qu'elle éprouve de la part d'une infinité de membres les plus recommandables de votre République. 1608.

» Vous ne devez pas être satisfaits, soutiennent les opposans, que les Archiducs et le roi d'Espagne condescendent à traiter avec vous comme avec un Peuple libre, sur qui ils ne prétendent exercer aucune autorité : ces mêmes opposans veulent, au contraire que vous requériez une déclaration par laquelle ces Princes vous reconnaissent pour toujours en cette qualité, comme pendant la durée de la trève.

» Mais, dans l'opinion de nos Souverains, votre liberté est tout aussi assurée par la première de ces déclarations que par la dernière; car, la première n'étant limitée à aucun tems particulier, mais exprimée en termes généraux et indéfinis, elle doit être entendue par tout le monde dans le même sens que si ces mots « *pour toujours* » y étaient ajoutés. Outre cette considération, ce n'est ni du roi

1608. d'Espagne, ni des Archiducs que vous tenez votre liberté. Depuis long-tems vous vous maintenez dans cette heureuse indépendance, déclarée solennellement par un acte public dicté par la raison comme par la nécessité, et défendu pendant plusieurs années contre vos oppresseurs avec la bravoure et les succès les plus éclatans. Vous devez donc demeurer satisfaits de la pure et simple reconnaissance de cette liberté, renfermée dans la déclaration où Philippe et les Archiducs consentent en termes formels à traiter avec vous comme avec un Peuple libre. Ne vous contenteriez-vous pas d'une pareille déclaration de la part d'une Puissance neutre ou amie? Vous devez donc en être également satisfaits, quand elle est consentie par les Archiducs et le roi d'Espagne. Il ne faut donc point que vous exigiez avec tant de sollicitude de ces Princes une déclaration plus étendue de votre liberté, de peur, dites-vous, qu'on ne croie par-là que vous avouez tacitement qu'ils ont un droit imprescriptible à votre obéissance.

»Mais admettons que le roi d'Espagne lui-même ne se regarde pas comme exclus de ses droits de souveraineté par le sens des expres-

sions dont il a fait choix, pouvez-vous supposer qu'il en appellera à une Cour de Justice pour les soumettre à l'examen des lois? Ce n'est point de cette manière que les Souverains défendent leurs droits; ils ne connaissent de juge que l'épée. Or, si, à l'expiration de la trêve, vous avez assez de puissance pour conserver votre liberté avec la même gloire que vous l'avez maintenue jusqu'ici contre la force des armes, vous serez alors, et avec raison, en mesure, comme à présent, de couvrir du plus profond mépris les prétentions qu'aurait pu former l'ennemi pour vous ramener sous sa domination. Il vous suffira alors, comme aujourd'hui, de vous trouver dans la possession actuelle de votre liberté. En effet; quelque sens que veuille donner le roi d'Espagne à la teneur de la trêve, vous devez être pleinement satisfaits des assurances qui précédemment vous ont été données, et que nous vous renouvellons, en ce jour, au nom des Princes dont nous sommes les organes; puisque ces Souverains, en qui vous trouvâtes toujours un appui généreux, un fonds d'amitié que nous déclarons être infaillible, reconnaissent formellement le contenu de cette trêve, comme une déclaration claire et non équi-

1608.

1608. voque que vous êtes un Peuple libre, sur qui Sa Majesté Catholique ne saurait réclamer désormais avec justice le plus léger pouvoir.

»Les opposans à la trève ajoutent aussi qu'elle procurera au Roi d'Espagne le loisir de remettre l'ordre dans ses finances épuisées, et la facilité de poursuivre la guerre avec encore plus de vigueur après la reprise des hostilités. A parler vrai, l'on ne saurait nier qu'une pareille mesure n'obtînt quelque succès, si Philippe était capable d'écouter les salutaires avis de ses fidèles conseillers. Mais est-il présumable qu'un jeune Roi, placé à la tête de la plus inquiète et de la ambiteuse des Nations, environné de ministres dépourvus de tout esprit d'ordre, quand le mauvais état de ses affaires exige l'économie la plus éclairée, ait le courage d'extirper lui-même le mal qui détruit le nerf de sa puissance, une fois qu'il se croira dans une situation moins critique?

»Ne doit-on pas plutôt penser que le trésor de ce Prince deviendra plus que jamais la proie de l'avarice, ou de la profusion de ces mêmes Ministres? que, plus que jamais, il sera dilapidé en vaines pompes, en représentations inutiles? ou qu'une querelle inopinée

avec ses voisins l'engagera dans quelqu'entreprise chimérique et dispendieuse? 1608.

» C'est donc de votre République, et non du Roi d'Espagne, qu'on doit attendre ces mesures de prudence, qui sont de nécessité absolue, pour réparer les maux occasionnés par la guerre. Vous êtes également distingués par votre économie publique et privée, et vous êtes non moins célèbres par votre industrie, par votre activité et par votre esprit d'entreprise. Avec ces qualités, que vous possédez dans un degré si éminent, votre commerce doit prendre chaque année un nouveau degré d'accroissement; et, comme dorénavant il sera conduit avec très-peu de risques et à beaucoup moins de frais, les profits qui en résulteront seront infiniment plus considérables qu'ils ne l'ont jamais été. Par ce moyen, vous parviendrez à diminuer votre dette publique, à soulager le Peuple hollandais du fardeau des taxes dont il est accablé; et lors de l'expiration de la trêve, vous serez à même de reparaître en campagne, sans avoir autant besoin du secours de vos alliés, et avec une bien plus grande probabilité de succès.

» Il vous sera nécessaire à la vérité d'entretenir toujours de fortes garnisons dans vos villes

1608. frontières, et de conserver à votre solde une armée respectable, afin de vous trouver sur un bon pied de défense, soit que le Roi d'Espagne observe la trêve, soit qu'il la viole.

» Mais du moins, vous pourrez licencier une moitié de votre armée: vous pourrez aussi reprendre en même tems votre commerce avec infiniment plus d'avantage que vous ne l'avez suivi jusqu'ici, sans courir les risques d'éprouver désormais sur terre et sur mer les pertes énormes que vous avez représentées à nos Maîtres comme la cause qui vous avait empêchés précédemment de faire face aux dépenses de la guerre.

» Enfin vos ennemis, allèguent les opposans à la trêve, auront toute facilité, pendant sa durée, d'entretenir leurs intrigues parmi le Peuple, de semer des dissensions dans les villes et les provinces, et réussiront, peut-être, à en détacher quelques-unes de la Confédération; tandis que le Peuple lui-même, délivré de toute inquiétude d'un danger immédiat, refusera de payer les taxes que les Etats jugeront à propos d'imposer.

» A l'égard de ces objections, comme nous ne prétendons point prévoir l'avenir, nous nous garderons bien d'affirmer qu'elles sont tout-

à-fait sans fondement. Il n'est point d'état 1608.
dans la Société humaine qui ne soit accompagné d'inconvéniens et de dangers ; et vous savez que la paix a ses dangers comme la guerre. Mais, il vous suffit d'une sage prévoyance, pour éviter les périls dont on vous menace. Les objections, fondées sur les craintes des opposans, sont applicables à une paix comme à une trève ; et si elles suffisent pour fermer vos oreilles aux ouvertures que nous vous faisons pour une trève, elles doivent vous déterminer à poursuivre vigoureusement la guerre jusqu'à ce que vous ayiez tout-à-fait consommé la ruine de votre ennemi. Mais vous êtes trop sages pour hasarder une lutte infiniment au-dessus de vos forces. Pour cet effet, à moins que vous ne préfériez de vivre dans une guerre perpétuelle, d'où résulterait bien plus vîte la ruine de votre République que celle de la Monarchie espagnole, vous devez, plutôt que plus tard, consentir à terminer la guerre par une paix ou par une trève. Quant à la paix, il vous est impossible de l'obtenir maintenant aux conditions que vous proposez ; et même quand il serait en votre pouvoir de vous la procurer, toujours est-il vrai que beaucoup de vos meilleurs amis penchent pour

1603. une trève. En effet, une trève est une sorte de *Medium* entre la paix et la guerre; au lieu qu'une paix prématurée pourrait amener les plus terribles inconvéniens, si vous passiez tout-à-coup d'un extrême à l'autre, avant que vos Institutions politiques eussent acquis cette stabilité que le tems seul peut cimenter. Cette paix amortirait peut-être la vigueur que vous êtes accoutumés à déployer depuis si longtems, et pourrait vous rendre une proie bien facile à sacrifier au ressentiment de votre ennemi.

»Mais, pendant la continuation de la trève, vous pourrez remédier à l'état de vos affaires, et prendre les plus sages mesures jusqu'à son expiration; de sorte qu'au moyen d'une prompte réparation de vos places fortes et d'une sévère discipline parmi vos troupes, jointes à la sage administration de vos finances, vous parerez à tout événement. Soyez persuadés que les Espagnols, une fois convaincus que vous êtes sur un pied de défense respectable, accepteront plus aisément des conditions de paix raisonnables, qu'ils ne rejettent aujourd'hui que par orgueil et par un sentiment de honte.

» L'exemple des Cantons Suisses, dont la

fortune a tant de ressemblance avec la vôtre, doit vous engager à écouter le conseil qui vous est donné. Opprimés comme vous, ils ont, comme vous, secoué le joug de leurs oppresseurs, et leurs armes ont obtenu par tout des triomphes. Cependant, ils se gardèrent bien de refuser la trève qui leur fut proposée alors par la Maison d'Autriche à des conditions bien moins avantageuses que celles qu'on vous exhorte d'accepter aujourd'hui ; et ils profitèrent de cette suspension d'hostilités pour établir leur gouvernement civil et militaire sur un pied si respectable, qu'ils déterminèrent enfin leurs anciens Maîtres à ne point recommencer la guerre. Il est donc à présumer qu'en imitant leur exemple, vous obtiendrez les mêmes résultat. Sans doute, autant le Roi d'Espagne est éloigné de conclure, quant à présent, une paix solide, autant il se prêtera volontiers à signer une trève fondée sur des conditions équitables, parce que ce Prince croira sa dignité moins offensée par des cessions temporaires que par des cessions perpétuelles. Mais tout doit porter à croire que beaucoup de circonstances éteindront dans Philippe toute idée de reprendre les hostilités : le tems affaiblira peu-à-peu dans son ame la colère dont il est

1603.

1778. si violemment agité : le souvenir de l'ancienne souveraineté qu'il exerçait sur vous vieillira et s'effacera également de sa mémoire. Outre ces effets naturels, il craindra trop de laisser échapper les douceurs de la tranquillité, quand une fois il les aura goûtées ; d'ailleurs, l'expérience lui aura suffisamment démontré, durant cet espace de tems, que l'intérêt de ses sujets en Europe, et plus particulièrement encore dans les Indes et en Amérique, est de vivre en paix avec vous ; et comme, à moins de vous manquer gravement à vous-mêmes en sacrifiant les intérêts et le salut de votre pays, il vous devient impossible de ne point acquérir sous peu d'années des ressources infiniment supérieures à celles dont vous pouvez disposer maintenant, il n'est point douteux que l'affermissement de votre puissance, devenue alors inébranlable, rendra trop évident à ce Monarque le danger de hasarder avec vous une nouvelle lutte pour vous ramener sous le joug, puisqu'il ne saurait jamais oublier que votre État au berceau a constamment triomphé de ses plus vigoureux efforts.

» Il faut donc espérer que les réflexions qui vous sont présentées suffiront pour détruire complètement les objections que font valoir

les opposans à la trève, et qu'elles vous déter- 1608.
mineront à l'accepter, s'il est possible d'obtenir le consentement du Roi d'Espagne aux conditions proposées. Ces objections, à la vérité, sont le résultat des réflexions de plusieurs des membres les plus recommandables de l'Etat, dont le zèle pour la prospérité de la République est à toute épreuve. Cependant l'expérience n'a que trop démontré combien les hommes les plus sages sont sujets à l'erreur. Sans doute, il peut résulter plusieurs inconvéniens de cette trève; mais, peut-être aussi, des dangers infiniment plus graves naîtraient-ils de la continuation de la guerre : et c'est un premier principe de prudence que, de deux maux, il faut choisir le moindre.

» Avant de terminer ce mémoire, il est indispensable de fixer toute votre attention sur deux vérités frappantes :

» La première, que l'avis qui vous est donné est un conseil émané de la sagesse des rois de France et de la Grande-Bretagne; et que ces Princes que nous représentons, et qui vous ont si puissamment secourus, ont singulièrement à cœur de vous voir adopter une mesure si salutaire :

» La seconde, que, pour obtenir des termes

1608. d'accommodement raisonnables, il ne s'offrira jamais de momens aussi heureux que les circonstances actuelles.

» Sans contredit, les Archiducs sont des Souverains dont l'exactitude et la bonne foi, dans les engagemens qu'ils ont contractés jusqu'ici, ne furent jamais douteuses. Ils veulent décidément la paix, et la preuve en est dans leur pressante requête au Roi d'Espagne, qui dernièrement a porté, et qui, selon toute vraisemblance, portera de nouveau ce Monarque à vous accorder des conditions infiniment plus avantageuses, que jamais vous n'eussiez obtenues par une autre voie. Ainsi donc, durant la négociation du traité proposé, vous aurez tout l'appui nécessaire de la part de deux puissans Rois, qui considèrent votre intérêt comme le leur propre (1) ».

Ce Mémoire ne produisit pas d'abord l'effet désiré sur tous les députés. Maurice, à la tête de plusieurs des villes en Hollande, et de toute la province de Zélande, s'opposa plus forte-

(1) Négociations de Jeannin, tom. III, p. 9. — Ecrit fait par monsieur Jeannin, au nom de tous les ambassadeurs, jour treizième octobre, et mis ès mains de messieurs les Etats.

ment que jamais à la paix, et se servit de toute 1608.
l'influence qu'il exerçait sur les Esprits, pour les rendre inébranlables dans leur résolution. Ce Prince fit également usage de lettres et d'émissaires, pour ranger à son opinion la totalité des villes et des provinces. Quelquefois il parla, comme si les Monarques de France et de la Grande-Bretagne travaillaient pour leur intérêt particulier aux dépens de la République : il insinua même qu'à moins que ces Souverains ne cessassent de parler de trève, et n'assistassent immédiatement les Etats avec plus de générosité qu'ils ne l'avaient fait jusqu'alors, pour pousser la guerre avec vigueur, les parties les plus éloignées des provinces seraient successivement abandonnées, et les territoires de la République resserrés dans des limites si étroites, qu'ils pourraient être défendus par les seules forces que les Hollandais seraient en état de mettre sur pied sans le secours des Puissances étrangères. Maurice allégua de plus, qu'une matière d'une si haute importance que celle qu'on venait de soumettre à la délibération de l'Assemblée, ne pouvait être adoptée sans le consentement unanime de toutes les villes et provinces, qu'il menaça de voir la Zélande soutenir seule, si

1608. elles l'abandonnaient, tout le poids de la guerre contre les Espagnols, jusqu'à ce qu'elle en eût obtenu des concessions plus étendues (1).

Le Monarque français ne put s'empêcher de ressentir quelque aigreur d'une conduite également violente et injurieuse; mais la candeur de Henri l'empêcha de se dépouiller de cette profonde estime qu'il avait conçue pour les grandes qualités de Maurice, et lui fit rejetter les perfides suggestions des ennemis de ce Prince, qui lui prêtaient de sinistres desseins. Au contraire, il lui écrivit comme à un ami à qui il portait une vénération particulière, et n'épargna ni soins, ni raisonnemens pour l'engager à adopter ses vues.

Les efforts de Henri furent parfaitement secondés par Jeannin, qui se conduisit avec la prudence la plus consommée, et s'appliqua sur tout particulièrement à ne point offenser le prince Maurice qui, au contraire, mit tout en œuvre pour traverser ses projets pacifiques. Mais l'éloquence et l'habileté de Barnevelt; son influence irrésistible, fruit

(1) Jeannin, tom. III.

d'une longue expérience ; la haute opinion justement conçue de son esprit public et de son intégrité, décidèrent enfin Amsterdam et toutes les autres villes de la province de Hollande à ne plus considérer les conditions offertes pour la trêve sous les rapports alarmans dont on les avait effrayés. Bientôt, Maurice lui-même et la province de Zélande, entraînés par la voix persuasive et la constance de Jeannin et des ambassadeurs d'Angleterre, appuyés des députés envoyés à l'assemblée par toutes les autres provinces, consentirent également à renoncer à leur opposition. 1608.

Répugnance de Philippe pour reconnaitre l'Indépendance des Etats-Unis

Les Archiducs firent jouer en même tems tous leurs ressorts à la Cour de Madrid, pour obtenir le consentement de Philippe qui, d'abord, se montra tout aussi opposé que Maurice et la Zélande aux propositions de Jeannin. Cependant, Maurice, loin de rejeter la trêve, désirait ardemment sa prompte conclusion, pourvu qu'elle pût être consentie aux conditions accoutumées, que chacune des Parties belligérantes conserverait provisoirement les conquêtes qu'elle avait alors en sa possession. Mais le Monarque espagnol, dont les sujets partageaient presqu'unanimement

1608. l'avis, pensait qu'il se couvrirait d'ignominie, s'il reconnaissait explicitement l'indépendance d'un peuple de rebelles, et lui accordait sans mesure la liberté indéfinie du commerce des Indes.

De leur côté, les Archiducs s'appliquaient à démontrer à ce Prince qu'en souscrivant aux concessions proposées, il n'accorderait que ce qu'il avait précédemment accordé, en consentant à la suspension d'armes; et que, dans les conjonctures actuelles, il n'en résulterait pour sa Couronne aucune conséquence plus dangereuse que par le passé. Ils l'engagèrent pareillement à faire rédiger l'article relatif au commerce de l'Inde de telle manière, qu'il ne pût compromettre essentiellement les intérêts de l'Espagne dans cette partie du Monde.

Ils représentèrent que la déclaration, si vivement sollicitée par les États-Unis, ne pouvait porter aucun préjudice à la Souveraineté de Philippe : qu'elle n'aurait de force que pendant la durée de la trève: et que, dans le cas où les hostilités recommenceraient, les Hollandais n'en retireraient aucun avantage, si la victoire couronnait les armes espagnoles. Ils ajoutèrent que cette opinion, gé-

néralement approuvée par tous les ambassadeurs des Puissances médiatrices, avait aussi prévalu parmi presque tous les membres des États des Provinces révoltées, qui ne s'opposaient avec tant de constance à la trève que par rapport à la clause tout à-la-fois inutile et ridicule, renfermée dans la déclaration confirmative de leur liberté. 1608.

Ces considérations, présentées avec tant d'avantage par une si puissante intervention, firent une profonde impression sur Philippe, dont le consentement était tout prêt, pourvu que les Provinces-Unies voulussent accorder quelques priviléges en faveur de ceux de leurs concitoyens qui professaient la Religion catholique. Ce Monarque se flattait d'exercer une assez grande influence sur les esprits, pour obtenir en quelque sorte l'accomplissement de ce dessein; et cette idée fixait toute son attention, sur tout quand il considérait que le principal médiateur de la négociation actuelle était lui-même un Prince catholique. Mais, sur l'avis qu'il reçut des Archiducs, que Jeannin, dont le zèle pour le Papisme était incontestable, avait déclaré positivement qu'on tenterait en vain d'insérer dans les articles préliminaires aucune proposition concernant la Religion romaine,

la guerre, qu'au lieu de rétablir la Foi catholique dans les Provinces révoltées, on ne lui portât, au contraire, un coup mortel dans celles qui sont rentrées sous leur obéissance. » 1608.

Philippe parut extrêmement touché de la sagesse de ce conseil; et, sans doute il n'eût point balancé à le suivre aussitôt, si, selon sa coutume, il n'eût pas voulu connaître l'opinion de son favori le Duc de Lerma, avant de donner une réponse positive. Il paraît que ce premier Ministre n'avait point encore pris une résolution définitive sur le parti que lui conseillait la prudence dans une conjoncture si difficile. Depuis longtems il luttait contre des difficultés insurmontables pour faire face à toutes les dépenses qu'exigeait impérativement la guerre; et il tremblait, si elle n'était promptement terminée, que les armes de Philippe n'éprouvassent dans les Pays-Bas quelque revers terrible, qui ne retomberait point sur le marquis de Spinola, dont les preuves de prudence et de capacité dans l'art militaire étaient si multipliées, mais sur lui-même, qui, tant de fois, avait flatté ce général par des promesses d'hommes et d'argent, que des objets plus pressans l'avaient toujours empêché d'effectuer. Un motif si puissant et, selon toute vraisem-

1608 blance, la crainte d'être aussi soupçonné par ses contemporains d'un mouvement de jalousie contre Spinola, qu'il était parvenu à mettre en faveur à la Cour de Philippe, au point d'en faire un rival redoutable, ou tout au moins un co-partageant de l'intimité royale, avaient rendu Lerma très-empressé de concourir au rétablissement de la paix, dès l'ouverture des négociations. Mais jugeant avec beaucoup de raison que les concessions exigées par les Etats-Unis effaroucheraient l'orgueil de la nation espagnole et la superstition de son faible Monarque, il se garda bien de favoriser d'abord ouvertement leurs prétentions. Cependant, convaincu, par la force des circonstances, qu'on parviendrait beaucoup plus aisément à faire goûter aux Peuples des Espagnes les propositions d'une trève que celles d'une paix, attendu que les cessions, qu'on se résoudrait à consentir par cette trève, ne seraient que temporaires; certain d'ailleurs que Brizuela avait réussi, par ses représentations persuasives, à dissiper presqu'entièrement les doutes religieux de Philippe, Lerma quitta tout-à-coup le ton d'hésitation et de réserve qu'il avait gardé jusques-là. Il réunit à cet effet son influence à celle du confesseur de l'Archiduc

et de plusieurs autres Ecclésiastiques espagnols, totalement dévoués à ses intérêts, qui mêlant leurs instances aux siennes, décidèrent promptement Philippe à ratifier les articles préliminaires. Les Archiducs reçurent immédiatement cette ratification, avec la recommandation la plus pressante d'éviter, s'il était possible, d'accorder en termes formels aux Provinces-Unies la liberté absolue de commercer dans l'Inde; comme aussi d'obtenir également, s'il y avait moyen, quelque tolérance pour les Hollandais papistes (1). 1608.

Philippe ratifie les articles préliminaires.

Les ambassadeurs de France et d'Angleterre avaient préparé d'avance à la Haie les articles du traité pendant le séjour de Brizuela à Madrid. Mais, depuis plusieurs mois, les commissaires des Archiducs étaient retournés à Bruxelles, conformément au désir des États, qui craignaient qu'ils ne détachassent les députés de la confédération par leurs manœuvres secrètes; et les négociations se suivaient par lettres entre les médiateurs.

(1) Bentivoglio, passim. — Négociations de Jeannin, tom. III, p. 223, 224, et 329, 330. — Grotius. — Winwood, vol. II; p. 338, 100, etc. — Jeannin, tom. III, p. 10, et tom. II, p. 335.

1608. Cependant, comme cette manière de conduire une affaire aussi épineuse entraînait des longueurs interminables, Jeannin, tant en son nom qu'en celui des autres ambassadeurs, proposa aux Archiducs d'envoyer leurs commissaires à Anvers, pour s'y réunir avec les autres Plénipotentiaires. Ils y consentirent aussitôt; et tous les négociateurs se rassemblèrent en cette ville, au commencement du
1609. mois de février 1609.

Les Ambassadeurs, indépendamment d'une copie des articles de la trève, approuvés par les États, apportèrent avec eux l'engagement que si, dans l'espace de huit jours après leur arrivée à Anvers, les Commissaires des Archiducs n'en avaient pas adopté le contenu, sans demander aucun changement essentiel, ils rompraient de suite les conférences, et refuseraient de renouer toute négociation ultérieure sur ce traité. Bien instruits que la Cour d'Espagne et les Archiducs ne s'étaient point préparés à recommencer la guerre, ils demeuraient très-convaincus que l'unique moyen de hâter leur dernière résolution consistait à les épouvanter par la crainte de nouvelles hostilités.

Mais, quand les Commissaires de la Cour d'Espagne et ceux des Archiducs eurent con-

naissance de la décision des États, ils se plaignirent avec la dernière amertume, que leurs maîtres étaient traités avec une extrême rigueur, et ils représentèrent que le terme qu'on leur prescrivait pour prendre un parti définitif était trop court, eu égard à l'extrême importance de l'affaire qu'il s'agissait de terminer. Les Ambassadeurs, frappés de cette vérité, demandèrent et obtinrent des Etats une prolongation de tems : après quoi les Plénipotentiaires s'occupèrent sérieusement de la discussion des différens articles du traité. 1609.

Les Commissaires des Archiducs n'opposèrent d'objection à l'article fondamental concernant la liberté et l'indépendance des Provinces révoltées, qu'au titre qu'y prenaient les Etats, de *Hauts et Puissans Seigneurs ;* titre contre lequel ils récriminèrent avec tant de force et tant d'obstination, que les Ambassadeurs furent obligés d'y substituer le mot *Illustres.* Un autre article, relatif à une contribution de trois cent mille couronnes payées annuellement aux Hollandais par les habitans du pays ouvert en Brabant, pour être exemptés du pillage, donna matière à la plus vive altercation. Les Etats exigeaient, contre toute espèce de justice, la continuation de cet odieux

1609. impôt pendant la durée de la trève; mais les médiateurs, leur ayant démontré toute l'iniquité d'une pareille vexation, qui équivalait à une continuation d'hostilités, consentirent enfin à la suppression de cet article; et les Archiducs, en retour de cette concession, mirent les États-Unis en possession de plusieurs grands districts contigus à Berg-op-Zoom, Breda et autres places fortes, à condition que ceux des habitans de ces districts, qui professaient la Religion catholique, seraient maintenus dans le libre exercice de leur culte.

On proposa ensuite l'échange mutuel des villes prises en dernier lieu par les Puissances belligérantes, l'une sur l'autre. Mais comme les conquêtes des Hollandais étaient infiniment plus considérables que celles des Archiducs qui n'avaient point d'équivalent proportionné à leur offrir en compensation, on convint, après beaucoup de débats, que les Parties contendantes garderaient, chacune, respectivement les places qu'elles avaient en leur possession. Les Hollandais rejettèrent également une autre proposition avancée et soutenue avec la plus grande chaleur par les Commissaires espagnols, tendante à abolir tous les

droits perçus en Zélande à l'entrée des bâtimens dans l'Escaut, pour se rendre à Anvers. Néanmoins, les Hollandais laissèrent entrevoir que, dans la suite, cet objet pourrait être traité amicalement; et les Archiducs retirèrent d'autant plus volontiers leur demande, qu'ils espéraient profiter des bienfaits de la paix, lorsqu'elle serait établie sur des bases solides, pour augmenter le nombre de leurs ports sur la côte de Flandre, et rivaliser les Hollandais dans les branches de commerce qu'ils avaient étendues à l'infini pendant la durée de la guerre. 1609.

Mais, de tous les articles compris dans ce traité, le plus épineux à régler à la satisfaction mutuelle des Parties était celui qui concernait particulièrement le commerce de l'Inde. Les Archiducs ne perdaient point de vue qu'à moins que ce point de difficulté ne fût complètement résolu selon le désir des Hollandais, il fallait renoncer à tout espoir d'accommodement; et ces Souverains, ni leurs sujets, n'avaient aucun intérêt au rejet de cette demande. Mais, nonobstant les espérances flatteuses qu'ils fondaient sur les soins et sur le crédit de Brizuela, la répugnance aussi absurde qu'opiniâtre des Espagnols pour une concession de

Contestations sur le commerce de l'Inde.

1609. cette nature, leur faisait appréhender que Philippe ne voulût point ratifier la trève, si elle était exprimée dans cet acte en termes explicites. Tourmentés par une crainte si légitime, ils ne cessaient de presser vivement les Ambassadeurs de Henri et de Jacques d'imaginer une forme d'expression indirecte, qui ne blessât point l'orgueil ou le préjugé des Espagnols, et qui pût être interprêtée en faveur des Hollandais. Les Ambassadeurs, loin de se refuser à cet expédient, parvinrent à le faire approuver des États-Unis, en leur donnant par écrit une déclaration portant que, nonobstant la généralité et l'obscurité des termes dans lesquels cet article était conçu, ils le considéraient comme donnant à la Hollande la permission la plus positive de commercer librement dans toutes les parties de l'Inde, qui n'étaient point soumises à la couronne d'Espagne; et ils s'engagèrent en outre, au nom des Rois qu'ils représentaient, à faire garantir ce même article avec tous ceux que renfermait le traité (1).

Tels furent les principaux points qui se dis-

(1) Bentivoglio, Grotius, lib. ult., etc.

cutèrent entre les Commissaires des Archiducs 1609.
et les Ambassadeurs de France et d'Angleterre, dans les conférences qui se tinrent à Anvers. Bientôt après Brizuela revint à Bruxelles avec les articles préliminaires, ratifiés par Philippe; de sorte qu'il ne restait plus à régler que quelques affaires de peu d'intérêt, et à donner la dernière main à la rédaction du Traité, pour être signé par les Puissances contractantes.

Et d'après une permission des Archiducs, les Commissaires hollandais, dont on a précédemment parlé, qui, jusqu'alors, étaient demeurés à la Haie, se rendirent à Anvers. Cependant, pour qu'un acte si solennel fût célébré avec toute la pompe convenable, on convoqua à Berg-op-Zoom une assemblée extraordinaire des députés de toutes les provinces et villes de l'Union, afin d'être à portée d'y ratifier les divers articles qui se trouveraient insérés dans cet acte, dès qu'ils auraient été mis en ordre par les Commissaires respectifs. Et comme, depuis beaucoup d'années, les confédérés n'avaient point été engagés dans une affaire qui touchât si fortement des intérêts aussi chers que ceux qu'ils défendaient main-

1609. tenant avec tant d'énergie, plus de huit cents députés se trouvèrent à cette assemblée.

Les Commissaires et les ambassadeurs de France et d'Angleterre s'assemblèrent tous les jours à l'Hôtel-de-ville d'Anvers. Plusieurs articles, et notamment celui qui devait fixer le tems de la durée de la trève, produisirent une grande diversité d'opinions parmi ces négociateurs. Enfin, on arrêta que cette trève subsisterait pendant douze ans, à compter du jour où elle serait signée. Aussitôt après avoir résolu ce point de difficulté avec tous ceux qui demeuraient encore en litige, on rédigea dans la forme ordinaire le Traité qui, après avoir été envoyé à Bruxelles et à Berg-op-Zoom, pour y être sanctionné par les Archiducs et par les Etats, fut définitivement conclu le 9 avril 1609.

Traité de paix conclu. Ce Traité consistait en trente-huit articles, dont les plus importans sont déjà connus. Les autres avaient été médités par Barnevelt, et calculés avec la même sagesse pour le salut et les intérêts des citoyens et de l'Etat (1).

(1) Il fut stipulé dans les autres articles que, pendant la continuation de la trève, toutes hostilités cesseraient

Mais, de tous les hommes célèbres qui figurèrent dans cette révolution, personne ne mérita mieux de la République que la famille 1609

sur mer, sur les rivières et sur terre entre les sujets, habitans et personnes résidant dans les Etats du roi d'Espagne et des Archiducs d'une part, et les Etats-Unis de l'autre, sans aucune exception de places, ou personnes quelconques;

Que chacune des Parties contractantes conserverait, sauves et dans son entière possession toutes provinces quelconques, villes, places, terres et principautés dont elle jouissait alors; et que les mêmes conditions seraient observées à l'égard des districts, villages, terres et territoires qui en dépendaient;

Que les sujets et personnes résidant dans les Etats du roi d'Espagne et des Archiducs d'une part, et dans ceux des Etats-Unis de l'autre, se porteraient mutuellement bienveillance et amitié;

Que tous reproches, ressentimens et vengeances au sujet des hostilités et des injures passées, cesseraient, et qu'il s'établirait un commerce libre et égal entre les sujets des Parties contractantes, tant sur les rivières, que sur les mers et sur terre;

Qu'il ne serait point permis de retarder, ou d'arrêter aucuns marchands, propriétaires et patrons de navires, ou leurs équipages, ou bâtimens, ou commerce, ou marchandises d'aucune espèce, sous quelque prétexte que ce pût être; mais que la justice reprendrait son

1609. de Nassau; et toutes les provinces voulurent à l'envi lui prouver dans cette occasion leur respect et leur reconnaissance. On statua par

---

cours ordinaire pour le recouvrement des dettes et les poursuites en matières criminelles;

Que, dans le cas où il aurait été rendu par contumace des jugemens et sentences contre les partisans des Archiducs, ou ceux des Etats-Unis, et que ces mêmes partisans de l'un ou de l'autre parti auraient été condamnés en causes civiles ou criminelles, sans avoir été entendus, ni défendus, il était dûment convenu que ces jugemens ou sentences ne seraient point mis à exécution, durant la trève, contre les personnes ou les biens d'Individus ainsi condamnés;

Que, s'il arrivait encore que ces partisans ou leurs héritiers et exécuteurs testamentaires eussent perdu leurs propriétés par l'effet des fureurs de parti, ou par des dévastations inévitables dans la guerre; par le vol et par l'injustice d'individus, au mépris de l'autorité des Magistrats, et de la protection qui doit être assurée par les lois à tous les citoyens, il était également convenu que ces partisans seraient rétablis, en vertu du présent Traité, dans la pleine possession et libre jouissance de leurs biens et effets, quand même ils seraient maintenant passés dans l'état, et auraient pris la forme et la nature de biens confisqués, soit qu'ils aient été déposés comme gages, transportés comme donations, ou aliénés et transférés par telle espèce d'accord, transaction, ou renonciation que ce pût être;

un article du traité qu'aucun des descendans 1609.
de Guillaume, premier prince d'Orange, ne pourrait être inquiété pour les dettes con-

---

Que, si le produit des marchandises ou biens-fonds était sorti du trésor public pour en être disposé en faveur des possesseurs particuliers, on stipulerait alors un intérêt annuel de 6 et un quart pour cent aux véritables propriétaires de ces marchandises ou biens-fonds: mais, si le payement de cet intérêt souffrait de retards, on avait aussi arrêté qu'il serait assis sur d'autres objets que le Fonds ou Capital. Cependant, si la disposition ou le transport de ces marchandises et biens par le trésor public avait été accompagné de formalités qui en fissent des titres légaux; et si, par l'effet de ce transport, les noms des vrais proprietaires se trouvaient raturés et détruits par des formalités tout aussi légales qui constituassent des prétentions et des droits légitimes, on a encore prévu ce cas même, et pris toutes les mesures pour que ces biens, droits et propriétés fussent rendus aux véritables propriétaires, à condition que ceux-ci remettraient *bonâ fide* aux personnes qui les posséderaient alors, le prix (où il aurait été payé) que ces personnes pourraient avoir donné pour l'achat d'aucune desdites terres ou propriétés depuis la confiscation, dans l'espace d'un an, à compter de la date du présent traité;

Que ni la longueur du tems, ni même tout l'espace de tems qui s'est écoulé depuis l'année 1567, époque du commencement des troubles, ne pourraient être con-

1609. tractées par ce Prince depuis l'année 156- jusqu'à sa mort. Il fut en outre spécifié par un autre article du même Traité qu'on rendrait à ses héritiers, et qu'ils jouiraient pendant la durée de la trève, sans être troublés en aucune manière dans leur possession, de ceux des biens de ce grand homme qui se trouvaient enclavés dans le territoire des Archiducs, et qui avaient été confisqués (1).

---

sidérés comme emportant droit de prescription pour les propriétés;

Que les personnes qui, pendant la guerre actuelle, s'étaient retirées chez les Puissances neutres, se trouvaient comprises dans les dispositions du présent Traité, et admises aux avantages qui y étaient stipulés : qu'en conséquence, si elles en avaient l'intention, il leur était libre de retourner dans les villes ou autres lieux qu'elles habitaient anciennement, ou de s'établir dans telle autre partie des susdits Etats pacifiés qu'elles jugeraient à propos de choisir, pourvu toutefois qu'elles se conformassent aux mœurs, lois et coutumes qui y étaient en vigueur.

Enfin, il fut déclaré en termes généraux que toute confiscations, exhérédations et transports de propriétés, nés de la violence de la guerre civile et de l'aigreur du zèle des Partis, seraient cassés, cancellés, et, à tous égards, nuls et de nul effet.

(1) Outre ces preuves d'attachement à la famille du

De leur côté, les Archiducs s'étaient engagés à faire ratifier par le roi d'Espagne, dans l'espace de trois mois, ces articles, et tous ceux compris dans le Traité. En conséquence, les États reçurent, peu de jours avant l'expiration de ce terme, l'acte de ratification de Philippe, qui transférait au frère de Guillaume de Nassau, et à ses enfans, les premières charges de l'État, à telle époque qu'ils seraient jugés capables de les remplir. Ces résolutions paraissent avoir été suggérées par le Monarque français, et prises d'après les instances de Barnevelt, que Jeannin était parvenu à faire entrer dans les vues de son 1609

prince d'Orange, les États avaient résolu, quelque tems avant la conclusion de la Trève, que les appointemens du prince Maurice, comme Amiral et Capitaine général, ne subiraient aucune diminution, malgré la réduction des forces de terre et de mer : ils y ajoutèrent même un revenu additionnel, par forme de compensation, pour sa part dans les prises et dans les contributions; et ils augmentèrent pareillement les appointemens du prince Henri, du prince Frédéric, et du comte Guillaume-Louis de Nassau. Telle fut la fin de cette négociation qui, pendant plus de deux ans, fixa l'attention, non-seulement des Parties contractantes, mais aussi de presque tous les autres Princes et États de l'Europe.

1609. maître. Personne ne doutait que la famille du prince Maurice n'eût les droits les plus légitimes à toutes les faveurs dont les Etats jugeaient à propos de la combler : mais on pensait néanmoins qu'il était malheureux pour le caractère de ce Prince, qu'après la véhémence avec laquelle il s'était opposé à la trève, le consentement qu'il y avait enfin donné eût été si promptement suivi de récompenses pécuniaires. Cependant, malgré les perfides insinuations de ses ennemis, qui prétendaient prouver que ces récompenses étaient plutôt le prix de son silence ənb celui de ses illustres services, rien ne peut justifier cette odieuse allégation dans les nombreuses lettres de Henri et de son ministre, que renferment les négociations de Jeannin.

Les Hollandais furent donc regardés dès ce moment, et pour toujours, comme un Peuple libre et indépendant. Couverts d'un honneur immortel par la grandeur d ame avec laquelle ils avaient soutenu, pendant près d'un demi siècle, la guerre la plus sanglante et la plus glorieuse, ils reçurent enfin la juste récompense due à leurs vertus civiles et militaires. Par-tout, ils se virent respectés et ad-

mirés. Toutes les Cours de l'Europe s'empressèrent à l'envi d'accueillir leurs Ministres avec la même distinction dont ils honoraient les ambassadeurs des autres Souverains. En un mot, les Nations qui naguère les traitaient de rebelles qu'il fallait ramener sous la domination de leurs anciens maîtres, recherchèrent avec une égale ardeur leur alliance et leur amitié; mais, autant la réputation du Peuple hollandais s'élevait au plus haut point de splendeur, et lui préparait une longue prospérité, autant celle de la Nation espagnole perdait cet éclat dont elle avait tant étonné l'Univers. Frappée d'un coup mortel par la trève honteuse que venait de ratifier son faible Monarque, sa puissance cessait d'inspirer la terreur qu'elle avait imprimée sous le règne de Charles-Quint; et, battue par un petit nombre de ses propres sujets, elle ne pouvait plus prétendre désormais à donner des lois au Monde. A la vérité, l'orgueil de la Noblesse et la fierté du Peuple en général étaient secrètement mortifiés des douloureuses concessions arrachées des débiles mains de Philippe par la constance et le courage des Hollandais. Mais suivant l'opinion des Grands du Royaume et des simples citoyens, les humi- 1609.

1609. liations infinies qu'avait reçues l'antique valeur espagnole devaient être bien moins attribuées aux difficultés incalculables, nées d'une lutte si longue, si pénible et si funeste à leur Patrie, qu'à l'impéritie et au manque de vigueur du gouvernement qui tenait alors les rênes de l'Etat.

FIN DU LIVRE III[e] ET DU TOME PREMIER.







